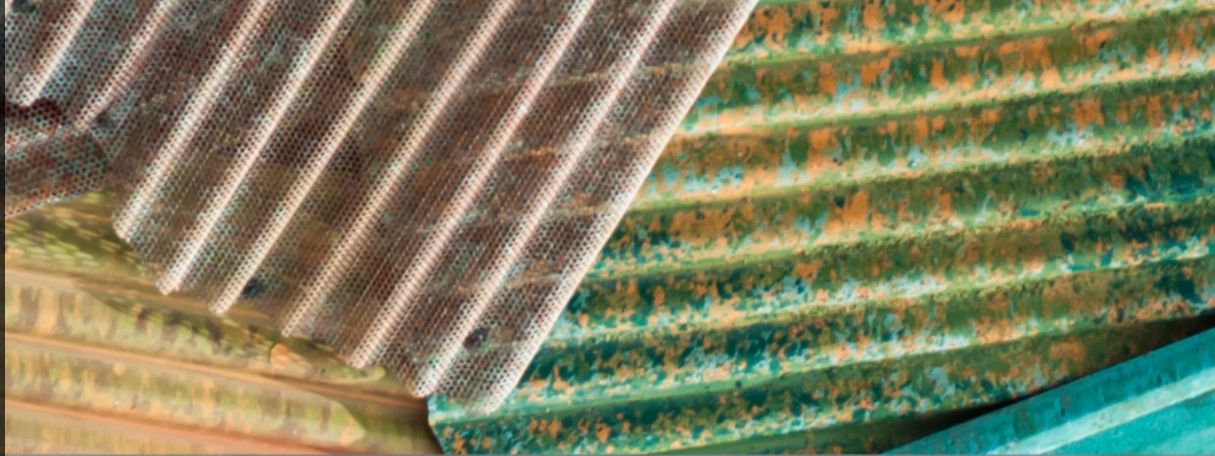


# GLOBAL AFRICA



# À PROPOS

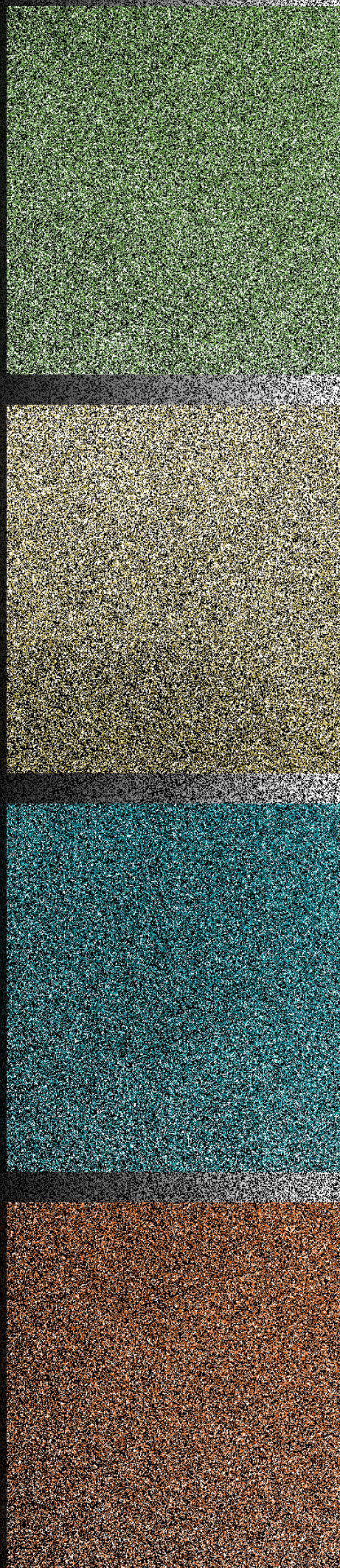
La revue *Global Africa* accueille des réflexions sur les enjeux globaux et leurs défis saisis à partir de l'Afrique et de ses diasporas. Ce contexte de défis anciens, nouveaux et futurs est celui dans lequel il faut penser de manière critique le Continent et ses trajectoires sociales, politiques, culturelles, économiques, scientifiques.

*Global Africa* est portée par le Laboratoire d'Analyse des Sociétés et Pouvoirs / Afrique – Diasporas (LASPAD) de l'Université Gaston Berger de Saint-Louis, au Sénégal avec l'Institut de recherche pour le développement (IRD) en France, le Laboratoire d'Études et de recherche sur les dynamiques sociales et le développement local (LASDEL) au Niger et l'Université internationale de Rabat (UIR) au Maroc. *Global Africa* est une revue pluridisciplinaire, à partir et au-delà du champ des sciences sociales, et publie des textes originaux et/ou traduits en français, arabe, anglais et swahili. En prise avec les enjeux globaux, soucieuse de s'inscrire dans la « science de la durabilité » et dans la recherche prospective, *Global Africa* est un lieu d'analyses et de débats sur la place de l'Afrique dans le Monde.

Dans l'optique de renforcer l'écosystème de la publication de savoirs scientifiques en Afrique, les textes publiés par *Global Africa* répondent à une exigence majeure : investir des sujets qui font progresser les connaissances, la compréhension du réel, dans un champ qu'il soit disciplinaire ou thématique, ceci à partir de constructions théoriques et conceptuelles ainsi que de données empiriques solides, éprouvées. A titre d'exemple, sont attendues à la fois des contributions originales et critiques sur les problématiques inscrites dans les agendas internationaux (sécurité humaine, migrations, santé, éducation, environnement, ressources naturelles, démographie, genre, inégalités, urbanisation, démocratie, etc.), et des réflexions sur les rationalités, les valeurs et les pratiques à l'œuvre dans la problématisation même de questions ayant la prétention de dessiner les “trajectoires de développement” du Continent. Mieux encore, les enjeux éthiques, politiques et économiques liés à la quatrième révolution industrielle, qu'il s'agisse d'intelligence artificielle, de big data, de transpost-humanisme, de nanotechnologies, de technologies numériques, de biopolitique, de gouvernance mondiale, de société de contrôle etc. seront explorés à partir du Continent. De ce point de vue, *Global Africa* considère que pour penser le monde d'aujourd'hui et celui à venir, il est fécond de mettre en dialogue les sciences humaines et sociales avec les sciences digitales.

Au-delà des incantations à l'interdisciplinarité, l'objectif est concrètement d'accueillir des analyses émanant de divers espaces disciplinaires dès lors que – dans une démarche réflexive ou appliquée – elles permettent d'enrichir les réflexions qui visent à comprendre les dynamiques à l'œuvre sur le Continent. Située dans le champ des études globales, la revue accorde pourtant une grande attention à ce qui se passe au niveau local. *Global Africa* juge indispensable de s'appropriier des sujets qui font écho à des préoccupations « locales », émanant du corps social – qu'il s'agisse des personnes ou des groupes qui les vivent quotidiennement ou qui les organisent et les gouvernent – y compris celles des femmes, des jeunes et des personnes marginalisées. La revue s'ouvre dès lors aux arts, cultures, techniques et savoirs extra académiques, en discutant avec des experts reconnus dans leur domaine.

La gouvernance de *Global Africa* repose sur un dispositif de programmation et d'évaluation scientifique autonome –engageant un comité de rédaction, un conseil scientifique, et un collège d'évaluateurs externes anonymes– qui aboutit, après un travail éditorial scrupuleux géré par un dispositif de production éditoriale, de traduction et de diffusion assuré par le LASPAD (Université Gaston-Berger de Saint-Louis), à une livraison de haute qualité scientifique. Disponible en ligne en open access, *Global Africa* publie quatre fois par an un numéro thématique, incluant des textes hors dossier (varia), des points de vue d'experts en prise avec l'actualité et des recensions d'ouvrages.



**Directrice éditoriale**

Fatimatou Dia

**Secrétaire d'édition**

Mamadou Lamine Diandy

**Directeur artistique**

Mouhamed K. Amoussa

**Responsable traduction**

Fatimatou Dia

**Traductions en anglais/français**

Bassirou Mboup a traduit les textes du fil iconographique, les entretiens de Michel Cahen et de Nathalie Nakabanda et l'éditorial.

Mame Codou Ndiaye a traduit les textes de Nadine Machikou, de Kanteye et al., et des biographies des auteurs.

Khardiata Ba a traduit les textes de Paliquewindé M. Sawadogo, de Moye Eric Kongnso et de Kojoué et al.

**Traductions en arabe**

Mohamed Jouili

**Traductions en swahili**

Elvis Gakunzi

**Copy editing et relecture en français**

Mame-Penda Ba  
Mamadou Lamine Diandy  
Stéphanie Quillon

**Copy editing et relecture en anglais**

Dieynaba Sar  
Khardiata Ba

**Iconographie**

Mame-Penda Ba

**Maquettiste**

Mouhamed K. Amoussa

La lecture des articles en arabe suit la numérotation de page de l'ensemble de la revue, de gauche droite.

**Crédits photographiques**

Les photos utilisées dans ce numéro sont l'œuvre de Pamela Tulizo. Ces images sont utilisées avec l'accord de l'artiste, dans le respect de ses droits d'auteur et des conditions d'utilisation qu'elle a établies.

*Le logo de Global Africa est emprunté au signe Nsibidi qui représente le savoir et le partage.*

Le collège des évaluateurs étant anonyme, nous ne publions pas les noms de ses membres. Nous adressons nos chaleureux remerciements à l'ensemble des évaluateurs pour leur disponibilité et leurs fécondes contributions.



Université Internationale de Rabat  
Tel: 05373 73000

**Revue Global Africa  
numéro 9**

**Mars 2025**

**Périodicité** : quatre numéros annuels

(deux pour les deux premières années 2022, 2023)

**Propriété** : Université Gaston Berger, Sénégal

**Éditeur** : Université Gaston Berger, Sénégal

**Directeur de la publication** : Magatte Ndiaye,  
Recteur de l'Université Gaston Berger

**ISSN** : 3020-0458

**Programmation et évaluation**

**Coordinateurs du numéro**

Cheikh Sadibou Sakho  
Firmin Mbala

**Secrétaire de rédaction**

Fatimatou Dia

**Comité de rédaction**

Mame-Penda Ba (*Rédactrice en chef*), *Science politique, Université Gaston Berger*

Toussaint Murhula Kafarhire, *Sc. po, ASAA, ULC, UPN*

Uchenna Okeja, *Philosophie, Nelson Mandela Univ.*

Olivier Dangles, *Biodiversité, Sc. de la durabilité, IRD*

Sara Mejdoubi, *Linguiste, UIR*

Faisal Garba, *Sociologie, UCT*

Mohamed Jouili, *Anthropologie, ULM*

Nadine Machikou, *Sc. politique, Université de Yaoundé*

Frédérique Louveau, *Anthropologie, UGB*

Mireille Razafindrakoto, *Économie, IRD*

Philippe Lavigne-Delville, *Anthropologie, IRD*

Cheikh Sadibou Sakho, *Sociologie, Anthropologie, UGB*

**Conseil scientifique**

Akosua Adomako Ampofo (*Présidente*),  
*Gender studies, ASAA*

Paul Tiyambe Zeleza, *Économie, USIU*

Souleymane Bachir Diagne, *Philosophie, CU*

Mamadou Diouf, *Histoire, CU*

Cecelia Lynch, *Science politique, UCI*

Estienne Rodary, *Géographie et science politique, IRD*

Célestin Monga, *Économie, World Bank/Harvard*

Bouchra Sidi Hida, *Sc. soc. et gouvernance, Codesria*

Philippe Peycam, *Histoire, IIAS*

Ibrahima Thioub, *Histoire, UCAD*

Fatima Sadiqi, *Ling. études de genre, Université de Fes*

Cheikh Thiam, *Études africaines, Amherst College*

François Roubaud, *Économie, IRD*

Felwine Sarr, *Économie, Duke University*

Stefan Ouma, *Géographie, University of Bayreuth*

Fatou Sow, *Gender studies, CNRS/UCAD*

Pap Ndiaye, *Histoire, SciencePo / MNHI*

Foued Laroussi, *Linguistique, Université de Rouen*

Zahia Jouirou, *Études islamiques et religions comparées, Université de La Manouba*

Ibrahima Kane, *Droits humains, OSF/UA*

Reda Benkirane, *Université M.VI Polytechniques*

Walter Mignolo, *Anthropologie, Duke University*

Dominique Darbon, *Science politique, LAM*

Mbissane Ngom, *Droit, UGB*

Fatima Harrak, *Histoire et science politique, Institut*

*d'études africaines, Université Mohammed V*

*Global Africa* est une revue en libre accès distribuée selon les termes de la licence d'attribution Creative Commons Attribution Non-Commerciale (CC BY-NC 4.0)

(<https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0>).

Cette licence autorise l'utilisation, la distribution et la reproduction sur tout support, sauf à des fins commerciales, à condition que l'œuvre originale soit correctement citée.

GLOBAL AFRICA

AFRICA

AFRICA

GLOBAL AFRICA

مفردات

Varia

Miscellaneous

Vinginevyo

# Varia

<b>Éditorial</b> Le courage de continuer !	6-7
<b>Catalogue des résumés</b>	16-22
<b>Pamela Tulizo</b> L'image comme mémoire : témoignage visuel d'une RDC en crise	26-27
<b>Nadine Machikou</b> Le maintien de l'ordre patriarcal par voie de silenciation : territoires littéraires de la subordination féminine au Cameroun	36-51
<b>Moye Eric Kongnso</b> L'adaptation des femmes Mbororo au changement climatique : expériences d'une communauté pastorale dans la région Nord-Ouest du Cameroun	70-83
<b>Michel Cahen</b> Colonialité : de l'Amérique latine à l'Afrique ?	98-105
<b>Nathalie Nakabanda</b> À l'Est, rien de nouveau : guerre, extraction et silence	114-121
<b>Kojoué et al.</b> Rendre compte de la fracture politique : crise sanitaire, médias numériques et légitimité politique au Cameroun	130-141
<b>Kantèye et al.</b> Du commerce social à Rufisque (Sénégal) : stratégies de construction et de sécurisation de la confiance-client	154-165
<b>Paliguewinda Martin Sawadogo</b> Retour sur une aporie : l'efficacité du dispositif juridique de lutte contre les violences à l'égard des femmes au Burkina Faso	180-186

# Miscellaneous

## Vinginevyo

## متفرقات

<b>Editorial</b> The Courage to Continue!	8-9	10-11	12-13
<b>Abstracts Catalog</b>	16-22	16-22	16-22
<b>Pamela Tulizo</b> Image as Memory: Visual Testimony from a DRC in Crisis	28-29	30-31	32-33
<b>Nadine Machikou</b> The Maintenance of Patriarchal Order Through Silencing: Literary Territories of Female Subordination in Cameroon			52-67
<b>Moye Eric Kongnso</b> Indigenous Mbororo Women in Climate Change Adaptation: Insights from the North West Region, Cameroon			84-96
<b>Michel Cahen</b> Coloniality: From Latin America to Africa?			106-112
<b>Nathalie Nakabanda</b> All Quiet on the Eastern Front: War, Extraction, and Silence			122 -128
<b>Kojoué et al.</b> Documenting the Political Divide: Health Crisis, Government Communication, and Political Legitimacy in Cameroon			142-152
<b>Kantèye et al.</b> Social Commerce in Rufisque (Senegal): Strategies for Building and Securing Customer Trust			166-177
<b>Paligewinde Martin Sawadogo</b> Looking Back at an Aporia: The Effectiveness of the Legal System in Combating Violence Against Women in Burkina Faso			187-193

# Le courage de continuer !

## Firmin Mbala

Spécialiste des droits humains et du développement international

[mbalafirmin@gmail.com](mailto:mbalafirmin@gmail.com)

## Cheikh Sadibou Sakho

Anthropologue et sociologue, Université Gaston Berger, Sénégal

Membre du comité de rédaction de *Global Africa*

[cheikh-sadibou.sakho@ugb.edu.sn](mailto:cheikh-sadibou.sakho@ugb.edu.sn)

Ce numéro de *Global Africa* paraît dans un contexte géopolitique et international des plus préoccupants. Alors qu'elle faisait jusque-là l'objet d'un relatif consensus, la lutte contre les violences basées sur le genre (VBG) est gravement menacée par le maelström global qui ébranle le monde dit du développement, cible d'une vendetta sans précédent. Les avancées laborieusement acquises au fil des décennies sont désormais fragilisées par des forces multiples et convergentes, tant à l'échelle internationale que continentale.

Il ne faut pas s'y méprendre : la baisse tendancielle et annoncée de l'aide internationale a beau se parer de rationalité économique et financière, elle est d'abord, et surtout, idéologique. Le moindre paradoxe n'est pas le narratif qui accompagne cette réduction drastique, voire brutale, du moins pour sa dimension américaine. Alors que les donateurs prétendent se concentrer désormais sur les activités *life-saving* – censées sauver des vies –, ils délaissent des périls aussi graves que les mutilations génitales féminines (MGF), les mariages d'enfants, les violences sexuelles et leurs conséquences dramatiques et durables. Ces violences, pourtant mortifères, sont reléguées au second plan, comme si elles ne méritaient plus l'attention et les ressources nécessaires pour les combattre.

L'autre violente charge idéologique est continentale, soit l'influence grandissante en Afrique de néo-souverainismes nostalgiques de valeurs et savoirs endogènes prétendument dédaignés, si ce n'est délibérément détruits par le colonialisme. On aurait tort de n'y voir qu'un populisme essentiellement numérique, opportunément endossé par des prétoriens de retour et quelques politiciens habiles. Ces politiques de la nostalgie s'enracinent dans des réalités politiques et sociales complexes, comme l'actualité ouest-africaine récente en fait la démonstration contrastée. En Gambie, une tentative avortée de rélégalisation de l'excision a montré à quel point ces pratiques traditionnelles, pourtant néfastes, peuvent être défendues au nom de la préservation de l'identité culturelle. En Sierra Leone, la criminalisation enfin effective des MGF, après des décennies de luttes, a été un pas en avant, mais reste fragile face à l'intensité des résistances sociales et des pressions politiques. Songeons aussi que, sans alternative viable pour l'instant, les écolières nigériennes sont depuis peu privées d'éducation à la sexualité sous prétexte de dévoiement

**How to cite this paper:**

Mbala, F., & Sakho, C. S. (2025). Le courage de continuer !

*Global Africa*, (9), pp. 6-7.

<https://doi.org/10.57832/vde7-m929>

© 2025 by author(s). This work is openly licensed via [CC BY-NC 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/)



des valeurs religieuses. Ces exemples montrent que nous ne sommes pas simplement en présence de phénomènes viraux ou de débats abstraits, mais bien d'une réelle menace pour les droits des femmes et des filles.

## Résister : l'urgence de consigner<sup>1</sup> et de poursuivre

C'est bien là la plus grave menace des assauts en cours : entériner non pas un statu quo, mais un recul alarmant qui détricoterait des années de travail acharné et patient entrepris par des travailleurs sociaux et des organisations avec et au sein même des communautés africaines pour éradiquer les VBG, souvent durablement ancrées ou exacerbées par des changements sociaux rapides.

Or, bien que l'Afrique conserve de tristes records mondiaux en matière de VBG – qu'il s'agisse des MGF, des mariages d'enfants ou de violences liées aux conflits –, il est indéniable que des progrès significatifs ont été réalisés. Ces avancées sont le fruit de l'éducation, de la sensibilisation et du plaidoyer en faveur des droits des femmes. Pour être laborieuses et parfois concurrentes, les innombrables interactions de terrain n'ont pas moins généré une masse appréciable de connaissances, des pratiques stabilisées et repérables qu'il faut se donner la peine d'éclairer.

C'est à cet indispensable travail de documentation et d'évaluation des savoirs de terrains que plusieurs articles de ce varia ont choisi de se consacrer. Ces savoirs, issus d'interactions entre les acteurs locaux et des intervenants extérieurs, sont le produit baroque de processus d'hybridation et de réappropriation où, bon an mal an, des solutions pragmatiques et adaptées aux réalités locales émergent des dynamiques quotidiennes des communautés.

Ce faisant, la présente somme fait aussi œuvre de résistance. Sevrée de ressources matérielles et attaquée en légitimité, la lutte contre les VBG entre en effet dans un cycle incertain de *backlash* contre lequel nous avait mis déjà en garde une Susan Faludi en visionnaire lucide<sup>2</sup>. Empêcher ce recul consiste d'abord ici à consigner, à documenter et à valoriser les luttes et les savoirs. Aussi, les textes rassemblés ici ont-ils en commun de poursuivre l'œuvre engagée en montrant comment l'espace littéraire ou l'espace juridictionnel peuvent se constituer en arènes et ressorts de déconstruction d'un ordre social et politique étroitement masculin.

Dans ce contexte critique, le courage de continuer est plus que jamais nécessaire. Certains pourraient y voir une forme d'appel à l'espoir. Sans angélisme toutefois, car plusieurs contributions à ce varia montrent bien que, malgré les obstacles, des solutions minimales existent, qu'elles émergent de « bricolages sociaux » ou qu'elles soient portées par des acteurs déterminés. La production locale de connaissances, loin d'accoucher des recettes miracles, apparaît à la fois comme un levier de lutte contre les VBG et de transformation sociale. Accorder toute leur importance à ces démarches en les documentant et en les diffusant, c'est en fin de compte faire écho au conseil avisé de Winston Churchill, témoin résilient et privilégié, s'il en est, de bouleversements antérieurs de la scène internationale. En la matière, il faut garder à l'esprit qu'il n'y a ni succès final, ni échec fatal, « seul compte le courage de continuer » !

Ce courage de continuer, on en fait sacerdoce à Global Africa ! Dans notre marche vers l'excellence de l'édition scientifique en Afrique, nous venons de franchir un pas nouveau, celui de l'indexation dans Scopus après AJOL et DOAJ. C'est une belle consécration, la reconnaissance d'une œuvre collective. Ensuite, dans le prolongement de notre engagement en faveur de la promotion des jeunes chercheur·e·s, nous lançons une nouvelle rubrique dédiée aux jeunes talents de la recherche en sciences humaines et sociales. Cette initiative s'inscrit dans la continuité des actions menées par les [Écoles Jeunes Chercheur·e·s](#) pour renforcer les capacités en écriture et en édition scientifiques, tout en offrant un cadre propice à la diffusion de leurs travaux. Nous continuons enfin à offrir une visibilité accrue aux langues africaines avec des résumés en wolof, lamnso et mooré.

Nous vous souhaitons une belle lecture !

1 Au double sens de mettre en lieu sûr (ex : consigner des bagages à la gare) et d'enregistrer/inventorier (ex : consigner les déclarations de témoins).

2 Faludi, S. (1991). *Backlash: The Undeclared War Against American Women*. Crown.

# The Courage to Continue!

## Firmin Mbala

Human Rights and International Development Specialist  
[mbalafirmin@gmail.com](mailto:mbalafirmin@gmail.com)

## Cheikh Sadibou Sakho

Anthropologist and Sociologist, Gaston Berger University, Senegal  
 Member of the Editorial Board of *Global Africa*  
[cheikh-sadibou.sakho@ugb.edu.sn](mailto:cheikh-sadibou.sakho@ugb.edu.sn)

This issue of *Global Africa* journal is published in a highly concerning geopolitical and international context. The fight against gender-based violence (GBV), hitherto the subject of relative consensus, is now seriously threatened by the global maelstrom shaking the development world, the targets of an unprecedented vendetta. The advances painstakingly achieved over the decades are now being fragilized by multiple and converging forces, both at the international and continental levels.

We should not be mistaken: despite being presented as economically and financially rational, the foreseen and downward trend in international aid is first and foremost ideological. The least of the paradoxes is not the narrative accompanying this drastic, even brutal cut, at least in its American dimension. While donors claim to be now focusing on “life-saving” activities they are neglecting serious perils such as female genital mutilation (FGM), child marriage, sexual violence, and their dramatic and enduring consequences. These deadly forms of violence are relegated to the background as if they no longer deserve the attention and resources needed to fight against them.

The other violent ideological charge is continental, namely the growing influence of neo-sovereignism in Africa, nostalgic for values and indigenous knowledge allegedly scorned, if not deliberately destroyed, by colonialism. It would be wrong to view this as simply a form of digital populism, opportunistically embraced by returning praetorians and some shrewd politicians. These nostalgic policies are rooted in complex political and social realities, as demonstrated by recent events in West Africa. In Gambia, a failed attempt to re-legalize female genital mutilation showed how these harmful traditional practices can be championed in the name of preserving cultural identity. In Sierra Leone, the finally effective criminalization of FGM, after decades of struggle, was a step forward, but remains fragile in the face of intense social resistance and political pressure. Let us also consider that, with no viable alternative for the moment, Nigerian schoolgirls have recently been deprived of sexual education on the pretext of the distortion of religious values. These examples show that we are not simply witnessing viral phenomena or abstract debates, but rather a genuine threat to the rights of women and girls.

### How to cite this paper:

Mbala, F., & Sakho, C. S. (2025). The Courage to Continue!  
*Global Africa*, (9), pp. 8-9.  
<https://doi.org/10.57832/jnpr-xc31>

© 2025 by author(s). This work is openly licensed via [CC BY-NC 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/)



## Resisting: The Urgency of Documenting and Continuing

This is indeed the most serious threat posed by the ongoing assaults: not to entrench a status quo, but rather to endorse an alarming setback that would unravel years of hard and patient work carried out by social workers and organizations, with and within (West) African communities, to end all forms of gender-based violence (GBV), often deeply rooted or exacerbated by rapid social changes.

However, while Africa still holds unfortunate world records in terms of GBV – whether it's female genital mutilation (FGM), child marriage, or conflict-related violence – it is undeniable that significant progress has been made. These advances are the result of education, awareness-raising, and advocacy for women's rights. Though challenging and sometimes conflicting, the numerous local interactions have nonetheless generated a considerable body of knowledge, stabilized, and identifiable practices that must be highlighted.

Several articles in this *varia* have been devoted to this vital task of documenting and evaluating local knowledge. Based on the outcome of interactions between local actors and social workers, these protective skills are the intricate result of hybridization and reappropriation processes through which, year after year, pragmatic and locally adapted solutions have emerged from the daily dynamics of communities.

In doing so, the issue also serves as an act of resistance. Deprived of material resources and under attack in terms of legitimacy, the fight against GBV enters an uncertain cycle of backlash, against which the lucid visionary Susan Faludi<sup>1</sup> had already warned us. Preventing this setback begins with documenting, recording, and highlighting struggles and knowledge. This is why the texts collected here share a common goal: continuing the work already begun by showing how the literary and legal arenas can serve as spaces and mechanisms to deconstruct a narrowly male-dominated social and political order.

In this critical context, the courage to continue is more necessary than ever. Some might see it as a form of call to hope, though it is far from naïve optimism, as the issue shows that despite obstacles, solutions emerging from “social bricolage exist,” and are carried forward by determined actors. Far from being miracle formulas, protective skills are a powerful tool in the fight against GBV, as well as in social transformation.

Giving full importance to these efforts by documenting and disseminating them is, in the end, to echo the wise advice of Winston Churchill, a resilient and privileged witness to past international upheavals. In this context, we must keep in mind that there is neither final success nor fatal failure, “it is the courage to continue that counts.”

This Courage to Continue is Our Commitment at Global Africa! On our journey towards excellence in scientific publishing in Africa, we have just taken a new step: *Global Africa* is now indexed in Scopus, following our inclusion in AJOL and DOAJ. This is a significant achievement — recognition of a collective effort.

Furthermore, as part of our ongoing commitment to supporting young researchers, we are launching a new section dedicated to emerging talents in the humanities and social sciences. This initiative is a continuation of the work undertaken by the [Junior Researchers' Institute](#) to strengthen scientific writing and publishing capacities while providing a platform for disseminating their work.

Finally, we remain committed to increasing the visibility of African languages, offering abstracts in Wolof, Lamnso, and Moore.

We wish you a pleasant read!

1 Faludi, S. (1991). *Backlash: The undeclared war against American women*. New York: Crown.

# Ujasiri wa kuendelea!

## Firmin Mbala

Mtaalamu wa Haki za Binadamu na Maendeleo ya Kimataifa  
[mbalafirmin@gmail.com](mailto:mbalafirmin@gmail.com)

## Cheikh Sadibou Sakho

Mwanaanthropolojia na mwanasosholojia, Chuo Kikuu cha Gaston Berger, Senegal  
 Mjumbe wa bodi ya wahariri ya *Global Africa*  
[cheikh-sadibou.sakho@ugb.edu.sn](mailto:cheikh-sadibou.sakho@ugb.edu.sn)

Suala hili la *Global Africa* linaonekana katika muktadha wa kijiografia na kimataifa unaotia wasiwasi sana. Ingawa hapo awali ilikuwa mada ya makubaliano ya jamaa, mapambano dhidi ya unyanyasaji wa kijinsia (GBV) yanatishiwa pakubwa na machafuko ya kimataifa ambayo yanatikisa kile kinachoitwa ulimwengu wa maendeleo, shabaha ya kisasi ambacho hakijawahi kushuhudiwa. Maendeleo yaliyopatikana kwa bidii kwa miongo kadhaa sasa yamedhoofishwa na nguvu nyingi zinazobadilika, katika kiwango cha kimataifa na bara.

Haipaswi kuwa na makosa juu yake : mwelekeo uliotangazwa wa kushuka kwa misaada ya kimataifa unaweza kuonekana kuwa wa kimantiki wa kiuchumi na kifedha, lakini kwanza kabisa ni wa kiitikadi. Kitendawili kidogo zaidi sio masimulizi yanayoambatana na upunguzaji huu mkubwa, hata wa kikatili, angalau kwa mwelekeo wake wa Amerika. Wakati wafadhili wanadai sasa kuangazia shughuli za «*kuokoa maisha*» - zinazodaiwa kuokoa maisha - wanapuuzwa hatari kubwa kama vile ukeketaji wa wanawake (FGM), ndoa za utotoni, ukatili wa kijinsia na matokeo yake makubwa na ya kudumu. Vitendo hivi vya unyanyasaji, ingawa ni vya kuuu, vimerudishwa nyuma, kana kwamba havistahili tena kuangaliwa na rasilimali zinazohitajika kupambana navyo.

Mashtaka mengine ya kiitikadi ya vurugu ni ya bara, ambayo ni ushawishi unaokua barani Afrika wa serikali-mamboleo isiyo na maana kwa maadili ya asili na maarifa yanayodaiwa kudharauliwa, ikiwa hayataharibiwa kwa makusudi na ukoloni. Itakuwa makosa kuona hii kama umashuhuri wa kidijitali, unaoidhinishwa kwa urahisi na watawala wanaorejea na wanasiasa wachache wajanja. Siasa hizi za nostalgia zinatokana na ukweli changamano wa kisiasa na kijamii, kama matukio ya hivi majuzi ya Afrika Magharibi yanavyoonyesha kwa njia tofauti. Nchini Gambia, jaribio lililoshindwa la kuhalalisha tena ukeketaji lilionyesha jinsi mila hizi za jadi, lakini zenye madhara, zinaweza kulindwa kwa jina la kuhifadhi utambulisho wa kitamaduni. Nchini Sierra Leone, hatimaye ufanisi wa kuharamisha ukeketaji, baada ya miongo kadhaa ya mapambano, ulikuwa hatua ya kusonga mbele, lakini bado ni tete katika kukabiliana na upinzani mkali wa kijamii na shinikizo la kisiasa. Hebu pia tuzingatie kwamba, bila njia mbadala inayoweza kutumika kwa sasa, wasichana wa shule wa Niger hivi karibuni wamenyimwa elimu ya ngono kwa kisingizio cha upotoshaji wa maadili ya kidini. Mifano hii inaonyesha kwamba hatushughulikii tu matukio ya virusi au mijadala isiyoeleweka, lakini kwa tishio la kweli kwa haki za wanawake na wasichana.

**How to cite this paper:**

Mbala, F., & Sakho, C. S. (2025). Ujasiri wa kuendelea!  
*Global Africa*, (9), pp. 10-11.  
<https://doi.org/10.57832/2aaa-sd97>

© 2025 by author(s). This work is openly licensed via [CC BY-NC 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/)



## Kupinga: uharaka wa kurekodi<sup>1</sup> na kufuata

Hili ndilo tishio kubwa zaidi la mashambulizi ya sasa: kuidhinisha sio hali ilivyo sasa, lakini hatua ya kutisha ya kurudi nyuma ambayo ingetatu miaka ya kazi ngumu na ya subira iliyoifanywa na wafanyakazi wa kijamii na mashirika na ndani ya jumuiya za Kiafrika ili kutokomeza GBV, mara nyingi kwa muda mrefu au kuchochewa na mabadiliko ya haraka ya kijamii.

Hata hivyo, wakati Afrika bado ina rekodi duni za UWAKI duniani - iwe FGM, ndoa za utotoni au unyanyasaji unaohusiana na migogoro - ni jambo lisilopingika kuwa mafanikio makubwa yamepatikana. Maendeleo haya ni matokeo ya elimu, uhamasishaji na utetezi wa haki za wanawake. Ingawa ni kazi ngumu na wakati mwingine ni ya ushindani, mwingiliano usiohesabika katika uwanja huo hata hivyo umetokeza wingi wa maarifa, mazoea yaliyoimarishwa na yanayotambulika ambayo ni lazima tuchukue shida kufafanua.

Ni kwa kazi hii muhimu ya uhifadhi wa kumbukumbu na tathmini ya maarifa ya uwanja ambapo vifungu kadhaa katika sehemu hii ya vitu vingine vimechagua kujitolea. Ujuzi huu, unaotokana na mwingiliano kati ya watendaji wa ndani na washikadau wa nje, ni zao la baroque la mseto na michakato ya umilikishaji upya ambapo, mwaka baada ya mwaka, suluhu za kisayansi zinazochukuliwa kulingana na hali halisi za ndani huibuka kutokana na mienendo ya kila siku ya jamii.

Kwa kufanya hivyo, jumla hii pia hufanya kama aina ya upinzani. Kuniywa rasilimali na kushambuliwa kwa uhalali, mapambano dhidi ya GBV kwa kweli yanaingia katika mzunguko usio na uhakika wa *upinzani* ambao Susan Faludi, mwana maono mahiri, alikuwa tayari ametuonya<sup>2</sup>. Kuzuia kushuka huku kwanza kunahusisha kurekodi, kuweka kumbukumbu na kukuza mapambano na maarifa. Pia, maandishi yaliyokusanywa hapa yana kwa pamoja muendelezo wa kazi iliyoifanywa kwa kuonyesha jinsi nafasi ya fasihi au nafasi ya mamlaka inavyoweza kujiunda kama uwanja na chemchemi za utengano wa utaratibu wa kijamii na kisiasa wa kiume.

Katika muktadha huu muhimu, ujasiri wa kuendelea ni muhimu zaidi kuliko hapo awali. Wengine wanaweza kuona hii kama aina ya wito wa matumaini. Bila ujinga, hata hivyo, kwa sababu michango kadhaa kwa mchanganyiko huu inaonyesha wazi kwamba, licha ya vikwazo, ufumbuzi mdogo upo, iwe unatoka kwa «kuchezea kwa kijamii» au unafanywa na watendaji waliodhamiriwa. Uzalishaji wa maarifa ya ndani, mbali na kutoa masuluhisho ya miujiza, unaonekana kuwa chachu ya kupambana na GBV na mabadiliko ya kijamii. Kuipa umuhimu wa mipango hii kwa kuihifadhi na kuisambaza hatimaye ni kurejea ushauri wa busara wa Winston Churchill, shahidi shupavu na aliyebahatika, kama kuliwahi kutokea, wa misukosuko ya awali kwenye eneo la kimataifa. Katika suala hili, lazima tukumbuke kwamba hakuna mafanikio ya mwisho au kushindwa kwa kifo, «ujasiri tu wa kuendelea unahesabiwa»!

Ujasiri huu wa kuendelea ndio tunafanya ukuhani katika Global Africa! Katika maandamano yetu kuelekea ubora katika uchapishaji wa kisayansi barani Afrika, tumechukua hatua mpya, ile ya kuorodhesha katika Scopus baada ya AJOL na DOAJ. Ni mafanikio ya ajabu, utambuzi wa kazi ya pamoja. Kisha, kama nyongeza ya dhamira yetu ya kukuza watafiti wachanga, tunazindua sehemu mpya iliyoungwa kwa talanta za vijana katika utafiti wa ubinadamu na sayansi ya kijamii. Mpango huu ni sehemu ya hatua zinazoendelea kufanywa na [Shule za Watafiti Vijana](#) ili kuimarisha uwezo katika uandishi wa kisayansi na uchapishaji, wakati wa kutoa mfumo unaofaa kwa usambazaji wa kazi zao. Hatimaye, tunaendelea kutoa mwonekano zaidi kwa lugha za Kiafrika kwa muhtasari wa Kiwolof, Lamnso na Mooré.

Tunakutakia usomaji mzuri!

1 Kwa maana maradufu ya kuweka mahali salama (k.m.: kuacha mizigo kituoni) na kurekodi/kuorodhesha (k.m.: kurekodi taarifa za mashahidi).

2 Faludi, S. (1991). *Backlash: The undeclared war against American women*. New York: Crown.

# الشجاعة في المثابرة!

فيرمين مبالا (Firmin Mbala)

متخصص في حقوق الإنسان والتنمية الدولية

mbalafirmin@gmail.com

الشيخ ساديو ساكو (Cheikh Sadibou Sakho)

أنثروبولوجي وسوسولوجي، جامعة غاستون بيرجر، السنغال  
عضو في هيئة التحرير لمجلة «جلوبال أفريكا»

cheikh-sadibou.sakho@ugb.edu.sn

يصدر هذا العدد من مجلة «جلوبال أفريكا» في سياق جيوسياسي ودولي مثير للحيرة والقلق. فمسألة مكافحة العنف القائم على النوع الاجتماعي (VBG) وإن حظيت حتى وقت قريب بتوافق نسبي، فإنها أصبحت اليوم مهتدة بصفة خطيرة بفعل الإحصار العالمي الذي يعصف بالعالم الذي يُعرف بكونه ناميا، و صارت أهدافا لحملة انتقامية لم يسبق لها مثيل. فالمكاسب التي تم تحقيقها بصعوبة عبر العقود أصبحت الآن تهددها سواء على الصعيد الدولي أو القاري قوى متعددة التقت مصالحها على نفسها.

لا ينبغي أن نخطأ الفهم، فرغم أن الانخفاض المتوقع في المساعدات الدولية على مكافحة العنف القائم على النوع الاجتماعي قد يبدو مُبَرَّرًا من الناحية الاقتصادية والمالية، إلا أنه في الواقع يحمل في طياته بعدا إيديولوجيا واضحا.

وما يزيد من المفارقة هو السرد الذي يصاحب هذا التراجع الحاد، بل الفظ، لا سيما في السياق الأمريكي. ففي ذات الوقت الذي يدعي فيه مانحو الأموال أنهم يركزون من الآن فصاعدا على الأنشطة «التي تُنقذ الأرواح البشرية»، وهي الأنشطة التي يُفترض أن تساهم في إنقاذ الحيوانات الإنسانية، فإنهم يهملون قضايا ذات خطورة بالغة، مثل ختان الإناث، وزواج القصر، و شتى أنواع العنف الجنسي وما يترتب عنها من آثار مدمرة ودائمة. هذه الأشكال من العنف وإن بدت واضحة للعيان بأنها تمثل تهديدات مميتة، فإنه يتمّ الازدراء بها والضرب بها عرض الحائط، وكأنها لم تعد تستحق الاهتمام أو تخصيص الموارد المالية اللازمة للتصدّي لها.

أما عن الحملة الإيديولوجية الأخرى العنيفة، فهي ذات طابع قاري قلبا وقالبا وتتمثل في النفوذ المتزايد في أفريقيا للتيارات الجديدة الداعية للسيادة الوطنية التي يدفعها حنين إلى القيم والمعارف المحلية الأفريقية التي يُفترض أنها تعرضت للتجاهل، إن لم تكن قد دُمّرت عمداً خلال الحقبة الاستعمارية. سيكون من الخطأ النظر إلى هذا الاتجاه على أنه مجرد شعبية رقمية، يروج لها بعض العسكريين الذين دأبوا على خدمة الاستبداد والعائدين اليوم إلى الواجهة وبعض السياسيين الحاذقين بدوافع تكتيكية ومصالحية. فهذه التوجهات السياسية القائمة على الحنين تتجذر في واقع سياسي واجتماعي معقد، كما تبرهن على ذلك التناقضات التي تكشفها الوقائع السياسية والاجتماعية في غرب أفريقيا في الآونة الأخيرة.

ففي غامبيا، أظهرت محاولة فاشلة لإعادة تقليد ختان الإناث والإضفاء على ذلك طابعا شرعيا إلى أي مدى يمكن أن يتمّ الدفاع عن هذه الممارسات التقليدية الضارة، تحت شعار الحفاظ على الهوية الثقافية. وفي سيراليون، كان تجريم ممارسات تشويه الأعضاء التناسلية الأنثوية، بعد عقود من الكفاح، خطوة متقدمة، ولكنها تظل هشة أمام شدة المقاومة الاجتماعية والضغط السياسية. ومن المهم أن نذكر أيضا أنه في غياب بدائل ثقافية وتربوية واقعية ذات فعالية حتى الآن، تم مؤخرا حرمان التلميذات في النيجر من تلقّي دروس في التربية الجنسية بذريعة الخوف من انحرافهن عن القيم الدينية. هذه الأمثلة تبيّن لنا إلى أي حدّ أننا لا نواجه ظواهر عابرة أو نقاشات نظرية، بل تهديدا حقيقيا لحقوق النساء والفتيات.

How to cite this paper:

الشجاعة في المثابرة. Mbala, F., & Sakho, C. S. (2025). الشجاعة في المثابرة. *Global Africa*, (9), pp. 12-13. <https://doi.org/10.57832/qyt1-fs05>



## المقاومة: التوثيق ١ والمتابعة دون تأخير

إن أخطر تهديد في الهجمات الحالية لا يكمن فقط في مجرد الحفاظ على الوضع الراهن، بل التراجع المزعج الذي قد يؤدي إلى العصف بجهود سنوات من العمل المضني والصبور الذي قام به العاملون الاجتماعيون والمنظمات بالتعاون مع المجتمعات الأفريقية من أجل مكافحة العنف القائم على النوع الاجتماعي (VBG)، وهو العنف الذي غالباً ما يكون راسخاً في المجتمع أو متفاقماً فيه بسبب التغيرات الاجتماعية السريعة.

ورغم أن إفريقيا لا تزال تحتفظ بأرقام عالمية تبعث على الحزن في ما يتعلق بالعنف القائم على النوع الاجتماعي، سواء كان ذلك في حالات ختان الإناث أو زواج الأطفال أو العنف المرتبط بالنزاعات، إلا أنه من غير الممكن إنكار التقدم الكبير الذي تم إحرازه في مقاومة هذه الآفات. فهذه الإنجازات هي نتيجة للتعليم، والتوعية، والدعوات من أجل ضمان حقوق النساء. وعلى الرغم من أن هذه الجهود كانت في بعض الأحيان شاقة ومتسارعة، فإن التفاعلات المتعددة التي حدثت ميدانياً قد أنتجت مع ذلك مجموعة ضخمة من المعارف، والممارسات المستقرة والقابلة للتحقق التي ينبغي إبرازها للعيان.

وقد اختار هذا العدد الخاص المتنوع من غلوبال أفريكا من خلال ما يعرضه من مقالات كرس أصحابها جهودهم لهذا العمل الضروري من توثيق وتقييم المعارف الميدانية. هذه المعارف، التي تنبثق من التفاعلات بين الفاعلين المحليين والمشاركين الخارجيين، هي نتاج معقد لمسار تهجين وإعادة تملك، حيث تظهر، رغم الصعوبات، حلول عملية وملائمة للواقع المحلي التي تنبثق من الديناميكيات اليومية للمجتمعات.

وعلى هذا النحو، فإن هذا العدد يتبني هذه القضية، فهو يسلك مسلك المقاومة. ففي غياب الموارد المادية والهجوم على شرعيته، فإن الكفاح ضد العنف القائم على النوع قد أصبح مهدداً حينئذ بالدخول في دورة من ردود الفعل العكسية التي لا يمكن الاطمئنان إليها، كما حذرنا من ذلك سوزان فالودي (Susan Faludi) بنظرتها اليقظة الثاقبة<sup>2</sup>. إن التصدي للتراجع أمام هذا العنف لا بد أن يبدأ أولاً بتوثيق المعارف وأشكال مقاومة هذا العنف وإبرازها وتثمينها. وهكذا فإن النصوص التي يحتويها هذا العدد تشترك في هدف واحد يتمثل في مواصلة العمل الذي تم البدء في إنجازه، من خلال إبراز الكيفية التي يمكن بواسطتها للمجال الأدبي أو المجال القضائي من أن يتحول إلى مساحات وآليات لتفكيك النظام الاجتماعي والسياسي الذي يهيمن عليه بشكل وثيق النظام الذكوري.

وفي هذا السياق الحرج، يصبح من الضروري أكثر من أي وقت مضى التحلي بالشجاعة للاستمرار في هذا العمل. قد يراه البعض دعوة إلى التشييت بالأمل، ولكن دون الوقوع في التفاؤل الزائد، إذ أن العديد من المساهمات في هذا العدد المتنوع تبيّن بوضوح أنه رغم التحديات، هناك الحد الأدنى من الحلول القائمة، وأن هذه الحلول تنبثق من «الاجتهادات الاجتماعية» التي ابتكرها الفاعلون المحليون بإرادة صلبة وعزم على تذليل الصعوبات. إن الإنتاج المحلي للمعارف بدلاً من تقديم حلول من باب المعجزات، يعمل على أن يكون في الآن نفسه أداة محورية في النضال ضد العنف القائم على النوع الاجتماعي، ووسيلة فعالة للتحويل الاجتماعي.

إن منح هذه المعارف الوقائية الأهمية التي تستحقها من خلال توثيقها ونشرها هو في خاتمة المطاف تجسيد للحكمة التي صاغها وينستون تشرشل (Winston Churchill)، الذي كان شاهداً مرناً على التحولات الكبرى في الساحة الدولية إبان القرن الماضي. وفي هذا الإطار، لا بد من أن نستحضر قولته: أنه لا يوجد نجاح نهائي ولا فشل حتمي، بل «ما يهم هو شجاعة المثابرة» في السعي قدماً لتحقيق ما نصبو إليه.

لقد أصبح التحلي بشجاعة المثابرة بمثابة مبدأ مقدس في «جلوبال أفريكا». ففي مسيرتنا نحو تحقيق التميز في النشر العلمي في أفريقيا، أحرزنا خطوة جديدة تتمثل في إدراجنا ضمن قاعدة بيانات «سكوبوس» (Scopus)، بعد أن سبق وتم إدراجنا سابقاً في قواعد (AJOL) و (DOAJ). إنه تنويع رائع يمثل اعترافاً بجهود جماعية متضافرة. أما في إطار التزامنا المتواصل بدعم الباحثين الشباب، فقد أطلقنا قسماً جديداً مخصصاً للمواهب الشابة في البحث في العلوم الإنسانية والاجتماعية. تتدرج هذه المبادرة في سياق الجهود المستمرة التي تقوم بها **مدارس الباحثين والباحثات الشباب** لتعزيز قدراتهم في الكتابة والنشر العلمي، فضلاً عن توفير بيئة ملائمة لنشر أعمالهم. وختاماً نواصل تعزيز حضور اللغات الأفريقية من خلال تقديم ملخصات بالولوف، واللامنسو، والموري.

نتمنى لكم قراءة ممتعة.

1 في معنى مزدوج: حفظ الشيء في مكان آمن وتسجيله صوتاً له من التلاشي والضياع

2 Faludi, S. (1991). *Backlash: The undeclared war against American women*. New York: Crown



Enfer paradisiaque [Photograph]. © Pamela



# Catalogue des résumés

## Abstracts Catalog

### Le maintien de l'ordre patriarcal par voie de silenciation

#### Territoires littéraires de la subordination féminine au Cameroun

**Nadine Machikou**

#### Résumé

Le présent article s'intéresse à la manière dont la gestion de la parole féminine est un des sites les plus efficaces de maintien de l'ordre patriarcal par voie d'imposition du silence. En décryptant le pouvoir d'énonciation littéraire d'une jeune autrice camerounaise s'intéressant à différents sites de violence patriarcale, il montre comment opère les dispositifs d'invisibilisation, de marginalisation et de silenciation des cadets en tout genre. L'injonction du silence s'inscrit dans une écologie de positions et de prises de positions patriarcales tenues par des agents centraux et auxiliaires de maintien de l'ordre. La silenciation, production de l'absence et de l'effacement du bruit de la condition féminine, donne lieu à l'affrontement entre désir et institution au cœur d'un ordre de discours (au sens de Michel Foucault). L'article repose sur une mise en dialogue et un retour réflexif sur des trouvailles ethnographiques, éclairés par la mise en récit littéraire de la condition féminine à Idool. Il met en tension une fictionnalisation revendiquée sans grand succès et une transgression sociale comme moteur d'autodétermination.

#### Abstract

This article explores how the management of female speech is one of the most effective mechanisms for maintaining the patriarchal order through the imposition of silence. By analyzing the literary enunciative power of a young Cameroonian author interested in various sites of patriarchal violence, it shows how the mechanisms of invisibilization, marginalization and silencing of cadets of all kinds operate. The injunction of silence is part of an ecology of patriarchal positions and stances held by central and auxiliary agents of policing. Silencing as the production of absence and the erasure of the noise surrounding the female condition, creates a confrontation between desire and institution at the heart of a discourse order (in Michel Foucault's sense). The article is based on a dialogue and a reflexive return to ethnographic findings, illuminated by a literary narration of the female condition in Idool. It highlights the tension between a claimed but largely unsuccessful fictionalization and a social transgression as a driving force for self-determination.

#### Muhtasari

Makala haya yanachunguza jinsi usimamizi wa usemi wa wanawake ni mojawapo ya tovuti bora zaidi za kudumisha utaratibu wa mfumo dume kwa kuweka ukimya. Kwa kufafanua uwezo wa matamshi ya kifasihi ya mwandishi mchanga wa Kameruni anayevutiwa na tovuti tofauti za vurugu za mfumo dume, anaonyesha jinsi mifumo ya kutoonekana, kutengwa na kunyamazisha kadeti za kila aina zinavyofanya kazi. Amri ya ukimya ni sehemu ya ikolojia ya nyadhifa za mfumo dume na nyadhifa zinazoshikiliwa na mawakala wakuu na wasaidizi wa kutekeleza sheria. Unyamazishaji, uzalishaji wa kutokuwepo na kufuta kelele ya hali ya kike, husababisha mgongano kati ya tamaa na taasisi katika moyo wa utaratibu wa mazungumzo (kwa maana ya Michel Foucault). Makala haya yanatokana na mazungumzo na urejeshaji rejea wa matokeo ya ethnografia yaliyoangaziwa na masimulizi ya kifasihi ya hali ya mwanamke katika Idool. Inaleta mvutano kati ya uwongo unaodaiwa bila mafanikio mengi na ukiukaji wa kijamii kama nguvu inayosukuma kujitawala.

#### ملخص

يتناول هذا المقال بالدرس الكيفية التي يتم بها التحكّم في الخطاب النسوي، بوصفه إحدى أكثر المواقع فعالية في الحفاظ على النظام الأبوي (البيطريركي) من خلال فرض الصمت على النساء. فمن خلال تحليل وقع نصّ أدبي على المتلقّي من تأليف كاتبة شابة من الكاميرون تنشغل بمظاهر متعددة من العنف الأبوي. يبرز المقال الكيفية التي تعمل بها آليات تعقيب الفئات الصغرى من النساء بمختلف أعمارهن، وتهميشهن، وإجبارهن على الصمت

# Katalogi ya Muhtasari

## كتالوج الملخصات

. إن إسكات هؤلاء يندرج ضمن بنية من المواقف البطريركية التي يتبناها وكلاء رئيسيون ومساعدون في الحفاظ على النظام القائم . يفرز إجبار النساء على الصمت باعتباره نتاجا للغياب ومحو كل أثر لصدى الضجة التي تحدثها المنزلة النسوية صداما بين الرغبة والمؤسسة داخل نظام الخطاب (في المعنى الذي صاغه له ميشال فوكو Michel Foucault). وعليه فقد استندنا في هذا المقال إلى حوار وتأملات فكرية في اكتشافات الجغرافية أضاعها عمل سردي أدبي لمنزلة المرأة في "إيدول" (Idool) كما أنّ هذا المقال يضعنا في مواجهة بين تخيل أدبي يجد صعوبة في إثبات ذاته من ناحية و التمرد الاجتماعي باعتباره دافعا إلى الاستقلالية الذاتية.

### Tiekukam<sup>1</sup>

Kämtie cáknga' bê mündó'sí má mbā pñzhwíé ndáh ghə si yuasi lá siēmbā kwa' cwitōk nzhi lah ndá'sí mvak pó nkú'ní ngú' mbá' ntám tēndā lá. Kämtie lē mündá'sí mvak ta' nkwa'ntié miā Kamərún ma ā ncākngā' ná cōh pambá', mandí' sēsí nsōk ngə' ká ntám lah ndáh ghə ngúnū ntám nunkukwa' ma pó tie lá mantá', mbīsi, nsōk mvak nkwe nkhñkhū mbúá lah ngú mñzhwíé bāntēn si' ma njam, ā la bāndá'sí yi ná mbí pambá', ā la imbā ma pá a njā' nshū ī ngé nū mbhī pō, siēmbā si' ta' mñzhi lah ngú pangá'jam nāk si' pá' pñzhwíé lá. Lah ngú mñzhwíé zhūā' nshū ī mñkwēn ntám ta' kē kwa'sí pí mbúá kwa'sí nkómhbí pambá' píá kwe pə ká nzi khu māá lá. Zhūá'nshu, lah nsí' mbā siē bā, pá'nā mba lah ndá', ná yi mbúábá pñzhwíé ncō' nzhi ncōh mbí ghūa'sí pí kē nsí pə ká mbā ma yáá tēnmvāk mbí pó ntám sáhnū cīcāh pñnok lá (Yī Michel Foucault ná bé kwa'sí le). Kämtie lē mñzhūā' nā ī ná fáhsíghə, mba patnjām ná nsí pñnok ntám ntúángwe' maā yi sóknu ntintiē ná mbúási pñzhwíé Idool mantēsī lá. Yáá mamvhū nkamá ná ta' kwa'sintiē ma mó' pancākngā' mvāh nkō ntá' yāā nehē pí ta' maa pñzhwíé lah ncō nshūā' tamā nzhī mbī'tumá yáá mbí pō má nzhi lah nkō mbō máá mbí pankómhbí pambá'.

## Women in Climate Change Adaptation

### Insights from an Indigenous Pastoralist Community in the North West Region, Cameroon

Moye Eric Kongso

#### Abstract

The indigenous Mbororo pastoralists are hardest hit by climate variability and change due to their inextricable link with the natural environment and their limited coping options. With the guiding premise that Mbororo women are highly vulnerable to the vagaries of weather, this study set out to examine their role in enhancing adaptation to climate variability and change. With a qualitative approach, data was collected from Mbororo pastoralists (9), crop farmers (6), traditional authorities (3), heads of Mbororo women groups (3) and members of MBOSCUA (4) purposively selected from Mbororo communities in the region. Secondary data was obtained from online publications, reports and archives. Data collected was coded and treated in Atlas. ti. Content and thematic analyses were made under the lens of eco-feminist theory. Results revealed that women have valuable knowledge systems and are always at the forefront of adaptation, especially in cases of men's out-migration. Women have been actively involved in livelihood diversification such as cattle milking and crop farming thereby strengthening their resilience and reducing weather shocks. Unlike before, more than 60% of Mbororo women now rear smaller animals such as goats and sheep which are more adaptable than cattle. Nonetheless, the role of women in the implementation of these indigenous knowledge systems has been undermined. Gender discrimination on land ownership, low level of education, inadequate financial resources and low participation

1 Le fe'efe'e, souvent appelé nufi, est l'une des variantes des langues bamiléekées de la région de l'Ouest du Cameroun. Il est parlé principalement dans le département du Haut-Nkam, dans les bourgades de la ville de Bafang, à l'Ouest du Cameroun

of women in decision-making are some of the factors hindering adaptation. Hence, policies on climate change adaptation must be gender-responsive and take into consideration indigenous people and their local knowledge systems.

### Résumé

Les éleveurs mbororo sont les plus durement touchés par la variabilité et le changement climatiques en raison de leur lien inextricable avec l'environnement naturel et de leurs possibilités d'adaptation limitées. Partant du principe que les femmes mbororo sont très vulnérables aux aléas climatiques, cette étude s'est attachée à examiner leur rôle dans l'amélioration de l'adaptation à la variabilité et au changement climatiques. Dans le cadre d'une approche qualitative, les données ont été recueillies auprès d'éleveurs mbororo (9), de cultivateurs (6), d'autorités traditionnelles (3), de chefs de groupes de femmes mbororo (3) et de membres du Mboscuda (4) sélectionnés à dessein dans les communautés mbororo de la région. Les données secondaires ont été obtenues à partir de publications en ligne, de rapports et d'archives. Les données recueillies ont été codées et traitées avec le logiciel *Atlas.ti*. Des analyses thématiques et de contenu ont été effectuées sous l'angle de la théorie écoféministe. Les résultats ont révélé que les femmes possèdent des systèmes de connaissances précieux et qu'elles sont toujours à l'avant-garde de l'adaptation, en particulier dans les cas d'émigration des hommes. Les femmes se sont activement impliquées dans la diversification des moyens de subsistance tels que la traite des bovins et les cultures, renforçant ainsi leur résilience et réduisant les chocs climatiques. Contrairement à ce qui se passait auparavant, plus de 60 % des femmes mbororo élèvent aujourd'hui des animaux plus petits, tels que des chèvres et des moutons, qui sont plus adaptables que les bovins. Néanmoins, le rôle des femmes dans la mise en œuvre de ces systèmes de connaissances indigènes a été atrophié. La discrimination fondée sur le sexe en matière de propriété foncière, le faible niveau d'éducation, l'insuffisance des ressources financières et la faible participation des femmes à la prise de décision sont quelques-uns des facteurs qui entravent l'adaptation. Par conséquent, les politiques d'adaptation au changement climatique doivent tenir compte de la dimension genre et prendre en considération les populations autochtones et leurs systèmes de connaissances locaux.

### Muhtasari

Wafugaji wa kiasili wa Mbororo wameathirika zaidi na mabadiliko ya hali ya hewa kwa sababu ya uhusiano wao usioweza kutenganishwa na mazingira asilia na uwezo mdogo wa kukabiliana na hali hiyo. Kwa kuzingatia dhana kwamba wanawake wa Mbororo wako katika hatari kubwa ya majanga ya hali ya hewa, utafiti huu ulitaka kuchunguza jukumu lao katika kuboresha kukabiliana na mabadiliko ya hali ya hewa na mabadiliko. Kwa kutumia mbinu ya uchoro, takwimu zilikusanywa kutoka kwa wafugaji wa Mbororo (9), wakulima (6), mamlaka za kimila (3), viongozi wa vikundi vya wanawake wa Mbororo (3) na wanachama wa MBOSCUDA (4) waliochaguliwa kimakusudi kutoka kwa jamii za Mbororo mkoani humo. Data ya pili ilipatikana kutoka kwa machapisho ya mtandaoni, ripoti na kumbukumbu. Data iliyokusanywa ilinakiliwa na kuchakatwa katika *Atlas.ti*. Uchambuzi wa kimaudhui na maudhui ulifanywa kwa mtazamo wa nadharia ya ufeministi. Matokeo yalifichua kuwa wanawake wana mifumo muhimu ya maarifa na daima wako mstari wa mbele kukabiliana na hali, hasa katika visa vya uhamaji wa wanaume. Wanawake wameshiriki kikamilifu katika kuleta maisha mseto kama vile kukamua ng'ombe na kilimo cha mazao, na hivyo kuimarisha uwezo wao wa kustahimili hali ya hewa na kupunguza majanga ya hali ya hewa. Tofauti na hapo awali, zaidi ya asilimia 60 ya wanawake wa Mbororo sasa wanafuga wanyama wadogo, kama vile mbuzi na kondoo, ambao wanaweza kubadilika zaidi kuliko ng'ombe. Hata hivyo, jukumu la wanawake katika kutekeleza mifumo hii ya maarifa asilia limeshoofishwa. Ubaguzi wa kijinsia katika umiliki wa ardhi, viwango vya chini vya elimu, uhaba wa rasilimali fedha na ushiriki mdogo wa wanawake katika kufanya maamuzi ni baadhi ya mambo yanayokwamisha kukabiliana na hali hiyo. Kwa hivyo, sera za kukabiliana na mabadiliko ya tabia nchi lazima ziwe zinazozingatia jinsia na kuzingatia watu wa kiasili na mifumo yao ya maarifa ya kienyeji.

### ملخص

يُعدّ الرعاة المحليون الذين ينتمون إلى قبيلة مبورورو (Mbororo) من أكثر الفئات تأثراً بتقلبات المناخ وتغيراته، وذلك بسبب ارتباطهم الوثيق بالبيئة الطبيعية، إضافة إلى محدودية إمكانيات التكيف المتاحة لهم. واستناداً إلى الفرضية القائلة بأن النساء من قبيلة "مبورورو" كثيراً ما يتعرضن للآثار السلبية للتغيرات المناخية، عزمنا في هذه الدراسة على استكشاف دورهن في تعزيز قدرة المجتمع على التكيف مع هذه التغيرات. فاعتمدنا على منهج كفي في جمع البيانات من مجموعة مختارة من الرعاة مبورورو (9) ومزارعين (6) وسلطات تقليدية (3) ورئيسات لمجموعات نسوية من نفس القبيلة (3) وأعضاء من منظمة "مبوسكيدا" (4) (MBOSCUDA). وقد تمّ اختيار هؤلاء المشاركين بدقة بُغية تشكيل صورة شاملة عن تأثيرات التغير المناخي على هذه الجماعة. علاوة على ذلك، تم جمع البيانات الثانوية من منشورات أكاديمية عبر الإنترنت وتقارير رسمية وأرشيفات ذات صلة.

أما عن المعطيات التي تمّ جمعها، فقد وقع تدوينها ومعالجتها في مدونة أطلس (Atlas) وبالنسبة إلى تحاليل الموضوعاتية للمحتوى فقد أجريناها بالاعتماد على النظرية البيئية-النسوية (éco-féministe). وقد أظهرت النتائج التي توصلنا إليها أنّ النساء يمتلكن أنظمة معرفية غنية وقيمة، وأنهنّ يتصدرن مجتمعهنّ في عمليات التكيف مع التغيرات المناخية، خصوصاً عندما يهاجر الرجال ويتركونهنّ لوحدهنّ. لقد شاركت النساء بصفة فعّالة في تنويع مصادر العيش والارتزاق، مثل تربية الماشية الصغيرة وزراعة المحاصيل، مما عزّز من مرونتهنّ في التعامل مع

الصدمة المناخية والمساهمة في التقليل من تأثيراتها السلبية. وعلى عكس ما كان يحدث في ما مضى، أصبح اليوم أكثر من 60% من نساء "مبورورو" يربين حيوانات أصغر حجماً من الأبقار مثل الماعز والأغنام، لقدرتها أكثر منها على التكيف مع التغيرات المناخية. ومع ذلك، فإن دور النساء في تطبيق هذه الأنظمة المعرفية الأصلية قد تمّ تقليصه. إذ أن التمييز القائم على النوع الاجتماعي في ما يتعلق بملكية الأراضي والمستوى التعليمي المنخفض وقلة الموارد المالية، وضعف المشاركة الفعالة للنساء في اتخاذ القرارات، كلها عوامل تعيق قدرتهنّ على التكيف مع التغيرات المتعلقة بالمناخ. لذلك، يجب على السياسات الخاصة بهذا المجال أن تأخذ في اعتبارها البعد الجندي وتعمل على أن تتفاعل إيجابياً مع السكان الأصليين وأنظمتهم المعرفية المحلية.

## Nghâng nsa<sup>2</sup>

Dzəə ye ndzə kúvsin shóo dzə kinyo a kí kùm Mbòrón sé nsay sí se sí lem nyám e dzəə ye biibí, bi' fo áwune kù ki kinyo a dzə keé jiy, aáwune yò' kfèn kfèn kér dzəə símó' sí. Mo kí dzəən a vikiy Mbòrón yú bir e bām ndzə ye yì kúvsin yìn, yé'ey ràne nèn a dzə lèn ji vèsən tar o a ji áwune sà fèn funèn le bó a yu fó a dzə a. Dzəə yéé yen sho kijun nèn a dzə, a vé-eè sə vinyo fo Mbòrón se sí lem nyám si bvə'ə (9), vé sumé ntuufú (6), atār la'ngvən ataár (3), vitú ve vintati ve vikiy Mbòrón vitaár (3), wùn à wír veé shíí ámó'ó akweè aá shó'tí fo Mbòrón si mvəm é virə' virə' é kishev ke wòn kee Ntòrri-Kù, aáwune kfèn dzə wír veé kintati ke Mbòrón sí ke á yòn ji Mbororo Cultural and Development Association (MBOSCUA). Á kfèn-eè kóoy vinyo vímó' ví fó aṅwà' vee sán e lèm e shwer, wùn à fó visunñin ve á sərín ne fo wírí, à fó kíṅkfə ké vinyo. Vinyo ve vé-eè ba'tin vidzəm vi dzə a vé-eè siysi é lav sí lav si, e lim sho e Atlas. Vitú ve vinyo wùn à nsàv sév sí dzə a vé-eè leey e dzəə ye á leey kinyo ke wíy wùn à kwá'a shó. Kinyo ke kí-ii fəəsin/to'orsin kí nèn a dzə jii, vikiy dzə a antav, aá mum a feyi, ta'ka e ghan se alúme sí kúvsin virə' ve dzə. Vikiy kù-uú sí lo á wàa yì vinyo vee jeéy jeéy ve a tom dzə'əm sho moo vìn nà' ye kaméné wùn à vífá vee lim e sum ví. Á bey, a ṅge' se sí dzəən bi' ndzə ye yì kúvsin sí nèn farkirì. Vinyo vi kúvsin ne lèn. Àà lí vikiy Mbòrón wíi, bo vé-eè kè' fó mntuufú e ko' ko'óné, sí liy nyám si, moo bvəy wùn à njii, a sí yò' kér ṅge' moo nà'. Yii bèy, lim see dzəə sí dzəə sí se vikiy lim e vífii vee fó la' ví, sí dzə a wír ámó'ó kù leey kév fótèr. Vinyo vímó' ví dzə ve ví jívir fo vikiy wáa dzə sa moo wírí, a ví dzə jii, shá'nén yee ji yò' dzə wír woo wíy wàa kér a kibvəè kee kfá, kímó' kí wáa dzə ṅwà' wo vikiy liin fó tèt, kímó' kí dzəə se dzə wíy kàv mbàm sho, se sí dzəən ji có', e bóo lí ghán se vikiy aníne yò' fó bi' ansiyi vee kùm nsər se wòn. Kí nen a dzə jii, nsər see kùm mo kí dzə wírí wáa kúvsin mo ndzə kúvsin luumè bèn, sí dzə a sí leey wír dzəm, à wíy à lùmèn. Nsər sin si kfèn kuúme sa ji wír woo fó la' wáa dzə wùn à vè vee vífii vé vinyo vi.

## Rendre compte de la fracture politique

### Crise sanitaire, communication gouvernementale et légitimité politique au Cameroun

Larissa Kojoué, Calvin Minfegue, Claire Lefort-Rieu, Laurent Vidal, Marie-Thérèse Mengue & Laetitia Atlani-Duault

#### Résumé

L'accueil réservé aux différentes mesures gouvernementales de lutte contre le Covid-19 en pleine crise sanitaire entre 2021 et 2022 illustre la fracture politique entre l'État camerounais et sa population. Cet article analyse les mécanismes de ce manque de confiance, à partir d'une sociologie de l'action publique de lutte contre le Covid-19 et d'une sociologie de l'État. Notre analyse fait ressortir plusieurs éléments structurels qui sapent la légitimité de l'État camerounais aux yeux de sa population : des logiques décisionnelles centralistes qui résistent à toute forme d'ouverture susceptible d'accorder plus de place au dialogue et au consensus qu'exige l'urgence sanitaire ; l'instrumentalisation de l'action publique à des fins de marketing présidentiel, et un grand manque de flexibilité et de proximité dans la communication gouvernementale. Tout ceci dans un contexte d'évolution technologique (le poids des réseaux sociaux) qui invite à repenser le contenu, la forme, les canaux et les porteurs de l'information et de la communication.

#### Abstract

The reception given to the various government measures to combat Covid-19 in the midst of the health crisis between 2021 and 2022 illustrates the political divide between the Cameroonian State and its population. This article analyzes the mechanisms behind this lack of trust, using a sociology of public action to combat Covid-19 and a sociology of the State. Our analysis highlights several structural elements that undermine the legitimacy of the Cameroonian State in the eyes of its population: centralist decision-making logics that resist any form of openness likely to give more room to the dialogue and consensus required by the health emergency;

2 Le lamnso est une langue bantoïde des Grassfields du groupe Ring parlée dans le Nord-Ouest du Cameroun.

the instrumentalization of public action for presidential marketing purposes, and a great lack of flexibility and proximity in government communication. All this in a context of technological evolution (the weight of social networks) that calls for a rethinking of the content, form, channels and carriers of information and communication.

### Muhtasari

Mapokezi yaliyotolewa kwa hatua mbalimbali za serikali za kupambana na Covid-19 katikati ya mzozo wa kiafya kati ya 2021 na 2022 yanaonyesha mgawanyiko wa kisiasa kati ya jimbo la Kameruni na idadi ya watu wake. Makala haya yanachanganua mbinu za ukosefu huu wa imani, kwa kuzingatia sosholojia ya hatua za umma kupambana na Covid-19 na sosholojia ya Serikali. Uchanganuzi wetu unaangazia vipengele kadhaa vya kimuundo ambavyo vinadhoofisha uhalali wa jimbo la Kameruni machoni pa wakazi wake: mantiki ya maamuzi ya kati ambayo inapinga aina yoyote ya uwazi ambayo inaweza kutoa nafasi zaidi ya mazungumzo na makubaliano yanayohitajika na dharura ya afya; utumiaji wa hatua za umma kwa madhumuni ya uuzaji wa rais, na ukosefu mkubwa wa kubadilika na ukaribu katika mawasiliano ya serikali. Yote haya katika muktadha wa mageuzi ya kiteknolojia (uzito wa mitandao ya kijamii) ambayo inatualika kutafakari upya yaliyomo, fomu, njia na wabebaji wa habari na mawasiliano.

### ملخص

تبرز الكيفية التي تمت بها الاستجابة لمختلف التدابير الحكومية لمكافحة جائحة كوفيد-19- في ظل الأزمة الصحية بين عامي 2021 و2022 الانقسام السياسي بين الدولة الكاميرونية وشعبها. يهدف هذا المقال إلى تحليل آليات غياب الثقة بين الطرفين عبر مقارنة سوسيولوجية للعمل العام في مكافحة كوفيد-19- وسوسيولوجيا الدولة. يكشف التحليل الذي قمنا به عن عدة عناصر بنيوية من شأنها أن تقوض شرعية الدولة الكاميرونية في أعين مواطنيها: ومن ذلك اتخاذ القرارات واحتكارها في المركز بما يعارض أي شكل من أشكال الانفتاح الذي من شأنه أن يفسح المجال للحوار والتوافق بين الحكومة والشعب الذي يستتجبه الوضع الصحي الطارئ وكذلك استغلال العمل العام لأغراض دعائية في خدمة رئيس الدولة؛ بالإضافة إلى نقص كبير في المرونة والاقتراب من المواطنين لاستماع إلى هواجسهم ومقترحاتهم، مما يعكس قصورا في أساليب التواصل الحكومي. كل ذلك يحدث في سياق تطور تقني (وهو تأثير وسائل التواصل الاجتماعي على عامة الناس) الذي يفرض إعادة التفكير في محتوى الإعلام والتواصل وأسلوبهما وتقناتهما.

## Du commerce social à Rufisque (Sénégal)

### Stratégies de construction et de sécurisation de la confiance-client

**Anta Betty Kantèye, Albert Gautier Ndione, El Hadji Malick Sy Camara & Sylvain Landry Birane Faye**

#### Résumé

L'e-commerce, également appelé commerce social, met en relation e-commerçants et e-acheteurs via les plateformes de médias sociaux. Cette forme de commerce nécessite, comme toute transaction, des mécanismes assurant la sécurité et la confiance entre les acteurs. Dans un contexte marqué par un faible taux de bancarisation au Sénégal, les acteurs locaux ont développé des stratégies alternatives innovantes de paiement en ligne, offrant un gage de confiance pour les échanges commerciaux virtuels.

Cet article, issu d'une enquête qualitative, analyse ces stratégies innovantes et résilientes mises en œuvre par les commerçants de Rufisque dans le cadre du commerce social. Ainsi, les modes de paiement adoptés par ces acteurs sont étudiés selon une approche sociologique afin de mettre en exergue leur capacité d'adaptation aux normes locales du commerce électronique.

#### Abstract

E-commerce, also known as social commerce connects e-merchants and e-buyers through social media platforms. Like any transaction, this form of electronic commerce requires mechanisms that ensure security and trust between the parties involved. In a context marked by a low banking penetration in Senegal, local actors have developed innovative alternative payment strategies for online transactions, which serve as a guarantee of trust in their virtual business interactions.

This article, based on a qualitative study, analyzes the innovative and resilience-based strategies implemented by merchants in Rufisque in a context of social commerce. The payment methods adopted by these actors are examined from a sociological perspective to highlight their ability to adapt creatively to local e-commerce norms.

## Muhtasari

Biashara ya mtandaoni, pia inaitwa "biashara ya kijamii," inaunganisha wauzaji wa kielektroniki na wanunuzi wa kielektroniki kupitia majukwaa ya mitandao ya kijamii. Aina hii ya biashara ya kielektroniki inahitaji, kama muamala wowote, mbinu za kuhakikisha usalama na uaminifu kati ya wahusika. Katika muktadha uliobainishwa na kiwango cha chini cha huduma za benki nchini Senegali, wachezaji wa ndani wameunda mikakati mbadala ya kibunifu ya kulipia miamala ya mtandaoni, ambayo hutumika kama hakikisho la uaminifu katika mwingiliano wao wa kibiashara.

Makala haya, kulingana na uchunguzi wa ubora, yanachanganua mikakati bunifu na uthabiti inayotekelezwa na wafanyabiashara wa Rufisque katika muktadha wa biashara ya kijamii. Kwa hivyo, mbinu za malipo zinazotumiwa na wahusika hawa huchunguzwa kwa kutumia mbinu ya kisosholojia ili kuangazia uwezo wao wa kukabiliana na ubunifu wa kanuni za kijamii na kiuchumi katika kukabiliana na mahitaji ya biashara ya mtandaoni..

## ملخص

تعد التجارة الإلكترونية التي تُعرف كذلك بـ "التجارة الاجتماعية"، وسيلة لربط تجار الإنترنت بالمشتريين عبر منصات وسائل التواصل الاجتماعي. ويستوجب هذا النوع من التجارة، كما هو شأن أي معاملة تجارية، الآليات تضمن الأمان والثقة بين الأطراف المتعاملة في هذا المجال. وفي سياق يتميز بمعدل منخفض للمخاطر في المعاملات البنكية بالسنغال، طور الفاعلون المحليون استراتيجيات بديلة مبتكرة للدفعات المالية التي تتعلق بالمعاملات التجارية عبر الإنترنت، هذه الاستراتيجيات تعمل على ضمان الثقة والأمانة في تعاملاتهم التجارية الرقمية.

هذا المقال المنبثق عن دراسة نوعية يحلل الاستراتيجيات المبتكرة والمرنة التي اعتمدها تجار روفيسك في سياق التجارة الاجتماعية. وهكذا، يتم دراسة أساليب الدفعات المالية المتبعة من قِبل هؤلاء الفاعلين من منظور سوسيولوجي لإبراز قدرتهم على التكيف الإبداعي مع المعايير الاجتماعية والاقتصادية المحلية في مواجهة تحديات التجارة الإلكترونية.

## Tënk<sup>3</sup>

Njënd ak njaay ci jumptukaayu xarala yu yees yi, dafay yombal jokkalante diggante ñiy jaay ak ñiy jënd. Njënd ak njaay ci internet, ni bépp njënd ak njaay, dafay soxla ay jëflante yu woor te lal ci kóolote ax kóolère diggante kiy jaay ax kiy jend. Jëfandikoo gu neew gi ñuy jëfandikoo banj yi ci Senegaal tax na ba ñiy yëngu ci wallu jend ax jaay gena fonk jumptukaay u xarala yu yees yi ngir gena niongal seen jëflante.

Jàngat bii, tukke ci ab gëstu ca Tëngéj (Rifisk), dafay faram face doxalin yu yess yi ñiy yëngu ci wàllu jend ak jaay di def jaare lako ci xarala yu yees yi. Ci noonu lañu gisee ni, ci wàllu sosioloji, jumptukaay u fay yi jaay kat yi ax jend kat yi ci reso sosio di jëfandiko ñungi tukkee ci seeni aada ñu toxal ko ci njaay ci internet bi.

## Retour sur une aporie

### L'efficacité du dispositif juridique de lutte contre les violences à l'égard des femmes au Burkina Faso

Paligüewinde Martin Sawadogo

#### Résumé

Cet article analyse l'incidence du dispositif juridique de lutte contre les violences à l'égard des femmes (VEF) au Burkina Faso. Il vise à évaluer l'efficacité dudit dispositif face à la persistance des VEF, attisées par le contexte actuel de crise sécuritaire. Les résultats révèlent un tableau contrasté. D'une part, grâce à l'adoption de textes juridiques et à la mise en place de certaines institutions, de nombreuses actions ont pu être pérennisées en

3 Le wolof est une langue africaine affiliée à la famille Niger-congo, branche ouest-atlantique. La langue est parlée dans trois pays : au Sénégal où elle fait office de langue véhiculaire, en Gambie et en Mauritanie. Elle a le statut de langue nationale dans ces trois pays.

matière de lutte contre les VEF. D'autre part, l'existence d'écueils dans les textes et les dysfonctionnements institutionnels empêchent le dispositif juridique en cause de réduire substantiellement la pratique des VEF. Pour atteindre cette finalité, il convient de mobiliser, outre le droit, d'autres acteurs du changement social au potentiel incrémental souvent sous-estimé que constituent les autorités coutumières et religieuses.

### Abstract

This article analyzes the impact of legal measures to combat violence against women (VAW) in Burkina Faso. Its aim is to assess the effectiveness of this system in the face of the persistence of VAW, fanned by the current security crisis. The results reveal a mixed picture. On the one hand, thanks to the adoption of legal texts and the establishment of some institutions, several actions have been sustained in the fight against VAW. On the other hand, the existence of pitfalls in the texts and institutional dysfunctions prevent the legal system in question from substantially reducing the practice of VAW. In order to achieve this goal, it is necessary to mobilize, in addition to the law, other agents of social change with an often underestimated incremental potential, such as customary and religious authorities.

### Muhtasari

Makala haya yanachambua athari za mfumo wa kisheria wa kupambana na unyanyasaji dhidi ya wanawake (VAW) nchini Burkina Faso. Inalenga kutathmini ufanisi wa mfumo huo katika uso wa kuendelea kwa VAW, unaochochewa na mazingira ya sasa ya mgogoro wa usalama. Matokeo yanaonyesha picha iliyochanganywa. Kwa upande mmoja, kutokana na kupitishwa kwa maandiko ya kisheria na kuanzishwa kwa taasisi fulani, vitendo vingi vimeweza kudumu katika vita dhidi ya VAW. Kwa upande mwingine, kuwepo kwa mapungufu katika maandiko na matatizo ya kitaasisi huzuia mfumo wa kisheria unaohusika kupunguza kwa kiasi kikubwa utendaji wa VAW. Ili kufikia lengo hili, ni muhimu kuhamasisha, pamoja na sheria, watendaji wengine wa mabadiliko ya kijamii na mara nyingi chini ya uwezo wa nyongeza, kama vile mamlaka ya kimila na kidini.

### ملخص

يتناول هذا المقال بالتحليل تأثير المنظومة القانونية لمكافحة العنف ضد النساء (VEF) في بوركينا فاسو. ويهدف إلى تقييم فعالية هذه المنظومة في سياق يتميز باستمرار ظاهرة العنف ضد النساء، التي تفاقمت بسبب الأزمة الأمنية الحالية. تكشف النتائج الحاصلة عن لوجي خطوطها متناقضة. فمن ناحية، أسهمت التشريعات القانونية وإنشاء بعض المؤسسات في استدامة العديد من المبادرات في مجال مكافحة العنف ضد النساء ومن ناحية أخرى نلاحظ وجود ثغرات في النصوص القانونية وإخلال في المنظومة المؤسساتية التي تعيق قدرة النظام القانوني على الحد بصفة جوهرية من ممارسة العنف ضد النساء. فمن أجل بلوغ هذا الهدف، يتعين بالإضافة إلى تفعيل القانون تفعيل دور فاعلين آخرين في التغيير الاجتماعي، مثل السلطات التقليدية والدينية، التي يتم غالبًا التقليل من تأثيرها المتزايد في هذا المجال.

### Sõssã sën togse<sup>4</sup>

Sõs-kānga pugē, d na n goma tōog ning sën be Burkīna Faso n zabd ne wēgb sën maand pagbā zutā yelle. A rat n bānga b sën na n maan to-to ti b sën namsd pagbā ra le zīnd ye, sën nan yull ti bāan ning sën be rūndā-rūndā wā paasdē wā. B sën maan woto wā wilgda būmb a yīib sën yaa toor fast. Sën na n yulē n tōog n zab ne pagbā namsga, b tōogame n maan tuum wusg sën nan yull ti b tōog n zab ne pagbā namsga. Sën le paasde, sebā sën yaa toor-toorā sën be wā, la siglgā sën pa tumd sōma wā kitame ti b pa tōe n kit ti pagbā namsga tuum-noyā boog hal wusgo. Sën na n yulē n tōog n maan woto, yaa tile ti b tum ne nin-sabls sull a taab sën yaa lagem-n-taar rāmb sën kēed ne soog-n-meng wēngē, sën na n yulē n tōog n maan toengā, ti b sën nong n paoodē wā yaa rog-n-migsā la tūudmā taoor dāmb sën yaa nin-sabls sull dāmba.

<sup>4</sup> Le mooré est une langue appartenant à la famille des langues nigéro-congolaises, parlée principalement au Burkina Faso ainsi que dans certaines régions de la Côte d'Ivoire et du Ghana.

**Melesi**

**Obrigado**

**Ndatenda**

**Dhanyavaad**

**Enkosi**

(धन्यवाद)

**Ameseginalehu**

**Thank you**

**Gracias**

**Kea leboha**

**Arigatou (ありがとう)**

**Merci**

**Matondo**

**A jaaraama**

**Shukran (شكراً)**

**Urakoze**

**Xièxiè**

**Na gode**

(谢谢)

**Spasibo (Спасибо)**

**Galatoomi**

**Asante**

**I ni ce**

**Danke**

**Yekenyeley**

**Merci**

**Gamsahamnida (감사합니다)**

**O şe**

**Grazie**

**Mèrèsi**

**Barka**

**Jërëjëf**

**Akpe**

**Ngiyabonga**

**Cảm ơn**

**Mahadsanid**

**Kan mi do**

**Ke a leboga**

**Teşekkür ederim**





lizo, 2025. Reproduced with permission.

# L'image comme mémoire : témoignage visuel d'une RDC en crise

**Pamela Tulizo**

Photographe

[pamelatulizo04@gmail.com](mailto:pamelatulizo04@gmail.com)

## Qui est Pamela Tulizo, et quel est votre parcours artistique ?

Je suis Pamela Tulizo, photographe documentariste spécialisée dans la mise en scène. Depuis environ cinq à six ans, j'exerce en tant que photographe professionnelle, basée à Goma, dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), où ma carrière a commencé. Mon parcours a débuté dans le journalisme, mais j'ai rapidement senti les limites liées aux contraintes éditoriales qui prévalent dans les rédactions. Ces restrictions m'empêchaient d'explorer certains sujets avec la liberté que je souhaitais, soulevant en moi un questionnement essentiel : comment puis-je exprimer mes idées de manière authentique sans être entravée par un cadre rigide ?

C'est ainsi que je me suis orientée vers la photographie. Ayant déjà une certaine familiarité avec l'appareil photo, cette transition m'est apparue comme une évidence. Cependant, à Goma, il n'existait ni école de photographie ni académie des beaux-arts, comme à Kinshasa ou Lubumbashi. De plus, il n'y avait quasiment pas de femmes photographes documentaristes pour me guider. En tant que femme ayant grandi à Goma, j'ai toujours su que les femmes de ma ville possèdent une force et une résilience remarquables. Pourtant, cette facette essentielle de leur existence restait largement ignorée. Aucune documentation ne mettait en lumière leur engagement dans l'économie, leur rôle dans le développement ou leur implication dans la sphère familiale et éducative. C'est ce constat qui a motivé mon engagement : je voulais être l'ambassadrice de ces femmes, raconter leur histoire et mettre en avant leur pouvoir et leur beauté à travers mon objectif. Lorsque j'ai pris la décision de devenir photographe, j'ai dû en informer ma famille. Mon père s'y est fermement opposé, considérant ce métier comme réservé aux hommes. Selon lui, en tant que femme, mon avenir devait se limiter au mariage et à la maternité. Ce moment a marqué un tournant décisif dans ma vie et dans ma carrière. Ses paroles ont suscité en moi une multitude de réflexions : quelle est ma place dans la société ? Mon rôle est-il défini d'avance par les normes culturelles et sociales ? J'ai compris que si mon père pensait ainsi, d'autres femmes de ma génération vivaient probablement des situations similaires, rêvant d'un avenir différent, mais se heurtant aux mêmes barrières. Face à cet ultimatum — choisir entre la photographie et ma famille —, j'ai décidé de persévérer malgré tout. Pendant près de deux ans, cette décision a provoqué des tensions familiales. Heureusement, ma mère m'a discrètement soutenue, me couvrant chaque fois que je devais assister à une formation ou à un événement lié à la photographie. Pour financer mes études, j'ai multiplié les prestations : mariages, anniversaires, tout ce qui pouvait m'apporter un revenu et me permettre d'avancer.

**How to cite this paper:**

Tulizo, P. (2025). L'image comme mémoire : témoignage visuel d'une RDC en crise. *Global Africa*, (9), pp. 26-27. <https://doi.org/10.57832/yf1v-h555>

Published: March 20, 2025

© 2025 by author(s). This work is openly licensed via [CC BY-NC 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/)



Cet épisode de ma vie a profondément influencé ma démarche artistique. Aujourd'hui, tout mon travail repose sur l'exploration de l'identité féminine, du rôle et de la place des femmes dans les sociétés contemporaines et ancestrales. À travers mes photographies, je traite des droits des femmes, de l'égalité des sexes, du développement et de l'évolution de la condition féminine. Mon approche se distingue par une valorisation de la force, de la beauté et du pouvoir des femmes africaines, transcendant les générations.

Je m'intéresse beaucoup aux figures féminines qui ont façonné l'histoire et l'identité des femmes africaines. Suite à cela, j'ai poursuivi des études de photographie au [Market Photo Workshop](#) en Afrique du Sud. Cette formation a été un tournant dans ma démarche artistique ; elle ne l'a pas transformée, mais l'a plutôt affinée. Avant cette formation, mon travail documentaire se concentrait principalement sur des portraits ou des images dans la rue.

Cependant, au fil du temps, j'ai pris conscience d'un manque dans ma narration. Il y avait des éléments essentiels que je ne parvenais pas à retranscrire uniquement à travers la photographie documentaire. Une force, une présence, un pouvoir se dégagent de mes sujets, mais ils échappaient souvent à l'image brute. C'est ainsi que j'ai intégré la mise en scène dans mon approche artistique. Elle me permet de façonner mon récit selon ma vision, d'y insuffler de la beauté, de la couleur et de composer des scènes qui renforcent le message que je souhaite transmettre.

Aujourd'hui, je considère mon art comme un film, mais sa narration se décline en images fixes. Je commence toujours avec une question ou un enjeu, puis je recueille des témoignages et des récits. Ces histoires, je les réinterprète à travers ma photographie, chaque image acquérant ainsi une profondeur symbolique et narrative.

## L'est de la RDC est à nouveau plongé dans la guerre. Comment vivez-vous cet énième drame en tant que Congolaise ? Quel rôle une artiste peut-elle jouer face à l'horreur ?

Je suis artiste, je suis photographe, et c'est tout ce que je peux offrir au monde. La situation actuelle à Goma est effroyable, particulièrement pour les femmes. Lorsqu'un conflit éclate, elles sont les premières victimes, la violence sexuelle étant utilisée comme une arme de guerre. Les femmes et les jeunes filles subissent des souffrances multiples : elles sont non seulement instrumentalisées dans le conflit, mais elles doivent aussi faire face à l'insécurité, aux déplacements forcés, aux massacres, à la pauvreté et aux maladies. Elles sont donc accablées par un traumatisme profond, alimenté par l'imprévisibilité et la brutalité de ces événements. J'étais à Goma lorsque les violences ont éclaté, et pour la première fois, la guerre a véritablement atteint le cœur de la ville. Ce n'étaient plus seulement des affrontements en périphérie ou à quelques kilomètres : les combats étaient ici, dans les rues de Goma. C'était une réalité indescriptible, une horreur vécue au quotidien. J'ai vu une fillette de deux ans profondément traumatisée, et moi-même, j'étais bouleversée par les bombardements, les assassinats et la peur omniprésente. En tant qu'artiste, mon rôle est de documenter cette tragédie à ma manière. Certes, les journalistes réalisent déjà un travail de terrain, mais pour la première fois, j'ai eu le sentiment que la presse internationale ne montrait pas toute l'ampleur du drame. D'ordinaire, je fais partie de ceux qui dénoncent l'image négative véhiculée sur Goma à travers les médias. Mais cette fois, ce n'était pas une question de mauvaise représentation : c'était un silence assourdissant. Face à cette situation, tout ce que je peux faire, c'est témoigner. Je veux dénoncer et raconter à travers mon art. Ce travail paraîtra bientôt : une série photographique inspirée de ce que j'ai vu, entendu et ressenti. Transformer ces témoignages en images est ma manière de participer, de donner une voix à celles qui souffrent et de ne pas laisser cette histoire sombrer dans l'oubli.

*Retrouvez l'intégralité de cette interview sur notre site : [www.globalafricasciences.org](http://www.globalafricasciences.org)*

# Image as Memory: A Visual Testimony from a DRC in Crisis

**Pamela Tulizo**

Photographer

[pamelatulizo04@gmail.com](mailto:pamelatulizo04@gmail.com)




## Who is Pamela Tulizo, and what is your artistic background?

I am Pamela Tulizo, a documentary photographer specializing in staged photography. I have been working as a professional photographer for about five to six years, based in Goma, in the eastern part of the Democratic Republic of Congo, where my career took off. My journey began in journalism, but I quickly felt limited due to the editorial constraints that prevailed in newsrooms. These restrictions prevented me from exploring certain issues with the freedom I wanted, raising a fundamental question within me: How can I express my ideas authentically without being constrained by a rigid framework?

That is when I turned to photography. Having already been somewhat familiar with the camera, this transition felt natural. However, in Goma, there were neither photography schools nor academies of fine arts like those in Kinshasa or Lubumbashi. In addition, there were hardly any female documentary photographers to guide me. As a woman who grew up in Goma, I have always known that the women of my city possess remarkable strength and resilience. Yet, this essential aspect of their existence remained largely overlooked. There was no documentation highlighting their engagement in the economy, their role in development, or their involvement in family and educational spheres. This observation drove my commitment: I wanted to be the ambassador of these women, to tell their stories, and to showcase their power and beauty through my lens. When I decided to become a photographer, I had to inform my family. My father was firmly against it, considering this profession to be reserved for men. According to him, as a woman, my future should be limited to marriage and motherhood. This moment marked a decisive turning point in my life and career. His words triggered a multitude of reflections in me: what is my role in society? Is my role pre-determined by cultural and social norms? I understood that if my father thought this way, other women from my generation were probably facing similar situations, dreaming of a different future but encountering the same barriers. Faced with this ultimatum – choosing between photography and my family – I decided to keep going anyway. For nearly two years, this decision caused family tensions. Fortunately, my mother discretely supported me, covering for me whenever I had to attend a training or a photography-related event. To fund my studies, I multiplied my service delivery: weddings, birthdays, anything that could bring in an income and allow me to move forward. This episode of my life deeply influenced my artistic approach. Today, all of my work is centered on

**How to cite this paper:**  
Tulizo, P. (2025). Image as Memory: Visual Testimony from a DRC in Crisis. *Global Africa*, (9), pp. 28-29.  
<https://doi.org/10.57832/7e17-6y82>

Published: March 20, 2025

© 2025 by author(s). This work is openly licensed via [CC BY-NC 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/)   

exploring female identity, the role and position of women in contemporary and ancestral societies. Through my photographs, I address women's rights, gender equality, development, and the evolution of the female condition. My approach stands out for its emphasis on the strength, beauty, and power of African women, transcending generations.

I am interested in the female figures that shaped the history and identity of African women. Following this, I pursued photography studies at the [Market Photo Workshop](#) in South Africa. This training was a turning point in my artistic approach; it did not transform it but rather refined it. Before this training, my documentary work focused mainly on portraits or street photography.

However, over time, I became aware of a gap in my storytelling. There were essential elements that I could not capture through documentary photography alone. A force, a presence, a power emanated from my subjects, but they often escaped the raw image. This is how I integrated staging into my artistic approach. It allows me to shape my narrative according to my vision, infusing it with beauty, color, and composing scenes that reinforce the message I wish to convey.

Today, I consider my art to be a film, but its narrative is expressed in still images. I always begin with a question or an issue, then I gather testimonies and stories. I reinterpret these stories through my photography, with each image gaining symbolic and narrative depth.

## Eastern DRC is once again plunged into war. As a Congolese woman, how do you experience this umpteenth tragedy? What role can an artist play in response to horror?

I am an artist, I am a photographer, and that is all I can offer to the world. The current situation in Goma is horrifying, particularly for women. When a conflict breaks out, they are the first victims, with sexual violence being used as a weapon of war. Women and young girls endure multiple forms of suffering: Not only are they instrumentalized in the conflict, but they also have to face insecurity, forced displacement, massacres, poverty, and disease. They are therefore burdened by deep trauma, fueled by the unpredictability and brutality of these events. This time, I was in Goma when the violence erupted, and for the first time, the war truly reached the heart of the city. It was no longer just fighting on the outskirts or a few kilometers away: The conflicts were here, in the streets of Goma. It was an indescribable reality, a daily horror. I saw a two-year-old girl deeply traumatized, and I (myself) was shaken by the bombings, killings, and the omnipresent fear. As an artist, my role is to document this tragedy in my own way. Of course, journalists are already doing their fieldwork, but for the first time, I felt that the international press was not showing the full extent of the drama. Usually, I am among those who denounce the negative image conveyed about Goma through the media. However this time, it was not about a misrepresentation: It was a deafening silence. Faced with this situation, all I can do is testify. I want to denounce and tell the story through my art. The work will soon be released: a photographic series inspired by what I saw, heard, and felt. Turning these testimonies into images is how I engage, giving a voice to those who suffer, and ensuring that this story does not fade into oblivion.

*Find the full interview on our website: [www.globalafricasciences.org](http://www.globalafricasciences.org)*

# Taswira kama kumbukumbu: shuhuda za kuona za DRC katika mgogoro

**Pamela Tulizo**

Mpiga picha

[pamelatulizo04@gmail.com](mailto:pamelatulizo04@gmail.com)

## Pamela Tulizo ni nani, na historia yako ya kisanii ni ipi ?

Mimi ni Pamela Tulizo, mpiga picha wa filamu aliyebobea katika uigizaji. Kwa miaka mitano hadi sita, nimekuwa nikifanya kazi kama mpiga picha mtaalamu, huko Goma, mashariki mwa Jamhuri ya Kidemokrasia ya Kongo, ambako kazi yangu ilianza. Kazi yangu ilianza katika uandishi wa habari, lakini haraka nilihisi kupunguzwa na vikwazo vya uhariri vilivyoenea katika vyumba vya habari. Vizuizi hivi vilinizuia kuchunguza mada fulani kwa uhuru niliotaka, na kuibua swali la msingi ndani yangu: ninawezaje kueleza mawazo yangu kwa uhalisi bila kuzuiwa na mfumo mgumu?

Hivi ndivyo nilivyogeuikia upigaji picha. Tayari nikiwa na uzoefu na kamera, mabadiliko haya yalionekana dhahiri kwangu. Hata hivyo, huko Goma, hakukuwa na shule ya upigaji picha wala chuo cha sanaa nzuri, kama vile Kinshasa au Lubumbashi. Zaidi ya hayo, karibu hapakuwa na wapiga picha wa hali halisi wa kike wa kuniongoza. Kama mwanamke anayekua huko Goma, nimekuwa nikijua kwamba wanawake wa jiji langu wana nguvu na ustahimilivu wa ajabu. Hata hivyo kipengele hiki muhimu cha kuwepo kwao kilibakia kupuuzwa kwa kiasi kikubwa. Hakuna hati iliyoangazia ushiriki wao katika uchumi, jukumu lao katika maendeleo au ushiriki wao katika nyanja ya familia na elimu. Ni uchunguzi huu ambao ulichochea kujitolea kwangu: Nilitaka kuwa balozi wa wanawake hawa, kueleza hadithi yao na kuangazia nguvu na uzuri wao kupitia lenzi yangu. Nilipoamua kuwa mpiga picha, ilinibidi kuiambia familia yangu. Baba yangu alipinga hili kwa uthabiti, akizingatia taaluma hii kuwa ya wanaume pekee. Kulingana na yeye, kama mwanamke, maisha yangu ya baadaye yanapaswa kuwa ya ndoa na uzazi. Wakati huu uliashiria mabadiliko muhimu katika maisha yangu na kazi yangu. Maneno yake yalichochea wingi wa mawazo ndani yangu: nafasi yangu ni ipi katika jamii? Je, jukumu langu limefafanuliwa awali na kanuni za kitamaduni na kijamii? Niligundua kwamba ikiwa baba yangu alifikiria hivi, wanawake wengine wa kizazi changu labda walikuwa wakipitia hali kama hizo, wakiota juu ya wakati ujao tofauti lakini wakikabili vizuizi vile vile. Nikikabiliwa na kauli hii ya mwisho—kuchagua kati ya kupiga picha na familia yangu—niliamua kuvumilia bila kujali. Kwa karibu miaka miwili, uamuzi huu ulisababisha mvutano wa familia. Kwa bahati nzuri, mama yangu aliniunga mkono kimya kimya, akinifunika kila nilipolazimika kuhudhuria mafunzo au tukio linalohusiana na upigaji picha. Ili kufadhili masomo yangu, nilifanya mambo mengi: harusi, siku za kuzaliwa, chochote ambacho kingeweza kuniingizia kipato na kuniruhusu kusonga mbele. Kipindi

**How to cite this paper:**  
Tulizo, P. (2025). Taswira kama kumbukumbu: shuhuda za kuona za Kongo katika mgogoro. *Global Africa*, (9), pp. 30-31.  
<https://doi.org/10.57832/e10x-r534>

Published: March 20, 2025

© 2025 by author(s). This work is openly licensed via [CC BY-NC 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/)



hiki katika maisha yangu kimeathiri sana mbinu yangu ya kisanii. Leo, kazi yangu yote inategemea uchunguzi wa utambulisho wa kike, nafasi na nafasi ya wanawake katika jamii za kisasa na za mababu. Kupitia picha zangu, ninashughulikia haki za wanawake, usawa wa kijinsia, maendeleo na mabadiliko ya hali ya mwanamke. Mtazamo wangu unatofautishwa na kuthaminiwa kwa nguvu, uzuri na uwezo wa wanawake wa Kiafrika, kuvuka vizazi.

Ninavutiwa na takwimu za kike ambazo zimeunda historia na utambulisho wa wanawake wa Kiafrika. Kufuatia haya, niliendelea na masomo yangu ya upigaji picha katika Warsha ya Picha za Soko nchini Afrika Kusini. Mafunzo haya yalikuwa hatua ya mabadiliko katika mtazamo wangu wa kisanii; Yeye hakuibadilisha, bali aliisafisha. Kabla ya mafunzo haya, kazi yangu ya hali halisi ililenga hasa picha au picha za mitaani.

Walakini, baada ya muda, niligundua pengo katika usimulizi wangu wa hadithi. Kulikuwa na mambo muhimu ambayo sikuweza kuwasilisha kupitia upigaji picha wa hali halisi. Nguvu, uwepo, nguvu ilitoka kwa watu wangu, lakini mara nyingi waliepuka picha mbichi. Hivi ndivyo nilivyojumuisha maonyesho katika mbinu yangu ya kisanii. Huniruhusu kuunda hadithi yangu kulingana na maono yangu, kuvuta uzuri na rangi ndani yake na kutunga matukio ambayo yanaimarisha ujumbe ninaotaka kuwasilisha.

Leo, ninachukulia sanaa yangu kuwa filamu, lakini simulizi lake linaonyeshwa katika picha tuli. Kila mara mimi huanza na swali au suala, kisha ninakusanya shuhuda na hadithi. Ninatafsiri upya hadithi hizi kupitia upigaji picha wangu, kila picha ikipata kina cha kiishara na simulizi.

## Mashariki mwa DRC kwa mara nyingine tena imetumbukia katika vita. Je, unapitiaje mkasa huu wa kumi na moja kama mwanamke wa Kongo? Je, msanii anaweza kuchukua nafasi gani katika hali ya kutisha?

Mimi ni msanii, mimi ni mpiga picha, na hiyo ndiyo tu ninaweza kutoa ulimwengu. Hali ya sasa ya Goma ni ya kutisha, haswa kwa wanawake. Migogoro inapozuka, wao ndio waathirika wa kwanza, huku unyanyasaji wa kingono ukitumika kama silaha ya vita. Wanawake na wasichana wanakabiliwa na aina nyingi za mateso: sio tu kwamba wanashiriki katika vita, lakini pia wanapaswa kukabiliwa na ukosefu wa usalama, kulazimishwa kukimbia, mauaji, umaskini na magonjwa. Kwa hiyo wamezidiwa na kiwewe kirefu, kinachochochewa na kutotabirika na ukatili wa matukio haya. Wakati huu, nilikuwa Goma wakati jeuri ilipozuka, na kwa mara ya kwanza vita vilifika katikati mwa jiji. Haya hayakuwa mapigano tena viungani au umbali wa kilomita chache tu: mapigano yalikuwa hapa, katika mitaa ya Goma. Ulikuwa ni ukweli usioelezeka, jambo la kutisha lililotokea kila siku. Nilimwona msichana mwenye umri wa miaka miwili akiwa amepatwa na kiwewe sana, na mimi mwenyewe nilihuzunishwa na milipuko ya mabomu, mauaji na woga ulioenea kila mahali. Kama msanii, jukumu langu ni kuandika mkasa huu kwa njia yangu mwenyewe. Kwa kweli, waandishi wa habari tayari wanafanya kazi ya uwanjani, lakini kwa mara ya kwanza, nilikuwa na hisia kwamba vyombo vya habari vya kimataifa havikuonyesha kiwango kamili cha mkasa huo. Kwa kawaida, mimi ni mmoja wa wale wanaokemea taswira mbaya inayotolewa kuhusu Goma kupitia vyombo vya habari. Lakini wakati huu halikuwa suala la uwakilishi duni: ilikuwa kimya cha viziwi. Nikikabiliwa na hali hii, ninachoweza kufanya ni kushuhudia. Nataka kushutumua na kusema kupitia sanaa yangu. Kazi hii itachapishwa hivi karibuni: mfululizo wa picha ulioongozwa na kile nilichokiona, kusikia na kuhisi. Kubadilisha shuhuda hizi kuwa taswira ni njia yangu ya kushiriki, ya kutoa sauti kwa wale wanaoteseka na kutoruhusu hadithi hii kuzama katika usahaulifu.

*Pata mahojiano kamili kwenye wavuti yetu: [www.globalafricasciences.org](http://www.globalafricasciences.org)*

# الصورة بوصفها ذاكرة: شهادات بصرية عن كونغو في أزمة.

بامبلا توليزو

مصور

pamelatulizo04@gmail.com

## من هي بامبلا توليزو (Pamela Tulizo) وما هو مسارها الفني؟

أنا بامبلا توليزو مصورة وثائقية متخصصة في فنون الإخراج. منذ حوالي خمس أو ست سنوات، أصبحت أمارس التصوير الفوتوغرافي بصفة احترافية، وأقيم في مدينة غوما (Goma) التي تقع في شرق جمهورية الكونغو الديمقراطية، حيث بدأت مسيرتي المهنية. بدأت هذه المسيرة في مجال الصحافة، إلا أنني أحسست سريعاً بالقيود التي فرضتها الإكراهات التحريرية السائدة في غرف الأخبار، مما أعاق قدرتي على استكشاف بعض المواضيع بحرية تامة. هذه القيود كانت تحول دون قدرتي على التعبير عن أفكارتي كما أريد، مما دفعني للتساؤل عن كيفية التعبير عنها بطريقة أصيلة ودون أن أكون مقيدة بإطار صارم

لذلك توجهتُ إلى عالم التصوير الفوتوغرافي. وبما أنني قد ألفت بعض الشيء آلة التصوير، بدا هذا التحول في مسيرتي المهنية أمراً بديهياً رغم أنه لم تكن هناك مدارس للتصوير الفوتوغرافي أو أكاديميات للفنون الجميلة في غوما كما في كينشاسا أو لوبومباشي (Lubumbashi). علاوة على ذلك، لم يكن هناك سوى عدد قليل من النساء اللواتي يشتغلن في مجال التصوير الوثائقي لتوجيهي وإرشادي. ولكوني امرأة نشأت في غوما، كنتُ دائماً على يقين من أن نساء مدينتي يمتلكن قوة شخصية وقدرة على مقاومة الصعاب لا تخفيان على أحد. ومع ذلك، فإن هذا الجانب الأساسي من حياتهن يتم تجاهله على نطاق واسع. لم تكن ثمة أي توثيقات تبرز مشاركتهن الفعالة في النشاط الاقتصادي، أو دورهن في التنمية، أو انخراطهن في المجالين العائلي والتعليمي.

لقد دفعتني هذه الملاحظة للانخراط في مجال التصوير الفوتوغرافي. أردت من خلال عدستي أن أكون سفيرة لهؤلاء النساء، وأبرز قصتهن، وأبرز قوتهن وجمالهن. عندما اتخذت القرار لأصبح مصورة، كان عليّ أن أخبر عائلتي. لقد اعترض والدي على هذا القرار في شدة، لكونه يعتبر أن هذه المهنة هي حكر على الرجال فقط. ففي نظره، بوصفي امرأة يجب أن يقتصر انشغالي في المستقبل بالزواج والإنجاب ورعاية أطفالي. لقد مثلت هذه اللحظة نقطة تحول حاسمة في حياتي ومسيرتي المهنية. فقد أثارت كلماته في نفسي العديد من التساؤلات: فيما تتمثل منزلتي في المجتمع؟ وهل دوري محدد سلفاً وفقاً للمعايير الثقافية والاجتماعية؟ أدركت أنه إذا كان والدي يفكر بهذه الطريقة، فإن العديد من النساء من جيلي ربما كنّ يواجهن نفس المواقف، يلحمن بمستقبل مختلف، لكنهن يصطدمن بنفس العوائق. في مواجهة هذا الاختيار بين التصوير وعائلتي - قررتُ أن أستمر في السير في الطريق الذي اخترته لنفسي رغم كل شيء. وعلى مدار عامين تقريباً، سبب قرارتي هذا في توترات داخل العائلة. لحسن الحظ، كانت والدتي تدعمني سراً، وتخفي عن والدي نشاطاتي كلما كان عليّ حضور تدريب أو فعالية متعلقة بالتصوير.

How to cite this paper:

بامبلا توليزو (2025). الصورة بوصفها ذاكرة: شهادات بصرية عن كونغو في أزمة. *Global Africa*, (9), pp. 32-33. <https://doi.org/10.57832/qsyd-0h25>

Published: March 20, 2025



وحَتَّى يمكنني أن أسدّد نفقات دراستي كان لا بدّ من أن أكثّف من تقديم الخدمات في مجال التصوير في الأعراس وفي حفلات أعياد الميلاد وفي كلّ ما يمكنه أن يوفر لي دخلاً ويساعدني على السير قُدماً لتحقيق أهدافي. لقد كان لهذا الفصل من حياتي تأثير عميق على مسيرتي الفنية. أما اليوم، فكلّ عملي مرّكز على استكشاف الهوية النسائية، وعلى دور النساء في المجتمعات المعاصرة والتقليدية ومنزلتهنّ فيها. فمن خلال صوري الفوتوغرافية، أتطرّق إلى قضايا حقوق المرأة، والمساواة بين الجنسين، والتنمية، والنهوض المستمر بوضع المرأة. وهكذا تتميز مقاربتني الفنية بإبراز مظاهر القوة والجمال والقدرة على الفعل التي تتمتع بها النساء الإفريقيات عبر الأجيال المتعاقبة.

في أعالي أرّكز على استكشاف الشخصيات النسائية التي ساهمت في تشكيل هوية النساء الأفريقيات وفي صنع تاريخها. في فترة لاحقة، تابعت دراستي في مجال التصوير الفوتوغرافي في ورشات لتدريس التصوير الفوتوغرافي (Market photo) (Workshop) في جنوب إفريقيا. كانت هذه التجربة نقطة تحول مهمة في مسيرتي الفنية؛ وإنّ لم تقلّبها رأساً على عقب، فقد ساهمت في صقلها وشذّبها.

قبل هذه الدورة التدريبية، كان عملي الوثائقي يركّز بصفة أساسية على صور الأشخاص أو الصور التي التقطها في الشوارع. ولكن مع مرور الوقت، أدركتُ أن هناك نقصاً في سردي لما ألتقطه من صور. كانت هناك عناصر أساسية لم أتمكن من نقلها بالاقتصار على التصوير الفوتوغرافي الوثائقي. لاحظتُ أنّه ثمة قوة، وحضور، وسلطة تنبع ممّا [ممن] كنت أصوره، لكنّ هذه العناصر كانت غالباً ما تنفّلت من الصورة الخام. وعليه عملت على أن أقحم فنّ الإخراج في مقاربتني الفنية. فهذا الفنّ يتيح لي صياغة روايتي وفقاً لرؤيتي الشخصية، ويمنحني القدرة على رسم الجمال، والألوان بطابعي الخاص، وتركيب مشاهد من شأنها أن تجعل من الرسالة التي أرغب في نقلها أبلغ وأكثر تأثيراً على متقبليها.

اليوم، أعتبر فني بمثابة فيلم، ولكن أحداثه سردتها في صور ثابتة. أبدأ دائماً بطرح سؤال أو قضية، ثم أجمع شهادات وقصص. هذه القصص أعيد صياغتها من خلال تصويري الفوتوغرافي، بحيث تكتسب كل صورة عمقاً رمزياً وسردياً.

## يغرق الشرق الكونغولي مرّة أخرى في الحرب. كيف تعيشين هذه المأساة المتجددة بوصفك امرأة كونغولية؟ وما هو الدور الذي يمكن أن تلعبه فنانة مثلك في مواجهة هذه الفظائع؟

أنا فنانة، أنا مصورة، وهذا هو كلّ ما يمكنني تقديمه للعالم. الوضع الحالي في غوما (Goma) مرعب، خاصة بالنسبة إلى النساء. عندما يندلع نزاع ما، يكون النساء أول ضحاياه. العنف الجنسي يُستعمل سلاحاً في الحرب. يقاسي النساء والفتيات من ضروب متعددة من المعاناة: فهن لا يُستغلن فقط [جنسياً] في الصراع، بل يواجهن أيضاً انعدام الأمن، والنزوح القسري، والمجازر، والفقر، والأمراض المختلفة. ومن ثمّ، فهن يتكبّدن صدمات نفسية عميقة، تُتعدّى من الإحساس بعدم الاستقرار ووحشية هذه الأحداث. هذه المرة، كنتُ في غوما عندما اندلعت أعمال العنف، ولأول مرّة، وصلت الحرب فعلياً إلى قلب المدينة. لم تعد المعارك منحصرة في الأطراف أو على بُعد عدة كيلومترات منها، بل كانت الاشتباكات المسلحة تدور في شوارع غوما نفسها.

ما شاهدته بأّم عيني من هذه الأحداث لا يمكن وصفه، رعب يُعاش يومياً. رأيتُ بُنية في الثانية من عمرها تعاني من صدمة نفسية عميقة، وأنا نفسي كنتُ في حالة من الارتباك الشديد جرّاء القصف، والاعتقالات، والخوف الذي كان يخيم في كل مكان. وباعتباري فنانة، يتمثّل دوري في توثيق هذه المأساة بطريقتي الخاصة. صحيح أن الصحفيين يقومون بالفعل بعمل ميداني، لكن لأول مرة شعرتُ أن الصحافة الدولية لم تعرض كل أبعاد هذه المأساة. عادةً ما كنت من أولئك الذين ينددون بالصورة السلبية التي يتمّ تصوير غوما بها عبر وسائل الإعلام. لكن هذه المرّة، لم يكن الأمر متعلّقاً بتصوير سيء، بل كان صمّماً مدوياً. أمام هذا الوضع، كل ما أستطيع فعله هو أن أكون شاهدة على ما يحدث من فضاء. أرغب في التنديد بما يحدث وروايته من خلال صوري. سيصدر هذا العمل قريباً: سلسلة تصويرية مستوحاة مما رأيته وسمعته وشعرت به أثناء الحرب في غوما. إنّ تحويل هذه الشهادات إلى صور هو طريقتي في المشاركة للتنديد بما يحدث، أهب من خلاله صوتاً لأولئك الذين يعانون، حتّى لا تذهب هذه القصة إلى النسيان.

يمكنكم الاطلاع على النص الكامل لهذا الحوار على موقعنا الإلكتروني : [www.globalafricasciences.org](http://www.globalafricasciences.org)





Melina Tulizo, 2025. Reproduced with permission.

# Le maintien de l'ordre patriarcal par voie de silenciation

## Territoires littéraires de la subordination féminine au Cameroun

**Nadine Machikou**

Agrégée de science politique, professeure des universités  
Vice-rectrice enseignements, professionnalisation et développement des TIC, Université de Dschang  
Vice-présidente de l'Association africaine de science politique  
[nadngameni@yahoo.fr](mailto:nadngameni@yahoo.fr)

### Résumé

Le présent article s'intéresse à la manière dont la gestion de la parole féminine est un des sites les plus efficaces de maintien de l'ordre patriarcal par voie d'imposition du silence. En décryptant le pouvoir d'énonciation littéraire d'une jeune autrice camerounaise s'intéressant à différents sites de violence patriarcale, il montre comment opère les dispositifs d'invisibilisation, de marginalisation et de silenciation des cadets en tout genre. L'injonction du silence s'inscrit dans une écologie de positions et de prises de positions patriarcales tenues par des agents centraux et auxiliaires de maintien de l'ordre. La silenciation, production de l'absence et de l'effacement du bruit de la condition féminine, donne lieu à l'affrontement entre désir et institution au cœur d'un ordre de discours (au sens de Michel Foucault). L'article repose sur une mise en dialogue et un retour réflexif sur des trouvailles ethnographiques, éclairés par la mise en récit littéraire de la condition féminine à Idool. Il met en tension une fictionnalisation revendiquée sans grand succès et une transgression sociale comme moteur d'autodétermination.

### Mots-clés

Patriarcat, cadets sociaux, maintien de l'ordre, domination masculine, littérature, Cameroun


## Introduction

Saisir une écriture comme fait social représentant et reproduisant le réel, porte à poser la question suivante, à l'échelle d'un événement littéraire dans la partie septentrionale du Cameroun : est-il permis à une jeune femme d'écrire son désir d'échapper à la prison patriarcale par des énoncés fictionnels maladroitement montés<sup>1</sup> considérés comme trop marqués par une inclinaison factuelle ? Une querelle, sur fond d'une mièvre production littéraire, en est l'occasion. L'autorité de cette parole, dont la jeunesse n'échappe à personne, est dans l'art que l'autrice déploie dans sa capacité à faire passer par l'écriture

1 Le roman ici considéré, d'une centaine de pages, comporte de nombreuses fautes et erreurs, signe d'une jeunesse d'écriture et d'un travail d'édition peu rigoureux.

**How to cite this paper:**  
Machikou, N. (2025). Le maintien de l'ordre patriarcal par voie de silenciation : territoires littéraires de la subordination féminine au Cameroun. *Global Africa*, (9), pp. 36-51.  
<https://doi.org/10.57832/ggk9-xd46>

Received: January 11, 2025  
Accepted: March 04, 2025  
Published: March 20, 2025

© 2025 by author(s). This work is openly licensed via [CC BY-NC 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/) 

une vérité strictement et radicalement ancrée dans une trajectoire et une expérience personnelles qu'elle rend intelligible. Cette occurrence est saisie à partir de la notion de violence patriarcale, ici entendue comme violence subie par les filles et les femmes dans le cadre de systèmes patriarcaux (Habeas Corpus Working Group, 2006)<sup>2</sup>. Les instigateurs en sont les pères, frères, oncles, amis de la famille, époux, compagnons, ex-époux, amis, pairs, enseignants, coaches, collègues, voisins, superviseurs, mais aussi étrangers. Elle est physique (MacKinnon, 2007) et les aspects symboliques ont été inscrits dans la mécanique de la domination masculine par Pierre Bourdieu (1997). Sous des expressions innombrables, cette violence genrée a pour fonction idéologique, montre Rona Kaufman, de créer, maintenir de la puissance patriarcale ou en venger la perte, en vue de la subordination féminine<sup>3</sup>.

Au cœur de cette production, le travail de résilience créative<sup>4</sup> d'une écrivaine en herbe, Marzouka Oummou Hani, ayant choisi de rendre compte dans son premier roman, entre autres sujets, de certaines formes de la violence patriarcale. La réception sociopolitique et administrative de son œuvre est prise en étau par une machine de maintien de l'ordre patriarcal et d'assignation au silence. Dans la lignée des travaux sur les dispositifs et dynamiques d'invisibilisation, de marginalisation et de silenciation des cadets en tout genre<sup>5</sup>, il apparaît que l'injonction du silence s'inscrit dans une écologie de positions et de prises de positions patriarcales. Le cumul de trois traits spécifiques donne toute la mesure à la force de cette parole féminine de l'écrivaine jugée transgressive : jeune lycéenne, musulmane, originaire du septentrion camerounais. Son roman jugé transgressif est saisi par un système de domination patriarcale prononçant non une *fatwa* mais saisissant le tribunal pour une condamnation judiciaire de la jeune autrice. Par-delà la dimension et la valeur proprement linguistiques du texte et la jeunesse – voire la relative immaturité du récit –, la controverse qu'inaugure cette sortie littéraire est un traceur puissant des dynamiques d'autodétermination sous contrôle de forces patriarcales lorsqu'elles sont le fait de cadets sociaux. A l'origine de la polémique, la sortie d'un roman dans lequel l'autrice, jeune bachelière de 17 ans, raconte la vie d'Astawabi confrontée au patriarcat oppressif et son lot de violences machistes à l'œuvre dans l'espace rural à partir d'un repère, celui d'un village de la commune de Bélel dans la région de l'Adamaoua. La réception par la communauté d'Idool, village nommément cité dans l'ouvrage, est glaciale et s'accompagne d'une lourde procédure judiciaire, au cœur de laquelle la jeune autrice se voit réclamer, en guise de réparation, la somme de 150 millions de FCFA. Diverses négociations sont conduites et une issue obtenue sous la médiation active d'Asta Djam Saoudi, directrice des spectacles et des industries créatives au ministère des Arts et de la Culture. Autant la plainte initiée par la communauté que l'intervention du gouvernement camerounais posent la question de la régulation étatique du pouvoir d'énonciation littéraire au féminin. Cet épisode révèle le poids des contraintes de la mise en récit de diverses formes de violence, manifestes ou cachées, subies par les femmes dans les sociétés africaines, en particulier lorsqu'elles sont jeunes. Il est assorti d'une réflexivité quant au coût de la rupture d'avec les structures qui tentent, de diverses manières, de les réduire au silence (Lashgari, 1995).

La mise en roman, à travers laquelle transpire une revendication, celle d'une liberté d'énonciation, met parfois en tension valeur littéraire et vérité sociohistorique et anthropologique. La revendication de la nature fictionnelle du récit fonde une valeur de l'œuvre, intrinsèque. Cette tension entre la valeur d'une œuvre et la vérité de l'écriture est l'expression d'un travail de composition et d'agencement situé et signifiant. Soumise à des règles, la liberté d'écrire portait Guy de Maupassant à être dubitatif et à se demander « quelles sont ces fameuses règles ? D'où viennent-elles ? Qui les a établies ? En

2 Voir aussi l'article 1<sup>er</sup> de la Déclaration sur l'élimination des violences à l'égard des femmes, 20 décembre 1993.

3 Nous citons Rona Kaufman: "*Patriarchal violence is all violence that creates or maintains men's power and dominance, or avenges the loss of their power. It is the enforcement tool that sustains the patriarchy, that is, the institutionalization of male superiority and female subordination. It manifests on internalized, interpersonal, social, and institutional levels through an interconnected system that harms, undervalues, and terrorizes girls, women, and other gender-oppressed people. It often manifests as private interpersonal violence such as sexual harassment, sexual assault, and family violence. The harms caused by interpersonal acts of patriarchal violence are compounded by social and institutional patriarchal violence. Patriarchal violence creates a process of intimidation by which all men keep all women in a state of fear*" (Kaufman, 2023, pp. 519-520).

4 Sur cette notion, voir l'usage qu'en font deux auteurs au sujet de la résilience des catégories laborieuses urbaines (Desmond & Travis, 2018).

5 Sur les esclaves noirs et leurs descendants, voir Herbeau, 1970 ; Mattos, 2019 ; sur les immigrés voir Noiriel, 2007 ; sur les subalternes voir Guha, 1997, sur les classes ouvrières et populaires, voir Thompson, 1963. Sur les femmes, Perrot, 2001 ; Greaves, 1985.

vertu de quel principe, de quelle autorité et de quels raisonnements ? » (Maupassant, 1887, p. 17). Ces questions s'expriment de manière singulière dans les espaces où l'autorité de la parole fictionnelle, parole sur les êtres et sur les choses, est déterminée par des structures pratiques et symboliques parfois écrasantes. Comme le rappelle très justement Josette Gaudreault-Bourgeois, « le roman est créateur de ses propres règles, de ses propres lois » (Gaudreault-Bourgeois, 2018, p. 104)<sup>6</sup>. Il faut bien reconnaître que la confrontation entre le pouvoir littéraire et les règles de toutes sortes, formelles et informelles, se construit dans un espace disciplinaire, comme le montre une histoire sociale du champ littéraire et de la figure légitime de l'écrivain africain. Claire Ducournau en restitue les mécanismes matériels et symboliques qui assurent la publication et la reconnaissance d'auteurs forgées dans des dynamiques transnationales, mais aussi les échanges inégalitaires entre eux (Ducournau, 2017). Par-delà ces dynamiques d'extraversion dans les rapports de pouvoir au sein du champ littéraire et des biais postcoloniaux divers qui les traversent, il paraît important de souligner l'importance des ressorts du dedans à l'œuvre (Dabla, 1986 ; Wynchank & Salazar, 1995 ; Lawson-Hellu, 2008 ; Ndiaye & Samujanga, 2004), tout particulièrement le poids de l'engagement littéraire comme critère performant de la valeur de l'écriture (Kouvouama, 2004 ; Kesteloot, 2012 ; Leperlier, 2018). Nocky Djedanoum souligne à ce titre que l'engagement des écrivains contre la barbarie « peut conduire jusqu'à la mort, quand ce n'est pas l'exil forcé. Dans leur écrasante majorité, ils ont trempé et continuent de tremper leur plume dans l'encre de la résistance. Ce n'est pas un hasard si la littérature apparaît comme l'expression majeure de la liberté en Afrique » (Djedanoum, 2004, p. 12). Deux figures littéraires camerounaises, à deux époques différentes, en sont une illustration forte : Mongo Béti et Patrice Nganang. Le premier a un parcours d'engagement jalonné de frustrations et de vexations diverses, y compris après son premier retour de 32 ans d'exil en 1991 (Kemedjio, 2016) tandis que le deuxième, universitaire et écrivain, finit dans les geôles de la prison centrale pour « apologie de crimes » et « menaces » après un post sur son compte Facebook visant la plus haute autorité politique du Cameroun en décembre 2017 (Machikou, 2024).

L'écriture est aussi un mécanisme et un « point de désencastration, de fuite, d'esquive » (Césaire, 1939) face à l'oppression du quotidien. En elle réside le courage d'une poétique de l'énonciation littéraire soumis à une entreprise intensive de domestication structurelle. Au féminin, l'autonomie du sujet qui choisit par l'écriture de s'exprimer est essentiellement éprouvée par les structures de la domination masculine. Rangira Béatrice Gallimore rappelle ainsi que le discours hégémonique patriarcal est une contrainte majeure de l'écriture féminine en Afrique (Gallimore, 2001) avec comme traits « un topos, celui du silence, délimite un espace, celui de la marginalité. Le discours des femmes qui s'élabore après une trop longue période de silence porte les marques de l'ostracisme et se confronte au discours hégémonique patriarcal » (Ouédraogo, 1998, p. 2). De Mariama Bâ, Aminata Sow Fall en passant par Calixthe Beyala, Léonora Miano, Ken Bugul, Hemley Boum, Djaili Amadou Amal par exemple, écrire ce que l'on pourrait qualifier de condition féminine en Afrique, est une épreuve. Cet afro-féminisme littéraire, est souvent un acte de transgression (voir notamment les analyses en la matière faites par Gafaïti & Crouzières-Igenthron, 2005 ; Détéz, 2010) dans une économie symbolique de l'écriture travaillée par des rapports sociopolitiques.

Cet article prolonge l'exploration des territoires de l'ordre (Pommerolle & Machikou, 2015 ; Machikou, 2015 ; 2016 ; 2022) en s'intéressant à la manière dont la gestion de la parole féminine est un des sites les plus efficaces de maintien de l'ordre patriarcal par voie d'imposition du silence. Il opère par la production sociale et politique du silence telle que le démontre Alain Corbin dans son *Histoire du silence : de la Renaissance à nos jours* (Corbin, 2016), et d'autres (Vincent, 2017 ; Hernández Gómez, 2023)<sup>7</sup>. C'est un des traceurs les plus impensés imprégnant le fonctionnement des sociétés contemporaines. Il s'agit ici d'envisager, à partir d'une occurrence particulière, la manière dont la silenciation est une production de l'absence et de l'effacement du bruit de la condition féminine. Envisagée au sens d'un ordre de discours (pour reprendre Michel Foucault) sur les territoires littéraires de la subordination féminine, la silenciation donne lieu à l'affrontement entre désir et institution. L'épreuve, analyse l'auteur, est dans le fait que « dans toute société, la production du

6 Voir également Tati Loutard, J. B., 2003.

7 Plus anciennement, voir Michel, 1986.

discours est à la fois contrôlée, sélectionnée, organisée et redistribuée par un certain nombre de procédures qui ont pour rôle d'en conjurer les pouvoirs et les dangers, d'en maîtriser les événements aléatoires, d'en esquiver la lourde, la redoutable matérialité » (Foucault, 1970)<sup>8</sup>.

Cette analyse requiert une mise au point épistémologique relative au matériau qualitatif à partir duquel le processus de remaniement autoritaire, fait inédit au Cameroun<sup>9</sup>, est reconstitué et interprété. La question de l'inférence causale dans la traçabilité des processus est épineuse. L'affirmation causale de la recherche de l'harmonie patriarcale comme trame explicative est réinscrite dans une observation ethnographique antérieure. Dans le cadre du programme *Contending Modernities Project* de l'Université Notre-Dame de l'Indiana (États-Unis), j'ai effectué deux séjours de recherche dans le village d'Idool (région de l'Adamaoua) en 2018 et par la suite des entretiens avec des ressortissants du village, y compris des membres de la famille princière<sup>10</sup>. La recherche portait sur l'identification des points d'entrée à partir desquels les femmes d'Idool consolident leur communauté, renforcent et/ou remettent en question l'autorité dans des contextes où elles font usage des outils de leur foi pour revendiquer leurs droits, s'émanciper spirituellement, et s'autonomiser économiquement et politiquement vis-à-vis des structures d'autorité établies tant par l'État que par les acteurs de l'aide et du développement et les forces religieuses. L'épisode littéraire vient relancer la question de la contextualisation des luttes féministes et la prise en charge des cadres et régimes, plus ou moins protecteurs, dans lesquels les femmes évoluent. La précaution à laquelle appelle Françoise Vergès, notamment vis-à-vis du paternalisme développementaliste et plus largement du féminisme civilisateur d'essence occidentale (Vergès, 2019, p.15), a été un prisme critique central dans le cadre de notre recherche antérieure sur les femmes du village Idool.

La demande de liberté spécifique et contextuelle, observée pendant ce terrain ethnographique six ans plus tôt, n'est pas une sorte de prédiction créatrice ou prophétie autoréalisatrice au sens de Robert King Merton (1949)<sup>11</sup>. Cet épisode n'est pas une correspondance figurative de la quête de liberté des femmes d'Idool. En tenant bout à bout les résultats de ces deux terrains investis en six ans d'écart, il ne s'agit pas de « ré-férer » (au sens de se rapporter) aux trouvailles antérieures dans l'interprétation de ce moment littéraire, mais de montrer comment cet épisode autour de Marzouki Oummou Hani est un point d'entrée servant à « pro-férer » (au sens de mettre au dehors) la difficulté à vivre dans et à s'affranchir de la prison patriarcale (Watzlawick, 1988). Le présent article est une mise en dialogue et un retour réflexif sur des trouvailles ethnographiques, éclairés par la mise en récit contestée de certaines de ces situations dans le roman de Marzouki Oummou Hani. Il se veut une chronique de ce processus de production de l'assignation littéraire d'une cadette sociale<sup>12</sup> dans un contexte de violence patriarcale. L'analyse est centrée sur le processus de maintien de l'ordre patriarcal par un procès autour de la fictionnalisation revendiquée sans grand succès par une jeune autrice tentant de s'affranchir d'un carcan posé et renforcé par des figures probables et improbables (I). L'analyse entend mettre en évidence l'articulation entre transgression thématique et transgression sociale comme moteur d'autodétermination (II).

## Une fictionnalisation revendiquée sans succès

Le roman, quelle qu'en soit l'envergure, n'est pas seulement un acte artistique, mais aussi un échange symbolique au sein d'une communauté qui l'accueille ou non et lui confère une valeur donnée. L'épisode camerounais de la construction et de la réception d'une écriture amatrice ou « profane », pour reprendre la formule de Claude F. Poliak (2006, p. 4), rappelle qu'elle ne peut être séparée des

8 Dans sa leçon inaugurale de 1970 en effet, Michel Foucault confronte le désir « *Je ne voudrais pas avoir à entrer moi-même dans cet ordre hasardeux du discours, je voudrais qu'il soit tout autour de moi comme une transparence calme, profonde, indéfiniment ouverte, où les autres répondraient à mon attente, et d'où les vérités, une à une, se lèveraient* » et l'institution qui lui répond : « *Tu n'as pas à craindre de commencer, nous sommes tous là pour te montrer que le discours est dans l'ordre des lois ; qu'on veille depuis longtemps sur son apparition ; qu'une place lui a été faite, qui l'honore mais le désarme ; et que s'il lui arrive d'avoir quelque pouvoir, c'est bien de nous, et de nous seulement, qu'il le tient* » (Foucault, 1970).

9 Il faut rappeler en effet que la censure littéraire a été courante mais le recours à l'injonction de réécriture est invoqué pour la première fois en direction d'une jeune autrice de 17 ans.

10 Je tiens à remercier grandement ici Cécilia Lynch, Tatiana Fouda et Daïrou Bouba avec qui cette recherche a été menée en 2018. Quelques entretiens ont été réalisés en 2023 et 2024.

11 Voir également et Brionne (1965) et dans l'usage constructiviste ici privilégié, Watzlawick (1988).

12 Sur cette notion, voir de nombreux travaux de la sociologie de l'État et tout particulièrement Bayart, 1985 et 1989.

cadres de sa production, marqués par des situations de marginalisation et de subordination. Après une chronique de la polémique (1), l'on examinera comment elle a été une occasion pour L'État de se constituer en facilitateur de l'harmonie patriarcale (2).

### Chronique d'une controverse

Le 18 mai 2023, Mohaman Ahman, Djaourou (chef du village) d'Idool, au nom de la chefferie et de la population de son village saisit le ministre des Arts et de la Culture sous couvert du délégué régional du ministère pour la région de l'Adamaoua pour « *Dénonciation en vue du retrait de l'œuvre de Mlle Marzouka Oummou Hani, intitulée "Mon père ou mon destin" (tome 1), parue aux éditions MD* ». Dans sa missive, il exprime sa désolation et sa tristesse consécutives à la parution du roman de la lycéenne, qui y présente : « le village Idool et son père fondateur "Sidi" (...) de façon malsaine et blasphématoire, toute chose qui est de nature à induire en erreur le lectorat sur les faits scientifiques ou les faits historiques de mon village ». Dans un premier temps, le chef lui conteste ainsi qu'à ses parents la qualité de ressortissants de son village. Il souligne ensuite « l'imposture » s'accompagnant de la dénonciation de faits non avérés. Le grief porte surtout sur l'invocation de pratiques de sorcellerie dont le fondateur du village serait l'auteur : « "Mon père ou mon destin" n'est en réalité que le résultat d'un projet ubuesque et malsain planifié par des personnes tapies dans l'ombre avec le seul objectif de retarder et freiner les projets et ambitions de développement ». La réclamation contre ce « projet ubuesque » n'est pas qu'administrative. Le 20 juillet 2023, l'autrice est convoquée en citation directe devant le tribunal de grande instance de Ngaoundéré pour des faits de diffamation. Le Djaourou Mohaman Ahman introduit une demande de « confiscation de l'ouvrage incriminé conformément aux dispositions de l'article 35 du Code pénal » et la réparation d'un préjudice d'un montant faramineux de 150 millions de FCFA. L'exploit d'huissier, servi par Me Youssoufou Ibrahim, indique une répartition de ladite somme entre le Djaourou (50 millions) et la collectivité coutumière et villageoise d'Idool (100 millions). Devant la polémique qui enflé, l'ouvrage est retiré de la vente mais continue de circuler sur les réseaux sociaux. L'œuvre est fictionnelle et le choix d'Idool, se défend l'autrice, tient de son statut de « ville touristique ». Dans la foulée, le Barreau camerounais, par la voix de la présidente de la Commission des affaires sociales, Me Gladys Fri Mbuya, exprime sa sidération face aux poursuites judiciaires engagées contre une jeune fille de 17 ans, « condamne fermement tout acte d'intimidation à son encontre, affirmant que la liberté d'expression est un droit constitutionnel qui ne doit jamais être altéré par qui que ce soit. Traîner devant les tribunaux une mineure qui est une défenseure prometteuse des droits des femmes constitue une véritable menace pour les droits de l'homme et l'État de droit et ne mérite donc pas d'être épargné d'une cinglante condamnation »<sup>13</sup>. Elle enjoint le tribunal de mettre un terme à cette procédure et demande au président de la République de garantir la sécurité de l'autrice, de soutenir financièrement l'édition du roman et d'en garantir l'accès gratuit dans les écoles du pays. Le droit à la parole, y compris fictionnelle est avancée par un collectif d'avocat, constitué *pro bono*,<sup>14</sup> voyant en la jeune autrice « un génie destiné à une grande carrière d'écrivaine »<sup>15</sup>. Selon un membre de la famille de l'autrice qui regrette la politisation de cette affaire par le chef d'Idool, aucune force n'est tapie dans l'ombre et « Marzouka est une écrivaine. Quand elle ne va pas à l'école, elle s'enferme dans sa chambre pour écrire des romans, des poèmes et des pièces de théâtre. Vous ne pouvez pas dire qu'elle est guidée par des personnes tapies dans l'ombre »<sup>16</sup>.

13 Communiqué of the Social Affairs Commission of the Cameroon Bar Association, 20th of July 2023 (notre traduction).

14 En première ligne du collectif, *L'Universal Lawyers and Human Rights Defense* met six avocats sur le dossier (Me Dominique Fousse, Me Moteng, Me Yanou, Me Massi, Me Oyie et Me Nwayin).

15 Josiane Kouagheu, « Au Cameroun, une écrivaine de 17 ans en guerre avec son village », *Le Monde*, 31 juillet 2023 ([https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/07/31/au-cameroun-une-ecrivaine-de-17-ans-en-guerre-avec-son-village\\_6184022\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/07/31/au-cameroun-une-ecrivaine-de-17-ans-en-guerre-avec-son-village_6184022_3212.html), consulté en août 2023).

16 Josiane Kouagheu, « Au Cameroun, une écrivaine de 17 ans en guerre avec son village », *Le Monde*, 31 juillet 2023 ([https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/07/31/au-cameroun-une-ecrivaine-de-17-ans-en-guerre-avec-son-village\\_6184022\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/07/31/au-cameroun-une-ecrivaine-de-17-ans-en-guerre-avec-son-village_6184022_3212.html), consulté en août 2023).

Protestant contre toute forme de diffamation contre Yaya Oumarou fondateur du village, figure patriarcale sanctuarisée et soustraite à toute possibilité fictionnelle, mais que l'autrice aurait profanée en le décrivant sous les traits du personnage de Sidi, elle se défend en mettant en avant le fragment de son texte incriminé :

L'histoire d'un ancien sorcier qui vivait à Idool ; il se nommait Sidi, il mangeait les âmes de ceux qui ne l'adoraient pas. Sidi se considérait comme un dieu. Bouba raconta le jour où une femme et sa fille étaient parties au marché et sont tombées tête à tête avec lui. Elles étaient nouvelles et ignoraient qui il était. Tous ceux qui croisaient le sorcier Sidi devraient s'incliner. Surpris et en colère de l'indifférence de ces femmes, il les a traînées jusqu'à sa cabane et personne n'a su la fin de ces dernières. Le sorcier est mort un jour lorsqu'il essayait de voler au-dessus d'un arbre (...) il s'est éclaboussé au sol. Astawabi était terrifiée par cette histoire (p. 14).

Cette transposition fictionnelle d'un « ancien sorcier » est plusieurs fois présentée par l'autrice, à juste titre, comme un fragment très superficiel au regard du poids écrasant de cette figure fondatrice à Idool<sup>17</sup>. Son fils, le chef du village invoque l'ordre traditionnel, mais dans une modalité qui prend la forme d'une inquisition dans l'ordre de la modernité postcoloniale ; dont le traceur est la saisine de la justice. Alors que l'affaire est renvoyée au 17 août 2023, diverses tractations sont engagées en vue du désistement des plaignants.

### *L'État, facilitateur de l'harmonie patriarcale au nom de la défense du patrimoine*

La petite querelle littéraire en recouvre une plus grande, celle de l'investissement de l'État en facilitateur d'un processus de remaniement littéraire. La mise au pas de la jeune écrivaine s'ouvre sur les lieux communs de la brutalité patriarcale, celle des espaces traditionnels où par moult tractations, Marzouka Oummou Hani est invitée à revoir sa copie. Face à une impasse, l'entrée en scène de l'État, qui se fait l'intermédiaire entre les parties en présence, est décisive, comme le relate un journaliste :

Lundi dernier, les deux parties en opposition ont été réunies dans les services du gouverneur de la région de l'Adamaoua. C'était au cours de la médiation menée par Asta Djam Saoudi, directrice des spectacles et des industries créatives au ministère des Arts et de la Culture, en présence de Kildadi Taguiéké Boukar, gouverneur de la région de l'Adamaoua.

Pour ce dernier, auxiliaire de l'ordre patriarcal, la conciliation s'inscrit dans une volonté de parvenir à l'apaisement et à la paix, et il promet, en déplorant un « chapitre regrettable », de poursuivre « le travail pour la cohésion sociale et le vivre-ensemble cher au chef de l'État, Paul Biya ». L'argument évoqué par la représentante du ministère des Arts et de la Culture est étonnant : « *Nous avons l'obligation de protéger nos patrimoines culturels que sont les livres et la chefferie traditionnelle* ». Le roman aurait porté atteinte à l'image du village, qu'il convient de restaurer, y compris à travers, promet-elle, une :

Monographie officielle d'Idool. Un livre va présenter l'histoire du village Idool. Il sera écrit par les spécialistes du ministère en étroite collaboration avec les composantes sociologiques du village. Ensuite, une Centrale de lecture et d'animation culturelle (CLAC) sera érigée dans le village. Cette structure, constituée d'une bibliothèque et d'une salle d'initiation aux valeurs patrimoniales, travaillera à la préservation du patrimoine et se chargera de l'animation culturelle. De même, à moyen terme, il est envisagé la réhabilitation de la chefferie et la mise sur pied d'un musée pour la conservation des objets<sup>18</sup>.

La médiation donne lieu à la présentation de ses regrets par l'autrice relativement au « tort causé par son ouvrage à la mémoire de Siddi, patriarche et fondateur du village

<sup>17</sup> La recherche ethnographique montre à quel point le fondateur du village est un prisme décisif dans la construction politique, socio-économique, religieuse et même écologique du village.

<sup>18</sup> *Cameroon Tribune*, p. 25.

Idool. Elle a promis de formaliser ses regrets dans une lettre et de rééditer son ouvrage en retirant les fragments litigieux »<sup>19</sup>. La seconde étape a lieu le lendemain à la chefferie, en présence des habitants du village et sous la conduite de Boubakari Faribou, sous-préfet de Belel (ressort territorial de la localité d'Idool). Mohaman Ahman, chef du village Idool, n'en démord pas : dès que l'écrivaine va rédiger sa lettre d'excuses et de pardon, nous allons retirer la plainte au tribunal. Nous avons eu à discuter avec elle et sa mère dans les services du gouverneur. Les échanges étaient riches d'enseignements pour l'avenir de nos relations. Nous sommes fiers parce que le gouvernement a pris toutes les mesures pour une fin heureuse<sup>20</sup>.

Après une médiation ordonnée par l'État pour une réécriture de fragments du livre litigieux, l'autrice finira par dire :

J'ai appris avec beaucoup d'honneur, les démarches qui ont été faites par le gouvernement pour arriver à cette fin heureuse. J'en profite pour remercier toutes les parties prenantes, notamment le ministère des Arts et de la Culture, les autorités administratives locales en tête desquelles le gouverneur de la région de l'Adamaoua, qui a agi comme un papa. Je demande pardon à Idool et à ceux que mon ouvrage a blessés. Je vais extraire la partie litigieuse avant une prochaine réédition<sup>21</sup>.

Une lettre d'excuses est exigée par les autorités traditionnelles d'Idool et finit par leur être adressé le 10 août 2023, avec pour objet « Lettre d'excuse publique relative à la polémique sur certains passages de mon roman intitulé : *“Mon père ou mon destin”* ». L'autrice s'adresse « aux populations du village Idool S/C S.M. Mohaman Ahman, chef traditionnel de 3<sup>e</sup> degré d'Idool » en ces termes :

« En référence à la lettre n°036/L/RA/DRAC/SALLP/023 du 23 mai 2023 du délégué régional, du ministère des Arts et de la Culture et conformément aux résolutions à la séance de travail tenue le 08 août 2023 entre les différentes parties ayant objet la médiation et la réconciliation entre la délégation d'IDOOOL et l'autrice que nous sommes, aux services du gouverneur de la région de l'Adamaoua, en présence des émissaires du ministère des Arts et de la Culture, sous la coordination de Monsieur le Gouverneur, j'ai l'honneur de venir, par la présente, vous [sic] présenter officiellement, solennellement et publiquement mes sincères excuses pour avoir heurté vos sensibilités, inconsciemment dans certains fragments de mon œuvre romanesque, reposant sur la pure fiction littéraire que j'ai publié au mois de mai dernier, aux éditions MD. (...) Animée par un esprit de paix et de sincérité, c'est après la publication de notre roman que l'ampleur qu'il a pris dans notre société que nous nous sommes rendues compte du caractère sensible et complexe de certains passages de cette œuvre littéraire. A présent, nous avons découvert avec regret que notre ouvrage a heurté la sensibilité des nobles populations du village Idool, qui promeuvent et sauvegardent leurs valeurs culturelles séculaires. Ainsi, compte tenu des faits et des circonstances, je voudrais à nouveau implorer votre pardon. Je vous réaffirme ma disponibilité à entreprendre toutes les démarches visant à renforcer la cohésion sociale, le respect de la dignité humaine et le vivre-ensemble. Pour cela, je prends l'engagement d'apporter toutes les corrections nécessaires afin de restaurer à ces populations leur dignité et à notre roman, son genre littéraire. Veuillez agréer [sic], l'expression de mon profond respect ».

Les ampliations sont opulentes, signe d'une volonté de communiquer à très large spectre mais aussi traceur d'une chaîne patriarcale plus ou moins consciente d'elle-même, actrice ou intéressée par l'issue de l'affaire : Services du premier Ministre, ministère des Arts et de la Culture, ministère de la Justice, Service du gouverneur de l'Adamaoua, Préfecture de la Vina, Sous/ Préfecture de Bélel, Délégation des arts et de la culture de l'Adamaoua, Lamidat de Ngaoundéré. Ces multiples destinataires

<sup>19</sup> *Cameroon Tribune*, p. 25.

<sup>20</sup> *Cameroon Tribune*, p. 25.

<sup>21</sup> Interview de Marzouka Oummou Hani, *Cameroon Tribune*, 09 août 2023, p. 24.

témoignant d'un faisceau de surveillance reposant sur des institutions administratives, judiciaires, traditionnelles et religieuses, autant de cercles intriqués s'autoalimentant dans la production de l'ordre patriarcal.

Si les autorités publiques ne sont pas à l'initiative de la demande d'ostracisation de la jeune autrice, voire de judiciarisation de son travail, c'est leur investissement en soutien d'un processus de remaniement littéraire qui frappe. En effet, l'on a observé une légitimation étatique d'une sorte de *cancel culture* réclamée par les autorités traditionnelles de la localité d'Idool et largement décrite par des médias<sup>22</sup> et des organisations de la société civile. Elle s'est faite malgré moult précautions visant à présenter cet investissement en termes de « médiation » et indiquant que l'écriture « responsable » n'est pas nécessairement le produit d'une autodiscipline. La fabrique de l'écrivaine « responsable » est le produit d'une violence faite chose et faite corps, avec comme épée de Damoclès sur la tête, un procès en diffamation. Renvoyée au 17 août 2023, l'affaire se solde par un retrait de la plainte par le Djaourou Mohaman Ahman devant le tribunal de première instance de Ngaoundéré la veille de l'audience. Son avocat indique que : « Nous avons déposé une lettre de désistement et, conformément aux dispositions de l'article 62 du Code de procédure pénale, le désistement volontaire de la victime, qui a mis en mouvement l'action publique, éteint cette action. Le débat est terminé »<sup>23</sup>.

L'extinction de l'affaire s'est aussi largement construite sur le dos d'un éditeur dont le manque de professionnalisme sera mis en relief comme argument d'absolution. Figure de l'exploitation éditoriale, selon l'analyse de la jeune autrice elle-même, le promoteur de MD, maison d'édition du texte au cœur de la polémique a fini par être désigné comme unique coupable des manquements constatés. Cette subordination, y compris par le pouvoir (de mal faire), s'ancre dans une idéologie patriarcale socialement et historiquement consolidée, ayant le pouvoir pratique et symbolique d'initier une attribution secondaire qu'Emmanuel Lévinas appellerait une substitution par l'affirmation d'une responsabilité pour l'autre, radicale et abrupte (Lévinas, 1991, p. 212). En revanche, le processus de dé-substantiation, qui est concomitamment sexualisation de la responsabilité de fait, sera soutenu par une validation mutuelle d'acteurs religieux, administratifs et judiciaires, sans s'accompagner d'une action judiciaire à l'encontre de l'introuvable éditeur<sup>24</sup>. Elle est dépossession machinale, consentie (de gré ou de force) par des institutions patriarcales autorenforçantes et marqueur d'une violence symbolique à l'endroit de l'autrice puisqu'elle ne devient efficiente « que par l'intermédiaire de celui qui l'exécute » (Bourdieu, 1997, p. 243). En effet, cette violence est une « coercition qui ne s'institue que par l'intermédiaire de l'adhésion que le dominé ne peut manquer d'accorder au dominant (donc à la domination) lorsqu'il ne dispose, pour le penser et pour se penser ou, mieux, pour penser sa relation avec lui, que d'instruments qu'il a en commun avec lui » (Bourdieu, 1997, p. 245).

Le déplacement du débat du terrain de la liberté fictionnelle vers celui de la responsabilité professionnelle d'un éditeur qui n'en n'est pas vraiment un, est expression d'une forme de dénonciation d'un rapport de domination économique et symbolique : les forces du maintien de l'ordre patriarcal réalisent une opération d'usurpation de soi (Lévinas, 1991, p. 216). Dans sa lettre d'excuses à la population d'Idool, l'autrice, assiégée, attribue de manière exclusive la responsabilité à l'éditeur :

La bonne foi et la volonté d'effectuer un travail objectif qui nous anime, nous nous sommes référés à un certain et supposé éditeur, Monsieur Mve Dexter, promoteur de MD Edition, pour bénéficier d'un encadrement adéquat, efficace et efficient. Malheureusement, ce dernier non seulement, ne nous a pas apporté un accompagnement nécessaire, mais aussi, a publié de manière prématurée mon manuscrit sans tenir compte au préalable

22 Le journal *Mutations* parle « Idool. Le livre qui fâche ». La *Voix des jeunes* relève que « cette œuvre littéraire, écrite dans un style émouvant, trouve des parallèles avec le travail d'autres écrivaines avant-gardistes, telles que Djaïli Amadou Amal, qui ont osé élever la voix des femmes dans des sociétés où elles étaient souvent marginalisées. L'écrivaine a d'ailleurs apporté son indéfectible soutien à Marzouka Oummou Hani et s'engage à l'accompagner à l'avenir » <https://voixdesjeunes.com/actualite/affaire-marzouka-oummou-hani-le-proces-de-la-jeune-ecrivaine-de-17-ans-renvoye-au-17-aout-2023>, consulté en août 2023. Paul Chouta écrit un long post relevant que « dans une région classée zone d'éducation prioritaire où la parole chez la femme n'est pas libérée, on comprend que beaucoup d'efforts sont encore à faire pour faire évoluer les mentalités ».

23 *Cameroon Tribune*, « Affaire Marzouka : la page judiciaire close », 21 août 2023.

24 En effet, les Editions MD 2023, qui indiquent comme adresse « B.P. : Messamendongo – Commissariat- Yaoundé », n'ont pu être repérés au lieu-dit. Le numéro ISBN indiqué (à savoir 978-9956-1-1713-0) n'a pas pu être retrouvé dans les catalogues de livres. Aussi pour les besoins de cet article, les appels téléphoniques renvoient à la messagerie vocale indiquant que les numéros sont indisponibles.

des insuffisances sémantiques et syntaxiques, choses qui pourraient ternir la notoriété de notre roman. Pire encore, tout au long de notre travail, celui-ci n'a en aucun cas respecté les pratiques éthiques et de déontologies de ce métier, conformément à la réglementation en vigueur.

Sur son compte Instagram, Marzouka Oummou Hani publie le communiqué de presse de l'éditeur barré d'un « faux » en gros caractères rouges, avec le message « Le livre n'est plus disponible chez ce monsieur Mve Dexter. Mon contrat avec lui est sur le point d'être résilié. Faites attention. Que personne n'achète chez lui. Max de partage svp »<sup>25</sup>. La reprise en main par les Editions Proximité, dénote d'une volonté d'alignement sur les normes en vigueur. Créée en 2002, cette maison qui se présente comme mue par un double constat : « la difficulté des jeunes auteurs à être publiés localement d'une part, et la volonté de favoriser la circulation des publications locales et étrangères à un coût accessible d'autre part »<sup>26</sup>. Ayant coédité l'un des romans de Djaïli Amadou Amal<sup>27</sup>, l'on peut considérer que son soutien à la jeune autrice s'est étendu à cette facilitation éditoriale.

Cet effort de renversement du rapport de force entre l'éditeur et l'autrice est largement facilité par les mêmes qui la tiennent pour non responsable (voir sur cette relation Bessard-Banguy, 2018). Elle est l'une des expressions du rejet d'une relation structurellement déséquilibrée du centre à la périphérie septentrionale du pays, souvent objet plutôt que sujet d'action. Il s'apparente à une sorte d'activisme développementaliste, d'essence impérialiste<sup>28</sup>, identifié six ans plus tôt comme structurant dans le rapport des « autres » à Idool. Elle s'ancre dans une ligne de fracture profonde du pays, la ligne Nord-Sud (« Wadjo-Gadamayo »), marquée par un déclassement marqué des dites régions ; à savoir l'Extrême-Nord, le Nord et l'Adamaoua. Les marqueurs en sont une grande inégalité devant l'accès aux services sociaux essentiels : taux de pauvreté élevé, niveau de scolarisation faible (taux d'alphabétisation, taux d'achèvement du primaire faible, niveau d'encadrement élève-enseignant au primaire et au secondaire faible), offre sanitaire réduite, réseau routier est largement sous-développé, etc.

## De la transgression thématique à la transgression sociale : poids de la volonté d'autodétermination féminine

Penser la silenciation, c'est d'abord rappeler que le pouvoir de la parole publique, quelle qu'en soit la forme et le support, est une compétence socialement inégalitaire, marquée par des processus antagonistes (Bourdieu, 1982). Pour les femmes, s'exprimer c'est surtout prendre la parole dans l'espace privé, où elles « détiennent, pratiquent, échangent la parole de l'intime (...) Elles parlent de leur corps (règles, ménopause) ainsi que de la "mise en scène" de celui-ci (vêtements, coiffure), de leur vie sexuelle, de leurs expériences de ce qu'elles vivent au jour le jour, de leurs histoires d'amour, de leurs enfants (...). Elles abordent les problèmes rencontrés avec leurs enfants, leur mari, leur petit ami. Elles gardent rarement pour elles tout ce qui touche à leur vie privée, aux êtres avec qui elles partagent le quotidien. Et elles en parlent en priorité à d'autres femmes, aux "copines", avec qui elles échangent propos, informations, réflexions » (Mossuz-Lavau & de Kervasdoué, 1997, p. 17). Par fondement transgressive dans l'ordre patriarcal, l'écriture féminine/féministe est une tentative d'affirmation de soi à la première personne, contre la hiérarchie des sexes, l'infériorisation, la subordination et l'invisibilisation des femmes. Le roman s'ouvre sur une formule remarquable : « Au nom d'Allah le Tout-Miséricordieux, le Très-Miséricordieux. Je le remercie pour cette grâce. » La tentative infructueuse de faire passer un pouvoir d'énonciation en l'enrobant d'entrée de jeu de

25 Ledit communiqué, datant du 21 juillet 2023, précise en en-tête « Les Editions MD : Fièrement aux côtés de l'auteur Marzouka Hani et de son livre "Mon père, mon destin" » (compte instagram consulté en février 2025, [https://www.instagram.com/marzouka\\_oummouhani/p/CvAJGfLf64/](https://www.instagram.com/marzouka_oummouhani/p/CvAJGfLf64/)). Le livre sera réédité par une autre maison, Editions Proximité, à Yaoundé en juin 2024 moyennant quelques remaniements et compte dans cette édition, 90 pages (<https://www.youscribe.com/BookReader/Index/3708327/?documentId=6076110>).

26 <https://www.alliance-editeurs.org/proximite,1199> (consulté en février 2025).

27 Il s'agit des éditions camerounaises de *Walaande. L'Art de partager un mari*, 2010 et *Le harem du roi*, 2024.

28 Voir par exemple l'analyse qu'en font Kemedjio et Lynch, 2024.

diverses et circonspectes précautions<sup>29</sup>, est sans doute une métaphore de l'articulation des forces patriarcales lorsqu'elles œuvrent à réduire au silence (Guilhem, 2008, p. 15). De la transgression thématique à la transgression sociale, l'écriture d'une cadette sociale (1) fonde et donne lieu à une réorganisation des forces de soutien aux femmes (2).

### *Quand une cadette sociale écrit*

Le marché linguistique est travaillé par de la violence, des désaccords, de la négociation ou de la résistance comme le soulignait déjà Pierre Bourdieu (1982). Il montrait en effet que parler situe dans un espace d'interactions verbales où s'inscrivent dans et par la langue des rapports de forces. Cette observation est tout aussi vraie dans le champ littéraire évidemment (Bourdieu, 1992 ; Sapiro, 2014) comme l'illustre la construction et la réception du travail jugé transgressif de Marzouki Oummou Hani dans ses deux éditions (2023 et 2024). Mettre en contexte la transgression par des actes de langage dans certaines sociétés peules (Idool en est une) doit être faite. L'on pourrait partir de propositions monographiques de Dorothee Guilhem portant sur les Peuls Djeneri. Pour elle, l'une des dimensions du charme féminin est le silence et la réserve (« *munyal* ») :

Une femme doit cacher à autrui ses émotions durant les interactions sociales. Fixer du regard autrui est ainsi interprété comme de l'amour ou comme de l'impolitesse. L'expression peule "la femme marche comme une vache" désigne le fait de regarder ses pieds en marchant. Cette expression suggère que le charme féminin repose aussi sur une attitude réservée.

Cette injonction de réserve est ancienne et s'inscrit dans des balises religieuses d'un « islamisme rigoureux qui tient les femmes à l'abri des tentations, en protégeant le village des maladies vénériennes est aussi un facteur important de ce renouveau démographique » (Boulet, s.d.)<sup>30</sup>. Cette relégation est aussi régulation de la circulation des corps féminins comme l'avait déjà relevé Danièle Kintz au sujet de certaines sociétés peules<sup>31</sup>. Le silence régit la quotidienneté féminine par le fait du confinement de leur parole dans l'espace privé. On peut parler, mais dans sa cour, et certainement pas écrire de manière transgressive. Comme Kambili, adolescente nigériane timide et en souffrance de 15 ans, personnage central du roman *L'Hibiscus pourpre* de Chimamanda Ngozi Adichie racontant son calvaire sous le joug d'un père courageux, pieux catholique, riche entrepreneur, tyran fanatique et violent dans sa famille (Ngozi Adichie, 2016), Astawabi est une jeune fille de 17 ans vivant dans une geôle patriarcale. À l'image de son héroïne, l'autrice vit dans une société où le mariage précoce est un frein spécifique à l'éducation et à l'autodétermination des filles. En effet, avec un taux de 38 % des filles mariées avant l'âge de 18 ans, le Cameroun est l'un des 20 pays au monde où le taux de mariage des enfants est le plus élevé. Ce chiffre varie selon les régions et atteint jusqu'à 73 % dans la partie septentrionale du pays. Le mariage des enfants est enraciné dans un certain nombre de facteurs interdépendants, tels que la précarité, les traditions socioculturelles et religieuses, la sous-scolarisation des filles et le manque d'éducation, en plus de la discrimination sociale et juridique à l'encontre des filles et des femmes, qui sont souvent considérées comme un poids pour leur famille<sup>32</sup>. Plus de la moitié des filles sans instruction sont mariées, contre une sur dix pour les filles ayant fait des études secondaires, et presque aucune pour celles ayant fait des études supérieures. La déscolarisation expose les filles à un risque accru de mariage d'enfants et de grossesses précoces. Il

29 L'héroïne fait face à un tiers qui lui propose de porter le voile en ces mots : « j'aimerais que tu t'habilles comme une véritable musulmane, mettre le voile et croire en Allah. Je me suis rendu compte que ta foi en lui est très faible. La pudeur fait partie de notre foi. Je ne veux pas t'imposer de faire ce qui te déplaît ; je voulais te dire ce que je pensais. L'Islam est la plus belle des religions. Prier Allah, lui demander tes souhaits, faire des invocations quotidiennes pour qu'il te protège contre le mal peut radicalement changer ta vie ». À ce prosélytisme discret, Astawabi répond « je ne connais pas cette religion. Certes, mon père avec lequel j'ai grandi était un musulman, mais je ne connais rien de la religion islamique » (p. 76).

30 Réalisée par un anthropologue de l'Office de la recherche scientifique et technique Outre-Mer (ORSTOM), la monographie indique à la page 16, note de bas de page 2, que l'enquête a été réalisée en avril 1967.

31 Il s'agit en particulier d'une injonction de pas se montrer en public, de rester dans sa cour, réclusion socialement déterminée, Kintz D., (1988). Hommes formels, femmes informelles et le soutien des peuls à leurs anthropologues, *Journal des anthropologues*, (34), pp. 59-66.

32 Ces chiffres sont fournis par l'organisation *Girls not Brides* <https://www.girlsnotbrides.org/learning-resources/child-marriage-atlas/regions-and-countries/cameroon/> (consulté août 2023).

a été mis en évidence par Cislighi et al. (2019) qu'une écologie de facteurs matériels, institutionnels, individuels et sociaux s'entrecroisent pour soutenir le mariage des enfants : pauvreté, faible niveau d'éducation et modèle de conjugalité avec une incidence liée à la polygamie.

Si le village Idool fait exception, c'est précisément et largement en raison de la vision moderne qui est à l'origine de sa fondation, faite notamment d'une scolarisation sans discrimination de genre. Lors des entretiens conduits en 2018, l'un de ses fils rappelait que, pour Oumarou Yaya, fondateur du village, l'éducation est un filet d'accomplissement, « un moyen d'accéder aux bénédictions divines »<sup>33</sup>. Le chef soutenait dans le cadre de ses prêches que « chercher à s'instruire c'est poser des actes méritoires et bénéfiques » pour soi-même et pour « la construction d'une vie communautaire meilleure ». L'un des prince indiquait, à la suite d'autres dans le cadre d'un *focus group* organisé avec quelques enseignants et parents d'élèves du collège du village, que ce sont les contraintes économiques qui fondaient la préférence masculine dans l'éducation et poussaient parfois au mariage précoce des filles. Lors des entretiens, plusieurs lycéennes avaient exprimé la volonté de « vivre libre et de travailler dans des espaces publics ». Certaines ont partagé cette revendication dans des réseaux sociaux qu'elles montraient fièrement : « je veux être libre », « laissez-moi vivre ma vie », mentionnaient des posts. Deux jeunes filles lycéennes ont fait part de leur désir de se marier hors du village. Ces aspirations sont au cœur du roman qui, dans un passage, relate un échange entre Astawabi et son père : « Baba, j'avais une demande. Je sais que vous ne voulez pas me laisser partir, mais je voulais continuer mes études ; j'aimerais tant aller en ville continuer. Je rêve de devenir une grande écrivaine » (p. 12)<sup>34</sup>. La réponse de ce dernier est sans appel :

Ma fille, tu as passé l'âge de toutes ces bêtises ; maintenant, tu dois te concentrer pour apprendre comment prendre soin d'un homme. Et incha Allah, on va te trouver in [sic] bon jeune homme pour t'épouser. J'ai assez patienté. Je t'ai laissé aller au secondaire, mais à présent je n'y peux plus rien pour toi. Tu es consciente que c'est à travers les bourses que tu en es arrivée là ? Sinon, moi, je n'aurais jamais financé pour ses [sic] bêtises là. Je t'ai juste laissée parce que tu es mon unique fille. (p. 13)

La prison patriarcale, décrite par une formule significative (« ne pas réaliser ses rêves, c'est comme ne pas pouvoir respirer »<sup>35</sup>), repose sur des rapports de brutalité et de subordination fondés sur le sexe, la séniorité, la position dans la lignée, mais aussi sur la richesse qui peut redistribuer des ressources pratiques et symboliques. La recherche ethnographique antérieure insistait déjà sur ces relations de subordination sociale mais relevait aussi que les femmes d'Idool œuvraient, dans les espaces conférés (essentiellement domestiques et clos, dans les *sarés*<sup>36</sup>), à se réapproprier leur existence, de sorte que penser leur présence au monde emportait toujours l'épreuve de leur visibilité.

De fait, les femmes d'Idool sont pratiquement et symboliquement attachées au *saré*. Le poids de la religion, des pratiques sociales et traditionnelles, telles que le patriarcat et le *pulaaku* (sorte de code de conduite peul), leur impose une dichotomie spatiale intérieur/extérieur ou privé/public dans le village. Cet état de fait laisse clairement transparaître une division sexuelle non seulement des tâches et des activités, mais aussi des espaces de circulation. La femme s'occupe des activités domestiques, où elle s'attelle à l'entretien de son *saré*, à l'accomplissement des différents travaux ménagers et à l'éducation des enfants. Elle n'accède pas à l'espace public, qui est masculin, c'est-à-dire occupé exclusivement par les hommes. Cet espace public apparaît comme une zone grise pour toutes les femmes, y compris celles qui, mariées à l'extérieur du village (des cas très isolés), doivent s'y tenir et s'en accommoder quand elles reviennent dans leur village natal. Seules les jeunes filles scolarisées peuvent être visibles dans les rues quand elles vont et reviennent de l'école et aussi les femmes qui viennent d'ailleurs. On peut aussi dans des cas très limités, apercevoir des veuves et des divorcées. Même un taux de scolarisation remarquable ne remettait pas en cause l'horizon incontournable d'un enfermement dans des espaces clos. Cette violence est déjà présente dans le témoignage d'une figure littéraire de référence, largement citée au plus fort de la polémique.

33 Entretiens et focus group du 12 février 2018.

34 Tous les passages sont repris in extenso, sans correction.

35 Cf. quatrième de couverture du roman.

36 Maisons en Fulfuldé, langue parlée à Idool.

Il s'agit de Djaili Amadou Amal, lauréate du Goncourt des lycéens 2020<sup>37</sup> et originaire du Septentrion camerounais, qui avait elle-même auparavant indiqué que les livres avaient fait germer en elle « une petite graine d'insoumission »<sup>38</sup>, la portant à faire de la littérature une arme de libération et d'amplification de la voix des femmes du Sahel au sujet de thèmes proches de ceux abordés par la jeune Marzouka : mariages et maternités précoces qui éliminent de manière systématique les filles de l'espace public en les enfermant dans une prison patriarcale. De son propre témoignage, l'accent mis sur le parcours scolaire est saisissant :

A l'école primaire, nous étions une cinquantaine de filles pour une cinquantaine de garçons. Et puis, en secondaire, les filles disparaissaient peu à peu comme par enchantement. Elles n'avaient plus qu'un horizon : le mariage. Qu'un destin : la maternité. Il leur suffisait donc de savoir tenir une maison. A 14 ans commençaient les pressions familiales et la ronde des prétendants, les tractations, les fiançailles. Et mes copines quittaient l'école les unes après les autres en trouvant cela normal<sup>39</sup> (Amadou Amal, 2020, p. XX).

Pour l'une et l'autre écrivaines, l'acte littéraire est une démarche personnifiée qui confronte à des combats de libération et de libre circulation. Cet acte de liberté témoigne de ce que, même dans un espace symboliquement clos, la parole est possible et ouverte ; selon la formule d'Édouard Glissant, une « parole baroque, inspirée de toutes les paroles possibles » (Glissant, 1990, p. 89). Les différences dans la vie des femmes et dans leurs réponses à cette violence peuvent aider à présager d'une situation sociale où l'insatisfaction de ces dernières va grandissante et qu'elles en veulent plus en termes d'accès aux droits. Ce sont là quelques-unes des trouvailles ethnographiques faites six années plus tôt. La réception sociopolitique et culturelle de *Mon père ou mon destin* rend vivantes et tangibles les luttes contre le poids des ressorts structurels fondant et garantissant le silence et l'invisibilité des femmes par les forces du maintien de l'ordre patriarcal.

### *Deux figures féminines miroir : la mère et la référence littéraire*

La figure de la mère, centrale dans le discours féministe (Bretécher, 1982), est pour Astawabi une avocate acharnée de sa fille qu'elle veut sauver d'un contrat de mariage fondé sur une dette financière contractée par le père en échange de la promesse de marier sa fille à l'âge de 17 ans. Cette idée de marchandisation dont les femmes sont l'objet dans les sociétés est centrale dans les analyses d'orientation marxiste. Luce Irigaray montre qu'en tant que valeur d'échange et valeur d'usage, les femmes sont des « objets-marchandises » reléguées à un rôle passif dans le processus d'échange organisés par et pour le bénéfice des hommes, « sujets-producteurs » (Irigaray, 1997). Dans cette économie patriarcale, Astawabi est objet utilitaire porteur de valeur : par le mariage, elle devient un miroir de valeur utilisé pour faciliter les relations entre hommes. Luce Irigaray ajoute que dans cette marchandisation, les femmes ne sont compensées que par l'oppression et le marquage au fer rouge du nom du père. La mère du personnage central va plaider grand succès pour la sortie de cette économie dans laquelle sa fille n'est qu'une enveloppe de possibilités intangibles déterminée par les hommes. Cette commodification peut aussi être remboursement d'une créance pesant sur les parents et les réduisant au statut d'esclave (Atwood, 2009).

Pourquoi punis-tu notre fille ? Elle ne mérite pas cette vie. Elle ne mérite pas cet homme que tu appelles ton ami qui a déjà une femme et des enfants qui font son âge. Elle mérité [sic] d'aller poursuivre ses études ; elle est déjà grande et responsable. S'il te plaît, je t'en supplie mon cher époux pense à son avenir. Cet homme fera d'elle son exclave [sic] sexuelle, sa domestique. Va-t-elle s'entendre avec son épouse et ses enfants ? Sera-t-elle heureuse ? (p. 21).

37 Le roman primé est intitulé *Les Impatientes* (2020).

38 *Le Monde*, Entretien avec Annick Cojean, 7 mars 2021 ([https://www.lemonde.fr/idees/article/2021/03/07/djaili-amadou-amal-laureate-du-prix-goncourt-des-lyceens-avec-les-livres-une-petite-graine-d-insoumission-a-germe-en-moi\\_6072234\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2021/03/07/djaili-amadou-amal-laureate-du-prix-goncourt-des-lyceens-avec-les-livres-une-petite-graine-d-insoumission-a-germe-en-moi_6072234_3232.html)).

39 *Le Monde*, Entretien avec Annick Cojean, 7 mars 2021 ([https://www.lemonde.fr/idees/article/2021/03/07/djaili-amadou-amal-laureate-du-prix-goncourt-des-lyceens-avec-les-livres-une-petite-grain`\\$^e-d-insoumission-a-germe-en-moi\\_6072234\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2021/03/07/djaili-amadou-amal-laureate-du-prix-goncourt-des-lyceens-avec-les-livres-une-petite-grain`$^e-d-insoumission-a-germe-en-moi_6072234_3232.html)).

Astadicko, en guise de testament, prescrira à sa fille : « Je veux que tu sois forte, heureuse, bats-toi pour réaliser tes rêves ; tu en es capable. Tu dois avoir confiance en toi, personne ne doit te faire te sentir inférieure, ma fille est capable, chaque fois que tu es dans une situation difficile, dis-toi que tu es capable de l'affronter. Tu es une femme forte Asta » (p. 69). La mère est aussi centrale dans le récit que manifestement dans la vie de l'autrice puisqu'en quatrième de couverture, la note biographique la présente comme « fille de la femme d'affaires Hadja Bilkissou », la sobre référence à la figure paternelle est faite dans les remerciements, après la mère, « *femme forte et courageuse ; elle m'a soutenue pour réaliser mon rêve* ». Dans le roman comme dans la vie de l'autrice, la mère est très influente. La médiation administrative pour le remaniement de l'écriture s'est faite en sa présence comme le rappelle le chef du village d'Idool lors de son interview à *Cameroon Tribune*. Pour certains, l'investissement de la mère est le reflet d'une ambition imposée à sa fille. Sur les réseaux sociaux, un post de Dewa Aboubakar, qui se propose d'expliquer selon ses mots « cette affaire de façon terre à terre », soutient que « c'est la culture du Nord-Cameroun qui est la cible. Sa maman croyait avoir une future Djaili. Elle a eu la célébrité au péril de la réputation de notre culture. Aujourd'hui aux yeux des pseudo-défenseurs des droits de la femme, et des libertés, le Nord-Cameroun, c'est l'enfer ». De son post, l'on apprend que le refus de se soumettre à toutes ces injonctions vient de la mère de l'autrice : « Elle a dit qu'elle n'a peur de rien et que [sic] elle va enfermer tous les gens de Idool [sic] même ».

Par-delà la petite querelle littéraire, la grande cause du pouvoir de parler apparaît, portée par de fortes figures féminines telles que la mère mais aussi, de manière plus ambiguë, par l'aînée de référence et la brillante protectrice, Djaili Amadou Amal. Figure miroir systématiquement invoquée par de nombreux journalistes traitant de cette actualité<sup>40</sup>, elle apparaît de manière allusive dans le roman comme réussite inspirante. L'écrivaine sera amenée à exprimer un soutien embarrassé à la jeune autrice. Face à la polémique qui gronde, le 20 juillet 2023, jour du procès, elle signe une tribune et s'engage à aider la jeune autrice dans la réécriture de son roman. Tout en reconnaissant avoir été contactée par Marzouka Oummou Hani via Instagram pour un appui dans sa recherche d'un éditeur, l'échange n'ayant pas prospéré faute de retour de la part de la jeune autrice, elle prend en charge les attaques dont elle est l'objet en les réorientant sur un ton destiné à recadrer une cadette sociale dont « l'immaturation » est due à « son très jeune âge ». Elle met en avant son propre parcours d'écrivaine confrontée à des attaques similaires : « Je l'ai vécu également quand on m'a reproché de prôner la révolte des femmes, de trahir les traditions, d'être une mauvaise musulmane et j'en passe. ». En mettant l'accent sur la piste de la réécriture du roman, elle suggère, offrant du grain à moudre aux partisans du remaniement littéraire, que :

Marzouka va réécrire le livre en ajustant autant que besoin les parties qui ne répondraient pas au code du roman, bien entendu en préservant la liberté d'expression inaliénable. Et évidemment, je m'engage à l'encadrer pour ses publications. En tant qu'écrivains, nous n'avons jamais l'intention de bafouer nos traditions ou d'insulter qui que ce soit. Même si on prend un village, un lieu comme cadre de notre écriture, un roman reste avant tout une œuvre de fiction. Une fiction veut dire une histoire inventée, imaginée. C'est le lieu également de pointer la part de responsabilité des éditeurs peu crédibles à compte d'auteurs, sans réelle compétence d'édition, qui exploitent l'inexpérience des jeunes écrivains dont ils ne sont même pas prêts à accompagner et encore moins défendre. Voilà pour l'essentiel mes observations. Je suis évidemment en contact avec Marzouka et tâche à œuvrer avec toutes les parties prenantes pour la suite. La plainte formulée à son encontre n'a pas lieu d'être et doit être retirée. Je la soutiens et je trouve que c'est une jeune fille courageuse et pleine d'avenir dont je suis fière.

La tribune lui permet également de se poser en figure tutélaire prescrivant l'ordre et le respect des *insiders*. D'une autorité assumée, elle souligne l'exigence de s'en remettre aux aînés : « mon message aux jeunes qui aspirent à écrire c'est de s'en remettre absolument aux aînés pour les accompagner dans leur projet d'écriture. C'est ce que j'avais fait en me rapprochant de Pabe Mongo et le Cercle de la Nolica où, pendant près de deux ans, j'ai participé aux ateliers d'écriture aux côtés de bien

<sup>40</sup> Voir notamment « Cameroun - Justice. L'écrivaine Djaili Amadou Amal s'engage à aider la jeune Marzouka Oummou Hani dans la réécriture de son ouvrage », *Cameroon24.net*, vendredi 21 juillet 2023.

d'autres écrivains qui m'ont partagé leurs expériences, avant de m'engager proprement à éditer mon premier roman. Écrire est un exercice de longue haleine, où la patience est de rigueur et la précipitation à proscrire ».

Le rappel à l'ordre de la cadette s'inscrit dans le fait, soutient-elle, que la région septentrionale a ses spécificités, ses règles, « traditions qui nous sont chères, des valeurs etc. ». En réponse, dans l'édition de 2024 dont vraisemblablement elle facilite l'accès à une maison bien plus professionnelle, d'entrée de jeu, la jeune autrice remercie de manière appuyée sa généreuse protectrice : « *“L'écriture n'est pas une course. Il faut lire, relire, relire, retravailler mot par mot. Phrase par phrase. Il faut peser chaque virgule, chaque propos...”*. Conseils de Djaili Amadou Amal. Ma marraine, celle qui m'a permis de voir l'écriture sous une autre dimension. Merci infiniment »<sup>41</sup>. Le Prix Goncourt des lycéens les avait antérieurement brillamment décrites dans son roman *Les impatientes*, mettant en lumière les affres de la prison dorée du mariage, souvent forcé et polygamique. En ne lui concédant rien d'autre que son jeune âge et en lui suggérant d'un ton relativement haut, de réécrire son œuvre sous son encadrement, Djaili Amadou Amal a nourri les forces patriarcales organisant la prise de parole et la réduction au silence des femmes.

Au total, la construction et la réception du travail de Marzouki Oummou Hani dans ses deux éditions (2023 et 2024) est un traceur pertinent de la violence patriarcale en tant qu'injonction au silence. La réécriture prescrite de son roman a permis d'en déconstruire la mécanique (confession publique, amende honorable, lettre réhabilitant la figure du souverain chef de troisième degré, déresponsabilisation de la jeune autrice) et d'en évaluer l'efficacité disciplinaire. En revanche, cette occurrence littéraire, ancrée dans l'invocation matricielle de la figure et du pouvoir du père, comme celle du père de la nation, dans une symétrie et une fluidité de la puissance paternelle de l'espace familial à l'espace public peut être relevée. La forte mobilisation administrative (du Sous-préfet au Gouverneur en passant par la représentante du ministre) peut être pensée comme une démarche de préservation de l'honneur du Souverain de référence auquel certaines autorités administratives feront explicitement référence : « le Chef de l'Etat ». La production administrative et judiciaire de la silenciation vise la quête d'une harmonie troublée par l'insolente écrivaine dont le travail viserait ultimement celui qui garantit ultimement le substrat patriarcal. L'empreinte symbolique de la figure paternelle fait écho à celle du chef de l'État qui, par-delà les chants patriotiques qui l'exaltent lors des événements commémoratifs<sup>42</sup> et sa désignation de « Père de la nation »<sup>43</sup> sur le site de la présidence de la République<sup>44</sup>, est bel et bien un parallèle intéressant dans la production de l'ordre littéraire. Ce parallèle n'est pas sans rappeler la lecture faite par Élisabeth Badinter qui conçoit le patriarcat comme structure sociale de confiscation des pouvoirs, les pouvoirs du père, et avec lui, ceux du chef varient d'une société à l'autre (Badinter, 2002, p. 107). Le maintien de l'ordre patriarcal est un des sites du prolongement de l'ordre politique incarné par un Sujet Souverain pensé par Michel Foucault tant dans l'Ordre du Discours (1970) que dans *Surveiller et punir* (1975).

41 <https://www.youscribe.com/BookReader/Index/3708327/?documentId=6076110> (consulté en février 2025).

42 L'un des plus usités est le quatrain de ralliement « Paul Biya, Paul Biya, notre Président, Père de la Nation, Paul Biya, toujours en avant » ou encore « Paul Biya, Paul Biya, notre Président, Père de la Nation, Paul Biya, toujours chaud gars » (quatrain repris par Docta, un des personnages du roman de Patrice Nganang (*Temps* 2001, p. 274).

43 Ce statut, généralement unique, se partage entre les deux figures présidentielles nationales.

44 <https://www.prc.cm/fr/actualites/1963-paul-biya-appelle-au-courage-au-dynamisme-et-a-la-volonte-apres-les-tristes-evenements-du-21-octobre>, ou encore <https://www.prc.cm/fr/actualites/7401-accueil-triomphe-du-president-paul-biya-a-yaounde>; consultés le 30 décembre 2024.

## Bibliographie

- Amadou Amal, D. (2020). *Les impatientes*. Emmanuelle Collas.
- Atwood, M. (2009). *Payback: Debt and the shadow side of wealth*. Bloomsbury.
- Badinter, E. (2002). *L'un est l'autre : Des relations entre hommes et femmes*. Odile Jacob.
- Bayart, J.-F. (1985). *L'État au Cameroun*. Presses de Science Po.
- Bayart, J.-F. (1989). *L'État en Afrique : La politique du ventre*. Fayard.
- Bessard-Banquy, O. (2018). De la relation auteur-éditeur : Entre dialogue et rapport de force. *A contrario*, 27, 79–96.
- Boulet, J. (n.d.). *Idool : Étude d'un village pilote de l'Adamaoua*. ORSTOM.
- Bourdieu, P. (1982). *Ce que parler veut dire : L'économie des échanges linguistiques*. Fayard.
- Bourdieu, P. (1992). *Les règles de l'art : Genèse et structure du champ littéraire*. Seuil.
- Bourdieu, P. (1997). *Méditations pascaliennes*. Seuil.
- Bretécher, C. (1982). Les mères. [S.l.] : Claire Bretécher.
- Brionne, G. M. (1965). La prédiction créatrice. In H. Mendras (Trad.), *Éléments de théorie et de méthode sociologique* (pp. 140–161).
- Césaire, A. (1939). Cahier d'un retour au pays natal. *Volontés*, 20, 23–51.
- Cislaghi, B., Mackie, G., Nkwi, P., & Shakya, H. (2019). Social norms and child marriage in Cameroon: An application of the theory of normative spectrum. *Global Public Health*, 14(10), 1479–1494. <https://doi.org/10.1080/17441692.2018.1446324>
- Corbin, A. (2016). Une histoire du silence : de la Renaissance à nos jours. Albin Michel.
- Dabla, J. J. S. (1986). *Nouvelles écritures africaines : romanciers de la seconde génération*. L'Harmattan.
- Desmond, M., & Travis, A. (2018). Political consequences of survival strategies among the urban poor. *American Sociology Review*, 83(5), 869–896.
- Détrez, C. (2010). L'écriture comme résistance quotidienne : être écrivaine en Algérie et au Maroc aujourd'hui. *Sociétés contemporaines*, (78), pp. 65–85.
- Djedanoum, N. (2004). L'étonnante résistance de la littérature africaine. *Africultures*, (59).
- Ducournau, C. (2017). La fabrique des classiques africains : écrivains d'Afrique subsaharienne francophone (1960–2012). CNRS.
- Foucault, M. (1970). *L'ordre du discours*. Gallimard.
- Foucault, M. (1975). *Surveiller et punir*. Gallimard.
- Gafaïti, H., & Crouzières-Igenthron, A. (Eds.). (2005). *Femmes et écriture de la transgression*. L'Harmattan.
- Gaudreault-Bourgeois, J. (2018). « Le roman vit selon ses propres lois », ou comment les romanciers font du roman « le genre le plus libre qui soit ». *Revue Tangence*, (118).
- Glissant, E. (1990). Lieu clos, parole ouverte. In *Poétique de la relation* (pp. 45–66). Gallimard.
- Greaves, R. (Ed.). (1985). *Triumph over silence: Women in Protestant history*. Greenwood Press.
- Guha, R. (1997). *A subaltern studies reader, 1986–1995*. University of Minnesota Press.
- Guilhem, D. (2008). Le charme féminin chez les Peuls Djeneri du Mali. Un « objet » de la nature ou de la culture ? *Anthropologie et sociétés*, 32(hors-série).
- Habeas Corpus Working Group. (2006). Do you know what patriarchal violence is? Daphne Programme of the European Union.
- Herbeau, H. (1970). *Les esclaves noirs : pour une histoire du silence*. André Balland.
- Hernández Gómez, M. (2023). *L'indicible. Déclinaisons du silence, de la censure et de l'autocensure*. L'Harmattan.
- Irigaray, L. (1997). *Women on the Market. The Logic of the Gift*. Ed. Alan D. Schrift. Trans. Catherine Porter, with Carolyn Burke. Routledge.
- Kaufman, R. (2023). Patriarchal violence. *Buffalo Law Review*, 71(3), 519–520.
- Kemedjio, C. (2016). Mongo Beti : les ultimes défis d'un ancien combattant (1990–2000). *Études littéraires africaines*, (42), 21–36.
- Kemedjio, C., & Lynch, C. (Eds.). (2024). *Who gives to whom? Reframing Africa in the humanitarian imaginary*. Palgrave Macmillan.
- Kesteloot, L. (2012). La littérature négro-africaine face à l'histoire de l'Afrique. *Afrique contemporaine*, (241), 43–53.
- Kintz, D. (1988). Hommes formels, femmes informelles et le soutien des Peuls à leurs anthropologues. *Journal des anthropologues*, (34), 59–66.
- Kouvouama, A. (2004). Imaginaire et société dans la littérature africaine francophone. *Hermès*, (40), 280–286.
- Lashgari, D. (Ed.). (1995). *Violence, silence, anger: Women's Writing as Transgression*. University Press of Virginia.
- Lawson-Hellu, L. (2008). Écriture littéraire et discours social dans le contexte africain : éléments d'un paradigme postcolonial. In M. Nglisso-Mwatha (Ed.), *Littératures, savoirs et enseignement* (pp. 123–138). Presses Universitaires de Bordeaux.

- Leperlier, T. (2018). *Algérie : les écrivains dans la décennie noire*. CNRS Éditions.
- Lévinas, E. (1974). *Autrement qu'être ou au-delà de l'essence*. Martinus Nijhoff.
- Machikou, N. (2015). Espace de docilité, espace de résistance : la commémoration de la Journée internationale de la femme. *Revue présence africaine*, (192), pp.115-138.
- Machikou, N. (2016). Les commémorations comme espace de subjectivation : Journée internationale de la femme et affirmation du souci de soi. *Polis, Revue camerounaise de science politique*, Premier trimestre.
- Machikou, N. (2022). La production parlementaire de la consolidation autocratique en Afrique. *Revue internationale et stratégique*, (126), pp. 97–108.
- Machikou, N. (2024). Are African scholars at risk? The Invisibility of Africans in Relief Policies for Endangered Academics. In L. Dakhli, P. Laborier, & F. Wolff (Eds.), *Academics in a century of displacement* (pp. 210–225). Springer VS.
- MacKinnon, C. A. (2007). *Are women human?: And Other International Dialogues*. Harvard University Press.
- Mattos, H. (2019). *Les couleurs du silence – Esclavage et liberté dans le Brésil du XIXe siècle*. Karthala et CIRESC.
- Maupassant, G. de. (1992). *Pierre et Jean [1887]*. Garnier et Flammarion.
- Merton, R. K. (1949). The self-fulfilling prophecy. *The Antioch Review*, 8(2), 193–210.
- Michel, F. (1986). *Le silence et sa réponse*. J. C. Lattès.
- Mossuz-Lavau, J., & De Kervasdoué, A. (1997). *Les femmes ne sont pas des hommes comme les autres*. Odile Jacob.
- Ndiaye, C., & Samujanga, J. (2004). L'Afrique subsaharienne. In C. Ndiaye (Ed.), *Introduction aux littératures francophones. Afrique, Caraïbes, Maghreb* (pp. 200–215). Presses de l'Université de Montréal.
- Nganang, P. (2001). *Temps de chien, chronique animale*. Le Serpent à plumes.
- Ngozi Adichie, C. (2016). *L'Hibiscus pourpre*. Gallimard.
- Noiriel, G. (2007). *Immigration, antisémitisme et racisme en France (XIXe – XXe siècle) : discours publics, humiliations privées*. Fayard.
- Ouédraogo, A. B. (1998). Et les Africaines prirent la plume. Histoire d'une conquête !. *Mots pluriels*, (8).
- Oummou Hani, M. (2023). *Mon père ou mon destin* (Tome 1). Éditions MD.
- Oummou Hani, M. (2024). *Mon père ou mon destin*. Éditions Proximité.
- Perrot, M. (2001). *Les femmes ou les silences de l'histoire*. Flammarion.
- Poliak, C. F. (2006). *Aux frontières du champ littéraire. Sociologie des écrivains amateurs*. Economica.
- Pommerolle, M.-E., & Machikou, N. (2015). Fabrics of loyalty. The politics of the International Woman Day's Loincloth in Cameroon. *Africa Development*, 85(04), 656-676.
- Pommerolle, M.-E. (2024). *De la loyauté au Cameroun. Essai sur un ordre politique et ses crises*. Karthala.
- Rangira, B. G. (2001). Écriture féministe ? écriture féminine ? les écrivaines francophones de l'Afrique subsaharienne face au regard du lecteur/critique. *Études françaises*, 37(2), 79–98.
- Sapiro, G. (2014). *La sociologie de la littérature*. La Découverte.
- Tati Loutard, J.-B. (2003). *Libres mélanges. Littérature et destins littéraires*. Présence Africaine.
- Thompson, E. P. (1963). *The making of the English working class*. V. Gollancz.
- Vergès, F. (2019). *Un féminisme décolonial*. La Fabrique.
- Vincent, A. (2017). Une histoire de silences. *Annales. Histoire, Sciences sociales*, 72(3), 633–658.
- Watzlawick, P. (Ed.). (1988). *L'invention de la réalité. Comment savons-nous ce que nous croyons savoir ? Contributions au constructivisme*. Éditions du Seuil.
- Wynchank, A., & Salazar, P. J. (Eds.). (1995). *Afriques imaginaires : regards réciproques et discours littéraires*. 17e – 20e siècles. L'Harmattan.

# The Maintenance of Patriarchal Order Through Silencing

## Literary Territories of Female Subordination in Cameroon

**Nadine Machikou**

Agrégée in Political Science, Full Professor  
Vice-Rector in charge of Teaching, Professionalization, and ICT Development, University of Dschang  
Vice-President of the African Association of Political Science  
[nadngameni@yahoo.fr](mailto:nadngameni@yahoo.fr)

### Abstract

This article explores how the management of female speech is one of the most effective mechanisms for maintaining the patriarchal order through the imposition of silence. By analyzing the literary enunciative power of a young Cameroonian author interested in various sites of patriarchal violence, it shows how the mechanisms of invisibilization, marginalization and silencing of cadets of all kinds operate. The injunction of silence is part of an ecology of patriarchal positions and stances held by central and auxiliary agents of policing. Silencing as the production of absence and the erasure of the noise surrounding the female condition, creates a confrontation between desire and institution at the heart of a discourse order (in Michel Foucault's sense). The article is based on a dialogue and a reflexive return to ethnographic findings, illuminated by a literary narration of the female condition in Idool. It highlights the tension between a claimed but largely unsuccessful fictionalization and a social transgression as a driving force for self-determination.

### Keywords

Patriarchy, social subordinates, law enforcement, masculine domination, literature, cameroon

## Introduction

To perceive writing as a social act that represents and reproduces reality raises the following question, on the scale of a literary event in the northern part of Cameroon: Is it permissible for a young woman to write about her desire to escape the patriarchal prison through clumsily edited<sup>1</sup> fictional statements that are perceived as being too factually inclined? A quarrel, set against the backdrop of a seemingly unimpressive

<sup>1</sup> The hundred-page novel under review contains numerous errors and mistakes, a sign of youthful writing and sloppy editing.

**How to cite this paper:**  
Machikou, N. (2025). The Maintenance of Patriarchal Order Through Silencing: Literary Territories of Female Subordination in Cameroon. *Global Africa*, (9), pp. 52-57.  
<https://doi.org/10.57832/238m-b363>

Received: January 11, 2025  
Accepted: March 04, 2025  
Published: March 20, 2025

© 2025 by author(s). This work is openly licensed via [CC BY-NC 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/)



literary work, is the occasion. The authority of these words, whose youthfulness is obvious, lies in the art the author employs in her ability to convey, through writing, a truth that is strictly and radically anchored in a personal trajectory and experience that she makes intelligible. This occurrence is captured by the notion of patriarchal violence, understood here as the violence experienced by girls and women within patriarchal systems (Habeas Corpus Working Group, 2006)<sup>2</sup>. The perpetrators include fathers, brothers, uncles, family friends, husbands, partners, ex-husbands, peers, teachers, coaches, colleagues, neighbors, supervisors, but also strangers. It is physical (MacKinnon, 2007) and the symbolic aspects have been inscribed in the mechanics of masculine domination by Pierre Bourdieu (1997). In its many forms, gendered violence serves an ideological function, as Rona Kaufman demonstrates, to create, maintain, or avenge the loss of patriarchal power, ultimately ensuring female subordination<sup>3</sup>.

At the heart of this literary production is the creative resilience<sup>4</sup> of an emerging writer, Marzouka Oummou Hani, who, in her first novel, chooses among other subjects, to depict certain forms of patriarchal violence. The sociopolitical and administrative reception of her work is caught up in a system designed to uphold patriarchal order and enforce silence. In line with work on the mechanisms and dynamics of invisibilization, marginalization, and silencing of cadets of all kind<sup>5</sup>, it becomes clear that the injunction to silence operates within an ecology of patriarchal positions and stances. Three specific attributes amplify the transgressive power of this young female writer's voice: she is a high school student, a Muslim, and from northern Cameroon. Her novel, deemed transgressive, is seized by a patriarchal system of domination, not by issuing a fatwa, but by bringing the case to court in pursuit of a judicial condemnation of the young author. Beyond the purely linguistic dimension and value of the text, and beyond the youth—or even the relative immaturity of the narrative—the controversy sparked by this literary release is a powerful tracer of the dynamics of self-determination under the control of patriarchal forces, particularly when they are the work of social cadets. At the root of the controversy is the publication of a novel in which the author, a 17-year-old high school graduate, recounts the life of Astawabi, confronted with oppressive patriarchy and the various forms of gender-based violence at work in rural spaces, using as a reference point a village in the commune of Bélel in the Adamaoua region. The reception from the community of Idoon, a village explicitly named in the book, is hostile and accompanied by a heavy legal process, in which the young author is ordered to pay 150 million FCFA as compensation. Various negotiations were conducted, and a settlement reached under the active mediation of Asta Djam Saoudi, Director of Performances and Creative Industries at the Ministry of Arts and Culture. Both the lawsuit initiated by the community and the intervention of the Cameroonian government raise questions about state regulation of the power of women's literary expression. This episode reveals the weight of constraints surrounding the narration of different forms of violence, whether overt or hidden, experienced by women in African societies, especially young women. It also prompts reflection on the cost of breaking away from structures that, in various ways, seek to silence them (Lashgari, 1995).

The process of novelization, through which a claim to freedom of expression emerges, sometimes places literary value in tension with socio-historical and anthropological truth. The claim of the fictional nature for the narrative becomes an intrinsic value of the work. This tension between the artistic merit of a work and the truthfulness of writing reflects a situated and meaningful process of composition and structuring. Subject to certain rules, the freedom to write led Guy de Maupassant to express skepticism, asking, "What are these famous rules? Where do they come from? Who

2 See also article 1 of the Declaration on the Elimination of Violence against Women, December 20, 1993.

3 We quote Rona Kaufman: "*Patriarchal violence is all violence that creates or maintains men's power and dominance, or avenges the loss of their power. It is the enforcement tool that sustains the patriarchy, that is, the institutionalization of male superiority and female subordination. It manifests on internalized, interpersonal, social, and institutional levels through an interconnected system that harms, undervalues, and terrorizes girls, women, and other gender-oppressed people. It often manifests as private interpersonal violence such as sexual harassment, sexual assault, and family violence. The harms caused by interpersonal acts of patriarchal violence are compounded by social and institutional patriarchal violence. Patriarchal violence creates a process of intimidation by which all men keep all women in a state of fear*" (Kaufman, 2023, pp. 519-520).

4 On this notion, see how two authors use it in relation to the resilience of urban working-class groups (Desmond & Travis, 2018).

5 On black slaves and their descendants, see Herbeau, 1970; Mattos, 2019; on immigrants see Noiriél, 2007; on subalterns see Guha, 1997, on the working and popular classes, see Thompson, 1963. On women, Perrot, 2001; Greaves, 1985.

established them? By what principle, authority, and reasoning?” (Maupassant, 1887, p. 17). These questions take on a particular significance in spaces where the authority of fictional speech, about beings and things, is determined by practical and symbolic structures that are sometimes overwhelming. As Josette Gaudreault-Bourgeois rightly notes, “The novel creates its own rules, its own laws” (Gaudreault-Bourgeois, 2018, p. 104)<sup>6</sup>. We must recognize that the confrontation between literary power and rules of all kind, formal and informal is constructed in a disciplinary space, as demonstrated by a social history of the literary field and the legitimate figure of the African writer. Claire Ducournau details the material and symbolic mechanisms that enable authors’ publication and recognition, shaped by transnational dynamics but also marked by unequal exchanges between them (Ducournau, 2017). Beyond these external power dynamics within the literary field and the various postcolonial biases that run through them, it seems important to emphasize the importance of the internal factors at play (Dabla, 1986; Wynchank & Salazar, 1995; Lawson-Hellu, 2008; Ndiaye & Samujanga, 2004), particularly the weight of literary commitment as a key criterion for the value of writing (Kouvouama, 2004; Kesteloot, 2012; Leperlier, 2018).

Nocky Djedanoum emphasizes that writers’ commitment to fighting barbarism “can lead to death, if not forced exile”. The vast majority of them have dipped and continue to dip their pens in the ink of resistance. It is no coincidence that literature emerges as the major expression of freedom in Africa” (Djedanoum, 2004, p. 12). Two Cameroonian literary figures, from different eras, illustrate this vividly: Mongo Béti and Patrice Nganang. The first’s writer activism journey was marked by frustrations and setbacks, including his first return from 32 years of exile in 1991 (Kemedjio, 2016), while the second, both a scholar and a writer, ended up in jail in the central prison for “apology of crime” and “threats” after a post on his Facebook account targeting Cameroon’s highest political authority in December 2017 (Machikou, 2024).

Writing also serves as a mechanism of “disembedding, escape, and evasion” (Césaire, 1939) from daily oppression. Within it lies the courage of a literary poetics subject to an intensive process of structural domestication. For women, the autonomy of those who choose to express themselves through writing is particularly tested by structures of male domination. Rangira Béatrice Gallimore remind us that hegemonic patriarchal discourse poses a major constraint on women’s writing in Africa (Gallimore, 2001), with “one topos, that of silence, delimits a space, that of marginality. The discourse of women, emerging after a prolonged period of silence, bears the marks of ostracism and confronts hegemonic patriarchal discourse” (Ouédraogo, 1998, p. 2). From Mariama Bâ and Aminata Sow Fall to Calixthe Beyala, Léonora Miano, Ken Bugul, Hemley Boum, and Djaili Amadou Amal for example, writing about what we might call the female condition in Africa is a challenge. This literary Afro-feminism is often an act of transgression (see analyses by Gafaïti & Crouzières-Igenthron, 2005; Détérez, 2010) within a symbolic economy of writing shaped by sociopolitical relations.

This article extends the exploration of the territories of order (Machikou, 2015a, 2015b, 2016, 2022) by examining how the regulation of female speech serves as one of the most effective means of maintaining patriarchal order through enforced silence. It operates through the social and political production of silence, as demonstrated by Alain Corbin in his *Histoire du silence: de la Renaissance à nos jours* (2016) and others (Vincent, 2017; Hernández Gómez, 2023)<sup>7</sup>. It is one of the most unthought-of tracers permeating the working of contemporary societies. The aim here is to consider, on the basis of a particular occurrence, the way in which silencing functions as a production of absence and erasure of the noise of the female condition. Framed as a discourse order (to quote Michel Foucault) within the literary territories of female subordination, silencing manifests as a clash between desire and institution. The challenge, the author analyses, lies in the fact that “in every society, the

6 See also Tati Loutard, J. B., 2003.

7 See Michel, 1986, for an earlier example.

production of discourse is at once controlled, selected, organized and redistributed by a certain number of procedures whose role is to ward off its power and dangers, to control its random events, to dodge its heavy, formidable materiality” (Foucault, 1970)<sup>8</sup>.

This analysis requires an epistemological clarification regarding the qualitative material from which the process of authoritarian restructuring, unprecedented in Cameroon<sup>9</sup>, is reconstructed and interpreted. The issue of causal inference in tracing these processes is complex. The causal affirmation of the search for patriarchal harmony as an explanatory framework is re-inscribed within a prior ethnographic observation. As part of the *Contending Modernities Project* at the University of Notre Dame, Indiana (United States), I conducted two research stays in the village of Idool (Adamaoua region) in 2018, followed by interviews with village natives, including members of the royal family<sup>10</sup>. The research focused on identifying entry points through which the women of Idool consolidate their community, strengthen and/or challenge authority in contexts where they use the tools of their faith to claim their rights, emancipate themselves spiritually, and empower themselves economically and politically vis-à-vis the authority structures established both by the state, and by aid and development actors, and religious forces. The literary episode reignites the question of contextualizing feminist struggles and taking charge of the more or less protective frameworks and regimes within which women evolve. The caution Françoise Vergès calls for, particularly regarding developmentalist paternalism and, more broadly, the Western civilizing feminism (Vergès, 2019, p. 15), has been a critical lens in our previous research on the women of the village of Idool.

The specific and contextual demand for freedom observed during the ethnographic fieldwork six years earlier, is not some kind of creative prediction or self-fulfilling prophecy in the sense of Robert King Merton (1949)<sup>11</sup>. This episode is not a figurative correspondence of the quest for freedom by the women of Idool. When juxtaposing the findings from these two field studies conducted six years apart, the aim is not to “refer” (in the sense of relating to) to previous findings when interpreting this literary moment but to show how this episode surrounding Marzouki Oummou Hani is an entry point to “proclaim” (in the sense of bringing forth) the struggle of living within and breaking free from the patriarchal prison (Watzlawick, 1988). This article is a dialogue and a reflexive reconsideration of ethnographic findings, illuminated by the contested narration of some of these situations in Marzouki Oummou Hani’s novel. It is intended as a chronicle of the process through which a social<sup>12</sup> cadet is literarily assigned a role within a context of patriarchal violence. The analysis focuses on the process of maintaining patriarchal order through a trial based on the fictionalization claim without much success by the young author attempting to free herself from an imposed and reinforced framework by probable and improbable figures (I). The analysis aims to highlight the link between thematic transgression and social transgression as a driving force for self-determination (II).

## An unsuccessful claim to fictionalization

The novel, regardless of its scope, is not only an artistic act but also a symbolic exchange within a community that may or may not welcome it and assign a given value on it. The Cameroonian episode surrounding the construction and reception of an amateur or “profane” writing, borrowing the term from Claude F. Poliak (2006, p. 4), reminds us that such writing cannot be dissociated from the frameworks of its production, which are often marked by marginalization and subordination. Following a chronicle of the controversy (1), we will examine how this event became an opportunity for the State to position itself as a facilitator of patriarchal harmony (2).

8 In his inaugural lecture in 1970, Michel Foucault confronts the desire “I would not like to have to enter myself into this hazardous order of discourse, I would like it to be all around me like a calm, deep, indefinitely open transparency, where others would respond to my expectation, and from which truths, one by one, would arise” and the institution that responds to him: “You do not have to be afraid to start, we are all here to show you that discourse is in the order of laws; that we have been watching over its appearance for a long time; that a place has been made for it, which honors it but disarms it; and that if it happens to have any power, it is indeed from us, and us alone, that it derives it” (Foucault, 1970).

9 Literary censorship has been commonplace in the past, but this is the first time a 17-year-old author has been the target of a rewriting injunction.

10 I would like to thank greatly here Cecelia Lynch, Tatiana Fouda and Daïrou Bouba with whom this research was conducted in 2018. Some interviews were conducted in 2023 and 2024.

11 See also and Brionne (1965) and in the constructivist usage favored here, Watzlawick (1988).

12 On this notion, see numerous works in the sociology of the State, particularly Bayart, 1985 and 1989.

## Chronicle of a Controversy

On May 18, 2023, Mohaman Ahman, Djaourou (village chief) of Idool, on behalf of the village leadership and its population, wrote to the Minister of Arts and Culture through the regional delegate of the ministry for the Adamaoua region, “denouncing and requesting for the withdrawal of the work by Miss Marzouka Oummou Hani, titled *Mon père ou mon destin* (Volume 1), published by MD editions”. In his letter, he expressed his distress and sadness over the publication of the high school student’s novel, in which she portrays “the village of Idool and its founding father ‘Sidi’ (...) in an unhealthy and blasphemous manner, anything that is likely to mislead readers about the scientific or historical facts of my village”. Initially, the village chief denied her and her parents the status of rightful natives of his village. He further emphasized the “imposture”, accusing the novel of fabricating unfounded claims. Above all, the grievance focuses on the invocation of witchcraft practices allegedly perpetrated by the village founder: “*Mon père ou mon destin* is nothing more than the result of a grotesque and malicious project orchestrated by hidden figures with the sole aim of delaying and obstructing our development ambitions”. The claim against this so-called “grotesque project” is not just an administrative one. On July 20, 2023, the author was summoned to appear directly before the High Court of Ngaoundéré on charges of defamation. Djaourou Mohaman Ahman also requested the “confiscation of the incriminated work in accordance with Article 35 of the Criminal Code” and compensation amounting to a staggering 150 million CFA francs. The bailiff’s notice, served by Barrister Youssoufou Ibrahim, indicated that this sum was to be divided between the Djarou (50 million) and the customary and village community of Idool (100 million). As the controversy escalated, the book was withdrawn from sale, yet it continued circulating on social media. The author defended her work as fiction, explaining that she chose Idool because of its “touristic appeal”. Meanwhile, the Cameroonian Bar Association, through its president of the Commission on Social Affairs, Barrister Gladys Fri Mbuya, expressed shock over the judicial proceedings against a 17-year-old girl. She “strongly condemned all acts of intimidation against her, affirming that freedom of expression is a constitutional right that must never be altered by anyone. Dragging a minor who is a promising defender of women’s rights, before the courts, constitutes a serious threat to human rights and the rule of law and therefore deserves to be unequivocally condemned<sup>13</sup>”. She urged the court to end the legal proceedings and called on the President of the Republic to ensure the author’s safety, financially support the novel’s publication, and guarantee its free distribution in schools nationwide. The right to express oneself, including in fiction, is advanced by a collective of lawyers, formed pro bono<sup>14</sup> who see in the young author “a genius destined for a great writing career<sup>15</sup>”. According to a family member of the author who regret the politicization of the case by the Djaourou of Idool, there are no hidden forces and “Marzouka is a writer. When she is not at school, she locks herself in her room to write novels, poems, and plays. You cannot claim that she is being guided by hidden forces”<sup>16</sup>.

Protesting against any form of defamation against Yaya Oumarou, the village founder and a patriarchal figure who has been given sanctuary and removed from any possibility of fiction, but whom the author would have profaned by describing him in the guise of the character Sidi, she defends herself by highlighting the contested passage from her novel:

The story of an ancient sorcerer who lived in Idool; his name was Sidi, and he ate the souls of those who did not worship him. Sidi saw himself as a god. Bouba recounted the day a woman and her daughter went to the market and came face to face with him. They were new and did not know who he was. Anyone who met the sorcerer Sidi was supposed to

13 Communiqué of the Social Affairs Commission of the Cameroon Bar Association, 20th of July 2023

14 At the forefront of the collective, Universal Lawyers and Human Rights Defense put six lawyers on the case (Me Dominique Fousse, Me Moteng, Me Yanou, Me Massi, Me Oyie and Me Nwayin).

15 Josiane Kouagheu, “Au Cameroun, une écrivaine de 17 ans en guerre avec son village”, *Le Monde*, July 31, 2023 ([https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/07/31/au-cameroun-une-ecrivaine-de-17-ans-en-guerre-avec-son-village\\_6184022\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/07/31/au-cameroun-une-ecrivaine-de-17-ans-en-guerre-avec-son-village_6184022_3212.html), accessed August 2023).

16 Josiane Kouagheu, « Au Cameroun, une écrivaine de 17 ans en guerre avec son village », *Le Monde*, July, 31 2023 ([https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/07/31/au-cameroun-une-ecrivaine-de-17-ans-en-guerre-avec-son-village\\_6184022\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/07/31/au-cameroun-une-ecrivaine-de-17-ans-en-guerre-avec-son-village_6184022_3212.html), accessed August 2023).

bow down. Surprised and angry by their indifference, he dragged them to his hut, and no one ever knew their fate. The sorcerer died one day when he attempted to fly over a tree (...) he crashed to the ground. Astawabi was terrified by this story. (p. 14)

This fictional transposition of an “ancient sorcerer” is repeatedly presented by the young writer, and rightly so, as a very superficial fragment compared to the overwhelming weight of this founding figure in Idool<sup>17</sup>. His son, the village chief, invokes the traditional order, but in a way that takes the form of an inquisition within the framework of postcolonial modernity; with the legal recourse as a trace. While the case was postponed till August 17, 2023, various negotiations were underway to persuade the withdrawal of the plaintiffs.

### *The State, Facilitator of Patriarchal Harmony in the Name of Heritage Protection*

Beneath this small literary dispute lay a larger issue: The State’s investment in facilitating a process of literary revision. The subjugation of the young writer unfolded within the familiar confines of patriarchal brutality, particularly within traditional spaces where, through various negotiations, Marzouka Oummou Hani was invited to modify her work. Face with an impasse, the intervention of the State, acting as an intermediary between the parties involved, is decisive as a journalist reported:

Last Monday, the two opposing parties were gathered at the office of the governor of the Adamaoua Region Governor’s office. This mediation was led by Asta Djam Saoudi, Director of Performing Arts and Creative Industries at the Ministry of Arts and Culture, in the presence of Kildadi Taguiéké Boukar, Governor of Adamaoua.

For the Governor, an auxiliary of the patriarchal order, the mediation is part of a desire to achieve appeasement and peace, and he promises, while deploring a “regrettable chapter”, to continue “working towards social cohesion and ‘living together’ which is dear to President Paul Biya”. The argument put forward by the representative of the Ministry of Arts and Culture was striking: “We have an obligation to protect our cultural heritage, which includes both books and traditional chieftaincy”. The novel was deemed harmful to the village’s image, which need to be restored, including as she promises, through an

Official monograph of Idool. A book will present the history of the village of Idool. It will be written by specialists at the ministry in close collaboration with the village’s sociological representatives. Additionally, a Reading and Cultural Animation Center (CLAC) will be established in the village. This facility, consisting of a library and a room dedicated to the transmission of heritage values, will work to preserve the local cultural legacy. Furthermore, plans are underway to rehabilitate the village chieftaincy and establish a museum for the conservation of artifacts<sup>18</sup>.

The mediation resulted in the author’s public expression of regret over the “harm caused by her book to the memory of Sidi, patriarch and founder of the village of Idool. She agreed to formalize her apology in writing and republish her book with the contested passages removed<sup>19</sup>”. The next day, a follow-up event took place at the village chieftaincy, attended by local residents and overseen by Boubakari Faribou, the Sub-Prefect of Belel (the administrative division covering Idool). Mohaman Ahman, the village chief, remained firm in his stance: As soon as the writer submits her letter of apology, we will withdraw our complaint from the court. We had a discussion with her and her mother at the governor’s office. The exchanges were rich in lessons for the future of our relations. We are proud because the government has taken all necessary measures for a happy end<sup>20</sup>.

17 The ethnographic research shows the extent to which the village founder is a decisive prism in the political, socio-economic, religious and even ecological construction of the village.

18 *Cameroon Tribune*, p. 25.

19 *Cameroon Tribune*, p. 25.

20 *Cameroon Tribune*, p. 25.

After a mediation ordered by the State for the rewriting of certain fragments of the disputed book, the writer eventually stated:

I have learned with great honor about the steps taken by the government to reach this happy conclusion. I would like to take this opportunity to thank all parties involved, in particular the Ministry of Arts and Culture and the local administrative authorities, led by the Governor of the Adamaoua region, who acted like a father. I apologize to Idool and to those who were hurt by my work. I will remove the contentious part before the next edition<sup>21</sup>.

A letter of apology was required by the traditional authorities of Idool and was ultimately sent to them on August 10, 2023, titled: “Public Apology Letter Regarding the Controversy Over Certain Passages of My Book Entitled: *“Mon père ou mon destin”*”.

The author addresses “the people of the village of Idool S/C S.M Mohaman Ahman, traditional chief of the third degree of Idool” in the following terms:

In reference to letter no. 036/L/RA/DRAC/SALLP/023 dated May 23, 2023, from the regional delegate of the Ministry of Arts and Culture, and in accordance with the resolutions from the working session held on August 8, 2023, between the various parties involved in mediation and reconciliation between the IDOOL delegation and the writer that we are, conducted at the governor’s office in Adamaoua, in the presence of emissaries from the Ministry of Arts and Culture, under the coordination of the Governor, I have the great honor to formally, solemnly, and publicly offer you my sincere apologies for having, unknowingly, offended your sensitivities in certain fragments of my novel, which is purely a work of literary fiction and was published last May by MD Editions. (...) Driven by a spirit of peace and sincerity, it was only after the publication of our novel and the extent to which it became known in our society that we became aware of the sensitive and complex nature of certain passages in this literary work. We have now, regretfully discovered that our book has hurt the sensitivities of the noble people of the village of Idool, who promote and safeguard their ancestral cultural values. In light of the facts and circumstances, I would like once again to implore your forgiveness. I reaffirm my willingness to take all necessary steps to strengthen social cohesion, respect for human dignity, and living together. To this end, I commit to making all necessary corrections to restore dignity of these people and to maintain the literary nature of my novel. Please accept the expression of my deepest respect.

The distribution chain of this apology is extensive, highlighting both a desire to communicate on a broad spectrum, but also the presence of a patriarchal chain more or less self-aware, involved in or interested in the outcome of the matter: Services of the Prime Minister, the Ministry of Arts and Culture, the Ministry of Justice, the Governor’s Office of Adamaoua, the Divisional Office of Vina, the Subdivisional Office of Bélel, the Adamaoua Delegation of Arts and Culture, and the Lamidat of Ngaoundéré. This extensive network of recipients demonstrates a surveillance system relying on administrative, judicial, traditional, and religious institutions, interconnected circles reinforcing each other in the maintenance of the patriarchal order.

Though public authorities were not the initiators of the demand to ostracize the young author, or even to prosecute her work, it is their involvement in supporting a literary revision process that is striking. Indeed, there was a form of State endorsement of a “cancel culture” demanded by the traditional authorities of Idool, a stance widely criticized by the media<sup>22</sup> and civil society organizations. This was done despite various precautions aimed at presenting this involvement as “mediation” and

21 Interview of Marzouka Oummou Hani, *Cameroon Tribune*, 09 August 2023, p. 24.

22 The newspaper *Mutations* talks about “Idool. Le livre qui fâche”. La Voix des jeunes notes that “*this literary work, written in a moving style, finds parallels with the work of other avant-garde women writers, such as Djaili Amadou Amal, who dared to raise the voice of women in societies where they were often marginalized. The writer has, moreover, given Marzouka Oummou Hani her unwavering support and pledges to accompany her in the future.*” <https://voixdesjeunes.com/actualite/affaire-marzouka-oummou-hani-le-proces-de-la-jeune-ecrivaine-de-17-ans-renvoye-au-17-aout-2023>, accessed August 2023. Paul Chouta writes a long post noting that “*in a region classified as a priority education zone, where women’s voices are not free, we understand that a great deal of work still needs to be done to change the mentalities*”.

indicating that “responsible” writing is not necessarily the product of self-discipline. The process of shaping a “responsible” writer results from an internalized form of coercion, with the looming threat of a defamation lawsuit. Postponed until August 17, 2023, the case was ultimately dropped when Djaourou Mohaman Ahman withdrew his complaint before the Ngaoundéré High Court on the eve of the hearing. His lawyer stated: “We have filed a withdrawal letter and, in accordance with Article 62 of the Criminal Procedure Code, the voluntary withdrawal of the victim, who initiated the public prosecution, terminates this action. The matter is closed<sup>23</sup>”.

The resolution of the case also came at the expense of the publisher, whose lack of professionalism was highlighted as an argument for absolution. A figure of editorial exploitation, according to the young author’s own analysis, the head of MD Editions, the publishing house behind the controversial book, was ultimately singled out as the sole guilty party for the errors found in the publication. This subordination, including the power (to act irresponsibly), is embedded in a socially and historically consolidated patriarchal ideology, with the practical and symbolic power to initiate a secondary attribution that Emmanuel Lévinas would call a substitution through the assertion of responsibility for the other, radical and abrupt (Lévinas, 1991, p. 212). On the other hand, the de-substantiation process, which is concomitantly the sexualization of de facto responsibility, will be supported by the mutual validation of religious, administrative, and judicial actors, without any legal action being taken against the untraceable publisher<sup>24</sup>. It is a mechanical dispossession, consented to (willingly or by force) by self-reinforcing patriarchal institutions, and a form of symbolic violence directed at the author, since it becomes effective “only through the intermediary of the one who executes it” (Pierre Bourdieu, 1997, p. 243). Indeed, this violence is a “coercion that is established only through the intermediary of the adherence that the dominated cannot help but grant to the dominant (and thus to domination), when they have no other way to think about themselves and their relationship with the dominant except through the tools they share with them”. (Bourdieu, 1997, p. 245).

The shift of the debate from the realm of fictional freedom to that of the professional responsibility of an editor who was never truly one is an expression of a form of denunciation of a relationship of economic and symbolic power: the forces of maintaining patriarchal order engage in an act of self-usurpation (Lévinas, 1991, p. 216). In her apology letter to the people of Idool, the author, under pressure, exclusively blames the publisher:

In good faith and with the desire to carry out an objective piece of work, we turned to a certain presumed editor, Mr. Mve Dexter, head of MD Editions, for proper, effective, and efficient guidance. Unfortunately, not only did he fail to provide the necessary support, but he also prematurely published my manuscript without first addressing its semantic and syntactic shortcomings, issues that could tarnish the reputation of our novel. Worse still, throughout our collaboration, he did not adhere to the ethical and professional standards of this field, as required by current regulations.

On her Instagram account, Marzouka Oummou Hani posted the publisher’s press release, crossed out with a “FAKE” in large red characters, with the caption: “The book is no longer available from this Mr. Mve Dexter. My contract with him is about to be terminated. Please be careful. Do not buy from him. Please share widely<sup>25</sup>”. The book’s takeover by Proximité Editions signals an effort to align with publishing standards. Founded in 2002, this publishing house describes itself as motivated by two observations: “the challenges young authors face in getting published locally, and the desire

23 *Cameroon Tribune*, “Affaire Marzouka : la page judiciaire close”, August 21, 2023

24 Editions MD 2023, whose address is given as “B.P.: Messamendongo - Commissariat- Yaoundé”, could not be found in the locality. The ISBN number indicated (978-9956-1-1713-0) could not be found in the book catalogs. For the purposes of this article, telephone calls are forwarded to voicemail, indicating that the numbers are unavailable.

25 This press release, dated July 21, 2023, states under the heading “Les Editions MD: Proudly alongside author Marzouka Hani and her book *Mon père, mon destin*” (instagram account consulted in February 2025, [https://www.instagram.com/marzouka\\_oummouhani/p/CvAJG1fLf64/](https://www.instagram.com/marzouka_oummouhani/p/CvAJG1fLf64/)). The book will be republished by another publishing house, *Editions Proximité*, in Yaoundé in June 2024, with a few changes, and in this edition has 90 pages (<https://www.youscribe.com/BookReader/Index/3708327/?documentId=6076110>).

to promote the circulation of local and foreign publications at an affordable price<sup>26</sup>. Having co-published one of the novels by Djaili Amadou Amal<sup>27</sup>, we can consider that her support for the young author has extended to this editorial facilitation.

This power shift between the author and the publisher is largely enabled by the same people who hold her unaccountable (see Bessard-Banguy, 2018). It is one of the expressions of the rejection of a structurally imbalanced relationship between the country's central and the northern peripheral regions, often the object rather than the subject of action. This dynamic resembles a form of developmentalist activism, imperialist<sup>28</sup> in essence, identified six years earlier as structuring the relationship of "others" to Idool. It is anchored in the country's deep fault line, the North-South line ("Wadjo-Gadamayo"), marked by the marginalization of the Far North, North, and Adamaoua regions. The markers of this are major inequalities in access to essential services: high poverty rates, low level of schooling (literacy rates, low primary school completion rate, low pupil-teacher ratios in primary and secondary schools), reduced health provision, a largely underdeveloped road network, etc.

## From Thematic Transgression to Social Transgression: The Weight of Women's Will for Self-Determination

Analyzing silencing first requires acknowledging that the power of public speech, regardless of its form or medium, is a socially unequal competence, shaped by opposing processes (Bourdieu, 1982). For women, expressing themselves primarily means speaking within the private sphere, where they "hold, practice, and exchange intimate speech (...). They talk about their bodies (menstruation, menopause) as well as the 'staging' of their bodies (clothing, hairstyle), their sexual lives, their daily experiences, their love stories, their children (...). They discuss the problems they encounter with their children, husbands, or boyfriends. They rarely keep to themselves matters related to their private lives and those with whom they share their daily lives. And they talk primarily to other women, their 'girlfriends', with whom they exchange words, information, and reflections" (Mossuz-Lavau & de Kervasdoué, 1997, p. 17). By its very nature, feminine/feminist writing is a transgression within the patriarchal order. It represents an attempt at self-assertion in the first person, challenging gender hierarchy, female subjugation, and invisibilization. The novel opens with a remarkable phrase: "In the name of Allah, the Most Gracious, the Most Merciful. I thank Him for this blessing". The unsuccessful attempt to convey an enunciative power by wrapping it from the outset in various, circumspect precautions<sup>29</sup>, is undoubtedly a metaphor for the articulation of patriarchal forces striving to impose silence (Guilhem, 2008, p. 15). From thematic transgression to social transgression, the writing of a "social cadet" (1) initiates and fosters the reorganization of the forces supporting women (2).

### *When a Social Cadet Writes*

The linguistic market is shaped by violence, disagreements, negotiation, or resistance, as Pierre Bourdieu already highlighted (1982). He demonstrated that speaking situates individuals within a space of verbal interactions where power relations are inscribed in and through language. This observation is equally relevant in the literary field (Bourdieu, 1992; Sapiro, 2014), as illustrated by the construction and reception of Marzouki Oummou Hani's work, deemed transgressive in its two editions (2023 and 2024). Contextualizing transgression through speech acts in certain Fulani

26 <https://www.alliance-editeurs.org/proximate,1199> (consulted in February 2025).

27 These are the Cameroon editions of *Walaande. L'Art de partager un mari*, 2010 and *Le harem du roi*, 2024.

28 See, for example, the analysis by Kemedjio and Lynch, 2024.

29 The heroine is confronted by a third party who suggests that she wear the veil, saying: "I'd like you to dress like a true Muslim, put on the veil and believe in Allah. I have realized that your faith in him is very weak. Modesty is part of our faith. I do not want to force you to do what you do not like; I just wanted to tell you what I was thinking. Islam is the most beautiful of all religions. Praying to Allah, asking him for your wishes, making daily invocations to protect you from evil can radically change your life". To this discreet proselytizing, Astawabi replies "I do not know this religion. True, my father, with whom I grew up, was a Muslim, but I do not know anything about the Islamic religion" (p. 76).

societies, (Idool is one such society) is necessary. One could start with the monographic studies of Dorothee Guilhem on the Djeneri Fulani. According to her, one aspect of feminine charm is silence and restraint (“munyal”):

A woman must hide her emotions from others during social interactions. Making direct eye contact is interpreted either as love or as impoliteness. The Fulani expression “a woman walks like a cow” refers to looking at one’s feet while walking. This expression suggests that feminine charm also lies in a reserved attitude.

This injunction to restraint is deeply rooted in religious precepts of a “strict Islamism that keeps women away from temptation, protects the village from venereal diseases, and is an important factor in demographic renewal” (Boulet, n.d.)<sup>30</sup>. The relegation also regulates the movement of female bodies, as Danièle Kintz had previously observed in certain Fulani societies<sup>31</sup>. Silence governs women’s daily lives by confining their speech to the private sphere. They may speak, but only within their courtyards, and certainly not write in a transgressive manner.

Like Kambili, the shy and suffering 15-year-old Nigerian teenager and the main character in Chimamanda Ngozi Adichie’s novel *Purple Hibiscus*, who recounts her ordeal under the yoke of a courageous father, a devout Christian, a wealthy entrepreneur and a fanatical, violent tyrant in his family, Astawabi is a 17-year-old girl living in a patriarchal prison. Just like her protagonist, the author lives in a society where early marriage is a major barrier to girls’ education and self-determination. Indeed, with 38% of girls married before the age of 18, Cameroun ranks among the top 20 countries in the world with the highest rate of child marriage. This figure varies from region to region, reaching 73% in the northern part of the country. Child marriage is deeply rooted in interdependent factors such as poverty, sociocultural and religious traditions, under schooling of girls and lack of education in addition to social and legal discrimination against women and girls, who are often considered a burden on their families<sup>32</sup>. More than half of uneducated girls are married, compared to one in ten girls with secondary education, and almost none among those with higher education. Dropping out of school exposes girls to an increased risk of child marriage and early pregnancy. It has been highlighted by Cislighi et al. (2019) that an ecology of material, institutional, individual and social factors intertwine to support child marriage: poverty, low levels of education and a marital model influenced by polygamy.

If the village of Idool is an exception, it is precisely and largely due to the modern vision behind its creation, particularly characterized by gender-inclusive schooling. During interviews conducted in 2018, one of the village’s sons recalled that for Oumarou Yaya, the village’s founder, education is a path to fulfillment, “a means of gaining access to divine blessings<sup>33</sup>”. In his sermons, the chief emphasized that “to seek knowledge is to perform meritorious and beneficial act” both for oneself and for “the construction of a better community life”.

In a focus group organized with a number of teachers and parents from the village’s secondary school, the prince said that economic constraints largely explain why families prioritize boys’ education over girls and why girls are often pushed into early marriage. During interviews, several high school girls expressed their desire to “live freely and work in public spaces”. Some proudly shared their aspirations on social media: “I want to be free”, “Let me live my life”, mentioned in some posts. Two high school girls expressed their wish to marry outside the village. These aspirations are central to the novel, which in one passage recounts an exchange between Astawabi and her father: “Baba, I have a request. I know you do not want to let me go, but I want to continue my studies. I dream of going to the city to keep learning. I dream of becoming a great writer<sup>34</sup>”. (p. 12) Her father’s response is unequivocal:

30 Conducted by an anthropologist from the Office de la recherche scientifique et technique Outre-Mer (ORSTOM), the monograph indicates on page 16, footnote 2, that the survey was carried out in April 1967.

31 In particular, the injunction not to show oneself in public, to remain in one’s own backyard, a socially determined reclusion, Kintz D., (1988). Formal men, informal women and Fulani support for their anthropologists, *Journal des anthropologues*, (34), pp. 59-66.

32 These figures are provided by Girls not Brides <https://www.girlsnotbrides.org/learning-resources/child-marriage-atlas/regions-and-countries/cameroon/> (accessed August 2023).

33 Focus group interviews from February 12, 2018.

34 All passages are reproduced verbatim, without correction.

My daughter, you are too old for that nonsense. Now, you must focus on learning how to take care for a man. Insha'Allah, we will find a good young man for you to marry. I have waited long enough. I let you go to secondary school, but now there is nothing I can do for you. Do you realize that it was only through scholarships that you got this far? Otherwise, I would never have financed these foolish ideas. I only allowed it because you are my only daughter. (p. 13)

The “patriarchal prison”, described through a powerful phrase (“not realizing one’s dreams is like not being able to breathe<sup>35</sup>”) is based on relationship of brutality and subordination build on gender, seniority, position in the lineage, but also on wealth, which can redistribute practical and symbolic resources. Previous ethnographic research highlighted these relations of social subordination, but also noted that the women of Idoole were working to reclaim their existence within their designated spaces (primarily domestic and enclosed in the *sarés*<sup>36</sup>), so that thinking about their presence in the world always involved the test of their visibility.

In fact, women of Idoole are both practically and symbolically tied to the *saré*. The weight of the religion, social and traditional practices, such as patriarchy and *pulaaku* (a Fulani code of conduct), impose on them a spatial dichotomy inside/outside or private/public in the village. This state of affairs clearly reveals a sexual division not only of task and activities, but also of circulation spaces. The woman handles domestic tasks, maintaining their *saré*, doing household chores, and raising children. She has no access to public space, which is masculine, i.e. occupied exclusively by men. This public space appears as a grey zone of all women, including those who, married outside the village (very isolated cases), have to live with it when they return to their native village. Only girls who are attending school can be seen outside when they go to and from school, and also women who have come from elsewhere.

Widows and divorcees can also be seen in very limited cases. Even a remarkable rate of school enrolment did not call into question the inescapable horizon of confinement in enclosed spaces. This violence is already present in the testimony of the leading literary figure, widely quoted at the height of the controversy. Djaili Amadou Amal, winner of the 2020<sup>37</sup> Goncourt des Lycéens laureate and originally from the Cameroonian Septentrion, had herself previously said that books had given her “a small seed of insubordination<sup>38</sup>”, leading her to use literature as a weapon of liberation and to amplify the voices of women in the Sahel on themes similar to those addressed by young Marzouka: early marriage and motherhood, which systematically eliminate girls from public sphere, locking them up in a patriarchal prison. From her own testimony, the emphasis put on schooling is striking:

In elementary school, there were about fifty girls and fifty boys. Then, in secondary school, the girls gradually disappeared as if by magic. They had only one horizon: marriage. One destiny: motherhood. All they had to do was know how to run a household. At the age of 14, family pressures and the round of suitors, negotiations and engagements began. And my girlfriends left school one after the other, finding it normal<sup>39</sup> (Amadou Amal, 2020, p. XX).

For both writers, the literary act is a personified process that confronts struggles for freedom and mobility. This act of freedom testifies the fact that, even in symbolically closed spaces, speech remains possible and open; in Édouard Glissant’s terms, a “baroque speech, inspired by all possible words” (Glissant, 1990, p. 89). The differences in women’s lives and in their responses to this violence can help foreshadow a social situation in which their dissatisfaction is growing, and they want more in terms of access to rights. These are just some of the ethnographic findings made six years earlier.

35 See back cover of the novel.

36 Houses in Fulfuldé, the language spoken in Idoole.

37 The prize-winning novel is entitled *Les Impatientes* (2020).

38 Le Monde, Interview with Annick Cojean, March 7, 2021 ([https://www.lemonde.fr/idees/article/2021/03/07/djaili-amadou-amal-laureate-du-prix-goncourt-des-lyceens-avec-les-livres-une-petite-graine-d-insoumission-a-germe-en-moi\\_6072234\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2021/03/07/djaili-amadou-amal-laureate-du-prix-goncourt-des-lyceens-avec-les-livres-une-petite-graine-d-insoumission-a-germe-en-moi_6072234_3232.html)).

39 Le Monde, Interview with Annick Cojean, March 7, 2021 ([https://www.lemonde.fr/idees/article/2021/03/07/djaili-amadou-amal-laureate-du-prix-goncourt-des-lyceens-avec-les-livres-une-petite-graine-d-insoumission-a-germe-en-moi\\_6072234\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2021/03/07/djaili-amadou-amal-laureate-du-prix-goncourt-des-lyceens-avec-les-livres-une-petite-graine-d-insoumission-a-germe-en-moi_6072234_3232.html)).

The socio-political and cultural reception of *Mon père ou mon destin* brings to life and makes tangible the battles against the weight of the structural forces that silence and render women invisible within patriarchal systems.

### *Two Mirroring Female Figures: The Mother and the Literary Reference*

The mother figure, central to feminist discourse (Bretécher, 1982), is for Astawabi a fierce advocate for her daughter, whom she wants to save from a marriage contract based on a financial debt contracted by the father in exchange for the promise of marrying off his daughter at the age of 17. This notion of commodification, in which women are treated as objects in society, is a key theme in Marxist-oriented analyses. Luce Irigaray argues that, as both an exchange value and a use value, women are “commodity-objects” relegated to a passive role in the exchange process, which is organized by and for the benefit of men, the “producer-subjects” (Irigaray, 1997). In this patriarchal economy, Astawabi is a utilitarian object of value: through marriage, she becomes a mirror of value used to facilitate relations between men. Luce Irigaray further explains that in this commodification process, women receive nothing in return but oppression and the branding of the father’s name. The protagonist’s mother will plead with great success to get her daughter out of this economy, where she is merely a vessel of intangible possibilities determined by men. This commodification can also serve as a means to repay a debt burdening the parents and reducing them to the status of slaves (Atwood, 2009).

Why are you punishing our daughter? She does not deserve this life. She does not deserve this man you call your friend, who already has a wife and children her age. She deserves to continue her studies; she is already grown and responsible. Please, I beg you, my dear husband, think of her future. This man will turn her into his sexual slave, his domestic servant. Will she get along with his wife and children? Will she be happy? (p. 21).

Astadicko, as a testament to her daughter: “I want you to be strong and happy. Fight to achieve your dreams; you are capable. You must believe in yourself, no one should make you feel inferior. My daughter is capable. Every time you face a difficult situation, tell yourself that you can handle it. You are a strong woman, Asta” (p. 69). The mother is as central to the story as she is to the author’s life: on the back cover, the biography note introduces the author as “daughter of the businesswoman Hadja Bilkissou”; with a brief mention of the father figure appearing only in the acknowledgments, after the mother: “*strong and courageous woman; she supported me in achieving my dream*”. Both in the novel and in the author’s life, the mother is highly influential. The administrative mediation for reworking the book took place in her presence, as noted by the village chief of Idool in his interview with *Cameroon Tribune*. Some interpret the mother’s involvement as an ambition imposed on her daughter. On social media, a post by Dewa Aboubakar, who claims to “explain the situation in simple terms”, argues that “it is the culture of Northern Cameroon that is under attack. Her mother believed she had a future Djaili. She gained fame at the expense of our culture’s reputation. Today, in the eyes of so-called defenders of women’s rights and freedoms, Northern Cameroon is hell”. From the post, we learn that the refusal to submit to all these societal expectations comes from the author’s mother: “She said she is not afraid of anything and that she will imprison everyone in Idool”.

Beyond the petty literary quarrel, the broader issue of the power to speak emerges, embodied by strong female figures such as the mother but also, more ambiguously, by the elderly reference and brilliant protector, Djaili Amadou Amal. A mirror figure systematically invoked by many journalists covering this story<sup>40</sup>, she appears in the novel as an allusive symbol of success story. The writer found herself compelled to offer a somewhat awkward show of support to the young author. Faced with growing controversy, on July 20, 2023, the day of the trial, she signed an article pledging she will help the young author to rewrite her novel. While acknowledging that Marzouka Oummou Hani had contacted her via Instagram for assistance in finding a publisher, but that the exchange did not progress due to a lack of response from the young author, she takes charge of the attacks against her redirecting them in a tone designed to reframe a social cadet whose “immaturity” is due to “her very

<sup>40</sup> See « Cameroun - Justice. Writer Djaili Amadou Amal commits to help the young author Marzouka Oummou Hani in re-writing her novel », *Cameroon24.net*, Friday July, 21, 2023.

young age.” She emphasized her own experience as a writer facing similar criticisms: “I also went through this when I was accused of encouraging women’s rebellion, betraying traditions, being a bad Muslim, and so on”. By emphasizing the possibility of rewriting the novel, she provided material for those advocating for literary revision, suggesting:

Marzouka will rewrite the book, adjusting any parts that do not conform to the novelistic code as needed, while of course preserving the inalienable freedom of expression. And naturally, I commit to mentoring her for her publications. As writers, we never intend to trample on our traditions or insult anyone. Even when we set a novel in a specific village or location, a novel remains a work of fiction. Fiction means an invented, imagined story. This is also an opportunity to highlight the responsibility of unreliable vanity publishers with little credibility and no real editorial expertise, who exploit the inexperience of young writers whose work they are not even prepared to support, let alone defend. Those are my main observations. I am, of course, in contact with Marzouka and will continue to work with all parties involved. The complaint against her has no grounds and must be withdrawn. I support her and think she is a courageous young girl with a bright future, of whom I am proud.

This forum also allowed her to position herself as a guardian figure prescribing order and respect for established *insiders*. With assumed authority, she emphasized the necessity of deferring to elders: “My message to young aspiring writers is to absolutely seek guidance from elders to accompany them in their writing projects. That is what I did when I approached Pabe Mongo and the Cercle de la Nolica, where, for nearly two years, I participated in writing workshops alongside many other writers who shared their experiences with me before I embarked on publishing my first novel. Writing is a long term exercise, where patience is essential and haste is to be avoided”.

Her reprimand of the young writer aligns with her assertion that the northern part of the country has its own specificities, its rules: “traditions we hold dear, values etc”. In response, in the 2024 edition, for which she presumably facilitates access to a much more professional publishing house, the young author expresses her deep gratitude to her generous mentor: “*Writing is not a race. You have to read, reread, rewrite, word by word. Sentence by sentence. You have to weigh every comma, every phrase...*” Advice from Djaili Amadou Amal. My godmother, the one who helped me to see writing in a different light. Thank you very much<sup>41</sup>”

The *Prix Goncourt des Lycéens* had previously highlighted them brilliantly in her novel *Les Impatientes*, exposing the torments of the golden prison of marriage, often forced and polygamous. By granting the young author nothing beyond her youth and suggesting, in a somewhat patronizing tone, that she rewrites her work under her supervision, Djaili Amadou Amal reinforced the patriarchal forces that regulate speech and silence women.

Ultimately, the construction and reception of Marzouki Oummou Hani’s work across its two editions (2023 and 2024) serve as tag of patriarchal violence through injunction to silence. The prescribed rewriting of her novel has revealed the mechanics of this process (public confession, apology, a letter rehabilitating the figure of the sovereign chief, the young author’s absolution) and assessed its disciplinary effectiveness. On the other hand, this literary occurrence anchored in the matrix invocation of paternal figures, both the father in the family and the father of the nation, in a symmetrical and fluid power dynamic extending from the domestic sphere to the public realm. The strong administrative mobilization (from the Subdivisional Officer to the Governor, including the Minister’s representative) can be seen as an effort to preserve the honor of the Sovereign reference to whom certain administrative authorities will explicitly refer: “the Head of State”. The administrative and judicial production of silencing aims to restore harmony disrupted by the defiant writer, whose work ultimately challenges the very figure who upholds the patriarchal order. The symbolic imprint of the paternal figure echoes that of the Head of State, who, beyond

41 <https://www.youscribe.com/BookReader/Index/3708327/?documentId=6076110> (consulted February 2025).

the patriotic hymns exalting him at commemorative<sup>42</sup> events and his official designation as “Father of the Nation<sup>43</sup>” on the presidency<sup>44</sup> website, is indeed an interesting parallel in the production of the literary order. This reminds Élisabeth Badinter’s analysis of patriarchy as a social structure of power confiscation, where the power of the father, and with him those of the leader, varies from one society to another (Badinter, 2002, p. 107). The maintenance of the patriarchal order is one of the ways in which political order, as conceptualized by Michel Foucault in *Orders of Discourse* (1970) and *Discipline and Punish* (1975), is prolonged.

## Bibliography

- Amadou Amal, D. (2020). *Les impatientes*. Emmanuelle Collas.
- Atwood, M. (2009). *Payback: Debt and the shadow side of wealth*. Bloomsbury.
- Badinter, E. (2002). *L'un est l'autre : Des relations entre hommes et femmes*. Odile Jacob.
- Bayart, J.-F. (1985). *L'État au Cameroun*. Presses de Science Po.
- Bayart, J.-F. (1989). *L'État en Afrique : La politique du ventre*. Fayard.
- Bessard-Banquy, O. (2018). De la relation auteur-éditeur : Entre dialogue et rapport de force. *A contrario*, 27, 79–96.
- Boulet, J. (n.d.). *Idool : Étude d'un village pilote de l'Adamaoua*. ORSTOM.
- Bourdieu, P. (1982). *Ce que parler veut dire : L'économie des échanges linguistiques*. Fayard.
- Bourdieu, P. (1992). *Les règles de l'art : Genèse et structure du champ littéraire*. Seuil.
- Bourdieu, P. (1997). *Méditations pascaliennes*. Seuil.
- Bretécher, C. (1982). *Les mères*. [S.l.] : Claire Bretécher.
- Brionne, G. M. (1965). La prédiction créatrice. In H. Mendras (Trad.), *Éléments de théorie et de méthode sociologique* (pp. 140–161).
- Césaire, A. (1939). Cahier d'un retour au pays natal. *Volontés*, 20, 23–51.
- Cislaghi, B., Mackie, G., Nkwi, P., & Shakya, H. (2019). Social norms and child marriage in Cameroon: An application of the theory of normative spectrum. *Global Public Health*, 14(10), 1479–1494. <https://doi.org/10.1080/17441692.2018.1446324>
- Corbin, A. (2016). Une histoire du silence : de la Renaissance à nos jours. Albin Michel.
- Dabla, J. J. S. (1986). *Nouvelles écritures africaines : romanciers de la seconde génération*. L'Harmattan.
- Desmond, M., & Travis, A. (2018). Political consequences of survival strategies among the urban poor. *American Sociology Review*, 83(5), 869–896.
- Détrez, C. (2010). L'écriture comme résistance quotidienne : être écrivaine en Algérie et au Maroc aujourd'hui. *Sociétés contemporaines*, (78), pp. 65–85.
- Djedanoum, N. (2004). L'étonnante résistance de la littérature africaine. *Africultures*, (59).
- Ducournau, C. (2017). *La fabrique des classiques africains : écrivains d'Afrique subsaharienne francophone (1960–2012)*. CNRS.
- Foucault, M. (1970). *L'ordre du discours*. Gallimard.
- Foucault, M. (1975). *Surveiller et punir*. Gallimard.
- Gafaïti, H., & Crouzières-Igenthron, A. (Eds.). (2005). *Femmes et écriture de la transgression*. L'Harmattan.
- Gaudreault-Bourgeois, J. (2018). « Le roman vit selon ses propres lois », ou comment les romanciers font du roman « le genre le plus libre qui soit ». *Revue Tangence*, (118).
- Glissant, E. (1990). Lieu clos, parole ouverte. In *Poétique de la relation* (pp. 45–66). Gallimard.
- Greaves, R. (Ed.). (1985). *Triumph over silence: Women in Protestant history*. Greenwood Press.
- Guha, R. (1997). *A subaltern studies reader, 1986–1995*. University of Minnesota Press.
- Guilhem, D. (2008). Le charme féminin chez les Peuls Djeneri du Mali. Un « objet » de la nature ou de la culture ?. *Anthropologie et sociétés*, 32(hors-série).
- Habeas Corpus Working Group. (2006). Do you know what patriarchal violence is? Daphne Programme of the European Union.
- Herbeau, H. (1970). *Les esclaves noirs : pour une histoire du silence*. André Balland.
- Hernández Gómez, M. (2023). *L'indicible. Déclinions du silence, de la censure et de l'autocensure*. L'Harmattan.

42 One of the most frequently used is the rallying quatrain: “Paul Biya, Paul Biya, our President, Father of the Nation, Paul Biya, always forward” or “Paul Biya, Paul Biya, our President, Father of the Nation, Paul Biya, always a hot guy” (quatrain used by Docta, one of the characters in Patrice Nganang’s novel *Temps*, 2001, p. 274).

43 This status, generally unique, is shared between the two national presidential figures.

44 <https://www.prc.cm/fr/actualites/1963-paul-biya-appelle-au-courage-au-dynamisme-et-a-la-volonte-apres-les-tristes-evenements-du-21-octobre>, or <https://www.prc.cm/fr/actualites/7401-accueil-triomphe-du-president-paul-biya-a-yaounde>; consulted on December 30, 2024.

- Irigaray, L. (1997). *Women on the Market. The Logic of the Gift*. Ed. Alan D. Schrift. Trans. Catherine Porter, with Carolyn Burke. Routledge.
- Kaufman, R. (2023). Patriarchal violence. *Buffalo Law Review*, 71(3), 519–520.
- Kemedjio, C. (2016). Mongo Beti : les ultimes défis d'un ancien combattant (1990–2000). *Études littéraires africaines*, (42), 21–36.
- Kemedjio, C., & Lynch, C. (Eds.). (2024). *Who gives to whom? Reframing Africa in the humanitarian imaginary*. Palgrave Macmillan.
- Kesteloot, L. (2012). La littérature négro-africaine face à l'histoire de l'Afrique. *Afrique contemporaine*, (241), 43–53.
- Kintz, D. (1988). Hommes formels, femmes informelles et le soutien des Peuls à leurs anthropologues. *Journal des anthropologues*, (34), 59–66.
- Kouvouama, A. (2004). Imaginaire et société dans la littérature africaine francophone. *Hermès*, (40), 280–286.
- Lashgari, D. (Ed.). (1995). *Violence, silence, anger: Women's Writing as Transgression*. University Press of Virginia.
- Lawson-Hellu, L. (2008). Écriture littéraire et discours social dans le contexte africain : éléments d'un paradigme postcolonial. In M. Nglasso-Mwatha (Ed.), *Littératures, savoirs et enseignement* (pp. 123–138). Presses Universitaires de Bordeaux.
- Leperlier, T. (2018). *Algérie : les écrivains dans la décennie noire*. CNRS Éditions.
- Lévinas, E. (1974). *Autrement qu'être ou au-delà de l'essence*. Martinus Nijhoff.
- Machikou, N. (2015). Espace de docilité, espace de résistance : la commémoration de la Journée internationale de la femme. *Revue présence africaine*, (192), pp.115-138.
- Machikou, N. (2016). Les commémorations comme espace de subjectivation : Journée internationale de la femme et affirmation du souci de soi. *Polis, Revue camerounaise de science politique*, Premier trimestre.
- Machikou, N. (2022). La production parlementaire de la consolidation autocratique en Afrique. *Revue internationale et stratégique*, (126), pp. 97–108.
- Machikou, N. (2024). Are African scholars at risk? The Invisibility of Africans in Relief Policies for Endangered Academics. In L. Dakhli, P. Laborier, & F. Wolff (Eds.), *Academics in a century of displacement* (pp. 210–225). Springer VS.
- MacKinnon, C. A. (2007). *Are women human?: And Other International Dialogues*. Harvard University Press.
- Mattos, H. (2019). *Les couleurs du silence – Esclavage et liberté dans le Brésil du XIXe siècle*. Karthala et CIRESC.
- Maupassant, G. de. (1992). *Pierre et Jean [1887]*. Garnier et Flammarion.
- Merton, R. K. (1949). The self-fulfilling prophecy. *The Antioch Review*, 8(2), 193–210.
- Michel, F. (1986). *Le silence et sa réponse*. J. C. Lattès.
- Mossuz-Lavau, J., & De Kervasdoué, A. (1997). *Les femmes ne sont pas des hommes comme les autres*. Odile Jacob.
- Ndiaye, C., & Samujanga, J. (2004). L'Afrique subsaharienne. In C. Ndiaye (Ed.), *Introduction aux littératures francophones. Afrique, Caraïbes, Maghreb* (pp. 200–215). Presses de l'Université de Montréal.
- Nganang, P. (2001). *Temps de chien, chronique animale*. Le Serpent à plumes.
- Ngozi Adichie, C. (2016). *L'Hibiscus pourpre*. Gallimard.
- Noiriel, G. (2007). *Immigration, antisémitisme et racisme en France (XIXe – XXe siècle) : discours publics, humiliations privées*. Fayard.
- Ouédraogo, A. B. (1998). Et les Africaines prirent la plume. Histoire d'une conquête !. *Mots pluriels*, (8).
- Oummou Hani, M. (2023). *Mon père ou mon destin* (Tome 1). Éditions MD.
- Oummou Hani, M. (2024). *Mon père ou mon destin*. Éditions Proximité.
- Perrot, M. (2001). *Les femmes ou les silences de l'histoire*. Flammarion.
- Poliak, C. F. (2006). *Aux frontières du champ littéraire. Sociologie des écrivains amateurs*. Economica.
- Pommerolle, M.-E., & Machikou, N. (2015). Fabrics of loyalty. The politics of the International Woman Day's Loincloth in Cameroon, *Africa Development*, 85(04), 656-676.
- Pommerolle, M.-E. (2024). *De la loyauté au Cameroun. Essai sur un ordre politique et ses crises*. Karthala.
- Rangira, B. G. (2001). Écriture féministe ? écriture féminine ? les écrivaines francophones de l'Afrique subsaharienne face au regard du lecteur/critique. *Études françaises*, 37(2), 79–98.
- Sapiro, G. (2014). *La sociologie de la littérature*. La Découverte.
- Tati Loutard, J.-B. (2003). *Libres mélanges. Littérature et destins littéraires*. Présence Africaine.
- Thompson, E. P. (1963). *The making of the English working class*. V. Gollancz.
- Vergès, F. (2019). *Un féminisme décolonial*. La Fabrique.
- Vincent, A. (2017). Une histoire de silences. *Annales. Histoire, Sciences sociales*, 72(3), 633–658.
- Watzlawick, P. (Ed.). (1988). *L'invention de la réalité. Comment savons-nous ce que nous croyons savoir ? Contributions au constructivisme*. Éditions du Seuil.
- Wynchank, A., & Salazar, P. J. (Eds.). (1995). *Afriques imaginaires : regards réciproques et discours littéraires*. 17e – 20e siècles. L'Harmattan.



*Enfer paradisiaque* [Photograph]. © Pamela Tulizo, 2025. Reproduced with permission.



Double identité [Photograph]. © Pamela Tuli



# L'adaptation des femmes Mbororo au changement climatique

## Expériences d'une communauté pastorale dans la région Nord-Ouest du Cameroun

**Moye Eric Kongnso**

Enseignant-chercheur, Département de géographie, environnement et planification  
Université de Dschang, Cameroun

[moyeric@yahoo.com](mailto:moyeric@yahoo.com)

### Résumé




Les éleveurs mbororo sont les plus durement touchés par la variabilité et le changement climatiques en raison de leur lien inextricable avec l'environnement naturel et de leurs possibilités d'adaptation limitées. Partant du principe que les femmes mbororo sont très vulnérables aux aléas climatiques, cette étude s'est attachée à examiner leur rôle dans l'amélioration de leur adaptation à la variabilité et au changement climatiques. Dans le cadre d'une approche qualitative, les données ont été recueillies auprès d'éleveurs mbororo (9), de cultivateurs (6), d'autorités traditionnelles (3), de cheffes de groupes de femmes mbororo (3) et de membres du Mboscuda (4) sélectionnés à dessein dans les communautés mbororo de la région. Les données secondaires ont été obtenues à partir de publications en ligne, de rapports et d'archives. Les données recueillies ont été codées et traitées avec le logiciel *Atlas.ti*. Des analyses thématiques et de contenu ont été effectuées sous l'angle de la théorie écoféministe. Les résultats ont révélé que les femmes possèdent des systèmes de connaissances précieux et qu'elles sont toujours à l'avant-garde de l'adaptation, en particulier dans un contexte d'émigration masculine. Les femmes se sont activement impliquées dans la diversification des moyens de subsistance tels que la traite des bovins et les cultures, renforçant ainsi leur résilience et réduisant les chocs climatiques. Contrairement à ce qui se passait auparavant, plus de 60 % des femmes mbororo élèvent aujourd'hui des animaux plus petits, tels que des chèvres et des moutons, qui sont plus résistants que les bovins. Néanmoins, le rôle des femmes dans la mise en œuvre de ces systèmes de connaissances indigènes a été atrophié. La discrimination sexuelle en matière de propriété foncière, le faible niveau d'éducation, l'insuffisance des ressources financières et la faible participation des femmes à la prise de décision sont quelques-uns des facteurs qui entravent l'adaptation. Par conséquent, les politiques d'adaptation au changement climatique doivent tenir compte de la dimension genre et prendre en considération les populations autochtones et leurs systèmes de connaissances locaux.

### Mots-clés

Femmes mbororo, savoirs endogènes des pasteurs, changement climatique, adaptation, genre, féminisme, écoféminisme

**How to cite this paper:**  
Kongnso, M. E. (2025). L'adaptation des femmes Mbororo au changement climatique. Expériences d'une communauté pastorale dans la région Nord-Ouest du Cameroun. *Global Africa*, (9), pp. 70-83. <https://doi.org/10.57832/d2tm-7c21>

Received: August 16, 2024  
Accepted: February 04, 2025  
Published: March 20, 2025

© 2025 by author(s). This work is openly licensed via [CC BY-NC 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/)   

## Introduction

### *Contexte et justification*

La variabilité et le changement climatiques constituent l'un des enjeux globaux les plus difficiles à résoudre aujourd'hui. Aborder efficacement les questions d'adaptation et d'atténuation est devenu une priorité mondiale. Les impacts du changement climatique ont partie liée avec le genre car les hommes et les femmes sont confrontés à des vulnérabilités différentes en raison d'inégalités telles que l'accès aux ressources et la participation à la prise de décision. Ces inégalités et discriminations réduisent la capacité des femmes à s'adapter et à atténuer les effets du changement climatique (Carvarjal Escobar et al., 2008, p. 278 ; Chingarande et al., 2020, p. 34 ; Nwamaka et al., 2020, p. 4). Des études ont également révélé que les femmes autochtones sont très exposées aux aléas climatiques en raison de leur lien inextricable avec la nature et de leurs stratégies d'adaptation limitées (Tantoh et al., 2022). Selon le GIEC (2014, p. 5), les segments les plus pauvres de la société sont les plus vulnérables au changement climatique, la pauvreté étant un déterminant clé de la vulnérabilité pour plusieurs raisons. D'une part elle restreint l'accès aux ressources permettant de faire face aux événements climatiques extrêmes et d'autre part elle favorise la marginalisation dans la prise de décision et l'accès à la protection sociale. En Afrique subsaharienne, les inégalités en matière de propriété, d'accès et de contrôle des ressources naturelles ont exposé les femmes aux chocs climatiques (ONU Femmes, 2009 ; Awiti, 2022, p. 9).

D'une manière générale les femmes y sont confrontées à une discrimination fondée sur le genre en ce qui concerne le contrôle et la propriété des terres (Njieassam, 2019, p. 8), mais les femmes autochtones connaissent une triple discrimination fondée sur leur sexe, leur appartenance ethnique et leur classe économique. Les femmes fournissent plus de 80 % de la main-d'œuvre agricole et domestique en Afrique, mais elles contrôlent moins de terres que les hommes ; en outre, les terres qu'elles contrôlent ont tendance à être moins fertiles, et le régime foncier des femmes n'est pas sécurisé (Njieassam, 2019, p. 15). Toutefois, en dépit de leurs positions critiques, les femmes disposent de connaissances, de compétences et d'agentivité remarquables dans la gestion des ressources naturelles et sont souvent en première ligne dans l'adaptation au changement climatique notamment en situation de forte émigration masculine (Nellemann et al., 2011). Les politiques climatiques sensibles au genre doivent donc être renforcées dans toutes les dimensions relatives à l'adaptation, l'atténuation, dans les moyens de la mise en œuvre (financement, développement, transfert de technologies, et renforcement des capacités) ainsi que dans la prise de décision (Chingarande et al., 2020, p. 19).

Au Cameroun, l'agriculture est l'épine dorsale de l'économie, employant près de 70 % de la population et contribuant à environ 35 % du produit national brut du pays (Molua, 2011, p. 21). Les productrices camerounaises constituent un groupe important, impliqué principalement dans la production de cultures vivrières, mais de plus en plus, l'élevage de petits animaux et de ruminants est en train de devenir une activité secondaire (Molua, 2011, p. 29). Avec différentes zones écologiques, la région Nord-Ouest du Cameroun présente une agroécologie qui favorise les cultures céréalières et l'élevage. Dans un contexte essentiellement traditionnel, les femmes sont principalement impliquées dans une agriculture sensible aux moindres changements météorologiques et la plupart des agriculteurs ont du mal à faire face à ces changements.

La région compte plus de 8 000 éleveurs, dont plus des deux tiers sont des femmes et des enfants (Jabiru, 2017, p. 38). Ces pasteurs sont arrivés du Nigéria voisin vers 1905 en tant que nomades. Ils ont rencontré des communautés déjà installées qui les ont considérées comme des étrangers sans droits légitimes de posséder des terres et des ressources foncières (Jabiru, 2006, p. 11). Dans cette configuration faite de marginalisation et de sous-représentation, que Jibaru (2017, p. 38) a appelé le « problème mbororo<sup>1</sup> », les pasteurs mbororo de la région Nord-Ouest ont été confrontés à de

1 Le problème mbororo se réfère à ceux de la marginalisation, de la sous-représentation ou de la non-représentation, de la sédentarisation, de la libre circulation, de la libre interaction avec les premiers habitants, de la stigmatisation par les non-Mbororo. Les Mbororo (en raison de leur mode de vie nomade, pastoral et sédentaire) dans la région Nord-Ouest ont été victimes d'exploitation, d'oppression, de harcèlement et d'humiliation de la part de leurs voisins agriculteurs, de l'administration et de certaines élites mbororo riches et assoiffées de pouvoir. Ce problème peut également être dû au mode de vie des Mbororo, à l'illettrisme et au manque de conseils et de coopération.

sérieux défis pour disposer de moyens de subsistance durables et leurs vulnérabilités aux aléas climatiques ont été exacerbées par des inégalités et des discriminations de genre. En Inde, au Népal, au Bangladesh, au Kenya et en Tanzanie, le rôle des femmes autochtones dans l'adaptation au changement climatique a été largement exploré. Au Cameroun en revanche, les connaissances sur le rôle des femmes mbororo dans l'adaptation au changement climatique et les politiques connexes sont encore rares. Pour combler cette lacune, ce travail cherche à démontrer que, malgré leur vulnérabilité, les femmes mbororo disposent de systèmes de savoirs traditionnels qui sont particulièrement utiles pour réduire les chocs liés au climat et assurer la durabilité des moyens de subsistance.

### *Cadre théorique : La perspective écoféministe dans l'adaptation au changement climatique*

L'écoféminisme est un cadre théorique interdisciplinaire introduit par Françoise d'Eaubonne, une féministe française, en 1974. Cette approche relie le changement climatique et le genre, ainsi que d'autres facteurs connexes tels que la déforestation, la conservation, le capitalisme et les inégalités (Johnson, 2022, p. 18). Les théories féministes soutiennent que les défis auxquels les femmes sont confrontées aujourd'hui sont le résultat de systèmes de valeurs dominés par les hommes qui régissent les réalités sociales quotidiennes et elles conçoivent le genre comme étant socialement généré et perpétué par la culture (Gaard, 2015, p. 23 ; Oyosi, 2016, p. 12). Les inégalités en matière de propriété, d'accès et de contrôle des ressources naturelles, ainsi que les dynamiques par lesquelles les inégalités de genre façonnent et sont façonnées par les priorités, les expériences et la capacité d'adaptation à la suite de chocs systémiques, sont d'une importance capitale pour renforcer l'adaptation (Awiti, 2022, p. 9). En 2015, lors de l'Accord de Paris des Nations unies, les parties ont reconnu que les mesures d'adaptation devraient suivre une approche pilotée par le pays, sensible au genre, participative et totalement transparente, en prenant en considération les groupes, les communautés et les écosystèmes vulnérables, et qu'elles devraient être fondées et guidées par les plus robustes connaissances scientifiques disponibles et, le cas échéant, les connaissances traditionnelles, les savoirs des populations autochtones et les systèmes de savoirs locaux, afin d'intégrer l'adaptation dans les politiques et actions socio-économiques et environnementales pertinentes (ONU, 2015, p. 11).

Néanmoins, les sociétés africaines ont une perspective différente qui va au-delà des normes occidentales en matière de genre. Selon Wane et Chandler (2002, p. 88), le patriarcat, le colonialisme et le capitalisme, qui sont inscrits dans l'écoféminisme, ont annihilé le rôle des femmes dans la construction des savoirs environnementaux et déformé la notion de connaissance scientifique. Les universitaires écoféministes africains en revanche, ont placé les femmes en première ligne dans l'adaptation au changement climatique, en particulier dans le contexte de l'émigration masculine, en raison de la richesse de leurs systèmes de savoirs traditionnels qui leur permettent de faire face aux chocs météorologiques (Nellemann et al., 2011, p. 53). Lesdits savoirs impliquent « une connaissance des ressources issues du monde sauvage, des plantes médicinales et des animaux domestiques ; des rapports symbiotiques entre écosystèmes ; une conscience de la structure des écosystèmes et de la fonctionnalité d'espèces spécifiques ; ainsi que des aires de répartition géographique de ces espèces ». L'accent est mis en particulier sur les femmes autochtones qui jouent un rôle vital en tant que gardiennes des ressources naturelles (ONU Femmes, 2009, pp. 2-3). Dans le contexte du changement climatique, elles jouent un rôle stratégique dans la transformation des moyens de subsistance et la transmission des connaissances à la jeune génération. Les femmes mbororo sont impliquées dans l'élevage de petits ruminants, la traite du bétail, la culture des pâturages et le traitement des maladies animales à partir de médicaments traditionnels. Ces activités, autrefois dominées par les hommes, se sont largement féminisées (Forbang et al., 2020, p. 669). Bien que les contributions des femmes autochtones n'aient pas été suffisamment documentées, la littérature existante a montré que ces pratiques peuvent probablement réduire les vulnérabilités et renforcer la résilience (Carvarjal Escobar et al., 2008, p. 279). Sous ce rapport, la théorie de l'écoféminisme convient parfaitement à l'étude du rôle des femmes autochtones dans l'adaptation, car elle décrit la situation critique des femmes autochtones mbororo face au changement climatique, principalement

attribuée à la discrimination exercée par un système traditionnel dominé par les hommes. Sur cette toile de fond théorique, cet article reconnaît que les femmes autochtones sont perçues comme étant particulièrement vulnérables, mais soutient qu'elles disposent aussi d'une diverse gamme de pratiques traditionnelles qui leur permettent de s'adapter au changement climatique et de l'atténuer en dépit des contraintes systémiques qu'elles rencontrent.

## Matériaux et méthodes

### *La zone d'étude*

La région Nord-Ouest du Cameroun est située entre les latitudes 50° 40' et 70° Nord de l'équateur et les longitudes 90° 45' et 110° 10' Est du méridien de Greenwich. Elle fait partie des hautes terres de l'Ouest-Cameroun avec une superficie totale de 17 300 km<sup>2</sup> et une altitude moyenne d'environ 900 m (Ngalim, 2015, p. 177). Elle partage des frontières internationales avec la République fédérale du Nigéria au nord et a été le point d'entrée des éleveurs peuls au Cameroun (Jabiru, 2006, p. 11). La région bénéficie d'un climat tropical caractérisé par deux saisons. Une longue saison des pluies qui s'étend de mi-mars à novembre et une courte saison sèche de trois mois. Les précipitations annuelles moyennes se situent entre 1 500 et 2 000 mm et les températures annuelles moyennes sont comprises entre 21 et 24 °C (Ngalim, 2015, p. 177). Ces conditions ont rendu la zone agroécologique favorable à la culture céréalière et à l'élevage.

Les éleveurs mbororo ont migré dans la région Nord-Ouest du Cameroun vers 1905 et ont reçu des terres des chefs traditionnels pour faire paître leur bétail. La nature de leur activité les a amenés à vivre sur des collines et des terres isolées (Fon & Ndamba, 2008, p. 3). Leurs coutumes et traditions sont considérées comme discriminatoires à l'égard des femmes et des filles et, comme le prescrit leur code de conduite culturel et traditionnel appelé « *Polaako* », les femmes sont censées rester à la maison et s'occuper des enfants et des tâches ménagères. Récemment, elles ont adopté un mode de vie sédentaire et l'augmentation de la population des communautés d'accueil, la concurrence pour l'accès aux ressources naturelles ont accru les vulnérabilités. Cela a conduit à une nouvelle dynamique autour de la représentation des femmes et de leur participation aux activités de subsistance.

### *Collecte et traitement des données*

L'étude adopte une approche documentaire et qualitative. Le rôle des femmes mbororo dans leurs communautés a commencé à être étudié, notamment avec la mise en place de l'Association pour la culture et le développement des Mbororo (Mboscuda) qui lutte contre les inégalités de genre et la discrimination. Les rapports de la Mboscuda ont été consultés, ainsi que les archives des délégations divisionnaires de l'agriculture et du développement rural et des délégations du bétail et de l'élevage pour les divisions de Boyo, Mexam, Bui et Ngoketunja. Des sources en ligne ont également été consultées. Des entretiens ont été menés avec des informateurs clés sélectionnés à dessein dans les communautés mbororo de la région. Au total, 25 entretiens ont été menés avec des éleveurs mbororo (9), des cultivateurs (6), des autorités traditionnelles (3), des cheffes de groupes de femmes mbororo (3) et des membres du Mboscuda (4). La plupart de ces personnes ont été déplacées du fait des troubles socio-politiques dans la région et résident maintenant dans la ville de Bamenda et dans la région Ouest. Certains entretiens ont été menés par téléphone et ont été enregistrés.

Les données documentaires et primaires collectées ont été traitées avec le logiciel *Atlas.ti* et examinées selon une analyse de contenu et une analyse thématique. Les entretiens ont été retranscrits mot à mot et codés en fonction des thèmes sélectionnés. L'analyse thématique a consisté à explorer les liens existant entre les énoncés et les significations dans le discours des répondants. Des extraits ont été sélectionnés pour soutenir l'argumentation établie.

## Les résultats

### *Vulnérabilité des pasteurs mbororo face aux effets de la variabilité et du changement climatiques*

Les pasteurs mbororo croient fermement que l'élevage de bétail est leur seul mode de vie approprié. Étant donné qu'aucune autre alternative éloignée des pratiques et normes traditionnelles d'un pur Fulani n'a été encouragée, leur pouvoir d'achat est resté considérablement faible. Cette option a eu des répercussions négatives sur la société mbororo actuelle, qui quoique riche en bétail, mais n'a pas mobilisé d'autres formes d'investissement. Une élite mbororo a corroboré ce fait dans l'extrait suivant :

Nous ne connaissions pas ces questions auparavant... Au début, envoyer une fille à l'école était un tabou ou même vendre du bétail pour d'autres investissements. Cela a entraîné un faible revenu familial et compromis la capacité d'investir dans un système pastoral moderne, des infrastructures de soins pour les animaux et des équipements sociaux, nous rendant ainsi plus vulnérables<sup>2</sup>.

La richesse et le prestige social d'un mbororo dépendaient du nombre de têtes de bétail qu'il possédait, ce qui rendait presque impossible la vente de son cheptel. Les ressources familiales étaient contrôlées par le chef de famille, de là un niveau de dépendance extrêmement élevé car femmes et enfants n'avaient pas de sources de revenus spécifiques.

La recherche a montré que les vulnérabilités liées au genre sont exacerbées par la variabilité et le changement climatiques. Par exemple, les périodes de sécheresse prolongées exposent les femmes à des abus sexuels lorsqu'elles parcourent de longues distances pour aller chercher de l'eau. De même, la migration des hommes vers des pâturages plus verts expose les femmes et les enfants à l'insécurité, en particulier dans les régions où les conflits agropastoraux sont fréquents. En outre, le taux d'abandon scolaire chez les jeunes filles augmente, car elles restent à la maison pour aider leurs parents à assurer l'approvisionnement en nourriture et en eau.

Le passage d'un mode de vie nomade à un mode de vie sédentaire a remodelé les pratiques pastorales existantes et a amené de nouveaux acteurs dans le secteur de l'élevage. Les systèmes agropastoraux de la région Nord-Ouest du Cameroun dépendent principalement de la nature et les éleveurs de bétail occupent surtout les pentes des montagnes et les terres marginales, ce qui augmente leur vulnérabilité face aux fluctuations météorologiques. Or, la disponibilité des ressources agropastorales telles que l'eau, les pâturages et les terres arables est conditionnée par les variables climatiques. L'analyse des entretiens a révélé que la réduction des ressources agropastorales au cours des dernières années a été exacerbée par les aléas climatiques (tableau 1).

Effets	Fréquence	Densité
Dégradation des pâturages le long des pentes et sur les hautes terres	16	10
Tarissement des sources d'eau	13	8
Changements dans le calendrier de la transhumance	12	6
Augmentation de la fréquence des maladies animales et parasitaires	5	5
Retards dans la maturité des céréales dus à l'arrivée tardive des pluies	7	4
Augmentation de l'érosion des sols et baisse de leur fertilité	5	3
Baisse de la productivité céréalière	4	5
Augmentation des distances vers les zones de transhumance	1	2

Tableau 1 : Les effets de la variabilité climatique sur les activités agropastorales

Source : Fieldwork (2024)

<sup>2</sup> Entretien avec une élite mbororo sur les pentes de la colline de Sabga, réalisé en mars 2023.

L'intensité de ces impacts a été mesurée sur la base de la fréquence et de l'intensité des différents codes et citations générés par les entretiens. Dans le tableau 1, la fréquence du code fait référence au nombre de fois qu'une même idée est exprimée par différentes personnes, tandis que la densité fait référence au nombre de liens avec d'autres citations. Le tableau montre que la dégradation des pâturages a été identifiée comme l'impact le plus important de la variabilité climatique avec 16 citations. Les effets desséchants de l'ensoleillement et les fréquentes périodes de sécheresse enregistrées sur les hautes terres où l'élevage domine expliquent cette dégradation des pâturages. Un éleveur des pentes de Sabga a déclaré :

Avant, nous gardions les animaux les plus âgés, les plus jeunes et les plus malades pour les nourrir sur des parcelles de pâturage dans les hautes terres, tandis que les autres partaient en transhumance. Cela devient presque impossible aujourd'hui parce que la saison sèche est devenue intense et que les pâturages sont complètement stériles<sup>3</sup>.

Cette situation a également entraîné la diminution et l'assèchement des sources d'eau. Cette situation, observée dans la quasi-totalité des pâturages, fait que les éleveurs sont en concurrence avec les agriculteurs et parfois avec les ménages pour l'accès à l'eau. Cette situation est à l'origine de conflits entre agriculteurs et éleveurs, qui ont des répercussions sur les femmes et les enfants (photo 1).



Photo 1 : Femmes et enfants mbororo déplacés par les conflits agropastoraux dans la division de Bui.

Source : Moye, 2021

La photo 1 montre une communauté d'éleveurs mbororo déplacée du fait des conflits liés aux ressources. Les personnes présentes sur la photo sont des femmes et des enfants, sans aucun homme adulte. Cela s'explique par le fait que les hommes sont partis en transhumance et que les femmes sont restées sur place pour s'occuper des foyers. Néanmoins, ces femmes et ces enfants, qui représentent plus de 60 % de la population mbororo (Jabiru, 2006, p. 6), ont développé des options d'adaptation pour atténuer les dommages résultant des chocs climatiques.

<sup>3</sup> Entretien avec un éleveur de bétail sur les pentes de Sabga en 2020.

## *Contribution des femmes mbororo à l'adaptation au changement climatique*

- **Utiliser les connaissances écologiques pour détecter les changements environnementaux**

Les résultats ont révélé que les éleveurs mbororo disposent d'une vaste gamme de connaissances accumulées au fil des ans grâce à leur interaction avec la nature. Les personnes âgées ont la capacité de lire les changements dans l'environnement et de prédire les variations climatiques telles que l'arrivée et l'arrêt des pluies, l'avènement des tempêtes et des périodes de sécheresse. Dans les communautés installées le long des pentes du Sabga, il existe des « voyantes climatiques » qui interprètent la taille et la forme de la lune pour prévoir les changements de saison ou déterminer le calendrier des activités pastorales telles que le début de la transhumance. En outre, l'observation du comportement des plantes et des animaux est utilisée pour prédire les changements climatiques. Par exemple, l'apparition de libellules indique la sévérité de la saison sèche. Cette activité, bien qu'elle ne soit pas basée sur le genre, est de fait réalisée par des femmes âgées. Les entretiens ont révélé que les femmes sont plus efficaces dans l'utilisation de ces systèmes de savoirs que les hommes, car elles passent plus de 70 % de leur temps dans les champs. Ces connaissances, largement accumulées par les personnes âgées, doivent être transmises d'une génération à l'autre afin d'en favoriser l'utilisation continue. Par exemple, l'utilisation d'herbes locales et de médicaments traditionnels pour traiter les maladies du bétail est une tâche qui incombe principalement aux femmes, car les animaux malades et jeunes sont laissés sur place pendant la transhumance. À ce titre, l'identification de ces plantes médicinales et la connaissance de leur utilisation font partie des savoirs écologiques.

- **Les femmes mbororo : éducatrices et transmetteuses de savoirs indigènes**

Les femmes mbororo jouent un rôle important en tant qu'éducatrices au sein de leurs communautés. Non seulement les femmes sont des mères qui assurent les fonctions de soin pour la famille, mais elles possèdent également de vastes connaissances dans différents domaines de gestion du bétail, sur l'environnement et dans les activités et responsabilités quotidiennes qui sont les leurs. Elles sont cependant rarement invitées à donner leur avis, mais leurs systèmes de savoirs sont transmis à la jeune génération en raison de leur proximité et des interactions constantes. À cet égard, une responsable de groupe de femmes mbororo a déclaré :

Lors des extrêmes climatiques tels que la sécheresse, les hommes transportent leurs animaux vers les vallées et les basses terres à la recherche de pâturages frais et d'eau, laissant les femmes et les enfants derrière eux pour faire face aux conditions difficiles dans les collines. Cela nous a aidés à développer des options d'adaptation spécifiques à nos contextes<sup>4</sup>.

Ces systèmes de connaissances sont partagés entre les femmes de différents groupes et entre voisines. La transmission entre les générations est assurée par les femmes. Les petites filles occupent progressivement une position centrale dans l'acquisition des connaissances, plus que les garçons, en raison de leur proximité avec leur mère. Les garçons vont à l'école et acquièrent d'autres compétences, tandis que les filles restent à la maison et aident leurs parents dans leurs activités quotidiennes. Par exemple, pendant les périodes de sécheresse et de pénurie d'eau, les filles se déplacent sur de longues distances pour aller chercher de l'eau, leur capacité d'observation du paysage leur permet de détecter les zones humides. Les enquêtes sur le terrain ont révélé que les organisations non gouvernementales (ONG) telles que Mboscuda ont renforcé les moyens d'action de femmes qui possèdent des savoirs ou des pratiques spécifiques et qui sont à l'avant-garde de l'adaptation. Elles ont utilisé ces connaissances pour améliorer leurs techniques pastorales.

4 Entretien avec une cheffe de groupe de femmes mbororo et membre de Mboscuda à Mezam, Bamenda.

- **Amélioration des pâturages et collecte de fourrage**

L'un des défis posés par le changement climatique aux éleveurs mbororo est la dégradation rapide des pâturages. C'est pourquoi les efforts sont axés sur l'amélioration de la qualité de celles-ci. La participation des femmes a été stimulée et encouragée par des institutions et des ONG telles que Midenso, Acefa<sup>5</sup> et Mboscuda. La délégation régionale de l'élevage, des pêches et des industries animales (Minepia<sup>6</sup>), grâce à ses programmes de sensibilisation dans les différents ardores (Communautés pastorales) et à la distribution de nouvelles espèces fourragères aux éleveurs, a amélioré de manière significative la production de pâturages. Cela a permis de réduire le niveau de transhumance, les conflits entre agriculteurs et éleveurs, ainsi que le risque de contraction de maladies par les animaux.

Les pâturages améliorés ont une capacité de charge élevée, car ils permettent de nourrir un grand nombre d'animaux sur une petite surface (figure 1). L'avantage de ces pâturages est qu'ils sont utilisés pendant les périodes de pénurie et lors des transhumances. Les jeunes bovins ou ceux qui ne sont pas en mesure de se déplacer sur de longues distances sont élevés dans ces pâturages. Les animaux peuvent y rester et se nourrir pendant plus de deux mois. Cette réponse s'est avérée très utile pendant les périodes de sécheresse prolongée.



Figure 1 : Amélioration de la culture des pâturages et de la collecte de fourrage le long des pentes de la montagne Kilum Ijim.

Source : Moye, 2023

La photo A représente une ferme où l'on cultive une espèce de pâturage appelée « barcaria », utilisée pour nourrir les animaux pendant les périodes de pénurie. La photo B montre une installation où le bétail est nourri avec des pâturages récoltés. Pendant les périodes d'abondance, les femmes et les enfants récoltent le fourrage, le séchent, le mélangent avec du sel et le conservent pour nourrir les animaux lorsque les conditions sont rudes. De même, les femmes sont généralement en charge de la collecte du fourrage pour enrichir l'alimentation du bétail gardé à proximité de la propriété. Par exemple, dans les collines de Sabga, les femmes complètent traditionnellement le régime alimentaire des veaux avec de l'herbe indigène, qu'elles coupent et transportent, de même qu'elles les approvisionnent en eau de source. Sur les hauts plateaux du Kom, les femmes jouent également ce rôle, elles y rajoutent du sel et soignent les animaux malades à l'aide de remèdes traditionnels.

- **Diversification des sources de revenus**

Les femmes mbororo ont joué un rôle important dans la diversification des sources de revenus, ce qui a permis à de nombreuses familles de faire face au stress lié au climat, telle l'insécurité alimentaire. Les cultures vivrières, par exemple, sont pratiquées par les femmes autour des pâturages et des exploitations familiales. De nombreuses ONG et organisations gouvernementales ont concentré leur soutien sur la mobilisation des femmes mbororo, leur formation et l'octroi de subventions pour la

5 Programme Acefa : amélioration de la compétitivité des exploitations familiales agropastorales.

6 Ministère de l'Élevage, des Pêches et des Industries animales.

création d'entreprises. Il est ressorti que de nombreuses femmes préféreraient cultiver et élever du bétail plutôt que de continuer à mener le mode de vie nomade pratiqué par les éleveurs hommes (entretien, 2023). Les femmes ont joué un rôle important dans le processus de sédentarisation, ce qui a permis de diversifier les moyens de subsistance et de créer de nouvelles activités génératrices de revenus, tout en facilitant l'accès aux marchés. Les femmes, en particulier, sont désireuses de saisir les opportunités de petites transactions et de petit commerce offertes sur les marchés locaux ou dans les zones périurbaines, et d'en tirer profit. Les nouvelles possibilités d'emploi et de travail entraînent une évolution des relations entre les hommes et les femmes, changements qui sont négociés au sein des couples. Celles-ci ont également accru les possibilités pour les femmes de se mobiliser en groupes et de prendre part aux processus décisionnels. Cette nouvelle configuration a permis aux ONG de mettre plus facilement en évidence les préoccupations des femmes et de lutter pour un plus grand degré d'équité entre les sexes et pour les droits des femmes. Ces organisations jouent par ailleurs un rôle très important dans le rétablissement des relations entre communautés et des réseaux de soutien (agro)pastoraux vitaux en cas de risques climatiques.

En 2019, les femmes mbororo des communautés Sabga, Akum et Ntabang ont été sensibilisées et formées à la culture de pépinières d'oignons, de légumes et de semences de poireaux. Il s'agit d'un projet actuellement mis en œuvre par Mboscuda avec des fonds du Foro Internacional de Mujeres Indígenas (Fimi) intitulé « *Building Indigenous Mbororo Women's Resilience to Climate Change through Climate Smart Agriculture and Efficient Fireplaces* » (figure 2) (Renforcer la résilience des femmes indigènes mbororo face au changement climatique à travers une agriculture intelligente et des foyers efficaces).



Figure 2 : Pratiques agricoles intelligentes par les femmes mbororo. Organisé par Mboscuda à Sabga.

Source : MBOSCUDA, 2020

Ces femmes sont censées transmettre les semences à d'autres femmes de leur communauté après leur première récolte, dans un objectif de durabilité. Le jardinage n'est pas une activité courante chez les femmes mbororo, ce qui explique pourquoi cette initiative a été très bien accueillie par elles.

- **Élevage à petite échelle et élevage laitier**

Les pasteurs mbororo pratiquent l'élevage extensif, qui dépend de l'existence de pâturages naturels et de la disponibilité en eau, cette activité étant particulièrement vulnérable aux aléas climatiques, l'élevage en ranch et la production laitière ont été introduits et adoptés comme option d'adaptation. Les femmes ont largement adopté cette méthode moderne d'élevage, tandis que les hommes continuent de préférer la transhumance. Le *ranching* est une méthode d'élevage en plein air qui repose sur l'exploitation exclusive de pâturages, généralement naturels et artificiels, dans le

cadre d'un système faisant appel à un minimum de main-d'œuvre. La surveillance du troupeau est remplacée par l'utilisation d'enclos et l'alimentation des animaux est assurée principalement par les femmes et les enfants. Une cheffe de groupe de femmes mbororo a déclaré : « De nos jours, il y a un changement d'attitude chez les femmes et cela a poussé de nombreuses familles nomades à adopter un mode de vie sédentaire et plus durable en s'engageant dans l'élevage de bétail<sup>7</sup>. »

Les femmes mbororo jouent un rôle plus important dans la gestion du bétail élevé à proximité des habitations ou des champs. Dans la région de Fundong, les femmes mbororo ont été formées à s'occuper d'animaux tels que les moutons et les chèvres. Elles s'occupent des nouveau-nés et des jeunes animaux, qui ne sont pas assez âgés pour aller aux champs avec le reste du troupeau, elles s'occupent également des animaux malades et participent à la traite (figure 3).



Figure 3 : Participation des femmes à l'élevage et au ranch à petite échelle à Fundong.

Source : Moye, 2023

Sur la figure 3, la photo A montre des moutons gardés par des fillettes, et la photo B une femme trayant le lait d'une vache dans un ranch. Un entretien mené à la délégation régionale de l'élevage, des pêches et des industries animales (Minepia) pour la région Nord-Ouest en 2023 a révélé que les moutons et les chèvres sont plus résistants aux effets du changement climatique. Comme en témoigne cet extrait :

L'élevage de moutons gagne en importance dans de nombreuses zones de pâturage et il est contrôlé par les femmes et les enfants. Je pense que ce type de bétail est plus résistant aux événements extrêmes tels que la sécheresse, car il nécessite moins de ressources que les bovins.

Traire le bétail est l'une des activités traditionnelles des Mbororo, mais de nos jours, elle est surtout pratiquée par les femmes et les enfants. L'implication des femmes a fait de cette activité un moyen de subsistance important, car le lait produit est consommé quotidiennement, il est également vendu pour pouvoir acquérir les produits essentiels. Le lait est également transformé en beurre, qui constitue une source importante de nourriture pour les habitants de la région. Les entretiens ont révélé que « le lait est extrait de toutes les espèces de vaches telles que la vache rouge mbororo (*Mbororoji*), la vache blanche *aku*, la *gudali*, la *bouran* et la laitière<sup>8</sup> ».

Il s'agit d'une activité génératrice de revenus importante pour les femmes mbororo, qui leur permet d'aider leurs maris dans la gestion du foyer.

<sup>7</sup> Entretien avec une cheffe de groupe de femmes mbororo et membre de Mboscuda à Mezam, Bamenda.

<sup>8</sup> Interview d'une femme mbororo participant à la traite des vaches à Funding en 2023.

## Contraintes rencontrées par les femmes mbororo dans la mise en œuvre de l'adaptation

Les femmes indigènes mbororo possèdent de riches systèmes de savoirs qui peuvent limiter les effets négatifs du changement climatique, mais elles n'ont pas été intégrées dans les politiques d'adaptation en raison d'une série d'obstacles. Ceux-ci ont été codés à partir des entretiens et la fréquence des codes a été exprimée en pourcentage (figure 4). La fréquence du code fait référence au nombre de fois qu'une idée est exprimée par différentes personnes au cours des entretiens.

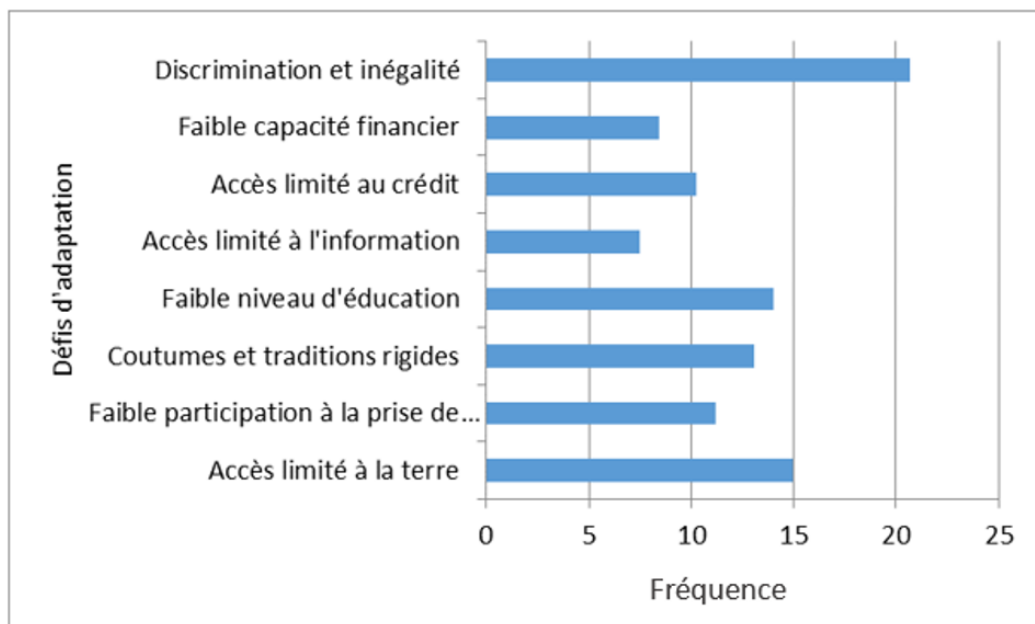


Figure 4 : Les défis des femmes mbororo face au changement climatique.

Source: Fieldwork, 2024

La figure 4 montre que les femmes autochtones souffrent de discriminations et d'inégalités par rapport à leurs homologues masculins, comme l'indiquent 20,5 % des personnes interrogées. En outre, l'accès limité à la terre et à la propriété foncière (15 %), le faible niveau d'éducation (14 %), l'accès limité aux informations sur le changement climatique (7,5 %), l'accès limité au crédit (10,3 %) et le faible pouvoir d'achat (8,4 %) réduisent leur capacité d'adaptation. Ces défis sont exacerbés par les coutumes strictes et les valeurs traditionnelles (13,1 %) des Mbororo qui empêchent les femmes de participer à la prise de décision dans la gestion des ressources naturelles (11,2 %). Ces défis ont rendu les femmes très vulnérables aux chocs climatiques. Outre la discrimination dont elles font l'objet de la part des autres communautés en raison de leurs statuts, les enjeux les plus complexes se situent au sein même de la communauté mbororo, comme l'a révélé une femme de l'élite mbororo :

Les femmes mbororo sont confrontées à des difficultés dues à leurs propres normes culturelles, telles que le « *Polaako* », qui entravent leur développement et leur éducation. Ces normes maintiennent les femmes mbororo à l'arrière-plan et les empêchent d'accéder à l'éducation formelle, ce qui entraîne leur sous-représentation dans la prise de décision<sup>9</sup>.

Le législateur camerounais prévoit pourtant un accès équitable aux ressources naturelles et aux actifs productifs. Le pays a également adopté la déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones en 2007, mais les femmes autochtones ne connaissent pas leurs droits et obligations.

9 Entretien avec une femme de l'élite mbororo et militante des droits de l'homme en 2023.

## Discussions

Le changement climatique et les facteurs de stress environnementaux qui y sont liés compromettent les sources de revenus en Afrique subsaharienne, mais les effets sont ressentis différemment selon les secteurs, les communautés et les groupes sociaux. Les Mbororo de la région Nord-Ouest du Cameroun sont des pasteurs aux coutumes et valeurs traditionnelles rigoureuses qui tendent à discriminer les femmes en termes d'accès aux ressources et au développement dans son ensemble. Ils sont donc très vulnérables aux aléas climatiques, ce qui entraîne des conséquences socioéconomiques négatives (Nellemann et al, 2011 ; Amhair, 2021 ; Moye et al, 2021 ; Awiti, 2022). Pour comprendre le rôle des femmes autochtones, il faut procéder à une analyse approfondie de leurs vulnérabilités, afin de découvrir leurs systèmes de savoirs et leurs capacités à faire face aux chocs climatiques. L'approche écoféministe a permis d'identifier les systèmes de connaissances existants, les méthodes de transmission et l'évolution des pratiques agropastorales mises en valeur par les femmes. Toutefois, la mise en pratique de ces savoirs se heurte à des obstacles. Cela corrobore le point de vue des féministes qui attribuent les difficultés des femmes à un système de valeurs dominé par les hommes, qui régit les réalités sociales quotidiennes ainsi qu'aux inégalités générées et perpétuées par la culture (Carvarjal Escobar et al., 2008, p. 279 ; McGaughey, 2021, p. 14).

Cependant, le rôle des femmes en Afrique dans l'adaptation va au-delà des normes de genre développées par les écoféministes occidentales. Bien que la dimension capitaliste déforme la notion de connaissance scientifique, comme l'ont souligné Wane et Chandler (2002, p. 88), ce travail met en évidence l'importance des systèmes de savoirs traditionnels dans l'adaptation. Les résultats ont montré que les femmes mbororo ont mis en place une diversité de pratiques durables telles que la culture de pâturages et la collecte de fourrage, l'élevage de petits ruminants, la production laitière et la traite des vaches, ainsi que la diversification des moyens de subsistance. Ces techniques, généralement utilisées pendant les périodes de stress climatique, ont amélioré leur résistance face aux effets du changement climatique. Les efforts des femmes se sont avérés très utiles pendant les périodes de transhumance, lorsque les hommes se déplacent avec leurs troupeaux à la recherche de pâturages et d'eau. Les travaux universitaires existants ont suffisamment démontré les contributions des femmes autochtones à l'adaptation au changement climatique en Afrique de l'Est et en Asie. Au Kenya, par exemple, les Maasaï et les Turkana sont des communautés pastorales indigènes qui vivent dans des zones arides et semi-arides exposées aux effets néfastes du changement climatique. Malgré leur vulnérabilité, leurs femmes ont été activement impliquées dans la mobilité, les options alternatives d'alimentation du bétail, la culture de fourrage et la diversification des moyens de subsistance pour réduire les chocs liés au climat (Banque mondiale, 2012). La relation entre le genre et le climat en Afrique de l'Est et en Asie a fait l'objet d'une attention considérable (Carvarjal Escobar et al, 2008 ; Zoia et al, 2021 ; Deininger et al, 2023), mais les capacités d'adaptation des femmes mbororo au Cameroun n'ont pas encore été pleinement explorées. Les politiques et la recherche se sont concentrées sur les Pygmées des zones forestières, en raison de la richesse des ressources forestières qui sont sous-exploitées. Il faut dire que les éleveurs occupent des terres marginales et des pentes abruptes qui sont souvent considérées comme improductives. Il était donc important d'examiner la capacité des femmes mbororo à renforcer les pratiques durables en dépit de leurs contraintes spécifiques. Cette étude comble donc ce manque de connaissances et appelle à une perspective écoféministe qui ne considère pas seulement les femmes comme des victimes, mais cherche à mettre en valeur leurs systèmes de connaissances.

## Conclusion et perspectives

Ce travail sur le rôle des femmes mbororo dans l'adaptation au changement climatique dans la région Nord-Ouest du Cameroun avait pour objectif d'examiner les contributions des femmes et leurs contraintes face à l'augmentation des chocs climatiques et des facteurs de stress associés. En utilisant une approche qualitative, les données ont été collectées et examinées sous l'angle de la théorie écoféministe. Les résultats ont révélé que le changement climatique a entraîné une réduction des ressources agropastorales, avec des conséquences négatives sur les moyens de subsistance des

communautés mbororo. Les différences de genre résultant de la discrimination, des inégalités, de la faible participation à la prise de décision et de l'accès limité à la terre et aux autres ressources naturelles ont exacerbé le niveau de vulnérabilité des femmes. Cependant, ce travail a montré que les femmes mbororo disposent d'un riche système de savoirs qui mitige les impacts du changement climatique. Leurs systèmes de connaissances écologiques leur permettent de prévoir l'évolution des phénomènes climatiques tels que l'apparition de périodes de sécheresse. Les « voyantes climatiques » par exemple lisent les changements lunaires et les comportements des plantes et des animaux pour prévoir les changements climatiques. Cela s'est avéré très utile pour la planification des activités agropastorales. De même, l'implication des femmes dans l'élevage et la diversification des moyens de subsistance sont des pratiques qui ont accru leur résilience. Par conséquent, les adaptations appropriées dans les communautés mbororo nécessitent une approche sensible au genre qui prenne en compte les points de vue et pratiques de la population locale.

## Bibliographie

- Amhair, L. (2021). A gender approach to climate change resilience. *Arribat. International Journal of Human Rights*, 1(2), 8.
- Arshad, Z., Akhtar, K., Khan, L. A., & Ullah, A. (2021). Women's participation and their constraints in livestock management activities: A case study of district Bahawalpur in Punjab, Pakistan. *International Journal of Veterinary Science & Research*, 7(2), 83-87. <https://dx.doi.org/10.17352/ijvsr.000085>
- Awiti, A. (2022). Climate change and gender in Africa: A review of impact and gender-responsive solutions. *Frontiers in Climate, Security & Climate Services*, 14. <https://doi.org/10.3389/fclim.2022.895950>
- Babugura, A. (2010). *Gender and climate change: South Africa case study*. Heinrich Böll Foundation Southern Africa. <https://www.boell.org.za>
- Banque mondiale (2012). *Indigenous peoples and climate change in Africa: Traditional knowledge and adaptation strategies*.
- Brody, A., Demetriades, J., & Esplen, E. (2008). *Gender and climate change: Mapping the linkages, a scoping study on knowledge and gaps*. Institute of Development Studies (IDS). <http://www.bridge.ids.ac.uk/>
- Carvajal-Escobar, Y., Quintero-Angel, M., & Vargas, G. (2008). Women's role in adapting to climate change and variability. *Advances in Geosciences*, 14, 277-280.
- Chingarande, D., Huyer, S., Lanzarini, S., Makokha, J., Masiko, W., Mungai, C., Njuki, J., Adera, E. O., & Omolo, N. W. G. (2020). *Mainstreaming gender into national adaptation planning and implementation in Sub-Saharan Africa*. CCAFS Working Paper n° 323. CGIAR Research Program on Climate Change, Agriculture and Food Security (CAAFS). <https://hdl.handle.net/10568/110699>
- Deiningner, F., Woodhouse, A., Kuriakose, A., Gren, A., & Liaqat, S. (2023). *Placing gender equality at the center of climate action*. World Bank Group Gender Thematic Policy Notes Series. World Bank. <http://hdl.handle.net/10986/39436>
- Fon, R., & Ndamba, M. (2008). *Mboscuda's access to justice and promotion of land rights for the Mbororos of the North West of Cameroon*. Mboscuda North West Province, Bamenda-Cameroon.
- Forbang, E., Lengha, T. N., & Amungwa, A. (2020). The impact of livestock extension on the livelihood of Mbororo Fulani women in the North West Region of Cameroon. *Journal of Agricultural Studies*, 8(2), 666-677. <https://doi.org/10.5296/jas.v8i2.17076>
- Gaard, G. (2015). Ecofeminism and climate change. *Women's Studies International Forum*, 49, 20-33. <https://doi.org/10.1016/j.wsif.2015.02.004>
- Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) (2014). *Changements climatiques 2014 : Rapport de synthèse. Contribution des Groupes de travail I, II et III au cinquième Rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat [Sous la direction de l'équipe de rédaction principale, R.K. Pachauri et L.A. Meyer]*. GIEC, Genève, Suisse, 161 p.
- Ginbo, T., & Hansson, H. (2023). Intra-household risk perceptions and climate change adaptation in sub-Saharan Africa. *European Review of Agricultural Economics*, 50(3), 1039-1063. <https://doi.org/10.1093/erae/jbad0>
- Harris-Coble, L., Balehegn, M., Adesogan, A., & Colverson, K. (2021). Gender and livestock feed research in developing countries: A review. *Agronomy Journal*, 259-276. <https://doi.org/10.1002/agj2.20875>
- Jabiru, A. (2006). From nomads to nationals, from nationals to undesirable elements: The case of the Mbororo/Fulani in North West Cameroon 1916-2008, a historical investigation. *International Journal of Latest Engineering and Management Research (IJLEMR)*, 10-19.
- Jabiru, A. (2017). The Mbororo problem in North West Cameroon: A historical investigation. *American Scientific Research Journal for Engineering, Technology, and Sciences (ASRJETS)*, 37-48. <http://asrjetsjournal.org/>
- Johnson, O. (2022). A woman's place is in the resistance: An ecofeminist response to climate change. *Student Theses*, 71. [https://research.library.fordham.edu/environ\\_2015/128](https://research.library.fordham.edu/environ_2015/128)

- Mekuyie, M., Jordaan, A., & Melka, Y. (2018). Understanding resilience of pastoralists to climate change and variability in the Southern Afar Region, Ethiopia. *Climate Risk Management*, 20, 1-10. <https://doi.org/10.1016/j.crm.2018.02.004>
- McGaughey, C. (2021). Girls' education and climate resilience in Sub-Saharan Africa's agricultural sector. *International Human Rights Internship Program Working Paper Series*, 10(1), 46.
- Molua, E. (2007). The economic impact of climate change on agriculture in Cameroon. *World Bank Policy Research Working Paper Series*, 4.
- Molua, E. (2011). Farm income, gender differentials, and climate risk in Cameroon: Typology of male and female adaptation options across agroecologies. *Sustainability Science*, 6(1), 21-35. <https://doi.org/10.1007/s11625-010-0123-z>
- Moye, E., Hassan, U., & Nfor, J. T. (2021). Implications of climatic stressors on agro-pastoral resources among Mbororo communities along the slopes of Kilum-Ijim Mountain, North West Region, Cameroon. *Frontiers in Sustainable Food Systems, Land, Livelihoods and Food Security*. <https://doi.org/10.3389/fsufs.2021.685071>
- Nellemann, C., Verma, R., & Hislop, L. (eds.) (2011). *Women at the frontline of climate change: Gender risks and hopes*. United Nations Environment Programme, GRID-Arendal.
- Ngalim, A. (2015). Cattle rearing systems in the North West Region of Cameroon: Historical trends on changing techniques and strategies. *Journal of Educational Policy and Entrepreneurial Research (JEPER)*, 2(10), 175-189.
- Njieassam, E. (2019). Gender inequality and land rights: The situation of indigenous women in Cameroon. *Pioneer in Peer-Reviewed, Open Access Online Law Publications*, 33. <https://doi.org/10.17159/1727-3781/2019/v22i0a4907>
- Ogbeide-Osaretin, N., & Efe, O. (2022). Climate change mitigation and gender inequality nexus: Evidence from Sub-Saharan Africa. *Journal of Economics and Allied Research*, 7(1), 12.
- Okali, C., & Naess, L. O. (2013). *Making sense of gender, climate change and agriculture in sub-Saharan Africa: Creating gender responsive climate adaptation policy* (Working Paper n° 057). Future Agricultures. <http://www.future-agricultures.org>
- ONU (2015, 12 décembre). L'Accord de Paris relatif à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.
- ONU (2020). *Gender equality in climate change: Analysis report on gender in climate change policies, programs and NDC processes*.
- ONU Femmes (2009). *Women, gender equality and climate change*. The UN Internet Gateway on Gender Equality and Empowerment of Women. [www.un.org/womenwatch](http://www.un.org/womenwatch)
- Oyosi, S. (2016). *Gender resilience to climate change adaptation in Africa: A case study of women in Eastern Kenya* (Master's thesis). University of Nairobi.
- Santino, O. A. (2020). *Climate change and women's rights in Sub-Saharan Africa: A literature review* (Master's thesis). Diaconia University of Applied Sciences.
- Senja, O. (2021). Gender and climate change: Challenges and opportunities. *HAPSc Policy Briefs Series*, 2(2), 85-93. <https://doi.org/10.12681/hapscpbs.29494>
- Shafiq, M. (2008). Analysis of the role of women in livestock production in Balochistan, Pakistan. *Journal of Agriculture & Social Sciences*, 4(1), 18-22. <http://www.fspublishers.org>
- Sutz, P., Beauchamp, E., & Bolin, A. (2021). *Routes to change: Rural women's voices in land, climate, and market governance in sub-Saharan Africa*. International Institute for Environment and Development (IIED). <https://www.iied.org/20331iiied>
- Tantoh, H. B., McKay, T., Donkor, F. E., & Simatele, M. D. (2021). Gender roles, implications for water, land, and food security in a changing climate: A systematic review. *Frontiers in Sustainable Food Systems, Land, Livelihoods and Food Security*. <https://doi.org/10.3389/fsufs.2021.707835>
- Tantoh, H., Ebhuoma, E., & Leonard, L. (2022). Indigenous women's vulnerability to climate change and adaptation strategies in Central Africa: A systematic review. Dans Ebhuoma, E. E., Leonard, L. (eds), *Indigenous knowledge and climate governance* (pp. 42-56), Springer. [https://doi.org/10.1007/978-3-030-99411-2\\_5](https://doi.org/10.1007/978-3-030-99411-2_5)
- Wane, M., & Chandler, D. (2002). African women, cultural knowledge, and environmental education with a focus on Kenya's Indigenous women. *Canadian Journal of Environmental Education*, 7(1), 86-98.

# Women in Climate Change Adaptation

## Insights from an Indigenous Pastoralist Community in the North West Region, Cameroon

**Moye Eric Kongnso**

Lecturer, Department of Geography,  
Environment and Planning Dschang University, Cameroon  
[moyeeric@yahoo.com](mailto:moyeeric@yahoo.com)

### Abstract

The indigenous Mbororo pastoralists are hardest hit by climate variability and change due to their inextricable link with the natural environment and their limited coping options. With the guiding premise that Mbororo women are highly vulnerable to the vagaries of weather, this study set out to examine their role in enhancing adaptation to climate variability and change. With a qualitative approach, data was collected from Mbororo pastoralists (9), crop farmers (6), traditional authorities (3), heads of Mbororo women groups (3) and members of MBOSCUA (4) purposively selected from Mbororo communities in the region. Secondary data was obtained from online publications, reports and archives. Data collected was coded and treated in Atlas.Ti. Content and thematic analyses were made under the lens of eco-feminist theory. Results revealed that women have valuable knowledge systems and are always at the forefront of adaptation, especially in cases of men's out-migration. Women have been actively involved in livelihood diversification such as cattle milking and crop farming thereby strengthening their resilience and reducing weather shocks. Unlike before, more than 60% of Mbororo women now rear smaller animals such as goats and sheep which are more adaptable than cattle. Nonetheless, the role of women in the implementation of these indigenous knowledge systems has been undermined. Gender discrimination on land ownership, low level of education, inadequate financial resources and low participation of women in decision-making are some of the factors hindering adaptation. Hence, policies on climate change adaptation must be gender-responsive and take into consideration indigenous people and their local knowledge systems.

### Keywords

Mbororo women, Pastoralists' indigenous knowledge, Climate change, Adaptation, Gender, Feminism, Eco-feminism




#### How to cite this paper:

Kongnso, M. E. (2025). Women in Climate Change Adaptation: Insights from an Indigenous Pastoralist Community in the North West Region, Cameroon. *Global Africa*, (9), pp. 84-96.  
<https://doi.org/10.57832/7082-tf35>

Received: August 16, 2024

Accepted: February 04, 2025

Published: March 20, 2025

© 2025 by author(s). This work is openly licensed via [CC BY-NC 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/)   

# Introduction

## *Context and Justification*

Climate variability and change is one of the most challenging problems in the world today. Addressing adaptation and mitigation issues has become a global priority. The impacts of climate change are gender inclined because men and women face different vulnerabilities due to inequalities such as access to resources and participation in decision-making. These inequalities and discriminations reduce women's ability to adapt and mitigate the effects of climate change (Carvarjal Escobar et al., 2008, p. 278; Chingarande et al., 2020, p. 34; Nwamaka et al., 2020, p. 4). Studies have equally revealed that indigenous women are highly exposed to the vagaries of weather due to their inextricable link with nature and limited adaptation strategies (Tantoh et al., 2022). According to IPCC, (2014, p.5), the poorest segments of society are the most vulnerable to climate change, with poverty being a key determinant of vulnerability for several reasons, principally access to resources to allow coping with extreme weather events and marginalization from decision-making and social security. In Sub-Saharan Africa, inequalities in ownership, access, and control over natural resources have exposed women to climatic shocks (Women Watch, 2009; Awiti, 2022, p. 9).

Women in Sub-Saharan Africa encounter gender-based discrimination about the control and ownership of land (Njieassam, 2019, p. 8), but indigenous women face triple discrimination based on their gender (as women), their ethnicity and their economic class. Women provide more than 80% of farm and domestic labor in Africa yet control less land than men; moreover, the land they control tends to be of poorer quality, and women's land tenure is insecure (Njieassam, 2019, p. 15). However, within these critical roles, women have valuable knowledge, skills and agency in managing natural resources and are often at the front-line of adaptation to climate change in the context of high rates of men's out-migration (Nellemann et al., 2011). Gender-responsive climate policy requires further strengthening in all activities concerning adaptation, mitigation and related means of implementation (finance, technology development and transfer, and capacity-building) as well as decision-making on the implementation of climate policies (Chingarande et al., 2020, p.19).

In Cameroon, agriculture is the backbone of the economy; employing close to 70% of the population and contributing to about 35% of the Country's gross national product (Molua, 2011, p. 21). Female producers in Cameroon are an important group that is involved mostly in food crop production but gradually, the rearing of small animals and ruminants is being embraced as a secondary activity (Molua, 2011, p. 29). With different ecological zones, the North West region of Cameroon has an agroecology that favors crop farming and animal rearing. Within a mainly traditional setup, women are mostly involved in crop farming, which is very sensitive to slight changes in weather patterns and most farmers hardly cope with such changes.

Equally, the North West region has more than 8000 indigenous pastoralists and more than 2/3 are women and children (Jabiru, 2017, p.38). These indigenous people migrated into the region from neighboring Nigeria around 1905 as pastoral nomads and met already-settled native tribes who treated them as strangers without legitimate rights to own land and land resources (Jabiru, 2006, p. 11).

In a situation of marginalization and under representation, in what A. Jibaru, (2017, p. 38) termed the "Mbororo problem"<sup>1</sup>, Mbororo pastoralists in the North West region have been facing serious challenges in ensuring sustainable livelihoods and their vulnerabilities to the vagaries of weather are exacerbated by gender inequalities and discrimination. In countries such as India, Nepal and Bangladesh in Asia and Kenya and Tanzania in Africa, the role of indigenous women in climate change adaptation has been sufficiently explored. However, in Cameroon, there is still insufficient

1 Mbororo problem, refers to the problem of marginalization, the problem of under representation or non-representation, the problem of becoming permanently settled, the problem of free movement and free interaction with the early settlers, the problem of stigmatization by non-Mbororos. The Mbororos (because of their nomadic, pastoralist and sedentary life style) in the Northwest Region were victims of exploitation, oppression, harassment and humiliation by their farming neighbors, administration and some rich and power hungry Mbororo elites. This problem can also be due to Mbororos way of life, illiteracy, ignorance and lack of guidance and cooperation.

knowledge on the role of Mbororo women in climate change adaptation and policies. To bridge this gap, this work seeks to demonstrate that despite their vulnerabilities, indigenous Mbororo women have traditional knowledge systems that are very useful in curbing climate related shocks and ensuring livelihoods sustainability.

### *Theoretical Framework: Eco-feminist Perspective in Climate Change Adaptation*

Eco-feminism is an interdisciplinary theoretical framework that was introduced by Françoise D'Eaubonne, a French feminist in 1974. This approach connects climate change and gender, as well as other related factors such as deforestation, conservation, capitalism and inequalities (Johnson, 2022, p.18). Feminist theories hold that the challenges facing women today are the result of a male-dominated value systems that govern everyday social realities and therefore conceive gender as socially generated and perpetuated by culture (Gaard, 2015, p.23; Oyosi, 2016, p.12). Inequalities in the ownership, access, and control over natural resources as well as dynamics by which gender inequalities shape, and are shaped by, priorities, experiences, and adaptive capacity in the wake of system shocks are of paramount importance in enhancing adaptation (Awiti, 2022, p.9). In 2005, during the Paris Agreement of the UN, parties acknowledged that adaptation actions should follow a country-driven, gender-responsive, participatory and fully transparent approach, taking into consideration vulnerable groups, communities and ecosystems, and should be based on and guided by the best available science and, as appropriate, traditional knowledge, knowledge of indigenous people and local knowledge systems, to integrate adaptation into relevant socioeconomic and environmental policies and actions, where appropriate (UNO, 2015, p.11).

Nevertheless, indigenous African societies have a different perspective that goes beyond Western gender norms. According to N. Wane and D. Chandler, (2002, p. 88), patriarchy, colonialism and capitalism which are enshrined in eco-feminism have annihilated women's role in the construction of environmental knowledge and distorted the notion of scientific knowledge. African eco-feminist scholars have put women at the front line of adaptation to climate change especially in the context of men's out-migration due to their rich traditional knowledge systems that permit them to deal with weather shocks (Nellemann et al, 2011, p. 53). African traditional knowledge involves "an understanding of wild ancestors of food, medicinal plants and domestic animals; symbiotic relations with ecosystems; an awareness of the structure of ecosystems and the functionality of specific species; as well as the geographic ranges of said species". It is particularly emphasized about indigenous women who play a vital role as stewards of natural resources (Women Watch, 2009, pp. 2-3). In the context of climate change, indigenous women play a key role in livelihood transformation and the transmission of knowledge to the young generation. Mbororo women are involved in the rearing of small ruminants, milking of cattle, pasture cultivation and treatment of cattle diseases using traditional medicines. These practices that were formerly male-dominated have witnessed a high rate of women's engagement (Forbang et al., 2020, p. 669). Though the contributions of indigenous women have not been sufficiently documented, extant literature has shown that such practices can likely reduce vulnerabilities and build resilience (Carvarjal Escobar et al., 2008, p. 279). As such, in studying the role of indigenous women in adaptation, the eco-feminism theory fits well into this study as it portrays the plight of indigenous Mbororo women in climate change which is mostly attributed to discrimination by a male-dominated traditional set-up. Based on this theoretical backdrop, this article acknowledges the perception of women as being highly vulnerable to the impacts of climate change but argues that indigenous women have a plethora of traditional practices that enable them to adapt and mitigate climate change despite their challenges.

## Materials and Methods

### *The Study Area*

The North West Region of Cameroon is located between latitudes 50 40' and 70 North of the equator and between longitudes 90 45' and 110 10' East of the Greenwich Meridian. It falls within the Western Highlands of Cameroon with a total land surface area of 17300 km<sup>2</sup> and an average altitude of about 900m above sea level (Ngalim, 2015, p. 177). It shares international boundaries with the Federal Republic of Nigeria to the North and was the entry point of Fulani herders into Cameroon (Jabiru, 2006, p.11). The region has a tropical climate characterized by two distinct seasons. A long wet season that runs from mid-March to November and a short dry season of three months. Annual average rainfall amounts range between 1500 to 2000mm while mean annual temperatures are about 21 to 24°C (Ngalim, 2015, p. 177). These conditions have made the agroecological zone favorable for crop cultivation and livestock herding.

The Mbororo herders migrated into the North West region of Cameroon around 1905 and were given land by traditional rulers to graze their cattle and the nature of their activity made them live on hills and isolated lands (Fon & Ndamba, 2008, p. 3). Their customs and tradition are discriminatory against women and the girl child and as prescribed in their cultural code of conduct called the Polaako, women are expected to stay at home and take care of children and household chores. In recent times, they adopted a sedentary lifestyle and an increase in population of the host communities, competition over access to natural resources has increase vulnerabilities. This has led to new dynamics around women representation and participation in livelihood activities.

### *Data Collection and Treatment*

The study adopts mainly documentary and qualitative approaches in data collection. The role of Mbororo women in their communities has started being documented especially with the putting in place of the Mbororo Cultural and Development Association (MBOSCUDA) that fights against gender inequality and discrimination. MBOSCUDA Reports were consulted as well as archives in the Divisional Delegations of Agriculture and Rural Development and from the Delegations of Livestock and Animal Husbandry for Boyo, Mexam, Bui and Ngoketunjia Divisions. Online sources were equally consulted. Interviews were conducted with key informants purposively selected from Mbororo communities in the region. A total number of 25 interviews were conducted with Mbororo pastoralists (9), crop farmers (6), traditional authorities (3), heads of Mbororo women groups (3) and members of MBOSCUDA (4). Most of these persons were displaced by the socio-political unrest in the region and now reside in Bamenda town and the West region. Some interviews were conducted via the telephone and voice notes were recorded.

Both documentary and primary data collected were treated in Atlas. Ti. and analyzed using content and thematic analysis. Voice notes from interviews were transcribed word verbatim and coded according to selected themes. The thematic analysis consisted of exploring the links existing between statements and meanings in the respondents' discourse. Excerpts were extracted to support the established argument.

## Results

### *Vulnerabilities of Mbororo Pastoralists to the Effects of Climate Variability and Change*

The indigenous Mbororo pastoralists strongly believe that cattle herding is their only proper way of life. Given that other means out of the traditional norms of a pure Fulani were not encouraged, their purchasing power remained considerably low. This negatively affected the present Mbororo society which had a lot of wealth in the form of cattle but did not think of another means of investment.

A Mbororo elite corroborated in the following excerpt “...our people did not know these issues earlier..., at first sending a girl child to school was a taboo or even selling cattle for other investment. It has resulted to low family income and compromised the ability to invest in modern pastoral system, animals’ healthcare infrastructure and social amenities thereby making us more vulnerable....”<sup>2</sup>

The wealth and social prestige of a Mbororo man depended on the number of cattle he had and this made it difficult for them to sell their animals for other motives. Family income was controlled by the family head thereby making the dependency ratio very high because women and children did not have specific sources of income. Findings revealed that gendered vulnerabilities are exacerbated by climate variability and change. For instance, water shortages during prolonged dry spells expose women to sexual abuses when they move for long distances to fetch water. In situations of extreme conditions, the out migration of men for greener pastures exposes women and children to insecurities especially in areas where agro-pastoral conflicts are frequent. Also, the rate of school dropout amongst young girls increases as they stay home and assist their parents in ensuring food and water availability. .

The change from a nomadic to a sedentary lifestyle has reshaped existing pastoral practices and brought in new actors into the livestock sector. Agro-pastoral systems in the North West region of Cameroon were majorly nature-dependent and cattle herders occupied mostly mountain slopes and marginal lands that increased their vulnerability to weather fluctuations. The availability of agro-pastoral resources such as water, pasture and arable land are conditioned by climatic variables. The analysis of interviews revealed that the reduction in agro-pastoral resources over the recent years has been exacerbated by the vagaries of weather (Table 1)

Effects of climate variability	Groundedness	Density
Pasture degradation along slopes and uplands	16	10
Drying up of water sources	13	8
Changes in the transhumance calendar	12	6
Increasing frequency of animal diseases and pest	5	5
Delays in crop maturity due to late onset of rains	7	4
Increased soil erosion and fall in soil fertility	5	3
Fall in crop productivity	4	5
Increasing distances to transhumance zones	1	2

Table 1: Effects of Climate Variability on Agro-pastoral Activities

Source: Fieldwork (2024)

<sup>2</sup> Interview with a Mbororo elite along the slopes of Sabga hill, conducted in march, 2023

The intensity of these impacts was measured based on the groundedness and intensity of the various codes and quotations generated from interviews. Code frequency or groundedness refers to the number of times a quotation or an idea is expressed by different individuals while density refers to the number of links to other quotations. Table 1 shows that pasture degradation was identified as the most important impact of climate variability with 16 quotations. The scorching effects of sunshine and frequent dry spells registered on uplands where cattle herding dominates, account for this pasture degradation. A herder along the slopes of Sabga said *“at first, we use to keep older, young and sick animals to feed on patches of pasture upland while the others go on transhumance. This is becoming almost impossible today because the dry season has become intense and pasture lands are completely bare”*<sup>3</sup>. This has equally to the shrinking and drying up of water sources. This situation reported in nearly all grazing lands has made pastoralists to compete for the same water use with agriculture and at times households. This has been the cause of farmer-herder conflicts with repercussions on women and children (Photo 1).



Photo 1: Mbororo Women and Children Displaced by Agro-pastoral Conflicts in Bui Division

Source: Moye, 2021.

Photo 1 shows a Mbororo pastoralist community displaced by resource driven conflicts. Those in the photo are women and children with no single adult man. This is because most men had gone on transhumance and women left behind to take care of the households. Nevertheless, these women and children that make up more than 60% of the Mbororo population (Jabiru, 2006, p.6) have developed coping options to lessen the damages resulting from weather shocks.

### *Contribution of Mbororo Women to Climate Change Adaptation*

- **Using Ecological Knowledge to Detect Environmental Changes**

Findings have revealed that Mbororo pastoralists have a huge knowledge base which they accumulated over the years due to their interaction with nature. They elderly have the capacity to read changes in the environment and predict climatic changes such as the arrival and departure of

<sup>3</sup> Interview with a cattle herder along the slopes of Sabga in 2020

rains, the advent of storms and dry spells. In communities along the slopes of Sabga, there are “climate seers” who interpret the size and shape of the moon to forecast changes in seasons or determine the beginning of pastoral activities such as the start of transhumance. More so, the behavior of plants and animals have been used to predict climatic changes. For instance, the appearance of dragon flies indicates the severity of the dry season. This activity, though not gender based, is effectively carried out by elderly women. Interviews revealed that women are effective in the use of these knowledge systems than men because they spend more than 70% of their time in the fields. This knowledge that is largely accumulated by the elderly must be transmitted from generation to generation to enhance continuous use. For instance, the use of local herbs and traditional medicines to treat cattle diseases is a task handled mostly by women as sick and young cattle are kept behind during transhumance. As such, identifying those medicinal plants and knowing how to use them forms part of the ecological knowledge.

- **Mbororo Women as Educators and Transmitters of Indigenous Knowledge**

Mbororo women play an important role as educators in Mbororo communities. Not only as a mother to their children, particularly during their early years of life, but also women have great knowledge on different areas of livestock management, the environment and businesses especially those related to their everyday activities and responsibilities. However, rarely are women asked for their opinion but their knowledge systems to the younger generation due to their closeness and constant interactions. In relation to this, a Mbororo women group leader said

*“...During climatic extremes such as drought, men carry their animals to valleys and lowlands in search for fresh pasture and water, leaving women and children behind to cope with harsh conditions in the hills. This has helped us develop coping options specific to our contexts.”<sup>4</sup>*

These knowledge systems are shared between women in their various groups and between neighbors. The transmission between generations is ensured by women. The child girl is gradually occupying a central position in knowledge acquisition more than the boys due to the closeness with their mothers. Boys attend school and learn other skills but girls stay at home and assist their parents in their daily activities. For example, during periods of dry spells and water scarcity, girls move for long distances to get water because a mere observation of the landscape helps them detect areas with water. Field surveys revealed that women identified with specific knowledge systems or practices have been empowered by NGOs such as MBOSCUA and they are at the forefront of adaptation. They have used their knowledge to improve on practices in several aspects of livestock rearing.

- **Pasture Improvements and Collection of Fodder**

One of the challenges of climate change faced by the Mbororo pastoralists is the rapid degradation of pastures. As such, efforts are geared at improving the quality of pastures for their livestock. The involvement of women has been galvanized and encouraged by institutions and NGOs such as MIDENO, ACEFA and MBOSCUA. The Regional Delegation of Livestock and Animal Husbandry (MINEPIA) through its sensitization programs in the various Ardorates (pastoralist communities) as well as the distribution of new pasture species to the grazers in the various communities has improved significantly on pasture production. This has helped to reduce the rate of transhumance, and farmer-herder conflicts, and reduce the risk of disease contraction by animals. The improved grazing lands have a high carrying capacity as many animals can be fed over a small surface area of grazing land (Plate 1). The advantage of these grazing land is that they are used during periods of pasture shortages and also, during transhumance. The young cattle or the ones that are not able to move over long distances are grazed on these planted pasture fields. The animals can stay and feed here for over two months. This has been a very useful coping option during periods of prolonged drought.

4 Interview with a Mbororo women group leader and member of MBOSCUA in Mezam, Bamenda.

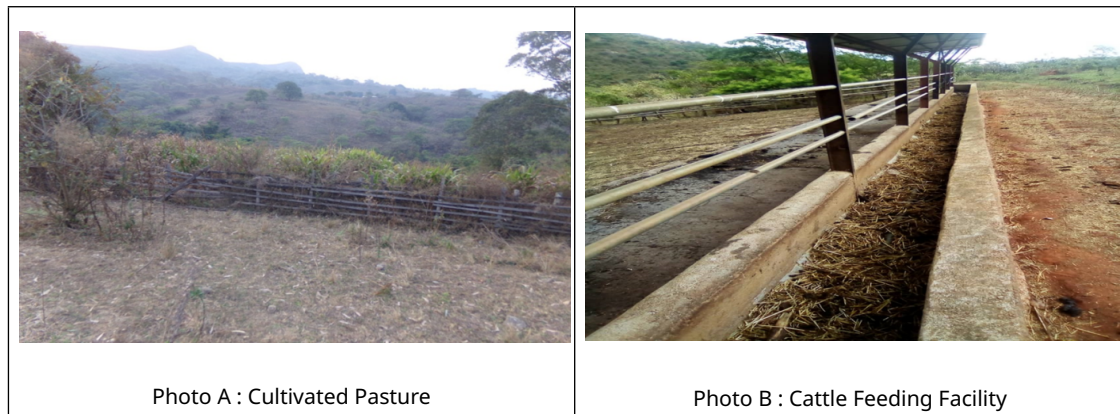


Plate 1: Improved pasture cultivation and fodder collection facility along the slopes of Kilum Ijim Mountain

Source: Moye, 2023

Photo A is a farm cultivated with a pasture species called *barcaria* and is used to feed animals during periods of scarcity. On the other hand, Photo B shows a facility where cattle are fed with harvested pasture. Women and children harvest pasture during periods of abundance, dry it, mix it with salt and use it to feed animals when conditions are dry. Equally, women tend to be responsible for the collection of fodder to supplement the feed of the livestock kept close to the homestead. For example, along the Sabga hills, married women traditionally supplement the calf diet with cut-and-carried native grasses and water from springs. In the Kom highlands, women equally play this role but also give cattle salt and treat sick animals using traditional medicines.

- **Diversification of Livelihood Sources**

Mbororo women have played a great role in the diversification of income sources which has permitted many families to cope with climate-related stresses such as food insecurity. Food crop cultivation for instance is carried out by women around grazing lands and the homesteads. Many NGOs and GOs have focused their support on mobilizing Mbororo women, training them and providing grants for business development. It was revealed that many women would prefer to cultivate crops and keep livestock rather than continue with a nomadic lifestyle practiced by the male pastoralists (Interview, 2023). It was reported that women played a great role in the sedentarization process and this has opened up opportunities for increased livelihood diversification and new income generation activities, more easily accessing markets. Women in particular are keen to take up and benefit from small transactions and petty trading opportunities taken up in local markets or peri-urban areas. New job and labor opportunities mean a shift in gender relations that are negotiated between husband and wife. It has also increased the opportunities for women to mobilize themselves into groups and take part in decision-making processes. It has made it easier for NGOs to highlight the concerns of women and fight for a greater degree of gender equity and women's rights. Such Organizations may be highly important in re-establishing communal relations and vital (agro-) pastoral support networks that are useful in times of climatic hazards.

In 2019 a project in which indigenous Mbororo women of Sabga, Akum and Ntabang Communities were sensitized and trained on how to cultivate nurseries for onion, vegetable (huckleberry) and leek seeds was launched. This is an activity of the project currently under implementation by MBOSCUA with funds from Foro Internacional de Mujeres Indigena FIMI titled "Building Indigenous Mbororo Women's Resilience to Climate Change through Climate Smart Agriculture and Efficient Fireplaces (Plate 2)".



Plate 2: Smart Farming Practices by Mbororo Women Organized by MBOSCUDA in Sabga

Source: MBOSCUDA, 2020

These women are expected to pass on the seeds to other women within their communities after their first harvest. This is for the purpose of sustainability. Gardening is not something that is common amongst Mbororo women which accounts for why this initiative has been highly welcomed by them.

- **Small Scale Ranching and Dairy Farming**

Mbororo pastoralists are involved in extension cattle rearing which is dependent on natural pasture and water. Given that this activity is highly vulnerable to the effects of climatic aberrations, ranching and dairy farming have been introduced and adopted as a coping option. Interviews revealed that this modern method of rearing was highly embraced by women while men embarked on transhumance. Ranching is a method of open-air livestock rearing, relying on the exclusive exploitation of pastures, which are usually natural and artificial, in a system calling upon the minimum use of manpower. Guarding of the herd is replaced by the use of enclosures and feeding the animals is done mostly by women and children. A Mbororo women group leader said “...*Nowadays, there is change in attitude among women and this has pushed many nomadic families to sedentary and more sustainable lifestyle through their engagement in livestock rearing ...*”<sup>5</sup>.

Mbororo women play a greater role in the management of livestock kept around the homestead or camps. In the Fundong area, Mbororo women have been empowered to take care of animals such as sheep and goats. Even as far as cattle are concerned, Mbororo women care for new-born and young animals, which are not old enough to go to the fields with the herd and equally take care of sick animals and equally participate in milking (Plate 3)



Photo A : Sheep Rearing

Photo B : Women and Girl Children Milking a Cow

Plate 3: Participation of Women in Small Scale Rearing and Ranching in Fundong

Source: Moye, 2023

5 Interview with a Mbororo women group leader and member of MBOSCUDA in Mezam, Bamenda

In plate 3, photo A shows sheep herded by girl children while Photo B shows a women extracting milk from a cow within a ranch. An interview conducted at the regional Delegation of Livestock and Animal husbandry (MINEPIA) revealed that livestock like sheep and goat are more resistant to the effects of climate change. As captured in this excerpt “...sheep rearing is gaining importance in many grazing zones and it is controlled by women and children. I think this type of livestock is more resistant to extreme events such as drought because it requires fewer resources than cattle...”<sup>6</sup>.

Milking is one of the traditional occupations of the Mbororos but nowadays, it is done mostly by women and children. The involvement of women has made it an important livelihood activity as milk gotten from the cattle is consumed on daily basis and it is also sold to get money for the acquisition of basic needs. The milk is equally transformed to butter which is a major source of food to the people of the area. Interviews revealed that;

“..milk is extracted from all the species of cows such as the Mbororo red cow (Mbororoji), the Aku white cattle, the Gudali, the Bouran and the dairy. The most important species in milk production is the dairy cows which can produce about 10-litres of milk daily.”<sup>7</sup>

This is an important income generating activity among the Mbororo women which has helped them to support their husbands in the running of their households.

### Constraints Faced by Mbororo Women in Implementing Adaptation

Indigenous Mbororo women have rich knowledge systems that can curb the negative consequences of climate change but they have not been mainstreamed into adaptation policies due to a set of drawbacks. These drawbacks were coded from interviews and the code frequency was expressed in percentages (Figure 1). The code frequency or groundedness refers to the number of times a quotation or an idea is expressed by different individuals during interviews.

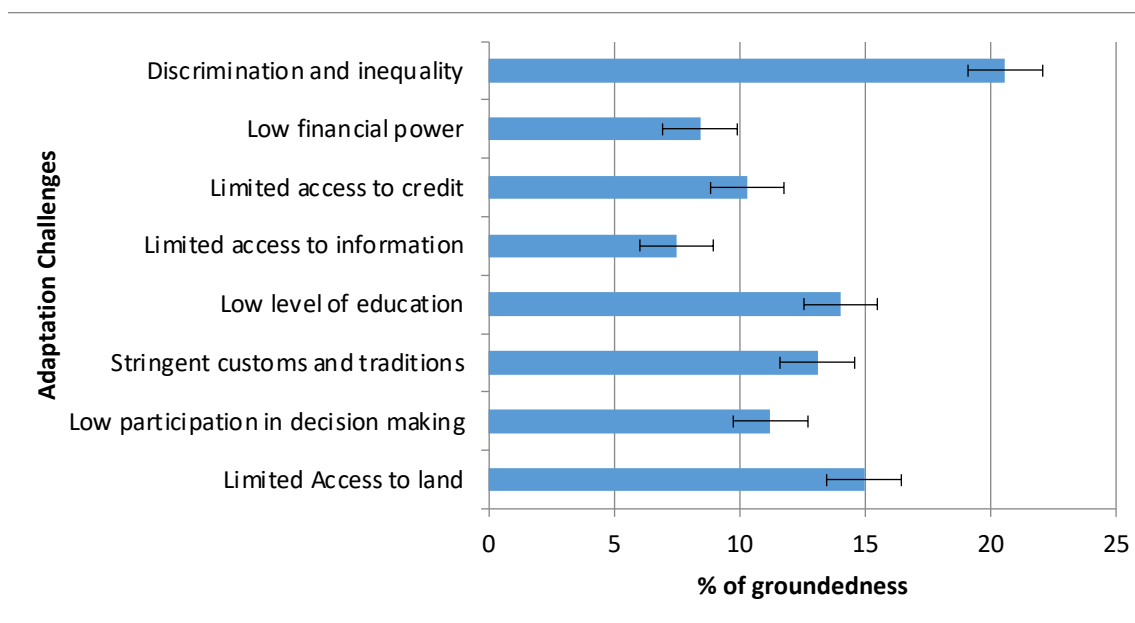


Figure 1: Challenges of Mbororo Women in Adapting to Climate Change

Source: Fieldwork, 2024

6 Interview conducted at the Regional Delegation of Livestock and Animal husbandry (MINEPIA) for the North West Region in 2023.

7 Interview with a Mbororo woman involved in cow milking in Funding in 2023.

As shown in Figure 1, indigenous women suffer from discrimination and inequality against their male counterparts as indicated by 20.5% of respondents. Also, limited access to land and landed property (15%), low level of education (14%), limited access to climate change information (7.5%), inadequate credit facilities (10.3%) and low purchasing power (8.4%) have reduced adaptive capacity. These challenges are exacerbated by stringent customs and traditional values (13.1%) of the Mbororos which hinder women from participating in knowledge-sharing platforms and decision-making in the management of natural resources (11.2%). These challenges have made women highly vulnerable to weather shocks. Besides being discriminated against by the native population due to their statuses, the greatest challenges are within the Mbororo community as revealed by a female Mbororo elite;

*“...Mbororo women face difficulties due to their own cultural norms, such as “Polaako,” which hinder their development and education. These norms keep Mbororo women in the background and prevent them from getting formal education, leading to their underrepresentation in decision-making...”<sup>8</sup>*

Although the National Laws of Cameroon give equitable access to natural resources and productive assets. Cameroon also adopted the UN Declaration on the Rights of Indigenous Peoples in 2007 but indigenous women are not aware of their rights and obligations.

## Discussions

Climate change and related environmental stressors are compromising the livelihoods sources in Sub-Saharan Africa but the impacts are felt differently across sectors, communities and social groups. Mbororos of the North West region of Cameroon are pastoralists with stringent customs and traditional values that tend to discriminate against women in terms of access to resources and development as a whole. As such, their vulnerabilities to the vagaries of weather are high, leading to negative socio-economic outcomes (Nellemann et al, 2011; Amhair, 2021; Moye et al., 2021; Awiti, 2022). Understanding the role of indigenous women requires an in-depth analysis that under look their vulnerabilities to uncover their knowledge systems and abilities in coping with climatic shocks. The eco-feminist approach has helped in identifying the existing knowledge systems, transmission methods and evolution in agro-pastoral practices enhanced by women. However, there are challenges in the effective implementation of these knowledge systems. This corroborates with Feminists who attributed women’s challenges to a male-dominated value system that governs everyday social realities and inequalities generated and perpetuated by culture (Carvarjal Escobar et al., 2008, p. 279; McGaughey, 2021, p. 14)

However, studying indigenous women in Africa and their role in adaptation goes beyond the gender norms developed by eco-feminists in the Western world. Though the capitalist dimension distorts the notion of scientific knowledge as opined by N. Wane and D. Chandler, (2002, p. 88), this work showcases the importance of traditional knowledge systems in adaptation. Findings have shown that Mbororo women have a plethora of sustainable practices such as pasture cultivation and fodder collection, rearing of small ruminants, dairy farming and milking of cows as well as the diversification of livelihoods. These livelihood options that are often employed during periods of climatic stress have improved their resilience to the effects of climate change. Their efforts have proven to be very useful during transhumance periods, as men travel with their herds in search for pasture and water. Extant scholarly works have sufficiently demonstrated the contributions of indigenous women in climate change adaptation in East Africa and Asia. In Kenya for instance, the Maasai and the Turkana are indigenous pastoralist communities that live in arid and semi-arid areas prone to the adverse effects of climate change. Despite their vulnerabilities, their women have been actively involved in mobility, alternative livestock feeding options, fodder cultivation and livelihoods diversification to reduce climate related shocks (World Bank, 2012). The relationship between gender and climate in East Africa and Asia have been given some considerable attention (Carvarjal Escobar et al, 2008; Zoia et al, 2021; Deininger et al, 2023) but the adaptation abilities of indigenous Mbororo women in Cameroon are yet to be fully explored. Policies and research have focused on the pygmies of the forest zones due to the rich forest resources that are under exploitation.

8 Interview with a female Mbororo elite and human rights activist in 2023

On the other hand, pastoralists occupy marginal lands and steep slopes which are often regarded as unproductive. It was therefore important to examine the capacity of Mbororo women in enhancing sustainable practices despite the challenges faced. This study therefore bridges this knowledge gap and calls for an eco-feminist perspective that does not only consider women as victims but seeks to exploit their knowledge systems.

## Conclusion and Perspectives

This work on the role of indigenous Mbororo women in climate change adaptation in the North West region of Cameroon had as its objective to examine the contributions of women and their constraints in coping with increasing weather shocks and related stressors. Using a qualitative approach, data was collected and x-rayed using the lens of the eco-feminism theory. Findings revealed that climate change has led to a reduction in agro-pastoral resources with negative consequences on the livelihoods of Mbororo communities. Gendered differences resulting from discrimination, inequalities, low participation in decision making and limited access to land and other natural resources have exacerbated the level of vulnerability among women. However, this work revealed that indigenous Mbororo women have a rich knowledge system that reduces the impacts of climate change. Their ecological knowledge systems permit them to predict changes in climatic events such as the occurrence of dry spells. It was revealed that “climate seers” read changes in the moon, plant and animal behaviors to forecast climate changes. This has been very useful in the planning of agro-pastoral activities. Equally, women involvement in livestock rearing and the diversification of livelihoods are practices that have increased their resilience. Hence, proper adaptations in the Mbororo communities require a gender-responsive approach that considers the views of the local population.

## Bibliography

- Amhair, L. (2021). A gender approach to climate change resilience. *Arribat – International Journal of Human Rights*, 1(2), 8.
- Arshad, Z., Akhtar, K., Khan, L. A., & Ullah, A. (2021). Women's participation and their constraints in livestock management activities: A case study of district Bahawalpur in Punjab, Pakistan. *International Journal of Veterinary Science & Research*, 7(2), 83–87. <https://dx.doi.org/10.17352/ijvsr.000085>
- Awiti, A. (2022). Climate change and gender in Africa: A review of impact and gender-responsive solutions. *Frontiers in Climate, Security & Climate Services*, 14. <https://doi.org/10.3389/fclim.2022.895950>
- Babugura, A. (2010). *Gender and climate change: South Africa case study*. Heinrich Böll Foundation Southern Africa. <https://www.boell.org.za>
- Brody, A., Demetriades, J., & Esplen, E. (2008). *Gender and climate change: Mapping the linkages, a scoping study on knowledge and gaps*. Institute of Development Studies (IDS). <http://www.bridge.ids.ac.uk/>
- Carvajal-Escobar, Y., Quintero-Angel, M., & Vargas, G. (2008). Women's role in adapting to climate change and variability. *Advances in Geosciences*, 14, 277–280.
- Chingarande, D., Huyer, S., Lanzarini, S., Makokha, J., Masiko, W., Mungai, C., Njuki, J., Adera, E. O., & Omolo, N. W. G. (2020). *Mainstreaming gender into national adaptation planning and implementation in Sub-Saharan Africa*. CCAFS Working Paper No. 323. CGIAR Research Program on Climate Change, Agriculture and Food Security (CCAFS). <https://hdl.handle.net/10568/110699>
- Deiningner, F., Woodhouse, A., Kuriakose, A., Gren, A., & Liaqat, S. (2023). *Placing gender equality at the center of climate action*. World Bank Group Gender Thematic Policy Notes Series. World Bank. <http://hdl.handle.net/10986/39436>
- Fon, R., & Ndamba, M. (2008). *Mboscuda's access to justice and promotion of land rights for the Mbororos of the North West of Cameroon*. MBOSCUDA North West Province, Bamenda-Cameroon.
- Forbang, E., Lengha, T. N., & Amungwa, A. (2020). The impact of livestock extension on the livelihood of Mbororo Fulani women in the North West Region of Cameroon. *Journal of Agricultural Studies*, 8(2), 666–677. <https://doi.org/10.5296/jas.v8i2.17076>
- Gaard, G. (2015). Ecofeminism and climate change. *Women's Studies International Forum*, 49, 20–33. <https://doi.org/10.1016/j.wsif.2015.02.004>
- Ginbo, T., & Hansson, H. (2023). Intra-household risk perceptions and climate change adaptation in sub-Saharan Africa. *European Review of Agricultural Economics*, 50(3), 1039–1063. <https://doi.org/10.1093/erae/jbad0>
- Harris-Coble, L., Balehegn, M., Adesogan, A., & Colverson, K. (2021). Gender and livestock feed research in developing countries: A review. *Agronomy Journal*, 259–276. <https://doi.org/10.1002/agj2.20875>

- Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC). (2014). *Climate change 2014: Synthesis report. Contribution of Working Groups I, II and III to the Fifth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change* (R. K. Pachauri & L. A. Meyer, Eds.). IPCC.
- Jabiru, A. (2006). From nomads to nationals, from nationals to undesirable elements: The case of the Mbororo/Fulani in North West Cameroon 1916–2008, a historical investigation. *International Journal of Latest Engineering and Management Research (IJLEMR)*, 10–19.
- Jabiru, A. (2017). The Mbororo problem in North West Cameroon: A historical investigation. *American Scientific Research Journal for Engineering, Technology, and Sciences (ASRJETS)*, 37–48. <http://asrjetsjournal.org/>
- Johnson, O. (2022). A woman's place is in the resistance: An ecofeminist response to climate change. *Student Theses*, 71. [https://research.library.fordham.edu/environ\\_2015/128](https://research.library.fordham.edu/environ_2015/128)
- Mekuyie, M., Jordaan, A., & Melka, Y. (2018). Understanding resilience of pastoralists to climate change and variability in the Southern Afar Region, Ethiopia. *Climate Risk Management*, 20, 1–10. <https://doi.org/10.1016/j.crm.2018.02.004>
- McGaughey, C. (2021). *Girls' education and climate resilience in Sub-Saharan Africa's agricultural sector. International Human Rights Internship Program Working Paper Series*, 10(1), 46.
- Molua, E. (2011). Farm income, gender differentials, and climate risk in Cameroon: Typology of male and female adaptation options across agroecologies. *Sustainability Science*, 6(1), 21–35. <https://doi.org/10.1007/s11625-010-0123-z>
- Molua, E. (2007). The economic impact of climate change on agriculture in Cameroon. *World Bank Policy Research Working Paper Series*, 4.
- Moye, E., Hassan, U., & Nfor, J. T. (2021). Implications of climatic stressors on agro-pastoral resources among Mbororo communities along the slopes of Kilum-Ijim Mountain, North West Region, Cameroon. *Frontiers in Sustainable Food Systems, Land, Livelihoods and Food Security*. <https://doi.org/10.3389/fsufs.2021.685071>
- Nellemann, C., Verma, R., & Hislop, L. (Eds.). (2011). *Women at the frontline of climate change: Gender risks and hopes*. United Nations Environment Programme, GRID-Arendal.
- Ngalim, A. (2015). Cattle rearing systems in the North West Region of Cameroon: Historical trends on changing techniques and strategies. *Journal of Educational Policy and Entrepreneurial Research (JEPER)*, 2(10), 175–189.
- Njieassam, E. (2019). Gender inequality and land rights: The situation of indigenous women in Cameroon. *Pioneer in Peer-Reviewed, Open Access Online Law Publications*, 33. <https://doi.org/10.17159/1727-3781/2019/v22i0a4907>
- Ogbeide-Osaretin, N., & Efe, O. (2022). Climate change mitigation and gender inequality nexus: Evidence from Sub-Saharan Africa. *Journal of Economics and Allied Research*, 7(1), 12.
- Okali, C., & Naess, L. O. (2013). *Making sense of gender, climate change and agriculture in sub-Saharan Africa: Creating gender responsive climate adaptation policy* (Working Paper No. 057). Future Agricultures. <http://www.future-agricultures.org>
- Oyosi, S. (2016). *Gender resilience to climate change adaptation in Africa: A case study of women in Eastern Kenya* (Master's thesis). University of Nairobi.
- Santino, O. A. (2020). *Climate change and women's rights in Sub-Saharan Africa: A literature review* (Master's thesis). Diaconia University of Applied Sciences.
- Senja, O. (2021). Gender and climate change: Challenges and opportunities. *HAPSc Policy Briefs Series*, 2(2), 85–93. <https://doi.org/10.12681/hapscpbs.29494>
- Shafiq, M. (2008). Analysis of the role of women in livestock production in Balochistan, Pakistan. *Journal of Agriculture & Social Sciences*, 4(1), 18–22. <http://www.fspublishers.org>
- Sutz, P., Beauchamp, E., & Bolin, A. (2021). *Routes to change: Rural women's voices in land, climate, and market governance in sub-Saharan Africa*. International Institute for Environment and Development (IIED). <https://www.iiied.org/20331iiied>
- Tantoh, H. B., McKay, T., Donkor, F. E., & Simatele, M. D. (2021). Gender roles, implications for water, land, and food security in a changing climate: A systematic review. *Frontiers in Sustainable Food Systems, Land, Livelihoods and Food Security*. <https://doi.org/10.3389/fsufs.2021.707835>
- Tantoh, H., Ebhuoma, E., & Leonard, L. (2022). Indigenous women's vulnerability to climate change and adaptation strategies in Central Africa: A systematic review. In *Indigenous knowledge and climate governance* (pp. 42–56). Springer. [https://doi.org/10.1007/978-3-030-99411-2\\_5](https://doi.org/10.1007/978-3-030-99411-2_5)
- UN Women Watch. (2009). *Women, gender equality and climate change*. The UN Internet Gateway on Gender Equality and Empowerment of Women. [www.un.org/womenwatch](http://www.un.org/womenwatch)
- United Nations. (2015). *The Paris Agreement regarding the United Nations Framework Convention on Climate Change*. Paris, December 12.
- United Nations. (2020). *Gender equality in climate change: Analysis report on gender in climate change policies, programs and NDC processes*.
- Wane, M., & Chandler, D. (2002). African women, cultural knowledge, and environmental education with a focus on Kenya's Indigenous women. *Canadian Journal of Environmental Education*, 7(1), 86–98.
- World Bank. (2012). *Indigenous peoples and climate change in Africa: Traditional knowledge and adaptation strategies* (Draft report).



*Double identité* [Photograph]. © Pamela Tulizo, 2025. Reproduced with permission.

# Colonialité : de l'Amérique latine à l'Afrique ?

## Michel Cahen

Historien

Directeur de recherche émérite au CNRS, centre « Les Afriques dans le monde », Sciences Po Bordeaux, France

[m.cahen@sciencespobordeaux.fr](mailto:m.cahen@sciencespobordeaux.fr)

*Interview réalisée par*

## Philippe Lavigne Delville

Socio-anthropologue

Directeur de recherche à l'IRD, France

[philippe.lavignedelville@ird.fr](mailto:philippe.lavignedelville@ird.fr)

&

## Mame-Penda Ba

Professeure de science politique, université Gaston-Berger, Sénégal

Rédactrice en chef de *Global Africa*

[mame-penda.ba@ugh.edu.sn](mailto:mame-penda.ba@ugh.edu.sn)

*Historien de la colonisation portugaise, Michel Cahen s'intéresse depuis une vingtaine d'années au thème de la colonialité. Il a récemment publié Colonialité. Plaidoyer pour la précision d'un concept aux éditions Karthala (Paris, mai 2024), qui propose une lecture du concept et de ses enjeux, en dialogue critique avec les auteurs, principalement sud-américains, théoriciens du décolonial. Il souligne en particulier la diversité des « régimes de colonialité », liée à des expériences historiques coloniales et post-coloniales différentes, qu'il convient, selon lui, de différencier. Mame-Penda Ba et Philippe Lavigne Delville l'ont interrogé.*

### Philippe Lavigne Delville & Mame-Penda Ba

*Vous expliquez dans le prologue de votre livre que vous étiez initialement réticent devant le concept de colonialité, avant d'être progressivement convaincu « qu'il était indispensable à la compréhension de l'expansion du système-monde capitaliste sur la longue durée tout en respectant les innombrables nuances nécessaires » (p. 13). Pouvez-vous nous expliquer comment ces lectures s'intègrent dans une histoire de la pensée critique du capitalisme et ce qu'elles apportent par rapport aux approches postcoloniales et subalternes, par exemple ?*

**How to cite this paper:**

Cahen, M. (2025). Colonialité : de l'Amérique latine à l'Afrique ? *Global Africa*, (9), pp. 98-105.

<https://doi.org/10.57832/qhje-zf75>

Published: March 20, 2025

© 2024 by author(s). This work is openly licensed via [CC BY-NC 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/)



## Michel Cahen

Il y a deux questions dans votre question ! Premièrement, oui, je suis resté longtemps très réticent face aux études postcoloniales (on ne parlait pas encore vraiment de décolonial). Je suis un historien de formation marxiste – un partisan du matérialisme historique – et j'étais donc déjà très familier des concepts d'exploitation, d'oppression, d'aliénation, d'impérialisme, de dépendance, de système-monde capitaliste, etc. J'avais du mal à voir ce que le postcolonial apportait de vraiment nouveau et j'avais une bonne raison pour cela : je ne voyais pas les conséquences politiques de l'approche postcoloniale.

En tant que marxiste, j'étais évidemment très critique face aux régimes de paternalisme autoritaire en Afrique (et ailleurs), face au néocolonialisme, y compris pour les pays que j'étudiais, les anciennes colonies portugaises d'Afrique. Même si les cinq pays africains de langue officielle portugaise (Palop) usaient d'un discours radical, voire « marxiste-léniniste », je voyais bien qu'il s'agissait d'un discours de pouvoir et non d'émancipation du peuple, de la part d'élites politico-bureaucratiques qui n'étaient pas de vraies bourgeoisies et, pour cela même, avaient absolument besoin de la propriété de l'État pour leur reproduction sociale. Du reste, à peine dix ans après leur arrivée au pouvoir, ces élites « révolutionnaires » ont engagé le tournant néolibéral.

Les textes postcoloniaux n'étaient pas spécialement critiques envers cette situation d'intégration subalterne au système-monde capitaliste. Ce qui les intéressait davantage, c'était l'analyse textuelle, la critique épistémologique, la colonialité du savoir avant la colonialité du pouvoir. Attention, je ne dis pas que la question épistémique est secondaire ! Je dis qu'elle ne peut pas être traitée séparément de la question du pouvoir et de la nature de classe (voire de race, dans certains contextes) des États et des sociétés.

Mais – pour répondre à la seconde partie de votre question –, j'étais tout de même attentif à ces nouvelles productions (et aux *Subaltern Studies* du Bengale dans les années 1980) pour deux raisons : je voyais chez nombre de marxistes une sorte d'économicisme et d'hyper-classisme. En dernière analyse, l'économie aurait été déterminante et seule la conscience de classe ne serait pas une fausse conscience. Je force le trait ici, mais il y a de cela. Or, « en dernière analyse » ne veut pas dire « à la fin » ou « en fin de compte dans la réalité » : cela veut dire que, dans l'analyse que l'on fait d'une société, la question matérielle est déterminante. Mais dans la vie quotidienne des gens et leurs consciences, c'est loin d'être toujours le cas. Si tous les prolétaires avaient une conscience de classe correspondant exactement à leur situation sociale, il y a longtemps que la révolution socialiste mondiale serait faite !

Pour la même raison, même si cela semble réglé maintenant, certains marxistes ont eu du mal à intégrer la question féministe parce qu'elle n'était pas réductible à l'oppression capitaliste et parce que le mouvement des femmes devait être autonome (pourtant, comme vous le savez bien, le féminisme intersectionnel ne nie pas du tout la lutte des classes !).

Par ailleurs, en tant qu'historien, comment analyser l'expansion coloniale à partir du xv<sup>e</sup> siècle ? N'était-ce pas déjà du capitalisme, esclavagiste et mercantiliste, mais capitaliste ? Oui, ce l'était, mais ce n'était pas le mode de production capitaliste (MPC), soit parce qu'il n'existait pas encore (avant la fin du xviii<sup>e</sup> siècle), soit parce que le capitalisme moderne n'avait pas intérêt à l'implanter. Mes études sur le Mozambique colonial et la lecture d'Immanuel Wallerstein m'ont aidé à comprendre cela : exporter le MPC à l'ère impérialiste aurait signifié prolétariser des sociétés entières. Or un prolétaire vit (ou vit très principalement) de la vente de sa force de travail. Si un patron le paie en dessous du coût de sa reproduction sociale, il meurt ou s'enfuit. C'est pourquoi il est plus rentable de ne pas prolétariser, mais de maintenir des sociétés indigènes subalternisées et soumises au travail forcé, dans lesquelles le travail des femmes produit encore l'essentiel des biens de subsistance. Les hommes partent en travail forcé pour le colon, les femmes restent au village pour produire la nourriture et assurer la survie des enfants. Cet espace social produit par l'expansion capitaliste sans implantation du MPC, c'est l'espace de la colonialité, une formation sociale où le prolétariat (au sens de Marx) est faible et n'est pas forcément la classe la plus exploitée, un espace où des sociétés indigènes ont pu survivre avec une partie de leurs épistémés et modes de production domestique.

Il y avait des études marxistes là-dessus, bien sûr, notamment avec le concept d'articulation des modes de production, très utile. Mais, à part le concept juste (mais purement économique) de capitalisme périphérique, il me semble qu'on avait du mal à conceptualiser ces sociétés entières façonnées par une intégration non capitaliste (au sens de « sans MPC ») au système-monde capitaliste. En ce sens, une partie de la réflexion postcoloniale et, surtout, décoloniale, peut être utile pour enrichir le marxisme.

Certains marxistes (je pense aujourd'hui notamment à l'ouvrage collectif *Critique de la raison décoloniale. Sur une contre-révolution intellectuelle*, L'Échappée, Paris, novembre 2024), sans tomber dans l'hyper-classisme ou l'économicisme que je viens de remettre en question, critiquent l'essentialisme, le culturalisme, le néotraditionalisme de nombre de penseurs décoloniaux, etc., et s'affirment en conséquence anti-décoloniaux (tout en dénonçant la critique réactionnaire du décolonial). Je me sens très proche de ces critiques et j'en ajoute même d'autres (l'orientalisme, le campisme, l'hispanocentrisme des décoloniaux *mainstream*, etc.). Mais j'affirme que la réflexion sur la colonialité, comprise comme l'espace social produit par l'expansion capitaliste sans implantation du MPC, avec toutes ses conséquences culturelles et épistémiques, permet de mieux comprendre le système-monde et d'éviter l'eurocentrisme. Attention, je ne dis évidemment pas que le marxisme est un eurocentrisme (je discute longuement cela dans mon ouvrage), mais il y a des usages eurocentriques du marxisme. Réfléchir à la colonialité d'un point de vue matérialiste permet de recréer l'unité des sociétés : il n'y a pas d'un côté la lutte des classes – et quelles classes, en condition de colonialité ? – et d'un autre la résistance épistémique, tout cela est unifié dans *l'individu* (ce que l'on ne peut pas diviser). Il est vain de savoir qui, de la classe ou de la culture (y compris la conscience de race), va provoquer « d'abord » la lutte : cela ne se passe pas comme cela dans les mouvements sociaux. Un mouvement peut commencer pour des raisons économiques alors qu'il n'y a pas eu de rupture idéologique avec les dominants, mais le mouvement va provoquer cette rupture, au moins partielle. Inversement, une agression culturelle peut provoquer un mouvement social qui va porter sur l'amélioration des conditions de vie, etc. Une fois débarrassée de ses oripeaux essentialistes, l'approche décoloniale me semble donc permettre d'être « mieux marxiste », sans economicisme et hyper-classisme. Du reste, il faut en finir avec l'idée que Marx ne raisonnait qu'en fonction de l'Europe. S'il y a un concept bien dépassé aujourd'hui qu'il avait forgé avec la documentation insuffisante dont il disposait, c'est celui de « mode de production asiatique » : mais cela prouve au moins qu'il ne pensait pas qu'à une évolution des classes à l'européenne.

*Colonialité* n'est pas synonyme de *colonisation*, ni de *néocolonialisme*. La colonisation est une forme de colonialité, mais la colonialité est un concept plus large. La colonialité est l'ensemble des rapports sociaux (avec toutes les conséquences culturelles qui en découlent) de type colonial indépendamment du statut formel du territoire. Que veut dire « de type colonial » ? Les colonisations ont été extrêmement diversifiées, mais elles ont toutes eu des points communs « fondateurs » : la présence d'un envahisseur, puis occupant, historiquement exogène (même s'il se créolise en restant sur place au fil des générations), qui se maintient au pouvoir par des politiques discriminatoires envers les populations indigènes (j'emploie ce mot au sens anthropologique), une subalternisation de sociétés entières (par l'échange inégal, la dette imaginaire, le paternalisme autoritaire, l'implantation d'esclaves exogènes sur des portions importantes de leurs territoires), une idéologie d'évangélisation/développement fondée sur un complexe de supériorité, etc.

Voici deux exemples presque caricaturaux : la Bolivie est indépendante depuis le 6 août 1825, elle a rompu à cette date avec l'Espagne impériale. Mais elle est restée une colonie : ce sont les colons qui ont pris le pouvoir et ont fondé leur propre État. Ce fut une indépendance sans décolonisation. Jusqu'à l'arrivée au pouvoir d'Evo Morales en 2005, le pays, peuplé à 70 % d'indigènes, avait gardé un État purement hispanique. Voici un cas presque « pur » de colonialité. Le Brésil se proclama souverain le 7 septembre 1822, mais c'est le prince impérial lui-même qui déclara l'indépendance et rompit avec le Portugal : la société restait coloniale ! La colonialité continue d'exister après la colonisation formelle dans de nombreuses régions du monde.

Attention, je ne parle pas ici de *néocolonialisme* : le néocolonialisme est une politique d'un État ou d'un gouvernement qui prône et pratique l'intégration subalterne au système-monde capitaliste. La colonialité est relative au pays, à la société. Les deux sont liés bien sûr, mais ce n'est pas le même degré d'analyse.

Philippe Lavigne Delville & Mame-Penda Ba

*En même temps, vous faites plusieurs critiques très fortes à ces théories. En particulier, vous considérez dans les passages de votre ouvrage sur les « régimes de colonialité » qu'elles tendent à une « réification de l'Occident » et de la « Modernité », et qu'elles pèchent par « latino-centrisme ». Pouvez-vous expliquer ce que vous entendez par là ?*

Michel Cahen

Le courant *mainstream* des études décoloniales (W. Mignolo, H. Dussel, R. Grosfoguel, N. Maldonado-Torres, etc.) a accentué la dérive épistémique déjà sensible chez leur fondateur, le Péruvien Aníbal Quijano (1992). Au lieu de considérer la colonialité comme un système social complet, ils la réduisent à une « matrice épistémique » (une idéologie, aurait dit Marx). Il n'y a pratiquement plus que l'aspect subjectif, cognitif. Selon eux, il faut rompre avec cette matrice et ils parlent de moins en moins de capitalisme et de plus en plus d'« Occident » et de « Modernité », sans jamais les définir. L'émancipation viendrait de la rupture avec les valeurs occidentales – la « désobéissance épistémique », selon Walter Mignolo. Cela réifie et homogénéise l'Occident (pourtant un morceau énorme de la planète, avec des sociétés très différentes), responsabilise la totalité de la population du « Nord » (même les prolétaires) pour la misère du « Sud global » – remarquez que ce concept (« Sud ») a remplacé ceux de capitalisme périphérique et de tiers-monde, en une « géographisation » des concepts.

Certains décoloniaux prônent donc la lutte épistémique contre l'Occident, sans jamais le définir. Ils décident que Poutine (Russie), Assad (Syrie), Modi (Inde) sont anti-occidentaux et doivent donc être soutenus. Or, ces trois régimes, que je viens de citer, sont tout aussi capitalistes-impérialistes que les États-Unis ou la France. Du coup, certains ne voient plus la lutte de libération nationale ukrainienne, ils réduisent la guerre à une guerre inter-impérialiste, et préfèrent appuyer le camp « anti-occidental ». La lutte contre le capitalisme a disparu, tout comme les luttes de libération nationale. Par exemple en ce qui concerne l'Ukraine, il y a bien sûr un *aspect* inter-impérialiste dans le conflit (ce n'est pas par internationalisme que l'OTAN soutient – un peu – l'Ukraine), mais considérer que la *nature-même* du conflit est inter-impérialiste (ce qui mène au neutralisme pacifiste) occulte tout simplement les Ukrainiens et leur souhait de rester indépendants, de rester une nation.

Mais comme vous le soulignez dans votre question, cette dérive a une origine, qui est le latino-centrisme. Le postcolonial (je distingue la théorie postcoloniale – sans trait d'union – de la période post-coloniale – avec trait d'union) dénonçait, avec raison, l'eurocentrisme toujours présent dans nombre de textes littéraires, journalistiques, de sciences sociales, produits en Europe ou en Amérique du Nord. Le décolonial a poursuivi sur cette voie, et au départ de manière, plus politique, plus militante. Mais il a succombé à son origine géographique, en Amérique andine et chez des universitaires latinos installés aux États-Unis. Ils ont considéré que tout venait de chez eux : « 1492 » (date de l'arrivée de Christophe Colomb dans le « Nouveau Monde ») serait la date de naissance du système-monde capitaliste, de la race, du genre, de l'État-nation... Je ne peux entrer ici dans les détails, mais il s'agit d'une ignorance complète de la manière dont fonctionnait l'Ancien Monde (l'ensemble Europe-Afrique-Asie), avec un système-monde déjà en place depuis des années (commerce avec la Chine, l'or du Ghana irriguant toute l'Europe médiévale, une traite servile blanche depuis les pays slaves jusqu'en 1453 – la chute de Constantinople – ou par la piraterie en Méditerranée, une traite servile noire transsaharienne puis très tôt (1440), une traite est-atlantique le long des côtes de l'Afrique occidentale. Il y avait plus de 150 000 esclaves noir-e-s en péninsule ibérique et en Italie au début du XVI<sup>e</sup> siècle. Je ne dis pas que « 1492 » n'est pas une date importante, loin de là. Je dis que l'apparition et l'élargissement du système-monde fut un *processus* multiséculaire, et ne date pas de

1492. Nos décoloniaux *mainstream* semblent aussi ignorer qu'au départ (disons jusqu'à la mi-xvi<sup>e</sup> siècle), l'expansion portugaise le long des côtes de l'Afrique et en Asie fut plus rentable que le pillage des *descobridores* aux Amériques (qui commence du reste vingt à trente ans après 1492).

Mais même si l'on n'étudie que les Amériques, il y a une tendance chez nombre de décoloniaux à uniformiser les situations. Or, il y a une différence énorme entre la Bolivie où la population indigène fait 70 % de la population totale et le Brésil où elle représente 0,6 %. Les deux pays sont façonnés par la colonialité, mais de manière différente [je précise que j'emploie le mot « indigène » car c'est ce vocable qu'utilisent les intéressés, qui ne veulent surtout pas être qualifiés d'« Indiens », appellation coloniale – soit ils ont leurs noms de peuple (Mapuches, Quechuas, Tupi, etc.), soit ils se rattachent à la catégorie sociale des indigènes, celle des peuples autochtones]. Les décoloniaux *mainstream* sont surtout hispaniques, ils ignorent bien trop la colonisation portugaise et les colonisations anglaise et hollandaise en Asie.

Philippe Lavigne Delville & Mame-Penda Ba

*Vous insistez sur l'importance de la diversité des histoires coloniales et post-coloniales (au sens de « après la colonie ») et sur les liens variés entre décolonisation et indépendance. Quelles sont pour vous les clés d'analyse de cette diversité, et en quoi, en particulier, les situations africaines diffèrent-elles des situations latino-américaines ?*

Michel Cahen

Je viens de parler d'un pays, la Bolivie, où les indigènes font 70 % de la population totale et d'un autre où ils en représentent 0,6 % (Brésil). Cela est naturellement le résultat d'histoires très différentes. Au Brésil, 0,6 % des gens sont indigènes, mais plus de 50 % sont noirs (au sens brésilien de ce terme qui, au Sénégal, inclurait les métis). Ce n'est pas un hasard. Et il y a aussi des géographies internes différentes : en Colombie, par exemple, la majorité de la population est hispano-métisse, mais la province occidentale *Pacífico* est très majoritairement noire en raison des anciennes plantations d'esclaves d'origine africaine. Autant de systèmes sociaux différents, d'histoires diverses et de régimes de colonialité distincts. Cela a des conséquences politiques énormes. Evo Morales a fait un grand pas vers la décolonisation de la Bolivie, c'est-à-dire sa réindigénisation quand il a essayé de promouvoir l'État plurinational de Bolivie. La décolonisation signifie qu'un territoire, autrefois indigène puis colonisé, redevient indigène (cela ne signifie pas que les éléments européens doivent partir, ils peuvent rester, mais sans les privilèges raciaux, c'est le *Majority Rule* qui n'interdit pas les minorités). Cette décolonisation peut être coiffée d'un *gouvernement* néocolonialiste, mais le *pays* a été décolonisé. C'est le cas du Sénégal, par exemple. Mais le Brésil, où les indigènes ne sont plus que 0,6 % de la population, ne pourra jamais être décolonisé. Toutefois, on peut y lutter contre la colonialité du pouvoir.

J'ai cité la Bolivie et le Brésil. Mais si j'emploie, pour le cas africain, le même mot que pour les Amériques, en Afrique (sauf Afrique du Sud), les « indigènes » représentent 99 % de la population. Cela signifie-t-il qu'il n'y a pas de colonialité économique, sociale, culturelle ? Bien sûr qu'il y en a. Elle est présente dans la définition même du pays : dans la grande majorité des cas, ce sont les frontières coloniales qui ont défini l'aire des nouveaux pays africains, sommés de devenir des nations alors que ces frontières coupaient en deux, voire en plusieurs morceaux, des nations africaines précoloniales (on les dévalorise aujourd'hui en les qualifiant d'« ethnies » ou de « tribus »). Ainsi, un même peuple sera mauritanien ou sénégalais parce que le colonisateur a décidé qu'un fleuve servirait de frontière, alors que, depuis toujours, il avait au contraire été un lien, un facteur d'unité. On pourrait trouver bien d'autres exemples.

Le vocabulaire politique, voire l'anthropologie, ont sous-valorisé les nations africaines précoloniales comme pré-modernes, qui devraient peu à peu disparaître au nom de la nation post-coloniale. C'est l'idée que « la tribu doit mourir pour que la nation vive », alors que d'autres modèles sont possibles, comme une nation de nations, un emboîtement d'identités. Le colonisateur a commencé cette négation, en particulier dans les cas français et portugais, tous les indigènes devant devenir peu à

peu français et portugais – ce qui n’empêchait pas la discrimination de classe et de race. Mais il faut noter que la plupart des élites africaines qui ont pris le pouvoir ont poursuivi cette œuvre : ayant accepté le territoire de la colonie – malgré un panafricanisme de circonstance – elles ont continué de diverses manières (je ne peux détailler ici) la « production de la nation » sans respect pour les nations précoloniales. Je viens de dire que d’autres modèles sont possibles, comme des nations de nations ; n’est-ce pas la réalité... au Royaume-Uni, qui inclut les quatre nations : anglaise, écossaise, galloise et nord-irlandaise ? Dans mon pays, en France, ce serait inimaginable, il ne peut y avoir qu’une nation et qu’un seul peuple en France ! On nie alors les Bretons, les Basques, les Corses, etc., sans parler de l’« Outre-mer ».

Il y a aussi une certaine idée de la « construction de la nation », très copiée du modèle européen et latin en particulier : non seulement il y a la dévalorisation des anciennes nations, déjà mentionnée, mais il y a aussi l’idée que la modernité, c’est le béton et non l’argile améliorée (pour les constructions « modernes »), que c’est l’alphabétisation dans la langue coloniale (même si parfois, dans les premières classes, on utilise aussi les langues nationales, mais surtout pour mieux apprendre ensuite la langue coloniale et point dans l’objectif d’aboutir au plurilinguisme généralisé), que les religions traditionnelles sont inférieures aux religions monothéistes.

Enfin – je n’aborde pas cet aspect dans mon livre –, je crois que l’intégration régionale est très façonnée aussi par la colonialité. Il faut distinguer la question du panafricanisme en général de celle des organisations d’intégration. On discute beaucoup des difficultés de l’intégration, de la meilleure manière de la réussir, mais on ne pose guère la question initiale : faut-il l’intégration ? Dans quel but ? Si un pays A produit du maïs et qu’un pays B produit du maïs, vont-ils échanger grand-chose ? Je caricature, bien sûr ! Mais l’objectif ne devrait pas être de cloner l’Union européenne, comme le fait la Communauté économique des États de l’Afrique de l’Ouest (Cedeao). Contrairement à ce que l’on croit, l’unité devrait être d’abord politique et on verrait plus tard si cela induit une unité économique. L’intégration régionale ne peut pas réussir si elle se construit comme une simple « circonscription » du capitalisme globalisé.

Cela pose naturellement la question de la nature du capitalisme (plutôt des capitalismes) périphérique(s). Ici, le néocolonialisme gouvernemental rejoint la colonialité des pays. Le fait de préférer exporter du pétrole brut plutôt que de ne puiser que ce que l’on peut transformer sur place (industries chimiques, engrais, etc.) et de donner la priorité à l’agriculture familiale et aux cultures vivrières est typique de la colonialité des élites au pouvoir : dégager des devises convertibles pour assurer leur reproduction sociale via l’État et vivre selon leur habitus peu ou prou... européen.

#### Philippe Lavigne Delville & Mame-Penda Ba

*Vous avez une définition du décolonial et de la décolonialité différente de celle des théoriciens latino-américains. Vous écrivez que « définir le décolonial seulement comme une déprise d’avec l’hégémonie idéologique “occidentale” est une impasse idéaliste qui verse très vite dans le culturalisme » (p. 172). Pouvez-vous préciser cette critique et expliquer en quoi vos définitions y échappent ?*

#### Michel Cahen

L’anticolonialisme lutte contre la colonisation et le colonialisme. Le décolonial lutte contre la colonialité et aboutit à la décolonialité. C’est lié mais ce n’est pas la même chose. Le décolonial *mainstream* a dérivé vers une optique purement épistémique et, malgré un vocabulaire parfois d’apparence radicale, en réalité il s’est dépolitisé : quelles sont les conséquences politiques des propositions faites ? Va-t-on simplement proposer aux Africains de « rompre avec les valeurs occidentales » ? Mais que sont les valeurs occidentales ? Il ne s’agit pas que de la défense des droits LGBTQ+ ou d’une lutte parfois maladroite contre l’excision financée par des ONG européennes ! Cela va-t-il affaiblir la domination économique capitaliste (et non « occidentale ») d’où qu’elle vienne (la Russie est un pays autant capitaliste que la France) ? Il n’y a pas de décolonialité sans mouvements sociaux, sans féminisme intersectionnel, sans luttes de classe.

Le décolonial *mainstream* (purement épistémique) en pointant l'« Occident » comme l'ennemi, uniformise cet immense espace hétérogène. D'une certaine manière, il fait comme les orientalistes d'autrefois qui inventaient l'« Orient » de leurs fantasmes, en un orientalisme à rebours. Il fait de même avec la « Modernité » qui serait « née » en 1492, sans voir que cette époque historique a inclus des courants très divers, y compris anti-esclavagistes et anti-coloniaux (avec les mots et concepts de l'époque, bien sûr). Il ne défend pas l'idée de « modernités alternatives » comme le faisaient les *Subaltern Studies* ; il défend qu'il faut rompre avec la modernité, versant ainsi dans le néotraditionalisme. Il homogénéise l'« Occident », mais considère en revanche qu'il y a une infinité d'épistémês au « Sud », bien qu'il accuse, avec raison, le colonialisme d'avoir provoqué un épistémicide généralisé. Comment les deux propositions peuvent-elles être possibles en même temps ? Un Occident (ou « Nord ») uniforme et un « Sud » protéiforme ? Pourquoi cela ? Cela dit, la question des épistémês est importante. N'importe quel militant révolutionnaire sérieux sait qu'il faut tenir compte au plus haut point des systèmes de pensée de chaque peuple. Mais on n'a pas besoin d'en faire des systèmes clos.

Du reste, la grande pluralité d'épistémês au « Sud » qui est affirmée, ne garantit en aucun cas qu'il n'y ait pas essentialisation du « Sud » lui-même. Les écrits décoloniaux restent très souvent très vagues et ne montrent jamais en quoi l'épistémê d'un peuple indigène serait libératrice ou contiendrait de substantiels éléments libérateurs. Supposer que toutes ces formations sociales ont en commun d'être fondées sur des principes radicalement opposés à ceux du « Nord », occulte leur immense diversité et reproduit quelque part le « grand partage » du XIX<sup>e</sup> siècle entre « sociétés modernes » et « sociétés traditionnelles » en inversant seulement le stigmat. Faire de cette infinie d'épistémês au Sud un gage global d'anti-occidentalisme est tout aussi homogénéisant et réifiant que l'abus des notions d'« Occident » et de « Modernité ». Finalement, le décolonial *mainstream* essentialise autant le « Nord » que le « Sud ».

De cette erreur découle une autre : la confusion catastrophique entre universalisme et uniformisation. Le fait que nombre des politiques impérialistes se soient parées d'un discours « universaliste » implique-t-il qu'il faille abandonner le concept ? On pourrait alors en faire de même avec bien d'autres, comme « nation » ou « démocratie ». Or, l'universalisme concret est opposé à l'universalisme abstrait ou surplombant de la bourgeoisie. Il est la convergence de ce qu'il y a de commun dans tous les peuples, il est l'affirmation qu'il n'y a pas de différences radicales (insurmontables) entre les peuples. C'est pourquoi le « pluriversalisme » des décoloniaux n'est pas du tout la pluralité des universels (si cela a un sens), mais la négation de tout universel. Du reste, le décolonial *mainstream* ne distingue pas entre universalismes abstrait et concret, il condamne l'universalisme tout court !

J'explique aussi dans le livre que « Sud global » ne veut rien dire. Premièrement, « Sud » tout seul ne veut rien dire, le mot est apparu quand, lors de la chute des pays staliniens (dits « communistes ») qui étaient censés être le « deuxième-monde », on a cessé de parler du tiers-monde (« troisième-monde »). Au lieu de dire « capitalisme périphérique » ou même « tiers monde » (expression qui incluait la notion de dépendance), on a utilisé cette expression géographique, le « Sud ». Or, qu'est-ce que le Sud ? Un milliardaire indien, angolais ou brésilien ? Un khalife mouride ? Un séparatiste casamançais ? Un quilombola brésilien ? Un enfant des rues de Maputo ? Un dictateur fasciste chilien ? Etc.

Quant à l'expression « Sud global », elle est encore pire, car elle signifie le contraire de ce que l'on prétend expliquer : le « Sud » (capitalisme périphérique) est certes *globalisé*, tout comme le « Nord » (capitalisme central), mais c'est le monde qui est *global* ! Utiliser l'expression « Sud global » signifie qu'il s'agirait d'une aire disposant de son propre système-monde, « global » à lui tout seul.

Mes définitions sont historicisées et matérialistes. Je parle de systèmes sociaux, de processus pluriséculaires, de diversités des situations (d'où mon concept de « régimes de colonialité »), je n'essentialise pas un « Occident » et un « Sud », je juge les théories critiques en fonction de leurs conséquences pratiques et politiques. J'affirme qu'il n'y a pas de décolonial sans mouvements sociaux. J'intègre la question épistémique (et la subjectivité en général) dans le mouvement social décolonial.

Je l'ai dit au début, certains marxistes qui présentent des critiques très proches des miennes sont « anti-décoloniaux », contre le concept même de colonialité. Je pense à l'inverse qu'un décolonial matérialiste est possible et souhaitable, afin de tenir compte, dans l'analyse marxiste, de la grande diversité des capitalismes sur la Terre. Mais il y a du travail pour développer cette orientation, certes critique mais qui ne jette pas le bébé avec l'eau du bain !

L'approche décoloniale, encore pratiquement absente en Afrique il y a une dizaine d'années, s'y développe maintenant rapidement (en particulier en Afrique du Sud, au Sénégal, au Cap-Vert). Le danger est de simplement « africaniser » les travers du décolonial d'origine latino-américaine. Le débat doit continuer.

Le 18 décembre 2024 et le 8 janvier 2025

# Coloniality: From Latin America to Africa?

## Michel Cahen

Historian, Emeritus Research Director at the National Centre for Scientific Research (CNRS), “Les Afriques dans le Monde” (LAM) center, Sciences Po Bordeaux

[m.cahen@sciencespobordeaux.fr](mailto:m.cahen@sciencespobordeaux.fr)

*Interview réalisée par*

## Philippe Lavigne Delville

Sociologist-anthropologist

Research Director at the Institute of Research for Development (IRD)

[philippe.lavignedelville@ird.fr](mailto:philippe.lavignedelville@ird.fr)

&

## Mame-Penda Ba

Professor of Political Science, Gaston Berger University, Senegal

Editor-in-Chief, *Global Africa*

[mame-penda.ba@ugb.edu.sn](mailto:mame-penda.ba@ugb.edu.sn)

*Michel Cahen is a historian of Portuguese colonialism, whose focus has been on the theme of coloniality over the last twenty years. He recent work includes “Colonialité: Plaidoyer pour la précision d’un concept” Karthala Editions (Paris, May 2024), providing an interpretation of the concept and its issues, in a critical dialogue with different authors, mainly South American decolonial theorists. He particularly emphasizes the diversity of “regimes of coloniality,” linked to different history of colonial and post-colonial experiences, which, in his view, should be differentiated. Mame-Penda Ba and Philippe Lavigne Delville have interviewed him.*

### Philippe Lavigne Delville & Mame-Penda Ba

*In the prologue of your book, you explain that you were initially reluctant to the concept of coloniality before gradually being convinced “that it was essential to understanding the expansion of the capitalist world-system over the long term, while respecting the countless nuances necessary” (p. 13). Could you explain how these readings fit into a history of critical thinking on capitalism and add value to postcolonial and subaltern approaches, for example?*

**How to cite this paper:**  
Cahen, M. (2025). Coloniality: From Latin America to Africa? *Global Africa*, (9), pp. 106-112.  
<https://doi.org/10.57832/f61j-yd22>

Published: March 20, 2025

© 2025 by author(s). This work is openly licensed via [CC BY-NC 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/)



## Michel Cahen

You have asked me two questions! To begin with, yes, for a long time I was very reluctant about postcolonial studies (there was not much talk about decolonial thinking back then). I am a Marxist-trained historian – a partisan of historical materialism – so I was already very familiar with concepts like exploitation, oppression, alienation, imperialism, dependence, the capitalist world-system, and so on. I found it difficult to understand how postcolonial theory could really provide new insights, and there was a good reason for this: I could not see the political consequences of the postcolonial approach.

As a Marxist, I was obviously highly critical of authoritarian paternalism regimes in Africa (and beyond), and of neocolonialism, including in the countries I studied, the former Portuguese colonies in Africa. Even though the five Portuguese-speaking African countries (PALOP) adopted a radical, even “Marxist-Leninist” discourse, I could clearly see that it was a discourse of power, not of people’s emancipation, from political-bureaucratic elites who were not real bourgeoisies and, for that reason, they absolutely needed state ownership for their social reproduction. Moreover, barely ten years after coming to power, these “revolutionary” elites embarked on a neoliberal turn.

Postcolonial texts were not particularly critical of this subaltern integration situation into the capitalist world-system. They were more interested in textual analysis, epistemological critique, and the coloniality of knowledge before the coloniality of power. Let us be careful however, as I am not saying the question of epistemic critique is secondary! I am saying it cannot be treated separately from the issue of power and class nature (or even race, in some contexts) of states and societies.

So– to answer the second part of your question –, I was still attentive to these new productions (and of the *Subaltern Studies* of Bengal in the 1980s) for two reasons: I saw in many Marxists a sort of economism and hyper-classism. In the final analysis, economics would have been determining, and only class consciousness would not be a false consciousness. I am exaggerating here, but there’s some truth to this. However, “in the final analysis” does not mean “in the end” or “ultimately in reality”: it means that, in the *analysis* we make of a society, the material question is determining. Notwithstanding that, in people’s daily lives and consciousness, that is far from always being the case. If all proletarians had a class consciousness that corresponds exactly to their social situation, the world socialist revolution would have been achieved a long time ago!

For the same reason, even though it seems to have been settled now, some Marxists found it difficult to integrate feminist issues because they could not be reduced to capitalist oppression, and because the feminist movement had to be autonomous (yet, as you well know, intersectional feminism does not deny class conflict at all!).

Furthermore, as a historian, how can we analyze colonial expansion from the 15<sup>th</sup> century onwards? Was it not already capitalism, both slave-based and mercantile, but capitalist nonetheless? Yes, it was, but it was not the Capitalist Mode of Production (CMP), either because it did not exist yet (before the end of the 18th century) or because modern capitalism had no interest in implementing it. My studies on colonial Mozambique and the reading of Immanuel Wallerstein helped me understand this: exporting the CMP to the imperialist era would have meant proletarianizing entire societies, but a proletarian lives (or mainly lives) off selling his labor power. If an employer pays him less than the cost of his social reproduction, he dies or flees. That is why it is more profitable not to proletarianize, but to maintain indigenous societies as subalternized and subjected to forced labor, where women’s labor still produces the majority of subsistence goods. Men go off to forced labor for the colonizer, while women stay in the village to produce food and ensure the survival of their children. This social space produced by capitalist expansion without implementing the CMP is the space of coloniality, a social formation where the proletariat (according to Marx) is weak and not necessarily the most exploited class, a space where indigenous societies could survive with part of their epistemes and domestic modes of production.

There were Marxist studies on this, of course, notably with the very useful concept of the Articulation of Modes of Production, but apart from the accurate (but purely economic) concept of peripheral capitalism, it seems to me that it was difficult to conceptualize these *entire societies* shaped by non-capitalist integration (in the sense of “without CMP”) into the capitalist world-system. In this regard, part of postcolonial and, especially, decolonial thinking can be useful in enriching Marxism.

Some Marxists (I am thinking here of the collective work “*Critique de la raison décoloniale: Sur une contre-révolution intellectuelle*,” L’Échappée, Paris, November 2024), without falling into hyper-classism or economism I have just questioned, criticize the essentialism, culturalism, and neo-traditionalism of many decolonial thinkers, etc., and consequently identify themselves as anti-decolonial (while denouncing the reactionary critique of decolonial thinking). I feel very aligned with these criticisms and even add some of my own (orientalism, campism, hispanocentrism among *mainstream* decolonials, etc.). However I assert that reflecting on coloniality, understood as the social space produced by capitalist expansion without the CMP implementation, with all its cultural and epistemic consequences, allows for a better understanding of the world-system and avoids Eurocentrism. Let’s be careful, I am obviously not saying that Marxism is Eurocentric (I have thoroughly discussed this topic in my book.), but there are Eurocentric practices of Marxism. Reflecting on coloniality from a materialist perspective allows to recreate the unity of societies: there is no such thing as class conflict on one side – and which classes, in conditions of coloniality? - and epistemic resistance on the other, all of this is unified in the *individual* (which cannot be divided). It is pointless to know whether class or culture (including racial consciousness) will “first” provoke the conflict: the dynamics of social movements are quite different. A movement may be initiated for economic reasons, even when there has been no ideological rupture with the elites, but the movement will provoke this rupture, at least partially. Conversely, cultural aggression can provoke a social movement that will focus on improving living conditions, and so on. Once freed from its essentialist trappings, the decolonial approach thus seems to allow for being “better Marxists,” without economism and hyper-classism. Furthermore, we must end the idea that Marx thought only in terms of Europe. If there is one concept today that is well outdated, one that he developed with the limited documentation at his disposal, it is the “Asiatic Mode of Production”. but this at least proves that he (Marx) did not think only in terms of European class evolution.

*Coloniality* is not synonymous with colonization, nor with neocolonialism. Colonization is a form of coloniality, but coloniality is a broader concept. Coloniality encompasses all colonial-type social relations (with all the cultural consequences they entail), independently of the formal territorial status. What does “colonial-type” mean? Colonizations were extremely diverse, but they all shared “foundational” similarities: the presence of an invader, then occupier, historically exogenous (even if they become creolized over generations), who maintains power through discriminatory policies against indigenous populations (I use this term in the anthropological context), subalternizing entire societies (through unequal exchange, imaginary debt, authoritarian paternalism, the settlement of exogenous slaves on large portions of their territories), an ideology of evangelization/development based on a superiority complex, etc.

Here are two almost caricatural examples: Bolivia has been independent since August 6, 1825; thus, breaking with imperial Spain from that date. However, Bolivia remained a colony: it was the colonists who took power and founded their own state. This was an independence without decolonization. Until Evo Morales came to power in 2005, the country, with 70% indigenous, had maintained a purely Hispanic state. This is nearly a “pure” case of coloniality. Brazil proclaimed its sovereignty on September 7, 1822, but it was the imperial prince himself who declared independence and broke with Portugal: the society remained colonial! Coloniality continues to exist after formal colonization in many regions of the world.

Let us be careful here, I am not talking about neocolonialism: neocolonialism is a state or government’s policy that advocates and practices subaltern integration into the capitalist world-system. Coloniality is relative to the country, to the society. Both are certainly linked, but it is not the same level of analysis.

## Philippe Lavigne Delville & Mame-Penda Ba

*Simultaneously, you make several strong critiques of these theories. In particular, in the sections of your book on “regimes of coloniality,” you argue that they tend toward “a reification of the ‘West’ and ‘Modernity,’” and that they are guilty of “Latino-centrism.” Could you explain what you mean by this?*

### Michel Cahen

The *mainstream* movement of decolonial studies (W. Mignolo, H. Dussel, R. Grosfoguel, N. Maldonado-Torres, etc.) has accentuated the epistemic drift already perceptible in their founder, the Peruvian Aníbal Quijano (1992). Instead of considering coloniality as a complete social system, they reduce it to an “epistemic matrix” (an ideology, as Marx would have said). There is practically nothing left but the subjective, cognitive aspect. According to them, we must break with this matrix, and they talk less and less about capitalism and more and more about the “West” and “Modernity,” without ever defining them. Emancipation would come from breaking away from Western values — the “epistemic disobedience,” according to Walter Mignolo. This reifies and homogenizes the West (which, after all, is a huge part of the world with very different societies), blames the entire population of the “North” (even the proletarians) for the misery of the “Global South” – note that this concept (“South”) has replaced those of peripheral capitalism and the Third World, turning into a “geographicalization” of concepts.

Some decolonial thinkers therefore advocate for epistemic conflicts against the West, without ever defining them. They decide that Putin (Russia), Assad (Syria), Narendra Modi (India) are anti-Western and must be supported. However these three regimes I just mentioned are as capitalist-imperialist as the United States or France. As a result, some no longer see the Ukrainian national liberation conflict; they reduce the war to an inter-imperialist conflict and choose to support the “anti-Western” camp. The fight against capitalism has disappeared, as have national liberation conflicts. For example, in the case of Ukraine, there is, of course, an inter-imperialist aspect to the conflict (it is not out of internationalism that NATO supports Ukraine, to a certain extent), but considering the *nature* of the conflict as purely inter-imperialist (leading to pacifist neutralism) simply obscures the Ukrainians’ desire to remain independent, to remain a nation.

However, as you pointed out in your question, this drift has an origin, which is Latino-centrism. Postcolonialism (I distinguish postcolonial theory – without a hyphen – from the post-colonial period – with a hyphen) rightly denounced the Eurocentrism still present in many literary, journalistic, and social science texts produced in Europe or North America. The decolonial movement continued along this path, initially in a more political, militant way, but it gave in to its geographical origin, in the Andean region of America and among Latino scholars in the United States. They considered that everything originated from their region: “1492” (the date of Christopher Columbus’s arrival in the “New World”) would be the birthdate of the capitalist world-system, race, gender, the nation-state... I cannot go into details here, but this reflects a complete ignorance of how the Old World (the entire Europe-Africa-Asia system) operated, with a world system already in place for centuries (trade with China, Ghana’s gold fueling all of medieval Europe, white slave trade from the Slavic countries until 1453 – the fall of Constantinople – or through piracy in the Mediterranean, trans-Saharan black slave trade, and the early (1440) East Atlantic trade along the coasts of West Africa). There were over 150,000 black slaves in the Iberian Peninsula and Italy by the early 16<sup>th</sup> century. I am not saying that “1492” is not an important date, far from it. I am saying that the emergence and expansion of the world-system was a *multi-century process* and did not begin in 1492. Our mainstream decolonial thinkers also seem to ignore that, initially (let us say until the mid-16<sup>th</sup> century), Portuguese expansion along the African and Asian coasts was more profitable than the plundering of the “*Descobridores*” (Explorers) in the Americas (which actually began twenty to thirty years after 1492).

However even if we only study the Americas, there is a tendency among many decolonial thinkers to homogenize the situations. Yet there is a huge difference between Bolivia, where the indigenous population makes up 70% of the total population, and Brazil, where it represents 0.6%. Both countries are shaped by coloniality, but in different ways [I have explained that I use the word “indigenous” because that is the term used by the people concerned; they certainly do not want to be referred to as

“Indians,” a colonial term – instead, they either use their ethnic names (Mapuches, Quechuas, Tupi, etc.), or they bound to the social category of indigenous peoples]. Mainstream decolonial thinkers are primarily Hispanic; they ignore the Portuguese colonization and the English and Dutch colonization in Asia far too much.

Philippe Lavigne Delville & Mame-Penda Ba

*You emphasize the importance of the diversity of colonial and post-colonial histories (in the sense of a period that comes “after the colony”) and the varied connections between decolonization and independence. What are, in your view, the keys to analyzing this diversity, and in particular, how do African situations differ from Latin American situations?*

Michel Cahen

I just mentioned a country, Bolivia, where the indigenous population represents 70% of the total population, and another country where the population makes up 0.6% (Brazil). This is naturally the result of very different histories. In Brazil, 0.6% of the people are indigenous, but over 50% are Black (in the Brazilian sense of the term, which in Senegal would include mixed-race people). This is not by chance. And there are also different internal geographies: in Colombia, for example, the majority of the population is Hispanic-mestizo, but the Western Province (Pacific) is predominantly Black due to the former African-origin slave plantations. There are so many different social systems, diverse histories, and distinct regimes of coloniality that lead to huge political consequences. Evo Morales made a major step toward decolonizing Bolivia, meaning its re-indigenization, when he (Evo Morales) tried to promote the Plurinational State of Bolivia. Decolonization means that a territory, once indigenous and then colonized, becomes indigenous again (this does not mean that European elements must leave, they can remain, but without racial privileges; it is *Majority Rule and Minority Rights*). This decolonization can be headed by a neocolonialist *government*, though the *country* has been decolonized. This is the case with Senegal, for example. But Brazil, where indigenous people are only 0.6% of the population, can never be decolonized. However, we can fight against the coloniality of power.

I mentioned Bolivia and Brazil. However in the case of Africa and the Americas, if I use the same term, in Africa (except South Africa), “Indigenous” people represent 99% of the population. Does this mean there is no economic, social, or cultural coloniality? Of course, there is. It is present in the very definition of the country: in most cases, it was the colonial borders that established new territories for African countries, which were forced to become nations even though these borders divided pre-colonial African nations into two parts or more (which today are undervalued and labeled “ethnicities” or “tribes”). For example, the same people will be Mauritanian or Senegalese because the colonizer decided that a river would serve as a border, when, historically, it had been a link, a unifying factor. Many other examples could be cited.

Political vocabulary, or even anthropology, has undervalued pre-colonial African nations as “pre-modern,” arguing that they should gradually disappear in favor of the post-colonial nation. It is the idea that “the tribe must die for the nation to live,” even though other models are possible, like a nation of nations, with nested identities. The colonizer initiated this negation, especially in the French and Portuguese cases, where all indigenous people had to gradually become French or Portuguese – though this did not prevent class and racial discrimination. But it is important to note that most African elites who came to power continued this work: having accepted the colonial territory – despite a Pan-Africanism of convenience – they continued in various ways (I cannot go into details here) the “nation-building process” with no respect for pre-colonial nations. I just mentioned that other models are possible, such as nations of nations; is it not the reality... in the United Kingdom, which includes four nations: English, Scottish, Welsh, and Northern Irish? In my country, France, this would be unthinkable; there can only be one nation and one people in France! Thus, the existence of Bretons, Basques, Corsicans, etc., is denied, not to mention the “Overseas Territories.”

There is also a certain idea of “nation-building,” largely copied from the European and Latin models: not only is there the devaluation of former nations, but there is also the idea that modernity is made of concrete and not just improved clay (for “modern” buildings), that it involves literacy in the colonial language (even though, in preschool classes, national languages are used not in order to widespread multilingualism, but to better learn the colonial language subsequently), and that traditional religions are inferior to monotheistic religions.

Lastly – though I do not address this aspect in my book – I believe that regional integration is also very shaped by coloniality. We must distinguish the issue of Pan-Africanism in general from that of integration organizations. There is a lot of discussion about the challenges and the best way to overcome them, but the fundamental question is rarely asked: is integration essential? For what purpose? If country A produces corn and country B produces corn, will they exchange much? Of course, I am exaggerating! But the goal should not be to clone the European Union, as ECOWAS does. Contrary to popular belief, unity should first and foremost be political, and only then could we see whether this induces economic unity. Regional integration cannot succeed if it is built as a mere “constituency” of globalized capitalism.

This naturally raises the issue of the nature of peripheral capitalism (or peripheral capitalisms). Here, governmental neocolonialism aligns with the coloniality of nations. Preferring to export raw oil rather than to merely extract what can be processed locally (chemical industries, fertilizers, etc.) and prioritize family farming and food crops, is typical of the coloniality of the ruling elites: generating convertible currencies to ensure their social reproduction through the State and live according to their habits, more or less... European.

**Philippe Lavigne Delville & Mame-Penda Ba**

*You have a definition of decolonial and decoloniality that differs from that of Latin American theorists. You write that “defining decolonial only as a disengagement from the ideological hegemony of the ‘West’ is an idealistic dead-end that quickly falls into culturalism” (p. 172). Could you clarify this critique and explain how your definitions avoid it?*

**Michel Cahen**

Anti-colonialism fights against colonization and colonialism. Decolonial fights against coloniality and leads to decoloniality. The terms are related, but they are not the same thing. Mainstream decolonialism has shifted towards a purely epistemic perspective and, despite sometimes radical-sounding vocabulary, in reality, it has become depoliticized: what are the political consequences of the proposals made? Are we simply going to propose to Africans to “break with Western values”? But what are Western values? It is not just about defending LGBTQ+ rights or sometimes clumsy efforts to fight against female genital mutilation funded by European NGOs! Will this weaken capitalist economic domination (and not “Western” domination) wherever it comes from (Russia is as capitalist as France)? There is no decoloniality without social movements, without intersectional feminism, without class conflicts.

Mainstream decolonial approach (purely epistemic) points to the “West” as the enemy, homogenizing this vast and heterogeneous space. In a way, it is like the former Orientalists who invented the “Orient” from their fantasies, creating a reverse orientalism. The same applies to “Modernity,” which supposedly “was born” in 1492, without seeing that this historical period included very diverse movements, including anti-slavery and anti-colonial movements (with the words and concepts of the time, of course). It does not defend the idea of “alternative modernities” as the *Subaltern Studies* did; it argues that we must break with modernity, thus falling into neotraditionalism. It homogenizes the “West,” but on the other hand, it considers there to be an infinity of epistemes in the “South,” although it rightly accuses colonialism of having caused a generalized epistemicide. How can these two propositions be possible simultaneously? A uniform “West” (or “North”) and a protean “South”?

Why is this the case? That said, the issue of epistemes is important. Any serious revolutionary militant knows that it is crucial to take into account each people's thinking system. However there is no need to make them closed systems.

Furthermore, the affirmed great plurality of epistemes in the "South" does not guarantee that there is no essentialization of the "South" itself. Decolonial writings are often very vague and never show how an indigenous people's episteme would be liberatory or contain substantial liberatory elements. Assuming that all these social formations share principles radically opposed to those of the "North" obscures their immense diversity and somehow reproduces the "great divide" of the 19th century between "modern societies" and "traditional societies," by simply reversing the stigma. Making this infinity of epistemes in the South a global pledge of anti-Westernism is just as homogenizing and reifying as the abuse of the "West" and "Modernity" concepts. Ultimately, mainstream decolonial approach essentializes both the "North" and the "South."

One mistake leads to another: the catastrophic confusion between universalism and uniformity. Does the fact that many imperialist policies have cloaked themselves in a "universalist" discourse mean that we must abandon the concept? Could we then do the same with other concepts like "nation" or "democracy"? However, the real contradiction in practice is between the abstract universalism and the concrete universalism of the bourgeoisie. Concrete universalism is the convergence of what is common in all peoples, affirming that there are no radical (insurmountable) differences between peoples. This is why the "pluriversality" of decolonial thinkers is not at all the plurality of universals (if that even makes sense), but the negation of all universals. Furthermore, mainstream decolonial approach does not distinguish between abstract and concrete universalism; it condemns universalism as a whole!

I also explain in the book that "Global South" means nothing. First, "South" by itself means nothing; the term appeared when, with the fall of Stalinist (so-called "communist") countries that were supposed to be the "second world," the term "third world" was no longer used. Instead of saying "peripheral capitalism" or even "third world" (a term that included the notion of dependency), we used this geographical expression, "the South." But what is the South? An Indian, Angolan, or Brazilian billionaire? A Mouride Khalif? A Casamance separatist? A Brazilian quilombola? A street child from Maputo? A Chilean fascist dictator? And so on.

As for the expression "Global South," it is even worse, as it means the opposite of what is being explained: The "South" (peripheral capitalism) is indeed *globalized*, just like the "North" (central capitalism), but it is the world itself that is *global*! Using the term "Global South" suggests that it refers to a territory with its own world-system, "global" all on its own.

My definitions are historicized and materialist. I speak of social systems, century-old processes, and the diversity of situations (hence my concept of "regimes of coloniality"); I do not essentialize "West" and "South" and I judge critical theories based on their practical and political consequences. I assert that there is no decoloniality without social movements. I integrate the issue of epistemic (and subjectivity in general) into the decolonial social movement.

As I said at the beginning, some Marxists who offer critiques very similar to mine are "anti-decolonial," against the very concept of coloniality. On the contrary, I believe that a materialist decolonial approach is both possible and desirable, to take into account the great diversity of capitalisms on Earth in Marxist analysis. However there is work to be done to develop this orientation, which is certainly critical but does not throw the baby out with the bathwater!

The decolonial approach, which was practically absent in Africa just a decade ago, is now spreading rapidly there (particularly in South Africa, Senegal, and Cape Verde). The danger is simply to "Africanize" the flaws of the Latin American-originated decolonial approach. The debate must continue.

December 18, 2024, and January 8, 2025



Double identité [Photograph]. © Pamela Tulizo, 2025. Reproduced with permission.

# À l'Est, rien de nouveau<sup>1</sup> : guerre, extraction et silence

## Nathalie Nakabanda

Professeure en sciences juridiques, spécialiste en droit civil, Université catholique de Bukavu  
Institut supérieur de développement rural de Bukavu, RDC

[nathalienakabanda76@gmail.com](mailto:nathalienakabanda76@gmail.com)

*Interview réalisée par*

## Mame-Penda Ba

Professeure de science politique, université Gaston-Berger, Sénégal  
Rédactrice en chef de *Global Africa*

[mame-penda.ba@ugh.edu.sn](mailto:mame-penda.ba@ugh.edu.sn)

&

## Toussaint Murhula Kafarhire, S.J.

Professeur de science politique  
Université Loyola du Congo, RDC

[kafmurhula@gmail.com](mailto:kafmurhula@gmail.com)

## Mame-Penda Ba et Toussaint Murhula Kafarhire

*Bonjour professeure Nakabanda, merci d'avoir accepté cet entretien. Depuis quelques mois, nous avons initié une série d'entretiens autour de la région des Grands Lacs, pour essayer d'en comprendre les dynamiques et les enjeux. Dans ce cadre, nous avons déjà réalisé une interview avec prof. Toussaint Kafarhire et une autre avec prof Rigobert Minani Bihuzo. Mais avant d'entrer dans le vif du sujet, nous aimerions que vous vous présentiez pour nous rappeler votre parcours d'universitaire, mais aussi d'activiste de la société civile.*

## Nathalie Nakabanda

Merci d'avoir bien voulu m'associer à cet exercice qui est pour moi une réflexion importante. Je suis Nathalie Vumilia Nakabanda. Je suis née dans le village d'Iraga, dans le groupement de Karhongo à Nyangezi, au Sud-Kivu. Mon père était chef de village et mon grand frère lui a succédé. Mon père était charpentier, ma mère cultivatrice, je suis donc issue d'un milieu plutôt modeste. Mon père est décédé très tôt, à mes 3 ans et ma mère quand j'avais 17 ans. J'ai fait une partie de mes études primaires à Nyangezi. Je suis allée au Burundi en 1984 continuer mes études pour des raisons familiales, puis je suis à nouveau retournée à Bukavu pour intégrer l'Université catholique de Bukavu où j'ai étudié le droit

1 En triste écho au chef-d'œuvre d'Erich Maria Remarque sur la Première Guerre mondiale, *À l'Ouest, rien de nouveau* : Remarque, E. M. (1929). *À l'Ouest, rien de nouveau*. Albin Michel.

**How to cite this paper:**  
Nakabanda, N. (2025). À l'Est, rien de nouveau : guerre, extraction et silence.  
*Global Africa*, (9), pp. 114-121.  
<https://doi.org/10.57832/0y3k-tx73>

Published: March 20, 2025

© 2025 by author(s). This work is openly licensed via [CC BY-NC 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/)



privé et judiciaire. J'ai ensuite fait une maîtrise complémentaire en droits de l'homme à l'Académie Louvain, ainsi qu'une thèse portant sur « La protection de la veuve en République démocratique du Congo. Quelle effectivité ? ». Je suis actuellement professeure titulaire.

Quant à mon engagement dans l'activisme, il me vient principalement de ma mère parce qu'elle a été pour moi une grande militante. C'est elle qui a motivé ma thèse sur les droits des veuves. En tant que femme d'un chef de village décédé, ma mère a dû se battre contre vents et marées pour que l'on puisse respecter ses droits et ceux de ses enfants, faisant face à nos oncles paternels et toute autre personne qui tentait de bafouer nos droits. J'ai donc compris très tôt à travers elle, la nécessité de lutter pour avoir justice notamment pour les femmes dépourvues de pouvoir.

La deuxième personne qui a motivé mon combat pour la défense des droits est [Monseigneur Munzihirwa](#). Bien que je ne l'aie jamais rencontré personnellement, je l'ai connu à travers ses paroles et ses écrits. En 1999, lorsque je suis venue étudier à Bukavu, il y avait la guerre menée par l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL). Il appelait la population à la résistance pacifique. Il incarnait à mes yeux un modèle à suivre, un homme qui osait s'opposer à la violation des droits face à des personnes armées au prix de sa propre vie.

Une autre source d'inspiration pour moi a été le cinéma. La fiction, quand elle mobilise les répertoires de lutte pacifique pour la justice, la paix, la dignité et le respect de la personne humaine, est un instrument de libération formidable. Il y avait quelque chose de cet ordre, une idée de grandeur d'une cause qui vaut la peine de mourir quand j'ai commencé à militer dans le Grapes, un groupe de réflexion et d'analyse politique, économique et sociale, mais aussi de lutte contre les violations des droits humains soutenue par certains pères missionnaires xavériens. À l'époque, mes amis m'ont surnommée « Sarafina ». En effet, pendant la guerre du Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD en 1998), on hissait des drapeaux de la République démocratique du Congo (RDC) pendant la nuit. J'étais celle qui devait apporter le drapeau. La sanction lorsqu'on se faisait prendre, c'était la mort.

La dernière personne qui m'inspire et qui me pousse à agir encore et encore est le Christ. J'aime lire la Bible, je ne la connais pas beaucoup, mais quand j'ai un peu de temps, je m'exerce à la lire. Jésus-Christ est un pacifiste, un non-violent actif, un modèle à suivre. Il y a aussi la Vierge Marie, cette femme qui a dit oui, sachant ce qui l'attendait. Cette femme qui accepte de vivre tout ce qu'elle a vécu et qui retourne toujours vers le Seigneur pour demander la paix. Voilà des modèles de personnes, à mes yeux, qui m'accompagnent dans mon quotidien.

Et enfin, il y a un ouvrier de l'ombre, mon époux. Il est très discret, mais il me soutient, m'aide et m'encourage. Je trouve que mes enfants et les membres de ma famille sont également autant de personnes qui me poussent à avancer, à persévérer et à m'accrocher à l'espérance que les choses peuvent s'améliorer si chacun y met du sien. Voilà brièvement qui je suis.

#### Mame-Penda Ba et Toussaint Murhula Kafarhire

*Pouvez-vous nous aider à comprendre un peu mieux ce qui est en train de se passer à l'Est de la RDC, en nous rappelant le contexte historique, mais aussi régional, les acteurs et les déterminants de ces derniers événements ?*

#### Nathalie Nakabanda

Je ne suis ni historienne ni spécialiste des conflits, je suis juriste, je tiens à le rappeler. L'analyse que je propose ici est strictement personnelle. La guerre en RDC est complexe et multidimensionnelle, elle tire son origine lointaine dans les découpages des frontières décidés à Berlin en 1885. Ce découpage s'est fait de manière violente et arbitraire sans tenir compte d'aucune réalité africaine, mais il nous a été imposé comme tel.

Léopold II avait « son » État indépendant du Congo (EIC) qu'il a fondé sur l'exploitation violente et criminelle des peuples et des richesses du Congo jusqu'au 15 novembre 1908, période à laquelle le pays devient une colonie belge lorsque le roi Léopold II vend littéralement « son » Congo à la

Belgique. En 1925, le Congo prend une autre configuration puisque le Ruanda-Urundi (aujourd'hui le Rwanda et le Burundi) devient une des provinces du Congo belge (voir [Congo belge ; Les rapports de l'administration coloniale au Rwanda et Burundi sont ouverts à la recherche - Archives de l'État en Belgique](#)). Les frontières entre ces trois États seront déterminées par le Protocole de Bruxelles signé le 14 mai 1910 par les gouvernements belge, allemand et britannique au sujet de la frontière du lac Tanganyika au lac Kivu. Les mouvements des populations entre ces trois États sont incessants : les Congolais se retrouvent au Rwanda et au Burundi et inversement. Tel est le cas des Barundi, d'origine burundaise dans la plaine de la Ruzizi, qui se sont installés dans la zone pendant la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Selon les écrits, c'est en 1928 que le colonisateur divisa le territoire d'Uvira en trois chefferies, en fonction des grands groupes ethniques : la chefferie des Bavira, celle des Bafuliro et celle des Barundi. (Voir à ce sujet [Comprendre les conflits dans l'Est du Congo \(I\) : la plaine de la Ruzizi](#)). De même, les Banyamulenge s'installent en RDC en tant qu'immigrés. Certains en tant que pasteurs tutsi qui menaient leurs troupeaux vers les hauts plateaux d'Itombwe à la recherche de meilleures terres ou de meilleurs pâturages, et d'autres fuyant les exactions liées aux armées du mwami Rwabugiri qui tentait de conquérir le Kyniaga au Rwanda (voir aussi [Le passé des Banyamulenge et la mémoire des autres \(1970-2006\) | Cairn.info](#) ; [L'autre visage du conflit dans la crise des Grands Lacs ; mémoire historique sur la crise de la citoyenneté au Kivu](#)).

La deuxième cause de la crise congolaise réside dans la guerre pour le contrôle de ses ressources naturelles. La RDC est souvent qualifiée de « scandale géologique », tant elle regorge de richesses, minières et non minières. Ses sols et sous-sols contiennent les plus grandes richesses mais leur exploitation et répartition sont profondément inéquitables et inégalitaires. Cette abondance, l'avidité de certains États affamés de pouvoir et de richesses, la complicité d'oligarques congolais corrompus et traîtres de leur propre nation expliquent la naissance et la multiplication exponentielle de groupes armés dédiés à l'exploitation illégale de ces ressources. Dans le [rapport du groupe d'experts sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres richesses de la RDC](#), il est démontré que des Congolais ont pactisé avec des États étrangers et une diversité d'acteurs, qui les dotent en armes et en mercenaires pour faciliter l'exploitation illégale et à vil prix de toutes ces richesses, sans que les ressortissants du pays puissent en bénéficier.

De par l'immensité du territoire congolais, la gouvernance de ce quasi sous-continent dont la superficie est de 2 345 000 km<sup>2</sup> pose problème. La capitale est située à 2 000 kilomètres des villes comme Bukavu et Goma. Ce qui complique le contrôle de l'État sur l'ensemble du pays et soulève la question du modèle d'État : fédération ? État fortement décentralisé ? Par exemple, le gouverneur au Sud-Kivu a du mal à quitter Bukavu et atteindre certains territoires de sa province tels que Shabunda, ou Fizi. Il y a donc un déficit de l'autorité de l'État à certains endroits et cela favorise la situation conflictuelle qu'on a aujourd'hui en RDC.

Le troisième facteur réside dans la question identitaire dans la guerre en RDC qui est une construction politique. Cette dimension communautaire commence au Sud-Kivu à partir du 3 avril 1961 avec Joseph Marandura, de la communauté bafuliro, qui va proclamer après l'indépendance que les émigrés burundais installés dans la plaine de la Ruzizi, aujourd'hui appelés Barundi, ne peuvent pas avoir accès au pouvoir coutumier parce qu'ils sont des étrangers ([Issue-2\\_ResCongo-Conference-Paper.pdf](#) ; [rebellionkivu171116.pdf](#)). Dans la communauté bembe, à Fizi, un groupe va se constituer pour contester la reconnaissance des peuples Banyamulenge venus du Rwanda et qui vivent désormais en RDC. Au Nord-Kivu, il va y avoir également la même situation de conflits entre les Hutu installés en RDC et les Nande dans les territoires de Rutshuru et de Masisi, rendant encore plus complexe la cohabitation pacifique.

Face à ces conflits, par l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 1972-002 du 5 janvier 1972 relative à la nationalité zaïroise, le législateur congolais, sous le régime du président Mobutu, reconnaît la qualité de zaïrois, au terme de l'article 5 de la Constitution à la date du 30 juin 1960, à toutes les personnes dont un des ascendants est ou a été membre d'une des communautés établies sur le territoire de la République du Zaïre dans ses limites du 15 novembre 1908. Ce qui fait que les Banyamulenge, les Hutu, les Tutsi du Nord-Kivu et les Barundi ont obtenu la nationalité congolaise. Le problème c'est que la population ne s'est pas reconnue dans cette loi, la considérant comme contraire au droit traditionnel. La nouvelle loi sur la nationalité, loi n° 04/024 du 12 novembre 2004 relative à la nationalité congolaise, ne

va pas tenir compte de cette contestation car son article 6 reconnaît qu'« est Congolais d'origine, toute personne appartenant aux groupes ethniques et nationalités, dont les personnes et le territoire constituaient ce qui est devenu le Congo (présentement la République démocratique du Congo) à l'indépendance ». Et son article 4 consacre que « tous les groupes ethniques et nationalités dont les personnes et le territoire constituaient ce qui est devenu le Congo (présentement la République démocratique du Congo) à l'indépendance, doivent bénéficier de l'égalité des droits et de la protection aux termes de la loi en tant que citoyens ».

Les flux de réfugiés ont compliqué davantage la situation comme cela a été le cas à la suite de l'assassinat en 1993 du premier président du Burundi, Melchior Ndadaye, entraînant une guerre civile et un afflux de réfugiés burundais en RDC (voir [Burundi : le jour où le président Melchior Ndadaye fut assassiné - Jeune Afrique](#)). De même, le génocide rwandais a conduit de nombreux Rwandais à venir se réfugier en RDC. La RDC a également connu des mouvements de populations inverses notamment lors de la « libération » du M23 et de l'Alliance du fleuve Congo (AFC), pendant laquelle des Congolais sont allés se réfugier au Rwanda. Cependant, lors du déplacement des Rwandais en RDC à la suite du génocide des Tutsi, il y a eu également toute une armée hutu qui s'est déportée en RDC avec son armement. Ces soldats se sont organisés en force de libération du Rwanda sous le nom de Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), la présence de cette milice sert aujourd'hui d'argument au Rwanda pour justifier ses interventions militaires sur le sol congolais. Le gouvernement rwandais affirme ne pas vouloir renverser ou déstabiliser les institutions en RDC, mais plutôt traquer les FDLR qui veulent renverser le régime au Rwanda. Un discours similaire a été adopté par d'autres pays voisins, tels que le Burundi et l'Ouganda, qui disent venir traquer les rebelles à leurs régimes qui se sont réfugiés en RDC ([Conflit dans l'est de la RD Congo : Quels rôles jouent le Rwanda, le Burundi et l'Ouganda ? - BBC News Afrique](#)). Ces groupes armés étrangers qui se retrouvent sur le sol congolais, sous l'argument de leur propre sécurité nationale, vont constituer également une source de régionalisation de la guerre.

Tous ces éléments historiques, économiques, sociologiques et géopolitiques réunis et imbriqués vont être à la base des conflits en RDC. Voici la situation, si je peux la peindre de manière assez brève.

#### Mame-Penda Ba et Toussaint Murhula Kafarhire

*On voit bien l'intrication des causes et surtout la dimension régionale du conflit. Est-ce que vous pouvez maintenant nous expliquer la géopolitique internationale et le rôle que joue la communauté internationale ? Que font et que disent l'Union africaine, l'Union européenne, la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) ?*

#### Nathalie Nakabanda

Pour moi, si la communauté internationale c'est l'ONU, l'Union européenne, l'Union africaine ou encore la SADC ou la CAE alors elle est de l'ordre du spectre parce qu'une communauté ne peut pas se limiter uniquement à des déclarations qui ne servent à rien. En ce qui concerne la RDC, cette communauté n'existe que pour satisfaire les intérêts de certaines de ses composantes. Certains acteurs de la communauté internationale ont intérêt à ce que cette guerre dure le plus longtemps possible, qu'elle se pérennise. Les images des groupes armés révèlent une réalité frappante. Les rebelles sont mieux habillés, mieux armés et mieux payés que l'armée nationale. Mais d'où provient cet approvisionnement ? Des ressources naturelles congolaises, « les minéraux de sang », des butins de guerre ou des appuis des mains noires ? L'avenir nous donnera la réponse. Il est vrai qu'ils sont appuyés sur tous les aspects. La complicité est là quoi qu'on puisse dire, il y a un appui, interne et externe, non négligeable.

J'appartiens à un groupe de femmes médiatrices et notre position de principe par rapport à cette même communauté internationale, c'est qu'elle doit avoir l'audace d'identifier en son sein ces États et multinationales qui profitent de la guerre et qui sont connus, et de les sanctionner. Pas de simples déclarations mais de véritables sanctions, exiger que l'on ferme les usines de production d'armes, suspendre le financement de certains pays. Nous voulons que la communauté internationale

reconnaisse certains agissements des groupes armés, appuyés par le Rwanda et l'Ouganda, comme étant des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité, des crimes de génocide. Qu'on le dise clairement et qu'on prenne toutes les mesures y afférentes. Le mouvement de AFC/M23 a tué des enfants qui ont ramassé des armes dans les camps abandonnés par des militaires loyalistes, des enfants âgés de moins de 15 ans. Au lieu de les désarmer, ils ont tiré sur eux à bout portant. Il faut qualifier clairement ces actes pour ce qu'ils sont, c'est-à-dire des crimes contre l'humanité, des crimes de guerre, parce que ces crimes auront l'avantage de l'imprescriptibilité. Ils peuvent être poursuivis à tout moment et à toute période.

Le Conseil de sécurité des Nations unies doit prendre en compte les revendications légitimes de la RDC ; que les acteurs, notamment le Rwanda et l'Ouganda, leurs complices, les groupes armés soient traduits devant la Cour pénale internationale. Ici je parle des présidents [Paul Kagame](#) et [Yoweri Museveni](#), qu'ils soient, avec leurs complices congolais et membres des groupes armés, traduits devant la Cour pénale internationale pour crime de guerre, crime de génocide et crime contre l'humanité. L'Union européenne doit arrêter d'appuyer le Rwanda et l'Ouganda, surtout dans les secteurs militaires et financiers. Cette demande a été récemment formulée par le professeur [Denis Mukwege](#), prix Nobel de la paix. Il faut geler les avoirs des officiels rwandais, ougandais et congolais et les réaffecter aux États et pour la réparation des victimes. Que les États-Unis, en tant que puissance mondiale, prennent des sanctions exemplaires contre le Rwanda, contre l'Ouganda et contre toutes ces multinationales qui continuent d'acheter les minéraux exploités sur le sang des Congolais, et de s'engager vraiment en toute honnêteté auprès de l'État congolais pour l'instauration d'un État de droit conformément à sa Constitution.

Il est également important de mettre en place des couloirs humanitaires pour permettre aux déplacés de bénéficier d'une assistance, créer et accompagner un cadre de dialogue entre les Congolais. C'est important que les Congolais puissent s'asseoir autour d'une table, analyser les vraies causes de ces conflits et en trouver des solutions durables et définitives. Je pense que l'Union africaine a un document fondamental, la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples. En lisant cette charte, on se rend compte que nous, en tant qu'Africains, devons respecter notre citoyenneté et notre identité. Cela veut dire également que l'Union africaine doit arrêter d'être financée par l'Union européenne, parce que dans la dépendance il est difficile de prendre des décisions souveraines. Il faut que l'Union africaine exige des États le respect de l'intangibilité des frontières et des mécanismes africains de résolution des conflits, notamment la [résolution de Luanda en Angola](#), le processus de Nairobi. J'ai participé au processus de Nairobi 3 qui visait à instaurer un cessez-le-feu. Il est urgent de cesser la guerre. Il est crucial de créer un fonds de soutien aux victimes de conflits géré par l'Union africaine.

Concernant la Communauté de développement de l'Afrique australe (CDAA), il faut poursuivre pour l'instant la collaboration militaire et diplomatique avec la RDC en l'absence de cessez-le-feu. La RDC a besoin de soutien et je salue l'engagement du Burundi qui vient nous appuyer militairement. Cependant, c'est avec une grande douleur que je le dis, parce que la guerre continue de tuer et de détruire tous les investissements. La CEA doit suspendre le Rwanda, même si je ne suis pas sûre que cela ait un impact.

## Mame-Penda Ba et Toussaint Murhula Kafarhire

*Vous indiquiez qu'il faudrait que la Cour pénale internationale prenne ses responsabilités en sanctionnant des chefs d'État, notamment du Rwanda et de l'Ouganda. Comment est-ce qu'il est possible de faire cela ? Le rôle de l'Afrique du Sud par exemple a été déterminant dans la dénonciation internationale de la guerre à Gaza. De manière très concrète, qu'est-ce qu'il faudrait faire ?*

### Nathalie Nakabanda

En tant qu'avocate au Barreau du Sud-Kivu, j'ai constaté qu'un appel à témoins a été lancé par la Mission d'établissement des faits du Haut-Commissariat des Nations Unies en rapport avec les faits constatés par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH) sur la situation dans les provinces du Nord-Kivu et Sud-Kivu de la RDC. ([Appel à contributions - Mission d'établissement des faits du HCDH sur la situation dans les provinces du Nord-Kivu et Sud-Kivu de la RDC | OHCHR](#)). Bien que ces juridictions aient le pouvoir de condamner, la réparation des victimes demeure un enjeu crucial. Toutefois, l'obtention d'une condamnation constitue déjà une victoire. Pour nous, défenseurs des droits humains, chaque condamnation représente un pas en avant.

Ce que nous pouvons faire, c'est continuer les efforts de plaidoyers, qui doivent être précédés par un travail de monitoring des violations. Les organisations de défense des droits humains devront initier la cartographie des violences perpétrées sur les personnes et leurs biens. Ce qui permettrait de documenter les violations commises, les victimes, les auteurs présumés, étudier les garanties de protection des victimes pour constituer un dossier à soumettre à l'État congolais, qui va introduire une plainte contre les responsables présumés aux fins de lutter contre l'impunité par le mécanisme judiciaire. Pour l'instant, c'est difficile dans le contexte actuel d'occupation. Il est pratiquement impossible de mener une enquête sur les crimes contre l'humanité commis par les groupes armés comme le M23 ou les troupes de l'Alliance du fleuve Congo sans mettre en danger la vie des investigateurs. La question essentielle est donc de savoir comment mener efficacement ce travail de surveillance et d'établissement des faits ?

Il est vrai également que les juridictions congolaises sanctionnent les crimes contre l'humanité, les crimes de génocide, etc. Toutefois, lorsque les auteurs présumés sont des personnalités politiques de haut rang, il est préférable que ce soit l'État qui engage une action pour exiger, par exemple, que le Parlement rwandais lève l'immunité du président Paul Kagame ou que le Parlement ougandais fasse de même pour son chef d'État. En l'absence d'une telle procédure, toute action judiciaire resterait lettre morte tant que ces dirigeants demeurent en fonction.

Mais il y a d'autres acteurs qui peuvent être poursuivis. Les mécanismes pénaux vont fonctionner concomitamment avec d'autres mécanismes, notamment ceux diplomatiques qui vont éventuellement produire les cessez-le-feu. Mais si la guerre continue, le processus pénal va rester lettre morte. Il faut absolument qu'il y ait cette paix pour que la justice pénale puisse agir, autrement ça ne sera pas possible.

## Mame-Penda Ba et Toussaint Murhula Kafarhire

*En tant que juriste, quel regard portez-vous sur le système judiciaire congolais ? Quels sont les obstacles et comment la justice peut-elle aider à construire ou reconstruire la souveraineté et la paix ?*

### Nathalie Nakabanda

*Ubi societas, ubi ius ; ubi ius, ibi societas* signifie « Là où il y a une société, il y a du droit ; là où il y a du droit, il y a une société. » La justice peut encore jouer son rôle. Le cadre juridique congolais est solide et très riche. La justice que j'appelle de mes vœux est une justice restauratrice et transitionnelle, capable de réguler les relations sociales, d'établir un cadre légitime et accepté par tous, et de reconstruire un tissu social harmonieux. L'Afrique du Sud, à la sortie de l'apartheid, a mis sur pied une justice transitionnelle qui a relativement bien fonctionné. Le Rwanda, après le génocide, a adopté un processus similaire. Les commissions de vérité et de réconciliation permettent non seulement de restaurer la relation entre les parties concernées, mais aussi d'assurer la réparation des victimes. Il

serait d'ailleurs pertinent d'intégrer les principes de collaboration qui fonctionnent dans la justice américaine et anglo-saxonne. Lorsqu'un prévenu collabore, il peut bénéficier d'une atténuation de sa peine. Le rôle de la communauté internationale et des autres organisations régionales doit être d'accompagner l'application effective du droit et ce genre de processus.

Mame-Penda Ba et Toussaint Murhula Kafarhire

*En tant qu'universitaire travaillant sur les questions de violences et de violences sexuelles, face aux massacres de civils et au viol massif, quelle est la situation actuelle ?*

Nathalie Nakabanda

Des massacres ont été perpétrés à Goma, Bukavu, Kalehe, Nyabibwe, Uvira, Kamanyola, Luvungi et continuent dans bien d'autres localités. À Goma, par exemple, la prise de la ville a provoqué la fuite des gardiens de prison, laissant ainsi les détenus livrés à eux-mêmes. Certains d'entre eux ont alors profité de cette situation pour agresser sexuellement des femmes, avant de mettre le feu à la prison, entraînant la mort de nombreuses victimes, dont des enfants accompagnant leurs mères en détention. Il y a non seulement des tueries, mais également des coups et blessures sur des personnes pour des motifs absurdes : une hésitation à répondre, un regard mal interprété... Nous n'avons plus le droit de circuler librement. La liberté d'aller et de venir est limitée. Nous revenons à la période coloniale et un régime de guerre s'instaure progressivement.

Mame-Penda Ba et Toussaint Murhula Kafarhire

*Sur la question des violences sexuelles, nous souhaitons identifier avec vous des savoirs locaux, des mécanismes endogènes, des innovations locales que les communautés ou la société civile mettent en place pour atténuer ces violences et commencer à y répondre. Vous avez évoqué les femmes médiatrices. J'imagine que c'est peut-être en réponse à la [résolution 1325 des Nations unies](#). Que recouvre ce dispositif ?*

Nathalie Nakabanda

Il est essentiel d'abord de noter que la communauté est dépourvue de moyens de réponse pour faire face à l'ampleur des violences actuelles. Toutefois, elle développe des stratégies à travers l'éducation et la sensibilisation de ses membres pour ne pas tomber dans l'erreur de perpétuer les mêmes violences. Deuxièmement, la communauté privilégie la conciliation, qui est un mécanisme traditionnel, à travers des arrangements à l'amiable. Par exemple, lorsque le bourreau est connu, on essaie de trouver des mécanismes de compensation. La communauté développe également progressivement des mécanismes d'acceptation de la victime, ce qui n'était pas le cas il y a encore quelques années. Auparavant, la victime d'un viol était rejetée par toute la communauté. Aujourd'hui, celle-ci reconnaît l'innocence de la victime dans l'acte qu'elle a subi et, à ce titre, essaie de la protéger, de l'intégrer, d'éviter que celle-ci ne soit indexée par les autres membres de la communauté. Cette évolution s'étend jusqu'aux enfants qui naissent des viols, progressivement, certaines communautés, pas toutes, les accueillent et les acceptent.

Quant aux femmes médiatrices, il s'agit d'un groupe de femmes de la société civile et de la société politique qui se sont engagées à militer pour la paix. Nous menons des rencontres auprès des dirigeants et des décideurs pour faire des plaidoyers sur les questions liées à la paix. Nous collaborons par ailleurs avec les femmes ouest-africaines, notamment les femmes maliennes, pour renforcer cette dynamique et nous soutenir mutuellement dans le combat pour la paix. Une lettre des femmes médiatrices sortira bientôt. Elle est rédigée par les femmes congolaises, enrichie par les femmes maliennes, les femmes centrafricaines. Elle est donc portée par tout un continent de femmes qui portent ces cris d'alarme.

**Mame-Penda Ba et Toussaint Murhula Kafarhire :**

*Dans la région des Grands Lacs, les populations se côtoient, entretiennent des relations d'échanges commerciaux, familiaux et amicaux, qui sont au-delà de toutes ces guerres et ces crises que nous connaissons depuis très longtemps. Si vous aviez un message à passer à cette population, quel serait-il ? En tant qu'actrice locale et académique dans l'engrenage de cette crise, de cette guerre, qu'est-ce que vous attendez de collègues professeurs à travers le continent africain notamment ?*

**Nathalie Nakabanda**

Lorsque je suis à Bukavu, mes produits alimentaires proviennent de divers pays voisins : mes tomates du Rwanda, les fretins du Burundi, le thé et le café de ces mêmes pays. Ces échanges illustrent les liens étroits qui existent entre nos populations. Chaque matin, à la frontière burundaise, nous observons des files de Burundais se rendant en RDC et de Congolais allant au Burundi. Il en va de même au Rwanda, où des citoyens des deux pays traversent la frontière pour assurer leur subsistance. Cela signifie que les politiciens doivent absolument arrêter avec leurs intérêts égoïstes et mettre sur le premier plan l'intérêt général. Les populations doivent rester solidaires et se regarder non pas comme des Burundais, des Congolais, des Ougandais, des Rwandais, mais comme des êtres humains. Tout simplement, des êtres humains. Cela veut dire que nous allons non seulement reconnaître que nous avons tous été créés par Dieu, mais aussi que nous avons tous la même dignité, les mêmes droits, et notamment le droit à la vie. Tous, sans exception et sans discrimination. Pour ce qui est de mes confrères, mes collègues chercheurs, universitaires, je lance un appel à la responsabilité collective.

# All Quiet on the Eastern Front<sup>1</sup>: War, Extraction, and Silence

## Nathalie Nakabanda

Professor of Legal Sciences, Specialist in Civil Law  
Catholic University of Bukavu, Higher Institute of Rural Development of Bukavu, DRC  
[nathalienakabanda76@gmail.com](mailto:nathalienakabanda76@gmail.com)

*Interview réalisée par*

## Mame-Penda Ba

Professor of Political Science, Gaston Berger University, Senegal  
Editor-in-Chief, *Global Africa*  
[mame-penda.ba@ugh.edu.sn](mailto:mame-penda.ba@ugh.edu.sn)

&

## Toussaint Murhula Kafarhire, S.J.

Professor of Political Science, Loyola University of Congo, DRC  
[kafmurhula@gmail.com](mailto:kafmurhula@gmail.com)

### Mame-Penda Ba and Toussaint Murhula Kafarhire:

*Professor Nakabanda, thank you for accepting this interview. For several months, we have been conducting a series of interviews focusing on the Great Lakes region, trying to understand its dynamics and issues. In this framework, we have already conducted an interview with Prof Toussaint Kafarhire and another one with Prof Rigobert Minani Bihuzo. But before diving into the main issue, we would like you to introduce yourself and remind us of your academic background as well as your activism in civil society.*

### Nathalie Nakabanda

Thank you for including me in this reflection, which is of significant importance to me. I am Nathalie Vumilia Nakabanda. I was born in the village of Iraga, in the Karhongo group in Nyangezi, South Kivu. My father was a village head, and my older brother succeeded him. My father was a carpenter, and my mother was a farmer, so I come from a rather modest background. My father passed away when I was three, and my mother when I was seventeen. I did part of my primary education in Nyangezi. In 1984, I went to Burundi to continue my studies for family reasons, and then I returned to Bukavu to attend the Catholic University of Bukavu where I studied

**How to cite this paper:**  
Nakabanda, N. (2025). All Quiet on the Eastern Front: War, Extraction, and Silence. *Global Africa*, (9), pp. 122-128.  
<https://doi.org/10.57832/7f6m-0m95>

Published: March 20, 2025

© 2025 by author(s). This work is openly licensed via [CC BY-NC 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/)



<sup>1</sup> In a sorrowful echo of Erich Maria Remarque's masterpiece on the First World War, *All Quiet on the Western Front*: Remarque, E. M. (1929). *All Quiet on the Western Front* (A. W. Wheen, Trans.). Little, Brown and Company.

private and procedural law. I then completed an additional master's degree in human rights at the Louvain Academy and a thesis on "The Protection of Widows in the Democratic Republic of Congo. How effective is it?" I am currently a full professor.

As for my engagement in activism, I was mainly inspired by my mother, because she was a great activist for me. She was the motivation for my thesis on widows' rights. As the wife of a deceased village head, my mother had to fight against all odds to ensure that her rights and those of her children were respected, confronting our paternal uncles and anyone else who tried to trample on our rights. Through her, I understood very early on the need to fight for justice, especially for disempowered women.

The second person who motivated my fight for (human) rights is [Bishop Munzihirwa](#). Although I never met him personally, I came to know him through his words and writings. In 1999, when I came to study in Bukavu, there was the war led by the Alliance of Democratic Forces for the Liberation of Congo (AFDL). He called on the population to engage in peaceful resistance. To me, he embodied a role model, a man who dared to stand up against the violation of rights even when faced with armed individuals, at the cost of his own life.

Another source of inspiration for me is cinema. Fiction, when it draws on the repertoire of peaceful fight for justice, peace, dignity, and respect for the human being, is a powerful instrument for liberation. There was something of that kind, an idea of the grandeur of a cause worth dying for, when I began my activism in the GRAPES group, a think tank focused on political, economic, and social analysis, as well as the fight against human rights violations supported by some Xaverian Missionary Fathers. At that time, my friends nicknamed me "Sarafina". Indeed, during the war of the Congolese Rally for Democracy (DRC in 1998), we would raise the DRC flags during the night. I was the one who had to bring the flag. The punishment, if caught, was death.

The last person who inspires me and drives me to take action again and again is Christ. I love reading the Bible, although I don't know it very well, but when I have a little time, I make an effort to read it. Jesus Christ is a pacifist, an active non-violent model, someone to follow. There is also the Virgin Mary, that Woman who said yes, knowing what awaited her. This Woman who accepted to live through everything she did and who always turns to the Lord to ask for peace. These are role models, in my eyes, who accompany me in my daily life.

Lastly, there is a behind-the-scenes worker, my husband. He is very discreet, but he supports me, helps me, and encourages me. I find that my children and family members are also people who push me to move forward, to persevere, and to hold on to the hope that things can improve if everyone does their part. That is briefly who I am.

#### Mame-Penda Ba and Toussaint Murhula Kafarhire

*Could you help us better understand what is happening in the east of the DRC by recalling the historical context, as well as the regional context, the actors, and the determinants of these recent events?*

#### Nathalie Nakabanda

I am neither a historian nor a conflict specialist; I am a legal expert, and I would like to emphasize that. The analysis I am providing here is strictly personal. The war in Congo is complex and multidimensional. Its distant origins lie in the border divisions decided in Berlin in 1885. This division was done violently and arbitrarily, without regard for any African realities, but it was imposed upon us as such.

King Leopold II and his "Congo Free State" (CFS), based on the exploitation of the people and the resources of Congo, up until November 15, 1908, when the country became a Belgian colony after King Leopold II literally sold "his" Congo to Belgium. In 1925, the Congo took on a new configuration as Rwanda-Urundi (now Rwanda and Burundi) became one of the provinces of Belgian Congo (See [Belgian Congo](#); [The colonial administration's reports on Rwanda and Burundi are open to research – State Archives in Belgium](#)). The borders between these three states were determined by the Brussels

Protocol signed on May 14, 1910, by the Belgian, German, and British governments regarding the border from Lake Tanganyika to Lake Kivu. A migratory wave led to the movement of populations between these states. Congolese people moved more easily between Rwanda and Burundi, and vice versa. The consequence was that different peoples began to settle in all three states. This is the case for the Barundi, of Burundian origin, in the Ruzizi Plain, who settled in the area during the first half of the 19th century. According to written records, it was in 1928 that the colonizer divided the Uvira territory into three chiefdoms, based on the major ethnic groups: the Bavira chiefdom, the Bafuliru chiefdom, and the Barundi chiefdom, (See [Understanding Conflict in Eastern Congo \(I\): The Ruzizi Plain](#)). Similarly, the Banyamulenge settled in Congo as immigrants, some as Tutsi cattle-herders who moved their cattle to the Itombwe Highlands in search of better lands or pastures, while others fled the atrocities related to the armies of Mwami Rwabugiri, who was trying to conquer Kyniaga in Rwanda (also see [Le passé des Banyamulenge et la mémoire des autres \(1970-2006\) | Cairn.info](#) ; [L'autre visage du conflit dans la crise des Grands Lacs ; mémoire historique sur la crise de la citoyenneté au Kivu](#)).

The second cause of the Congolese crisis would lie in the war for the control of its natural resources. The DRC is often referred to as a “geological scandal” due to its vast wealth in both mineral and non-mineral resources. Its soils and subsoils contain the greatest resources, but their exploitation and distribution are profoundly inequitable and unequal. This abundance, the greed of certain states hungry for power and resources, the complicity of corrupted Congolese oligarchs and traitors to their own nation, explain the birth and exponential multiplication of armed groups dedicated to the illegal exploitation of these resources. In the [report of the expert group on the illegal exploitation of natural resources and other wealth of the DRC](#), it is demonstrated that Congolese people have made pacts with foreign states and a variety of stakeholders, who supply them with weapons and mercenaries to facilitate the illegal and underpriced exploitation of all these resources, without the country's citizens benefiting from them.

With the vastness of the Congolese territory, governing this quasi-subcontinent covering an area of 2,345,000 km<sup>2</sup> is problematic. The capital is located 2,000 kilometers away from cities like Bukavu and Goma. This complicates the state's control over the entire country and raises the issue of the model of the state: federation? A highly decentralized state? For example, the governor of South Kivu struggles to leave Bukavu and reach certain territories in his province, such as Shabunda or Fizi. There is, therefore, a deficit in state authority in certain areas, and this contributes to the ongoing conflict situation in the DRC.

The third factor lies in the question of identity in the war in the DRC, which is a political construct. This communal dimension began in South Kivu on April 3, 1961, with Joseph Marandura, from the Bafuliru community, who proclaimed after independence that Burundian immigrants settled in the Ruzizi Plain, now called the Barundi, could not access customary power because they were considered foreigners ([Issue-2\\_ResCongo-Conference-Paper.pdf](#) ; [rebellionkivu171116.pdf](#)). In the Bembe community in Fizi, a group was formed to contest the recognition of the Banyamulenge people, who came from Rwanda and now live in the DRC. In North Kivu, a similar situation arose between the Hutus settled in the DRC and the Nandes in the Rutshuru and Masisi territories, making peaceful coexistence even more complex.

In response to these conflicts, by Article 1 of Law No. 1972-002 of January 5, 1972, relating to Zairian nationality, the Congolese legislator, under President Mobutu's regime, recognizes the status of Zairian citizens, according to Article 5 of the Constitution, as of June 30, 1960, for all people whose ancestors were or had been members of any of the communities established in the territory of the Republic of Zaire as established on November 15, 1908. As a result, the Banyamulenges, the Hutus, the Tutsis of North Kivu, and the Barundi obtained Congolese nationality. The problem was that the population did not identify with this law, considering it contrary to traditional law. The new nationality law, Law No. 04/024 of November 12, 2004, relating to Congolese nationality, did not take into account the protests of other Congolese populations, as Article 6 recognizes that “All persons who belong to ethnic groups and nationalities whose members and territory formed what has become the Congo (presently the Democratic Republic of Congo) upon its independence” is Congolese by

origin. And, Article 4 establishes that “All ethnic groups and nationalities whose people and territory constitute what on independence has become the Congo (now the Democratic Republic of Congo) should benefit from equality of rights and protection under the law as citizens.”

The refugee flows further complicate the situation, as was the case following the assassination in 1993 of the first president of Burundi, Melchior Ndadaye, which led to a civil war and a wave of Burundian refugees into the DRC (See [Burundi : the day President Melchior Ndadaye was assassinated - Jeune Afrique](#)). Similarly, the Rwandan genocide caused many Rwandans to seek refuge in the DRC. The DRC also experienced reverse population movements, particularly during the “liberation” of M23 and the Congo River Alliance (AFC), when some Congolese went to seek refuge in Rwanda. However, when the Rwandans moved into the DRC following the Tutsi genocide, an entire Hutu army also relocated to the DRC with its weapons. These soldiers organized themselves into a force to liberate Rwanda, under the name of the Democratic Forces for the Liberation of Rwanda (FDLR). The presence of this militia is now used as an argument by Rwanda to justify its military interventions on Congolese soil. The Rwandan government claims it does not seek to overthrow or destabilize the institutions in DRC but rather to hunt down the FDLR, who want to overthrow the Rwandan regime. A similar stance has been adopted by other neighboring countries, such as Burundi and Uganda, who claim to be pursuing rebels from their regimes who have taken refuge in the DRC ([Conflict in Eastern DRC : What roles do Rwanda, Burundi and Uganda play ? - BBC News Afrique](#)). These foreign armed groups, which have found themselves on Congolese soil under the pretext of their own national security, also constitute a source of regionalization of the war.

All these historical, economic, sociological, and geopolitical factors, combined and interconnected, will be the source of the conflicts in the DRC. Here is the situation, if I can describe it briefly.

Mame-Penda Ba and Toussaint Murhula Kafarhire

*We can clearly see the interconnection of the causes and especially the regional dimension of the conflict. Could you now explain the international geopolitics and the role played by the international community? What are the actions and statements of the African Union, the European Union, the Southern African Development Community (SADC), and the East African Community (EAC)?*

Nathalie Nakabanda

For me, if the international community consists of the UN, the European Union, the African Union, the SADC, or the EAC, then it does not really exist because a community cannot be limited to just declarations that serve no purpose. As far as the DRC is concerned, this community exists only so that certain of its components can benefit from the war. Some stakeholders in the international community benefit from the continuation of this war, ensuring its perpetuation. The images of armed groups reveal a striking reality. The rebels are better dressed, better armed, and better paid than the national army. But where does this supply come from? From Congolese natural resources, “blood minerals,” war loot, or support from shadowy hands? The future will give us the answer. What is certain is that they are supported in every aspect. Complicity is there, no matter what we say; there is internal and external support that cannot be ignored.

I belong to a group of women mediators, and our position of principle in relation to this international community is that must have the courage to identify those states and multinational corporations benefiting from the war, and who are well known, and to punish them. Not just simple declarations but real sanctions, demanding the closure of weapons production factories, suspending funding to certain countries. We want the international community to recognize the actions of the armed groups, supported by Rwanda and Uganda, as war crimes, crimes against humanity, and genocide crimes. We need to say it clearly and take all appropriate measures. The AFC/M23 movement killed children who picked up weapons in camps abandoned by loyalist soldiers, children under the age of 15. Instead of disarming them, they shot them at point-blank range. These acts must be clearly qualified for what they are: crimes against humanity, and war crimes, because these crimes have the advantage of being imprescriptible. They can be prosecuted at any time, at any point.

The Security Council must take into account the legitimate claims of the DRC; that the actors, notably Rwanda and Uganda, their accomplices, and the armed groups be brought before the International Criminal Court. Here, I'm talking about President [Paul Kagame](#) and President [Yoweri Museveni](#), who, along with their Congolese accomplices and members of the armed groups, should be brought before the International Criminal Court for war crimes, genocide, and crimes against humanity. The European Union must stop supporting Rwanda and Uganda, especially in the military and financial sectors. This request was recently made by Professor [Denis Mukwege](#), the Nobel Peace Prize laureate. We need to freeze the assets of Rwandan, Ugandan, and Congolese officials and allocate those assets to the states and to the reparation of victims. The United States, as a global power, must impose exemplary sanctions against Rwanda, Uganda, and all the multinational companies that continue to buy minerals exploited on the blood of Congolese people, and engage genuinely with the Congolese state for the implementation of the rule of law, in line with its Constitution.

It is also important to set up humanitarian corridors to allow displaced people to receive assistance, and to create and support a framework for dialogue among Congolese people. It is important that the Congolese can sit at a table, analyze the real causes of these conflicts, and find sustainable and definitive solutions. I believe the African Union has a fundamental document, the African Charter on Human and Peoples' Rights. When reading this charter, we realize that we, as Africans, must respect our citizenship and identity. This also means that the African Union must stop being funded by the European Union because, in such dependence, it is difficult to make sovereign decisions. The African Union must demand that states respect the inviolability of borders and African conflict resolution mechanisms, especially the [Luanda resolution in Angola](#), and the Nairobi process. I participated in the Nairobi 3 process, which aimed at establishing a ceasefire. The war must urgently come to an end. It is crucial to create a support fund for victims of the conflict, managed by the African Union.

As for the Southern African Development Community (SADC), it is necessary to continue military and diplomatic collaboration with the DRC in the absence of a ceasefire. The DRC needs support, and I applaud Burundi's commitment to support us militarily. However, it is with great pain that I say this because the war continues to kill and destroy all investments. The East African Community (EAC) should suspend Rwanda from the EAC, although I'm not sure whether this would have an impact.

**Mame-Penda Ba and Toussaint Murhula Kafarhire**

*You mentioned that the International Criminal Court should take responsibility by sanctioning heads of state, notably from Rwanda and Uganda. How can this be done? For example, the role of South Africa was pivotal in the international condemnation of the war in Gaza. What concrete actions should be taken?*

**Nathalie Nakabanda**

As a lawyer at the Bar of South Kivu, I noticed that a call for witnesses was issued by the United Nations High Commissioner for Human Rights' Fact-Finding Mission regarding the situation in the North and South Kivu provinces of the DRC. ([Call for Contributions – Fact-Finding Mission of the OHCHR on the Situation in the North and South Kivu Provinces of the DRC | OHCHR](#)). Although these jurisdictions have the power to issue convictions, the issue of victim reparations remains a crucial challenge. However, obtaining a conviction is already a victory. For us, human rights defenders, each conviction represents a step forward.

What we can do is continue advocacy efforts, which should be preceded by a monitoring of violations. Human rights organizations will need to initiate a mapping of violence committed against people and their property. This would help document the violations committed, the victims, the alleged perpetrators, and study the protection guarantees for victims to build a case to submit to the Congolese State, which will file a complaint against the alleged perpetrators in order to fight impunity through the judicial mechanism. For now, it is difficult in the current context of occupation. It is practically

impossible to conduct an investigation into crimes against humanity committed by armed groups like the M23 or the forces of the Congo River Alliance without putting the lives of investigators at risk. The key issue is therefore how to effectively carry out this monitoring and fact-finding task.

It is also true that Congolese courts sanction crimes against humanity, genocide crimes, etc. However, when the alleged perpetrators are high-ranking political figures, it is preferable for the State to take action to demand, as an example, that the Rwandan Parliament lift the immunity of President Paul Kagame or that the Ugandan Parliament do the same for its head of state. In the absence of such procedures, any judicial action would remain dead in the water as long as these leaders remain in power.

But there are other actors who can be prosecuted. Criminal mechanisms will work alongside other mechanisms, including diplomatic ones, which will eventually produce ceasefires. But if the war continues, the criminal process will remain dead in the water. There absolutely has to be peace for criminal justice to work; otherwise, it will not be possible.

**Mame-Penda Ba and Toussaint Murhula Kafarhire**

*As a legal expert, how do you view the Congolese judicial system? What are the obstacles, and how can justice help build or rebuild sovereignty and peace?*

**Nathalie Nakabanda**

*Ubi societas, ubi ius ; ubi ius, ibi societas* which means “Where there is society, there is law; where there is law, there is society.” Justice can still play its role. The Congolese legal framework is solid and very rich. The justice I wish for is restorative and transitional justice, capable of regulating social relations, establishing a legitimate and accepted framework by all, and rebuilding a harmonious social fabric. South Africa, after apartheid, established a transitional justice system that worked relatively well. Rwanda, after the genocide, adopted a similar process. Truth and reconciliation commissions not only restore relationships between the concerned parties, but they also ensure the reparation of victims. It would also be relevant to incorporate principles of cooperation that work in American and Anglo-Saxon justice. When a defendant cooperates, he or she may benefit from a reduction in their sentence. The role of the international community and other regional organizations should be to support the effective implementation of law and such processes.

**Mame-Penda Ba and Toussaint Murhula Kafarhire**

*As an academic working on issues of violence and sexual violence, in light of the massacres of civilians and mass rape, what is the current situation?*

**Nathalie Nakabanda**

Massacres have been carried out in Goma, Bukavu, Kalehe, Nyabibwe, Uvira, Kamanyola, Luvungi, and continue in many other localities. In Goma, for example, the city's takeover caused the prison guards to flee, leaving the prisoners to their own. Some of them took advantage of this situation to sexually assault women, before setting the prison on fire, causing the death of many victims, including children living with their mothers in prison. There are not only killings but also physical assaults on people for absurd reasons: hesitation to respond, a misinterpreted glance... We no longer have the right to move freely. The freedom of movement is limited. We are returning to the colonial period, and a state of war is gradually being established.

Mame-Penda Ba and Toussaint Murhula Kafarhire

*Regarding sexual violence, we would like to identify with you some local skills, indigenous mechanisms, and local innovations that communities or civil society are implementing to mitigate these types of violence and start responding to them. You mentioned women mediators. I imagine this is possibly in response to UN Resolution 1325 what does this system entail?*

Nathalie Nakabanda

It is essential to first note that the community is lacking the means to respond to the scale of current violence. However, it is developing strategies through education and awareness-raising among its members to avoid perpetuating the same types of violence. Secondly, the community prioritizes conciliation, which is a traditional mechanism, through out-of-court settlements. For example, when the perpetrator is known, efforts are made to find compensation mechanisms. The community is also gradually developing mechanisms for accepting the victim, which was not the case just a few years ago. Previously, the victim of a rape was rejected by the entire community. Today, the community recognizes the victim's innocence in the act they suffered and, for this reason, tries to protect and integrate them, avoiding the stigmatization by other community members. This evolution extends to children born from rapes; gradually, some communities, not all, accept and welcome them.

Regarding the women mediators, this is a group of women from civil society and the political sphere who are committed to advocating for peace. We hold meetings with leaders and decision-makers to advocate for peace-related issues. We also collaborate with West African women, particularly Malian women, to strengthen this dynamic and support each other in the fight for peace. A letter from the women mediators will be released soon. It is written by Congolese women, with input from Malian and Central African women. It is thus supported by a whole continent of women who carry these urgent cries.

Mame-Penda Ba and Toussaint Murhula Kafarhire

*In the Great Lakes region, the populations interact, maintaining commercial, familial, and friendly relations, that go beyond all the wars and crises we have known for a long time. If you had a message to send to this population, what would it be? As a local actor and academic involved in the cycle of this crisis and war, what do you expect from fellow professors across the African continent, especially?*

Nathalie Nakabanda

When I am in Bukavu, my food products come from various neighboring countries: my tomatoes from Rwanda, fish from Burundi, tea and coffee from these same countries. These exchanges illustrate the close ties between our populations. Every morning, at the Burundian border, we see lines of Burundians coming to the DRC and Congolese going to Burundi. The same happens at the Rwandan border, where citizens of both countries cross the border to ensure their livelihood. This means that politicians must absolutely stop with their selfish interests and prioritize the common good. Populations must remain united and look at each other not as Burundians, Congolese, Ugandans, or Rwandans, but as human beings. Simply put, as human beings. This would mean that we will not only recognize that we were all created by God but also that we all have the same dignity, the same rights, and notably the right to life. All of us, without exception and without discrimination. As for my colleagues, my fellow researchers, and academics, I call for collective responsibility.



Femme manono [Photograph]. © Pamela Tulizo, 2025. Reproduced with permission.

# Rendre compte de la fracture politique

## Crise sanitaire, communication gouvernementale et légitimité politique au Cameroun

### Larissa Kojoué

Docteure en science politique, chercheuse associée au CEPED, Paris

[kojouel@hrw.org](mailto:kojouel@hrw.org)

### Calvin Minfegue

Enseignant-chercheur, Université Catholique d'Afrique Centrale, Faculté des Sciences Juridiques et Politiques et Institut des Politiques et Initiatives Sociales

[minassc@yahoo.fr](mailto:minassc@yahoo.fr)

### Claire Lefort-Rieu

Postdoctorante au Laboratoire d'anthropologie sociale et culturelle (LASC), Université de Liège

[clefort@uliege.be](mailto:clefort@uliege.be)

### Laurent Vidal

Directeur de recherche, IRD, UMR SESSTIM (AMU, IRD, INSERM), Représentant de l'IRD, du CNRS et du CIRAD en Afrique du Sud et Australe

[laurent.vidal@ird.fr](mailto:laurent.vidal@ird.fr)

### Marie-Thérèse Mengue

Enseignant-chercheur, Université Catholique d'Afrique Centrale, Faculté des Sciences Sociales et de Gestion, Département Socio-Anthropologie, Institut des Politiques et Initiatives Sociales

[mengue\\_mt@yahoo.fr](mailto:mengue_mt@yahoo.fr)

### Laetitia Atlani-Duault

Anthropologue, directrice de recherche, CEPED, Université de Paris

[laetitia.atlanti-duault@u-paris.fr](mailto:laetitia.atlanti-duault@u-paris.fr)

**How to cite this paper:** Kojoué, L., Minfegue, C., Lefort-Rieu, C., Vidal, L., Mengue, M.-T., & Atlani-Duault, L. (2025). Rendre compte de la fracture politique : crise sanitaire, communication gouvernementale et légitimité politique au Cameroun. *Global Africa*, (9), pp. 130-141. <https://doi.org/10.57832/6jvc-sq56>

Received: February 16, 2024

Accepted: January 31, 2025

Published: March 20, 2025

© 2025 by author(s). This work is openly licensed via [CC BY-NC 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/)

### Résumé<sup>1</sup>

L'accueil réservé aux différentes mesures gouvernementales de lutte contre la Covid-19 en pleine crise sanitaire entre 2021 et 2022 illustre la fracture politique entre l'État camerounais et sa population. Cet article analyse les mécanismes de ce manque de confiance, à partir d'une sociologie de l'action publique de lutte contre la Covid-19 et d'une sociologie de l'État. Notre analyse fait ressortir plusieurs éléments structurels qui sapent la légitimité de l'État camerounais aux yeux de sa population : des logiques décisionnelles centralistes qui résistent à toute forme d'ouverture susceptible d'accorder plus de place au dialogue et au consensus qu'exige l'urgence sanitaire ; l'instrumentalisation de l'action publique à des fins de marketing présidentiel, et un grand manque de flexibilité et de proximité dans la communication gouvernementale. Tout ceci dans un contexte d'évolution technologique (le poids des réseaux sociaux) qui invite à repenser le contenu, la forme, les canaux et les porteurs de l'information et de la communication.

### Mots-clés

Covid-19, communication gouvernementale, action publique, confiance politique, Cameroun

1 Cet article fait partie des résultats du projet MEDIACAM, financé par l'ANRS dans le cadre de l'appel à projet COVID 19-Sud, 2020.

## Introduction

La pandémie de Covid-19 a eu des implications significatives sur la légitimité des acteurs gouvernementaux dans de nombreuses régions du monde. La mise en place de mesures restrictives pour contrôler la propagation de l'épidémie, ainsi que la perception que les populations ont eue de l'efficacité des réponses proposées par leurs dirigeants, permettent d'apprécier cette légitimité.

Dans le contexte camerounais, les populations ont peu adhéré aux mesures de prévention. Ceci n'est certes pas propre au Cameroun, comme le confirme une enquête socio-anthropologique réalisée lors de la première vague de l'épidémie en Afrique de l'Ouest (Seytre et al., 2021). En effet, comment considérer la Covid-19 comme une menace sérieuse alors que le nombre de décès s'avère extrêmement bas comparé aux pays européens ? Alors que les symptômes n'ont rien de nouveau et s'apparentent facilement à ceux du paludisme ? Pourquoi adhérer à des mesures de prévention qui paraissent irréalistes au regard des contextes ? Au-delà des difficultés techniques, pratiques et économiques liés à l'application de ces mesures (gestes barrières, quarantaine, confinement, gestion des décès, etc.), la gestion de la crise sanitaire intervient dans un contexte de crise du système de santé, marqué par une baisse significative de la confiance envers les institutions et le personnel politique (Chabrol, 2018 ; Israr et al., 2001).

L'hypothèse que nous défendons ici est qu'au-delà des enjeux communicationnels et techniques, les réticences observées face aux directives gouvernementales traduisent un profond sentiment de méfiance, du fait d'un mécontentement systémique vis-à-vis des politiques et des autorités gestionnaires de la crise. La gravité de l'épidémie, de même que les registres et contenus de la communication gouvernementale n'ont pas réussi à changer cette attitude.

Ce sont les mécanismes et les enjeux de ce manque de confiance que nous allons interroger, à partir d'une approche sociologique de l'action publique et de l'État au Cameroun. Pour ce faire, nous nous appuyons sur un matériau qualitatif compilé à partir d'une enquête réalisée dans la ville de Yaoundé entre avril et juillet 2021. Trois méthodes de collecte ont été privilégiées : une analyse des réactions en ligne sur les réseaux sociaux (Facebook et X) et sur les sites web des principaux médias généralistes en français comme CRTVweb, Cameroun Tribune et La Nouvelle Expression, ou The Guardian Post et Mimi Mefo Info pour des données en anglais. La recherche sur ces plateformes a été faite à partir de mots-clés et de hashtags<sup>2</sup>. Le but de la recherche sur les médias sociaux était d'identifier et d'analyser, d'une part, la diversité des registres communicationnels mobilisés par le gouvernement pour la circulation des informations sur la Covid-19 et, d'autre part, de faire ressortir les « figures du blâme » ou « figures du héros » susceptibles d'influencer les décisions et stratégies politiques. Une douzaine d'entretiens semi-directifs avec différents acteurs engagés dans la riposte nationale aux niveaux décisionnel, scientifique, médiatique ou communautaire ont été réalisés. Ces entretiens ont porté autant sur leur perception de l'épidémie au Cameroun, que sur leur rôle et leur implication dans la riposte nationale. Des observations ethnographiques ont aussi été réalisées dans divers espaces publics (centres de santé, marchés, transports publics) autour de la campagne de vaccination, entre les mois de mars et juillet 2021.

Les résultats de cette étude montrent que l'intégration des médias sociaux, et une communication de proximité assurée par des professionnel-le-s de l'information en santé, n'ont pas été suffisamment anticipés ou mobilisés. Certains choix stratégiques et politiques ont contribué à accroître les tensions et la confusion dans un contexte d'urgence épidémique propice à la manipulation et à la désinformation.

<sup>2</sup> Exemples de mots-clés utilisés ensemble ou séparément avec le hashtag : #Covid19+Cameroun, #Vaccin+COvid+Cameroun, #ORCA+Covid, #Covidgate#, #Cousp+Covid, #Covid+Tchuiénté.

## Les caractéristiques du plan de communication gouvernementale

Dans cette section, nous discuterons des caractéristiques de la communication politique, en particulier celle du gouvernement dans un contexte de crise sanitaire. Dans les moments de rupture et de basculement que constituent les crises, la communication politique est chargée de rassurer, de susciter voire de restaurer la confiance des populations envers les décideurs. Selon Philippe Riutort (2020), la communication politique s'entend comme l'ensemble des pratiques visant à établir des liens entre les professionnels de la politique et leurs électeurs, en usant des voies offertes par les médias. Ici, il est question des informations, recommandations et déclarations officielles émises par les membres du gouvernement dans le but de freiner la propagation de l'épidémie. De fait, bien qu'il soit plus approprié de parler de communication de santé publique, notre analyse va au-delà des messages de promotion de la santé publique pour s'intéresser autant aux actions et stratégies mises en place qu'aux discours, postures et initiatives des différents décideurs politiques dans le contexte de la crise sanitaire.

### *Une stratégie de communication dynamique*

Bien qu'il soit difficile de confirmer l'existence d'un véritable plan de communication gouvernementale dans la lutte contre la Covid-19, les observations montrent que le gouvernement camerounais a largement communiqué sur l'épidémie, et cela de façon relativement inédite (situation de crise mondiale oblige), dès les premiers cas déclarés dans le pays, soit le 7 mars 2020. C'est le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, qui en fait l'annonce lors d'une conférence de presse le même jour. Vu l'état d'urgence sanitaire globale, le gouvernement va mettre les bouchées doubles pour informer le public afin de prévenir la propagation du virus qui, au regard du contexte et des capacités limitées du système de santé, s'annonce désastreuse. Des dispositions inédites vont être prises, comme l'organisation d'émissions spéciales « Covid-19 » à la radio et à la télévision. La Covid-19 occupe la une de la presse écrite, tant privée que publique, et la communication visuelle (banderoles, grandes bannières et affiches) est également utilisée pour inciter les populations à adopter les gestes barrières. Le gouvernement va aussi mettre l'accent sur la communication digitale en envoyant des SMS à l'ensemble des utilisateurs de téléphonie mobile et en multipliant les messages sur les réseaux sociaux, avec la contribution des blogueurs.

Les outils mobilisés incluent les conférences de presse, les points-presse, les communiqués de presse et les tweets. Bien que ces outils ne soient pas nouveaux, ils sont cependant rarement utilisés au Cameroun de manière aussi concomitante et régulière. Le gouvernement donne l'impression de parler d'une seule voix, ce qui contraste avec les modèles de communication ordinaire observés où le porte-parole n'est pas le seul à porter la voix de l'exécutif (Kemayou, 2012).

C'est par exemple au cours d'une conférence de presse, à laquelle prend part le Premier ministre, qu'a été présenté le plan d'action gouvernemental contre la Covid-19, un plan de 13 mesures signées par le chef de l'État et présenté par le chef du gouvernement. Ces mesures portent notamment sur la fermeture des frontières (terrestres, aériennes et maritimes), la suspension de la délivrance des visas, la fermeture des établissements publics et privés, ou encore l'interdiction des rassemblements de plus de 50 personnes pour une durée de quinze jours<sup>3</sup>. Ces mesures seront prolongées par voie de communiqué le 1<sup>er</sup> avril 2020.

Le ministre de la Santé publique va quotidiennement occuper l'espace médiatique en partageant des informations sur l'évolution de l'épidémie via les réseaux sociaux. Ces tweets qui semblent être une initiative personnelle, portent essentiellement sur le décompte des nouveaux cas et sur les gestes barrières à adopter (se laver les mains avec du savon, éternuer dans son coude, porter

3 <https://www.spm.gov.cm/site/?q=fr/content/strategie-gouvernementale-de-riposte-face-la-pandemie-de-coronavirus-covid-19>

un masque dans les lieux publics, garder une distance d'un mètre dans les files d'attente, éviter les rassemblements, rester chez soi, etc.)<sup>4</sup>. Ces tweets sont likés et partagés plusieurs centaines de fois<sup>5</sup> (fig. 1).



Figure 1 : Exemple de Tweet du ministre de la Santé publique le 24 mars 2020.

Salué par la population pour cet effort de transparence<sup>6</sup>, l'image que donne le ministre est proche de celle d'un héros, entendu ici comme un homme de front, fort de son expertise et soucieux du bien-être des Camerounais-e-s. Comme l'indiquent les recherches anthropologiques sur les comportements en temps de crise, les perceptions qu'ont les populations à travers les figures du héros ou du blâme sont susceptibles soit de promouvoir l'acceptation, l'adoption et l'adhésion aux mesures de santé, soit de créer l'effet inverse (Atlani-Duault et al., 2013, 2020). Les initiatives du ministre de la Santé publique prennent encore plus d'ampleur dans un contexte où rendre des comptes pour les autorités politiques est un exercice inhabituel (Gwaibi, 2022). Les commentaires sont donc très élogieux et les populations sont sensibles à ces messages.

Cependant, ce rapport à la figure du héros va vite s'éteindre avec le changement de stratégie de communication du ministre quelques semaines plus tard, lorsque ce dernier fait le choix de mettre l'accent uniquement sur les bonnes nouvelles. Dans sa communication désormais, il est difficile de suivre l'évolution de l'épidémie, connaître les régions les plus affectées, les foyers épidémiques et les mesures prises au fur et à mesure qu'augmente le nombre de cas. Ce virement va susciter de nombreuses critiques et sera interprété par le public comme une tentative de dissimuler une situation probablement hors de contrôle.

### *Dysfonctionnements, contradictions de la communication gouvernementale et conséquences*

La stratégie de communication visant à donner des informations par le biais des points-presses semble plus collective et plus concertée que les tweets du ministre. En plus de faire le point sur la situation de l'épidémie, des informations sur le nombre de décès, le nombre de cas guéris, les

4 <https://www.minsante.cm/site/sites/default/files/Dossier-de-presse-COVID--10-1.pdf>

5 Dr Manaouda Malachie sur X : « Le Cameroun compte cet après-midi 99 cas confirmés de Covid-19. Soyons vigilants et observons les règles d'hygiène prescrites pour barrer la route à ce virus. Lavons-nous régulièrement les mains avec de l'eau et du savon. Mettons-nous à 1,5 m de l'autre, sinon restons chez nous. »

6 Comme en témoignent des articles de presse et des commentaires sur les médias sociaux. <https://nkowa.com/gouvernement-du-cameroun-doit-prendre-lexemple-sur-son-ministre-de-la-sante-publique/>; <https://www.cameroun-tribune.cm/article.html/32276/fr.html/prise-en-charge-autres-pathologies-le-minsante-verifie-leffectivite>

structures d'accueil et les mesures en cours, sont également partagées. Bien que très appréciés et repris par de nombreux médias, ces points-presse auraient pu avoir une meilleure portée auprès du public s'ils s'étaient accompagnés de détails précis répondant aux inquiétudes des populations : que faire lorsqu'on se trouve loin des centres de dépistage ? Comment organiser une quarantaine dans des maisons familiales bondées ? Pendant combien de temps porter les masques<sup>7</sup> ? Que se passe-t-il lorsqu'un proche décède de la Covid-19 ? De plus, les messages du gouvernement sont délivrés essentiellement en français et parfois en anglais, ce qui rend difficile leur compréhension par la majorité de la population, notamment en zones rurales où prévalent les langues locales.

L'analyse des messages de santé standards formulés par le gouvernement révèle ainsi d'importants déficits informationnels. Comme l'indique Dorothee Ndoumbé (2020), la communication du gouvernement pendant la crise est calquée sur un modèle occidental où les populations ne connaissent pas de difficultés d'accès à l'information (internet et téléphonie mobile) ni de problèmes de langues. Les recommandations sur les gestes barrières, le port du masque obligatoire dans les lieux publics, le confinement ou semi-confinement sont certes des messages standards édictés par l'Organisation mondiale de la santé, mais elles manquent d'ancrage et de traduction spécifique au contexte. Plus encore, elles font l'impasse sur les nombreuses rumeurs et théories du complot qui circulent sur l'origine du virus (« virus créé intentionnellement »), sur le déni de la gravité de la Covid-19 (« la Covid ne tue pas, c'est une autre forme de paludisme »), ou sur l'efficacité des traitements alternatifs et des essais vaccinaux (Dinga et al., 2022 ; Fouda Bitá et al., 2024). On peut aussi noter la place marginale des acteurs communautaires qui ont été peu sollicités lors de la première vague de la crise sanitaire entre février et avril 2020 (Lefort-Rieu et al., 2023).

En conséquence, de nombreuses personnes ont fait le choix de s'éloigner des structures sanitaires lorsqu'elles ou leurs proches sont asymptomatiques par crainte d'être hospitalisées ou contraintes d'être séparées de leurs malades, sans possibilité de veiller sur eux ou de les accompagner en cas de décès. Plusieurs récits font état de familles tentant à tout prix d'éviter certains hôpitaux, même lorsque leurs malades développent des symptômes graves. Dans une discussion au sein d'une famille proche<sup>8</sup>, l'interlocutrice déclare à propos de la mort et de l'enterrement de son frère aîné survenu quelques semaines auparavant : « On a tout fait pour éviter d'aller à X. [...] Là-bas, ils confisquent les corps. Tu n'as pas le droit de voir ta personne. [...] Il faut une autorisation spéciale pour l'enterrer au village. »

La gestion des cas de décès liés à la Covid-19 a fait l'objet de vives critiques et réticences au sein de la population, se traduisant parfois par des agressions physiques du personnel de santé. Très souvent liés à l'incompréhension due au manque de communication, ces actes rappellent les mouvements de résistance qui ont été documentés en Guinée, en Sierra Leone et au Liberia lors de la lutte contre Ebola. Il y a eu, en effet, des manifestations dans les rues, des blocages de routes et même des meurtres de personnels de santé pour protester contre l'installation des centres de traitement, considérés comme des hauts lieux de trafic des corps des personnes décédées (Carrión et al., 2016 ; Marcis et al., 2019 ; Ouattara & Arhem, 2021).

Au Cameroun, ces faiblesses communicationnelles ont renforcé l'incompréhension et le sentiment d'un décalage entre les mesures gouvernementales et le contexte : « J'ai vu comment on enterrait les personnes mortes de la Covid. C'était inhumain » (Mme P., journaliste)<sup>9</sup>. Selon certains blogueurs, obtenir des informations officielles pour contrer les *fake news* était particulièrement difficile, bien qu'ils et elles étaient invité-e-s à relayer les messages et stratégies d'action du gouvernement. Ce qui conduit le professeur Mpoudi Ngollé<sup>10</sup> a déclaré : « Il faut des experts en communication médicale. C'est un truc à développer et c'est très important. » (colonel Mpoudi Ngollé, ANRS Yaoundé)<sup>11</sup>.

7 Au Cameroun, on préfère souvent le terme « cache-nez ».

8 Le 13 mai 2021, quartier Etoug-ébé, Yaoundé.

9 Entretien réalisé le 5 octobre 2021, par téléphone.

10 Chercheur et médecin, directeur adjoint du site ANRS à Yaoundé, le colonel Mpoudi Ngollé était aussi directeur de l'Institut de recherches médicales et d'études des plantes médicinales (Cremer/IMPM). Il est décédé en septembre 2021, deux mois après cette interview. Nous en profitons pour saluer sa contribution au rayonnement de la recherche scientifique au Cameroun.

11 Entretien réalisé le 15 juillet 2021 à Yaoundé.

« Les gens vous disent qu'il vaut mieux mourir de la Covid-19 que de faim » (Pr E. T., conseiller scientifique). Cette attitude face à l'épidémie ne serait pas seulement liée au faible nombre de décès rapportés (la barre de 1 000 décès ne sera franchie qu'au bout d'un peu plus d'un an en mai 2021<sup>12</sup>) contrairement à d'autres pays, en majorité européens, qui enregistraient des milliers d'hospitalisations et des centaines de décès par jour. Le faible taux de décès déclarés au Cameroun, l'absence de stigma et le rejet social associé à la Covid-19, comme dans le cas du virus Ébola ou du VIH/sida, ont largement contribué à l'envisager comme une « simple grippe » ou un « palu ordinaire », et ce, en dépit des différents pics de contaminations ou des mesures de fermeture des lieux publics, d'interdictions de rassemblements, etc. S'appuyer sur les organisations communautaires, de manière délibérée dès les premiers cas et sur un temps long, aurait sans aucun doute amélioré la connaissance de l'épidémie et la réception des consignes gouvernementales.

Parmi les dysfonctionnements observés, la question « qui communique ? » a aussi créé beaucoup de confusion. Après des décisions et déclarations discordantes émises par certains ministres, dont l'annonce de la reprise des cours par les ministres de l'Éducation et des Enseignements secondaires, ou encore la confusion suscitée par la ministre de la Recherche et de l'Innovation scientifique sur les risques de transmission du virus par les chauves-souris, le chef du gouvernement a dû rappeler à l'ordre les membres de son équipe<sup>13</sup>. Dans un communiqué signé par le Secrétariat général du gouvernement le 9 avril 2020, il rappelle l'impératif de respecter les canaux et autorisations nécessaires pour éviter les dissonances dans la communication politique. Les déclarations de la ministre sur les chauves-souris avaient suscité des railleries sur les réseaux sociaux, confortant ainsi l'une des figures du blâme les plus populaires. Tout comme les figures du héros, les figures du blâme peuvent en effet, aider les décideurs à élaborer des réponses plus solides et des messages de communication plus ciblés en matière de santé (Atlani-Duault, 2020).

La tendance au blâme observée en ligne se confirme également hors ligne. Elle a complètement supplanté celle de l'héroïsation et se dirige contre les autorités, dans un contexte où les populations éprouvent déjà des frustrations. Ainsi, au-delà de la « cacophonie » (Ndoumbé, 2020 ; Mandé, 2020, Atangana, 2021) et des contradictions observées dans la communication gouvernementale, la qualité de la communication du gouvernement dépend aussi de sa légitimité. Or la crise sanitaire survient dans un contexte de mécontentement social profond.

## Les ressorts de la défiance et du manque de confiance politique en période de crise sanitaire

### *Aspects théoriques de la confiance politique*

Comme le rappellent de nombreuses études sur les liens entre l'État et la société, la confiance est une valeur centrale en politique. Notamment dans des contextes dits démocratiques, il s'agit d'un indicateur de la légitimité des institutions gouvernementales, de leur acceptation et de leur respect. De nombreuses études soulignent le fait que son érosion est symptomatique d'une crise politique profonde qui affecte tant les institutions que le personnel politique (Hardin, 2004 ; Lalot & Quiamzade, 2021). Les ressorts de la confiance politique, ou de son délitement, se fondent principalement – mais pas exclusivement<sup>14</sup> – sur les interactions politiques entre gouvernant-e-s et gouverné-e-s. L'approche rationnelle envisage la confiance comme une situation où les acteur·rice-s (gouvernant-e-s et gouverné-e-s) savent que leurs intérêts sont imbriqués. Russel Hardin en parle en termes de « *encapsulated interest* » (Hardin, 2004). Ces intérêts ne sont pas seulement matériels : il peut aussi s'agir de satisfaire ou de renforcer certaines convictions morales. Dans le premier cas, la relation de confiance se fonde sur l'adéquation entre les préférences des citoyen-ne-s et l'action publique menée par le personnel politique ; dans le second cas, les questions de valeurs et de

12 <https://www.unocha.org/publications/report/cameroon/cameroon-covid-19-emergency-situation-report-no-18-1-30-june-2021>

13 <https://www.cameroon-tribune.cm/article.html/31745/en.html/travail-gouvernemental-le-rappel-l-ordre>

14 Les déterminants sociaux comme le niveau d'éducation, l'environnement familial ou social sont aussi à prendre en compte dans l'analyse sur la confiance politique.

conviction priment sur les performances gouvernementales. C'est lorsque les intérêts des un·e·s sont lésés que surviennent la cassure et le retrait de la confiance, qui se traduisent généralement par le rejet, le refus et la défiance. Le gain de confiance, à l'inverse, se traduit par une adhésion forte et un renforcement des liens.

Bien qu'il soit difficile de mesurer la confiance politique au Cameroun à partir de ce projet, plusieurs analyses ont déjà conclu à la déliquescence du contrat social, ainsi qu'au délitement croissant de la confiance politique, et ce depuis le début des années 1980. Deux décennies après les espoirs suscités par les indépendances, le délitement survient avec la dégradation progressive et continue des conditions économiques (chute des cours des matières premières, baisse des investissements étrangers, diminution des salaires des fonctionnaires, arrêt des recrutements systématiques dans la fonction publique, etc.). Cette situation va aggraver les pratiques de corruption<sup>15</sup> et accentuer la domination d'un pouvoir politique contraint de garantir sa survie par diverses manœuvres de contrôle, de coercition, de démonstration de force et d'usage de la violence (Sindjoun, 1996 ; Pommerolle, 2008 ; Keutcheu, 2013 ; Eboko & Awondo, 2018 ; Kojoué, 2020). Ce délitement s'amplifie avec les difficultés structurelles du fonctionnement de l'appareil d'État qui n'a pas pu ou su amorcer sa croissance économique. S'ajoutent le non-renouvellement de la classe dirigeante ainsi que le monopole du parti présidentiel sur les institutions publiques, de même que l'impunité qui entoure cette classe dirigeante. Un climat de méfiance permanente persiste donc, d'où la promptitude à faire des membres du gouvernement des figures du blâme. Dans ce contexte, la gestion de l'épidémie a été vécue comme un prolongement de violence politique ordinaire.

### *Gestion de la crise et centralisation de l'action publique*

La majorité des acteurs impliqués dans la riposte contre la Covid-19 au Cameroun sont unanimes concernant le caractère très centralisé des processus décisionnels, et ce, en dépit des mécanismes de concertation et de coordination préexistants ou créés à cet effet. Bien que l'exigence de cohérence et de suivi soient les premiers enjeux du gouvernement dans le contexte de la crise sanitaire, la place secondaire, voire marginale, accordée aux autres acteurs comme le conseil scientifique ou le Centre de coordination des opérations d'urgence de santé publique (CCOUSP) a considérablement limité la portée et l'efficacité des politiques sanitaires. Par ailleurs, le scandale de détournement des fonds destinés à la lutte contre la Covid-19 n'a fait qu'exacerber les résistances et les barrières à la communication entre le gouvernement et ses citoyens.

Dans le premier cas, on observe une forte monopolisation de la gestion de la crise par le ministère de la Santé, et en particulier par la Direction de lutte contre la maladie (DLM), alors qu'il existe une administration entièrement chargée de gérer les urgences sanitaires. En effet, bien avant la notification du premier cas, les agents du CCOUSP étaient déjà à pied d'œuvre pour tenter d'identifier les potentiels cas, les isoler et les traiter : « On avait déjà une petite expérience avec le choléra. Même si ce n'était pas de cette ampleur » (Dr S., CCOUSP)<sup>16</sup>. Avec l'arrivée de la Covid-19, il a fallu très rapidement mettre en place un plan coordonné de gestion des incidents, créer un centre d'appels, ouvrir des lignes téléphoniques et former des équipes supplémentaires. Malgré ce déploiement, les moyens et les capacités d'intervention du CCOUSP, les agents regrettent que cette expertise ait été peu voire sous-mobilisée lors de la première vague : « Les dirigeants ont mis du temps à comprendre le système adopté pour gérer la situation. [...] Parfois, on apprenait les décisions du gouvernement au journal comme tout le monde alors qu'on était en réunion de concertation quelques heures auparavant. » (Dr S., CCOUSP). Sur le plan opérationnel, les régions ont pris le relais tardivement et avec beaucoup de difficultés, du fait de cette centralisation. Plusieurs membres du Conseil scientifique confirment cette centralisation :

Le gouvernement ne nous a écoutés qu'une fois, à propos du vaccin [...]. C'est vraiment la seule fois. On a déconseillé la réouverture des bars [...] on a déconseillé la rentrée des classes [...] on a demandé au gouvernement de ne pas dépasser 20 % de spectateurs lors du CHAN<sup>17</sup> mais ils n'ont pas écouté. (Pr E. T., Conseil scientifique)

15 Les premières études sur l'État postcolonial parlent ainsi de « politique du ventre » (Bayart, 1989) ou d'« État patrimonialisé » (Médard, 1990).

16 Entretien réalisé le 15 juin 2021 à Yaoundé.

17 Le Championnat d'Afrique des Nations (CHAN) est un tournoi de football réservé aux joueurs locaux.

Cette verticalité dans la prise de décision, en dépit des instances de coordination et de consultation censées guider, appuyer et soutenir les décisions politiques, témoigne d'un formalisme participatif, hors de toute véritable mobilisation collective, voire démocratique. Même si l'on sait que l'offre de participation (voire le pluralisme) ne renverse pas les pouvoirs établis ni n'empêche les décisions d'être exécutées (Kojoué, 2013 ; Mazeaud et al., 2012 ; Rui, 2016), le faible respect des consignes sanitaires comme le port du masque au sein des administrations publiques, ou encore le faible taux de vaccination, surtout parmi le personnel de santé et les fonctionnaires, peuvent être analysés comme des conséquences de ce défaut participatif. Si les administrateurs eux-mêmes n'ont pas le sentiment que leur voix est entendue, comment pourraient-ils être des relais auprès des administrés ? Comment atténuer les fortes suspicions *par le bas* générées par les insuffisances communicationnelles et par un long historique de non-redevabilité des responsables politiques ? Ce qui est à l'œuvre dans les modalités de gestion de la crise du Covid-19 n'est pas autre chose qu'une stratégie de légitimation des mécanismes de domination.

### *Gestion de la crise et instrumentalisation de l'action publique*

Dans le cadre de la lutte contre la Covid-19, le chef de l'État aurait fait un « don spécial » de 2 milliards de FCFA (environ 3 millions d'euros) aux Camerounais-e-s. Sur la base de ce don, l'administration d'État va se mobiliser autour d'un important dispositif de soutien social des ménages les plus vulnérables à travers le pays. Le déploiement de ce dispositif a fait la publicité du président de la République dont l'immense générosité (et l'immense portrait à défaut de sa présence physique) a largement été mise en avant à chaque distribution. La tentative de contestation de ce « don » par un chef de village au cours d'une redistribution, mais surtout la menace de destitution du haut administrateur qui procédait à la distribution, illustrent la domination paternaliste qui caractérise les relations entre gouvernant-e-s et gouverné-e-s au Cameroun (Bigombé Logo & Menthong, 1996). Alors qu'au début de la crise de Covid-19, en mars 2020, plusieurs chefs d'État africains se sont mis en avant en invitant les populations au calme et au respect des gestes barrières<sup>18</sup>, l'absence du président Biya, pendant près de deux mois, avait suscité beaucoup de rumeurs sur sa santé, au point que l'opposition avait demandé à l'Assemblée nationale de constater la vacance du pouvoir<sup>19</sup>. La distribution de ce « don spécial » servira de marketing politique à la faveur du chef de l'État, paradoxalement invisible.

Au Cameroun, le référentiel de l'action gouvernementale<sup>20</sup> est fortement imprégné par la rhétorique du *don* et de la *générosité* du chef de l'État. Ces dons se confondent voire supplantent l'action gouvernementale. Or, la signification du don n'est pas anodine ; il participe à une stratégie de légitimation du pouvoir et de renforcement des liens de reconnaissance vis-à-vis de l'autorité qui l'offre. Béatrice Hibou (2011) note ainsi que l'une des logiques de l'économie politique du don ou du cadeau en situations autoritaires est non pas seulement de « tenir » ou « acheter », mais aussi d'« obliger » à la reconnaissance permanente. Au Cameroun, même lorsqu'elles n'appartiennent pas au gouvernement, les autorités politiques investies dans l'action publique ne manquent jamais de rappeler la générosité du chef de l'État (et de son épouse). C'est également le cas lorsqu'une infrastructure est réalisée (routes, écoles, hôpitaux, etc.) ou lorsque des plans sociaux sont développés, comme ici, dans le cadre de la lutte contre la Covid-19. Selon Patrick D. Belinga Ondoua (2018, p. 67) :

Cette logique du don est une stratégie politique, une ruse destinée au « blanchiment » de l'incapacité de l'État à assumer ses charges financières, surtout en période de crise. C'est surtout l'opportunité d'affirmer la position centrale occupée par le chef de l'État, *pourvoyeur suprême* des populations vulnérables.

18 Certains, dont Macky Sall et Paul Kagamé, ont même participé au challenge SafeHandsChallenge (mains saines) lancé par l'OMS sur les réseaux sociaux.

19 La question des absences du président de la République du Cameroun, notamment pour des séjours répétés et assez longs en Suisse, n'est pas un phénomène nouveau et lui a valu une réputation de « président absent ».

20 Pierre Muller parle de référentiel de l'action collective pour signifier que les politiques publiques sont, au-delà de l'affrontement entre acteurs, le lieu de construction d'un certain rapport au monde. De fait, les représentations que se donne une société pour comprendre et agir sur le réel tel qu'il est perçu. La définition d'une politique publique repose sur une représentation de la réalité qui constitue le référentiel de cette politique (Muller, 2010, p. 555).

D'autres personnalités publiques ont aussi participé à cet affichage de prospérité matérielle à grand renfort de communication politique en faveur du président Biya. Cependant, *l'initiative survie*, portée par l'opposant Maurice Kamto (candidat malheureux à la présidentielle de 2018), n'a pas eu le même traitement. Sur les comptes Facebook<sup>21</sup> et Twitter<sup>22</sup> @cameroonsurvival, cette démarche se présente comme une initiative populaire et non partisane, visant à accompagner le peuple camerounais dans sa lutte contre la pandémie. Les appels aux dons auraient permis de mobiliser plus de 700 millions de FCFA (plus d'un million d'euros) en six mois. Mais quelques jours seulement après son lancement en avril 2020, le ministre de l'Administration territoriale, Paul Atanga Nji, sommait les opérateurs de téléphonie mobile MTN et Orange Cameroun de procéder sans délai à la fermeture des comptes mobile money<sup>23</sup>, et au gel des fonds de l'initiative. Dans un contexte d'urgence sanitaire et sociale, une telle posture a été interprétée comme relevant d'un calcul politicien (empêcher une récupération politique par l'opposition) plutôt que d'une réelle volonté de venir en aide aux populations.

## Gestion de la Covid-19 et détournement de fonds

En juin 2021, à la demande du Fonds monétaire international (qui avait débloqué une enveloppe de 214 milliards de FCFA pour renforcer le plan national de riposte contre la Covid-19), la Chambre des comptes de la Cour suprême a révélé, dans un rapport officiel, une mauvaise gestion des fonds alloués pour lutter contre la pandémie. Certaines conclusions du rapport avaient déjà fuité au mois de mai, poussant la création par le gouvernement d'une *Task Force* spéciale Covid-19 dirigée par le Secrétaire général de la présidence du Cameroun. La gestion de la crise sanitaire était jusque-là sous l'autorité du Premier ministre. Cette décision, qui par ailleurs, serait selon certaines figures politiques et scientifiques, une simple manœuvre politique interne (sur fond de conflit entre le Secrétaire général de la présidence et le Premier ministre), n'est pas moins la conséquence d'une gestion catastrophique qui a conduit au détournement de 180 milliards de FCFA (275 millions d'euros), comme l'indique le rapport. Ce dernier souligne en effet des dysfonctionnements et des malversations, des dépassements de budget, des surfacturations, des prestations fictives, des prestations douteuses et plus encore. Plusieurs membres du gouvernement sont mis en cause, dont le ministre de la Santé publique et le ministre de la Recherche et de l'Innovation scientifique, toujours en fonction aux mêmes postes. Malgré les conclusions accablantes de ce rapport, aucun membre du gouvernement n'a été interpellé, et aucune sanction n'a (encore) été prise.

Dans le même temps, le gouvernement lançait sa première campagne de vaccination contre la Covid-19. À la fin de l'année 2021, après quatre campagnes de vaccination, moins de 5 % de la population était vaccinée, loin des objectifs de 40 % affichés par le ministère de la Santé. Certes, il ne fait pas de doutes que les réticences au vaccin contre la Covid-19 sont le fait : 1) de la non-sévérité de l'épidémie – « Vu l'impact de la maladie ici, on comprend un peu pourquoi quel que soit ce que le gouvernement va dire, ce n'est pas une priorité, les gens ne sont pas intéressés » (Pr M., partenaire international)<sup>24</sup> ; et 2) de certaines idées reçues et des théories complotistes amplifiées par les réseaux sociaux<sup>25</sup>. Mais sans aucun doute, ces réticences sont aussi la conséquence d'un délitement de la confiance politique vis-à-vis des dirigeants. Le long historique de détournements de fonds dont le « Covidgate » est emblématique, le manque de transparence, et surtout, l'absence de filets de sécurité sociale et économique expliquent ce manque de confiance.

Cette situation se rapproche de celle qu'a documentée Syna Ouattara (2020) en Guinée en 2015. À partir d'une méthodologie ethnographique mixte combinant ethnographie rapide et ethnographie ciblée<sup>26</sup>, il a pu mettre en évidence trois facteurs qui ont contribué aux réticences et actes de résistance face aux mesures de lutte contre l'épidémie d'Ébola à savoir : un manque d'informations appropriées sur les centres de traitement, un manque de transparence et un manque de confiance dans les autorités

21 <https://www.facebook.com/cameroonsurvival/>

22 <https://twitter.com/SurvieCameroun>

23 Le mobile money permet aux individus de recevoir, conserver, envoyer ou dépenser de l'argent à partir de leur téléphone portable.

24 Entretien réalisé le 12 juillet 2021 à Yaoundé.

25 Notamment l'idée des vaccins utilisés comme arme biomédicale létale sur le long terme.

26 Ces deux méthodes d'enquête ethnographique se distinguent de la méthode classique par leur portée pratique, pour faciliter l'intervention rapide en situation de crise dans un délai court.

locales et les équipes d'intervention. C'est la prise en compte des préoccupations des populations qui a permis d'améliorer les interventions. De fait, le crédit si rapidement accordé aux théories complotistes et les réticences observées dans la lutte contre la Covid-19 sont le signe d'un manque de confiance généralisée envers celles et ceux qui gouvernent, tant par le doute concernant leurs capacités que par la difficulté à leur prêter des intentions honnêtes. *Violences historiques et régimes de doute* persistent, comme le montre Mathieu Fribault dans le cas de la Guinée (Fribault, 2015).

En l'absence de routines administratives et de stratégies de communication ouvertes, adaptées et transparentes, l'adhésion aux mesures prises est totalement incertaine. On peut le constater à partir des propos du professeur N. T.<sup>27</sup>, membre du conseil scientifique :

Les zones les moins scolarisées sont paradoxalement les zones où il y a moins de réticences, où les gens écoutent leurs élites. Le Grand Nord est la région la plus vaccinée pour ces mêmes raisons. Mais dans les zones où la scolarisation est importante, Yaoundé, Douala, Bafoussam par exemple, les taux de refus sont impressionnants. [...] La défiance est là. [...] Le défi est celui du gouvernement qui doit garder la confiance de son peuple, et ce n'est pas gagné avec le Covidgate.

## Conclusion

L'analyse de l'action publique permet une analyse sociologique de l'État. Cette analyse a fait ressortir plusieurs éléments structurels caractéristiques d'un État stationnaire (Eboko & Awondo, 2018, p. 7). Ce qui autorise à parler de fracture politique dans le cas présent, c'est le poids des logiques décisionnelles de l'action publique, qui résistent à toute forme d'autonomie susceptible de favoriser le dialogue, la concertation et le compromis, et cela nuit au pragmatisme qu'exige l'urgence sanitaire ; c'est le poids d'une élite dominante dont les actions ont conforté les perceptions d'une élite corrompue et sourde aux besoins des populations dont elles ont la charge ; c'est la difficile transparence dans les relations avec le niveau opérationnel, du fait d'une volonté de contrôle et de monopole permanent ; c'est enfin, dans un contexte numérique qui invite à repenser la communication de proximité, une apathie politique marquée par le manque de réactivité et de créativité dans la transmission de l'information et la communication sur la Covid-19. Ainsi serait-il faux de penser que seuls les réseaux sociaux ont nourri les réticences, voire la défiance face aux consignes de prévention et autres mesures de lutte contre la Covid-19. Bien au contraire, le mécontentement et le manque de confiance vis-à-vis de la classe dirigeante, mais aussi les contradictions internes à l'appareil d'État, ont tout autant donné du poids aux théories du complot et autres *fake news*, expliquant l'attitude de défiance des Camerounais-e-s dans une période qui appelle pourtant à la synergie. Cela pose un enjeu central dans la gestion du pouvoir politique et invite à repenser les relations État-société autant au Cameroun que dans d'autres pays au profil similaire, dans la perspective d'une décentralisation effective comme le souligne Bang (2020). Celle-ci vise à améliorer la gouvernance locale et à rapprocher le pouvoir des citoyen-ne-s.

## Bibliographie

- Atangana-Abé, J. (2021). La gestion de la pandémie de Covid-19 au Cameroun : bilan et perspectives. *Organisations & Territoires*, 30(3), 121-139.
- Atlani-Duault, L., Rousseau, C., Moatti, J.-P., Delfraissy, J.-F., & Murgue, B. (2013). Behavioural research in epidemics. *The Lancet. Infectious Diseases*, 13(7), 567-568. [https://doi.org/10.1016/S1473-3099\(13\)70097-5](https://doi.org/10.1016/S1473-3099(13)70097-5)
- Atlani-Duault, L., Ward, J. K., Roy, M., Morin, C., & Wilson, A. (2020). Tracking online heroisation and blame in epidemics. *The Lancet. Public Health*, 5(3), e137-38. [https://doi.org/10.1016/S2468-2667\(20\)30033-5](https://doi.org/10.1016/S2468-2667(20)30033-5)
- Bang, H. (2020). An Overview of the Covid-19 Crisis Management in Cameroon: Decentralised Governance Response Needed. *Annals of Disaster Risk Sciences*, 3(2).
- Bayart, J.-F. (1989). *L'État en Afrique. La politique du ventre*. Fayard.
- Belinga Ondoua, P. D. (2018). Politique de la suspicion et développement urbain au Cameroun. Le programme participatif d'amélioration des bidonvilles (PPAB) dans la ville de Yaoundé. *Politique africaine*, 150(2), 53-74.

27 Entretien réalisé le 14 juillet 2021 à Yaoundé.

- Bigombé Logo, P., & Menthong, H.-L. (1996). Crise de légitimité et évidence de la continuité politique. *Politique africaine*, 62, 15-23.
- Carrión Martín, A. I., Derrough, T., Honomou, P., Kolie, N., Diallo, B., Koné, M., Rodier, G., Kpoghomou, C., & Jansà, J. M. (2016). Social and cultural factors behind community resistance during an Ebola outbreak in a village of the Guinean Forest region, February 2015: a field experience. *International Health*, 8(3), 227-229.
- Dinga, J. N., Ateke Njoh, A., Dobgima Gamua, S., Eni Muki, S., & Titanji, V. P.K. (2022). Factors driving COVID-19 Vaccine Hesitancy in Cameroon and Their Implications for Africa: A Comparison of Two Cross-Sectional Studies Conducted 19 Months Apart in 2020 and 2022. *Vaccines*, 10(9), 1401. <https://doi.org/10.3390/vaccines10091401>.
- Eboko, F., & Awondo, P. (2018). L'État stationnaire, entre chaos et renaissance. *Politique africaine*, 150(2), 5-27.
- Fouda Bit, A. A., Metagne Kengne, V. F., Adiogo, D., & Owona Manga, J. L. (2024). Refus et hésitation vis-à-vis de la vaccination anti-COVID-19 à Douala, Cameroun. *The Pan African Medical Journal*, 48(61), <https://doi.org/10.11604/pamj.2024.48.61.39880>.
- Fribault, M. (2015). Ebola en Guinée : violences historiques et régimes de doute. *Anthropologie & Santé. Revue internationale francophone d'anthropologie de la santé*, 11. <https://doi.org/10.4000/anthropologiesante.1761>
- Gwaibi, N. (2022). Cameroon: parliamentary (un)scrutiny amid multiple crises. *The Theory and Practice of Legislation*, 10(2), 147-164. <https://doi.org/10.1080/20508840.2022.2093495>.
- Hardin, R. (dir.) (2004). *Distrust*. Russell Sage Foundation (Russel Sage Foundation Series on Trust).
- Hibou, B. (2011). *Anatomie politique de la domination*. La Découverte.
- Israr, S. M., Razum, O., Ndiforchu, V., & Martiny, P. (2000). Coping strategies of health personnel during economic crisis: a case study from Cameroon. *Tropical Medicine & International Health*, 5(4), 288-92, <https://doi.org/10.1046/j.1365-3156.2000.00547.x>.
- Kemayou, L. R. (2012). La communication publique entre mythe et réalité au Cameroun : une gouvernance de défiance vis-à-vis des citoyens usagers ? *Pyramides. Revue du Centre d'études et de recherches en administration publique*, 24, 151-170.
- Keutcheu, J. (2013). Dialectique du vide et du plein dans la construction de l'ordre étatique au Cameroun. *Réseaux*, 180(4), 67-94, <http://www.cairn.info/revue-reseaux-2013-4-page-67.htm>
- Kojoué, L. (2020). La continuité autoritariste. L'action publique contre le sida comme révélateur des (non)transformations de l'État au Cameroun. *Revue internationale de politique de développement*, 12(1), <https://doi.org/10.4000/poldev.3276>.
- Kojoué, L. (2013). *Enfants et VIH/sida au Cameroun. Construction et implications de l'agenda politique*. [Thèse de doctorat, Université de Bordeaux]. Theses.fr. <https://theses.fr/2013BOR40044>
- Lalot, F., & Quiazade, A. (2021). La confiance politique en temps de crise. *The Inquisitive Mind*, 2. <https://fr.in-mind.org/fr/article/la-confiance-politique-en-temps-de-crise>
- Lefort-Rieu, C., Minfegue C., Kojoué, L., Vidal, L., Mengue, M-T., & Atlani-Duault, L. (2023). La santé globale à l'épreuve du local en contexte pandémique. *Suds. Géographies critiques, perspectives des Suds*, 288(2), 15-46. <https://doi.org/10.4000/suds.950>.
- Mandé, I. (2020). Les contraintes d'une action collective de lutte contre le Coronavirus au Cameroun. AfriCovid-19. <https://africovid-19.uqam.ca/2020/10/02/les-contraintes-dune-action-collective-de-lutte-contre-le-coronavirus-au-cameroun/>
- Marcis, F. L., Enria, L., Abramowitz, S., Saez, A.-M., & Faye, S. L. B. (2019). Three Acts of Resistance during the 2014-16 West Africa Ebola Epidemic: A Focus on Community Engagement. *Journal of Humanitarian Affairs*, 1(2), 23-31.
- Mazeaud, A., Sa Vilas Boas, M.-H., & Berthomé, G.-E.-K. (2012). Penser les effets de la participation sur l'action publique à partir de ses impensés. *Participations*, 2(1), 5-29.
- Médard, J.-F. (1990). L'État patrimonialisé. *Politique africaine*, 39, 25-36.
- Muller, P. (2010). Référentiel. Dans *Dictionnaire des politiques publiques* (555-562). Presses de Science Po. <https://www.cairn.info/dictionnaire-des-politiques-publiques--9782724611755-p-555.htm>
- Ndoubmé, D. B. (2020). Covid-19 : Les cacophonies de la communication gouvernementale. The Muntu Institute. <https://covid-19-cameroon.org/covid-19-les-cacophonies-de-la-communication-gouvernementale>.
- Ouattara, S. (2020). Rapid and Focused Ethnographies to Decrease Tensions in Guinea's Ebola Crisis. *kritisk etnografi: Swedish Journal of Anthropology*, 3(2), 69-86.
- Ouattara, S., & Arhem, N. (2021). Fighting Ebola in the Shadow of Conspiracy Theories and Sorcery Suspicions. *Cahiers d'études africaines*, 241, 9-39.
- Pommerolle, M-E. (2008). La démobilisation collective au Cameroun: entre régime post autoritaire et militantisme extraverti. *Critique internationale* 40(3), 73-94.
- Riutort, P. (2020). III / La communication politique en pratique. Dans *Sociologie de la communication politique* (pp. 55-82). La Découverte. <https://shs.cairn.info/sociologie-de-la-communication-politique--9782348057458-page-55?lang=fr>
- Rui, S. (2016). La société civile organisée et l'impératif participatif. Ambivalences et concurrence. *Histoire, économie & société*, 35<sup>e</sup> année (1), pp. 58-74. <https://doi.org/10.3917/hes.161.0058>.
- Seytre, B., Barros, C., Bona, P., Blahima, K., Rodrigues, A., Varela, O., Yoro, B.M., & Fall, B. (2021). A socio-anthropological survey to support communication on Covid-19 in West Africa. *Médecine tropicale et santé internationale*, 1(3).

Sindjoun, L. (1996). Le champ social camerounais : désordre inventif, mythes simplificateurs et stabilité hégémonique de l'Etat. *Politique Africaine*, 62, 57-67. <https://polaf.hypotheses.org/files/2020/05/062057.pdf>

# Documenting the Political Divide

## Health Crisis, Government Communication, and Political Legitimacy in Cameroon

### Larissa Kojoué

PhD in Political Science, Associate Researcher at CEPED, Paris

[kojouel@hrw.org](mailto:kojouel@hrw.org)

### Calvin Minfegue

Lecturer-Researcher, Catholic University of Central Africa, Faculty of Legal and Political Sciences, and Institute of Policies and Social Initiatives

[minassc@yahoo.fr](mailto:minassc@yahoo.fr)

### Claire Lefort-Rieu

Postdoctoral Researcher, Laboratory of Social and Cultural Anthropology (LASC), University of Liège

[clefort@uliege.be](mailto:clefort@uliege.be)

### Laurent Vidal

Research Director, IRD, UMR SESSTIM (AMU, IRD, INSERM), Representative of IRD, CNRS, and CIRAD in Southern Africa

[laurent.vidal@ird.fr](mailto:laurent.vidal@ird.fr)

### Marie-Thérèse Mengue

Lecturer Researcher, Catholic University of Central Africa, Faculty of Social Sciences and Management, Department of Social anthropology, Institute of Policies and Social Initiatives

[mengue\\_mt@yahoo.fr](mailto:mengue_mt@yahoo.fr)

### Laetitia Atlani-Duault

Anthropologist, Research Director, CEPED, Université de Paris

[laetitia.atlanti-duault@u-paris.fr](mailto:laetitia.atlanti-duault@u-paris.fr)

**How to cite this paper:** Kojoué, L., Minfegue, C., Lefort-Rieu, C., Vidal, L., Mengue, M.-T., & Atlani-Duault, L. (2025). Reporting the Political Divide: Health Crisis, Government Communication, and Political Legitimacy in Cameroon. *Global Africa*, (9), pp. 142-152. <https://doi.org/10.57832/88mp-mm97>

Received: February 16, 2024

Accepted: January 31, 2025

Published: March 20, 2025

© 2025 by author(s). This work is openly licensed via [CC BY-NC 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/)



### Abstract<sup>1</sup>

The reception given to the various government measures to combat Covid-19 in the midst of the health crisis between 2021 and 2022 illustrates the political divide between the Cameroonian State and its population. This article analyzes the mechanisms behind this lack of trust, on the basis of a sociology of public action that combats Covid-19 and a sociology of the State. Our analysis highlights several structural elements that undermine the legitimacy of the Cameroonian State in the eyes of its population: centralized decision-making logics that resist any form of openness likely to give more room to the dialogue and consensus required by the health emergency; the instrumentalization of public action for presidential marketing purposes, and a great lack of flexibility and proximity in government communication. All this takes place within a context of technological evolution (the weight of social networks) that calls for a rethinking of the content, form, channels and carriers of information and communication.

### Keywords

Covid-19, government communication, public action, political trust, Cameroon

<sup>1</sup> This article is part of the results of the MEDIACAM project, funded by ANRS under the COVID-19 South call for projects, 2020.

## Introduction

The Covid-19 pandemic had significant implications for the legitimacy of governmental actors in many parts of the world. The reception of restrictive measures to control the spread of the epidemic, and the public's perception of the effectiveness of the responses proposed by their leaders, help to assess this legitimacy.

In the Cameroonian context, there was little public support for preventive measures. This is certainly not unique to Cameroon, as confirmed by a socio-anthropological survey carried out during the first wave of the epidemic in West Africa (Seytre et al., 2021). Indeed, how can Covid-19 be considered a serious threat when the number of deaths is extremely low compared to European countries, for example? When the symptoms are nothing new and easily resemble those of malaria? Why should the population adhere to preventive measures that seem unrealistic given these contexts? Over and above the technical, practical and economic difficulties involved in complying with most of these measures (barrier measures, quarantine, containment, death management, etc.), the management of the health crisis comes at a time of crisis in the healthcare system, marked by a significant drop in confidence in institutions and political personnel (Chabrol, 2018 ; Israr et al., 2001).

The hypothesis we defend here is that, over and above the communicational and technical issues at stake, the reticence observed in the face of government directives reflects a profound sense of mistrust, due to a systemic dissatisfaction with the policies and authorities managing the crisis. The severity of the epidemic, as well as the content and tone of government communications, failed to change this attitude.

It is the mechanisms and issues at stake in this lack of trust that we are going to examine, based on a sociology of public action and a sociology of the State in Cameroon. To do this, we draw on qualitative material compiled from a survey conducted in the city of Yaoundé between April and July 2021. Three modes of data collection were privileged: an analysis of online reactions on social networks (Facebook and X) and on the websites of the most important generalist media in French such as CRTVweb, Cameroun Tribune and La Nouvelle Expression, or The Guardian Post and Mimi Mefo Info for data in English. We searched the sites using keywords and hashtags<sup>2</sup>. The aim of the social media research was to identify and analyze, on the one hand, the diversity of communicative registers used by the government to circulate information on Covid-19 and, on the other, to highlight the “blame figures” or “hero figures” likely to influence political decisions and strategies. A dozen semi-structured interviews were conducted with various players involved in the national response at decision-making, scientific, media and community levels. The interviews focused as much on their perception of the epidemic in Cameroon, as on their role and involvement in the national response. Ethnographic observations were also carried out in various public spaces (health centers, markets, public transport) around the vaccination campaign, between March and July 2021.

The results of this study show the extent to which the importance of social media, and above all of local communication by health information professionals, has not been sufficiently anticipated or sufficiently mobilized. Some strategic and political choices have even added to the tension and confusion in a context of epidemic urgency conducive to manipulation and misinformation.

## Features of the Government communications plan

In this section, we will discuss the main features of political communication, particularly government communication in the context of a health crisis. In moments of crisis, when equilibrium is disrupted and the balance is tipped, political communication is tasked with reassuring people, and even restoring their confidence in decision-makers. For Philippe Riutort (2020), political communication is understood as the set of practices aimed at establishing links between political professionals

<sup>2</sup> Examples of keywords used together or separately with the hashtag: #Covid19+Cameroon, #Vaccin+COvid+Cameroon, #ORCA+Covid, #Covidgate#, #Cousp+Covid, #Covid+Tchuenté.

and their constituents, using the channels offered by the media. Here, we are talking about the information, recommendations and official statements produced by members of the government, with the aim of curbing the spread of the epidemic. In fact, although it would be more appropriate to speak of public health communication, our analysis goes beyond public health promotion messages to focus as much on the actions and strategies put in place, as on the discourses, postures and initiatives of the various political decision-makers in the context of the health crisis.

### *A dynamic communication strategy*

Although it is difficult to pinpoint the existence of a government communications plan in the fight against Covid-19, observations show that the Cameroonian government communicated extensively on the epidemic, and in a relatively unprecedented way (crisis situation obliges), from the first reported cases, on March 7, 2020. The announcement was made by the Minister of Communication, the government spokesman, at a press conference on the same day. Given the global state of health emergency, the government will be pulling out all the stops to inform the public, in order to prevent the spread of the virus, which, given the context and the capacities of the health system, looks set to be disastrous. Unprecedented measures will be taken, such as the organization of special “Covid-19” broadcasts on radio and television. Covid-19 will be featured on the front pages of the private and public press, and visual communication (banners, large banners and posters) will also be used to encourage people to adopt barrier measures. The government will also be focusing on digital communication, sending SMS messages to all cell phone users, and multiplying messages on social networks, with the help of bloggers.

The tools mobilized by the government are press conferences, press briefings, press releases and Tweets. While these tools are not new, they are rarely used so concomitantly and regularly. Above all, the government gives the impression of speaking with a single voice, which contrasts with observed patterns of ordinary communication where the spokesperson is not the only one to carry the executive’s word (Kemayou, 2012).

For example, it was during a press conference attended by the Prime Minister that the government action plan against Covid-19 was presented, a plan of 13 measures against Covid-19 signed by the Head of State and presented by the Head of Government. These measures include closing borders (land, air and sea), suspending the issue of visas, closing public and private establishments, and banning gatherings of more than 50 people for a period of fifteen days<sup>3</sup>. These measures will be extended by press release on April 1, 2020.

The Minister of Public Health occupies media space on a daily basis, sharing information on the progress of the epidemic on social networks. The Health Minister’s Tweets, which appear to be a personal initiative, focus mainly on counting the number of new cases and advising people to take precautions (wash their hands with soap, sneeze into their elbow, wear a mask in public places, keep a distance of one meter in queues, avoid gatherings, stay at home, etc.)<sup>4</sup>. These Tweets are liked and shared several hundred times<sup>5</sup> (fig. 1).

3 <https://www.spm.gov.cm/site/?q=fr/content/strategie-gouvernementale-de-riposte-face-la-pandemie-de-coronavirus-covid-19>

4 <https://www.minsante.cm/site/sites/default/files/Dossier-de-presse-COVID--10-1.pdf>

5 Dr Manaouda Malachie on X: “Cameroon has 99 confirmed cases of Covid-19 as of this afternoon. Let us be vigilant and observe the rules of hygiene prescribed to keep this virus at bay. Wash your hands regularly with soap and water. Get within 1.5 m of each other, otherwise stay at home.”

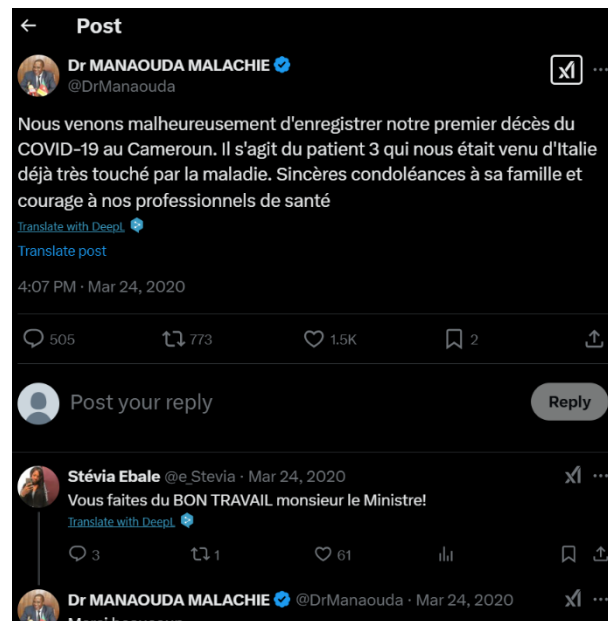


Figure 1: Example of a Tweet from the Minister of Public Health on March 24, 2020.

Hailed by the population for this effort at transparency<sup>6</sup>, the Minister's image is close to that of a hero, understood here as a man of the front line, strong in his expertise and concerned with the well-being of Cameroonians. As anthropological research on behavior in times of crisis has shown, people's perceptions of themselves through the figures of the hero or the blamer are likely either to promote acceptance, adoption and adherence to health measures in a crisis context, or to create the opposite effect (Atlani-Duault et al., 2013, 2020). The Minister of Public Health's initiatives are all the more significant in a context where accountability for political authorities is an unusual exercise (Gwaibi, 2022). The comments are therefore highly complimentary, and the population is sensitive to these messages.

However, this relationship with the hero figure was quickly blunted by the Minister's change of communication strategy a few weeks later, when he chose to focus solely on the good news. From now on, it will be difficult to know which regions are most affected, where the outbreaks are occurring and what measures are being taken as the number of cases increases. This move is likely to attract a great deal of criticism, and will be interpreted by the public as an attempt to hide the reality of a situation that is probably out of control.

### *Malfunctions, contradictions and consequences of government communication*

The communication strategy of providing information through press briefings seems more collective and concerted than the Minister's Tweets. In addition to providing an update on the epidemic, information is also shared on the number of deaths, the number of cured cases, reception facilities and measures underway. Although much appreciated and picked up by many media outlets, these press briefings would have had greater impact if they had been accompanied by precise details responding to people's concerns: what to do when far from screening centers? How to organize quarantine in crowded family homes? How long should masks be worn<sup>7</sup>? What happens when a loved one dies of Covid-19? Furthermore, the government's messages are delivered mainly in French and occasionally in English, making them difficult to understand for most people, especially in rural areas.

6 As evidenced by press articles and comments on social media. <https://nkowa.com/gouvernement-du-cameroun-doit-prendre-lexemple-sur-son-ministre-de-la-sante-publique/>; <https://www.cameroon-tribune.cm/article.html/32276/fr.html/prise-en-charge-autres-pathologies-le-minsante-verifie-leffectivite>

7 In Cameroon, the term "cache-nez" is often preferred.

Analysis of the standard health messages formulated by the government therefore reveals significant information deficits. As Dorothée Ndoumbé (2020) points out, the government's communication during the crisis was copied on a Western model, where the population had neither difficulty in accessing information (internet and mobile telephony) nor language problems. The government's recommendations on barrier measures, mandatory masking in public places, and confinement or semi-confinement are certainly standard messages issued by the World Health Organization, but they lack context-specific anchoring and translation. Furthermore, they overlook the many rumors and conspiracy theories circulating about the origin of the virus ("intentionally created virus"), the denial of the seriousness of Covid-19 ("Covid does not kill, it is another form of malaria"), or the efficacy of alternative treatments and vaccine trials (Dinga et al., 2022 ; Fouda Bitá et al., 2024). We can also note the marginal place of community players, who were little solicited during the first wave of the health crisis between February and April 2020 (Lefort-Rieu et al., 2023).

As a result, many people have chosen to stay away from health facilities when they or their loved ones are asymptomatic, for fear of being hospitalized or forced to leave their patients with health staff, with no possibility of looking after them or accompanying them in the event of death. There are several accounts of families trying at all costs to avoid certain hospitals, even when their patients develop serious symptoms. In a communication from a close family<sup>8</sup>, the interlocutor talked of the death and burial of her elder brother a few weeks earlier: "We did everything to avoid going to x. [...] There, they confiscate the corps. You are not allowed to see the body of your relatives. [...] You need a special authorization to bury them in the village."

The management of cases of death linked to Covid-19 has been the subject of fierce criticism and reluctance on the part of the population, sometimes resulting in physical attacks on healthcare personnel. Very often linked to misunderstanding due to lack of communication, similar acts of resistance on a larger scale were documented in Guinea, Sierra Leone and Liberia during the fight against Ebola, where there were, indeed, street demonstrations, road blockades and even murders of healthcare staff to protest against the installation of treatment centers, considered to be high places for trafficking the bodies of the deceased (Carrión et al. 2016, Marcis et al., 2019, Ouatarra & Arhem, 2021).

In Cameroon, these communication shortcomings reinforced incomprehension and a feeling of disconnection between government measures and the context: "I saw how people who died of Covid were buried. It was inhuman" (Mrs P., journalist)<sup>9</sup>. According to some bloggers, obtaining official information to counter *fake news* was particularly difficult, despite the fact that they were invited to relay government messages and action strategies. This prompted the late Professor Mpoudi Ngollé<sup>10</sup> to say: "We need experts in medical communication. It is something we need to develop, and it is very important." (Colonel Mpoudi Ngollé, ANRS Yaoundé)<sup>11</sup>.

"People tell you it is better to die of Covid-19 than of starvation" (Prof. E. T., scientific advisor). This attitude to the epidemic is not only linked to the low number of deaths reported (the 1,000 mark will only be passed after just over a year, in May 2021), at a time when some countries, mainly in Europe, are recording thousands of hospitalizations and hundreds of deaths a day. The low rate of reported deaths in Cameroon, the absence of stigma and the social rejection associated with Covid-19, as in the case of Ebola or HIV/AIDS, have largely contributed to its being regarded as a "simple flu" or "ordinary malaria", despite the various peaks in contamination and drastic measures to close public places, ban gatherings and so on. Relying on community organizations, deliberately from the very first cases and over a long period of time, would undoubtedly have improved awareness of the epidemic and reception of government instructions.

8 May 13, 2021, Etoug-ébé district, Yaoundé

9 Interview conducted on October 5, 2021, by telephone.

10 Colonel Mpoudi Ngollé was a researcher and physician, Deputy Director of the ANRS site in Yaoundé, and Director of the Institut de recherches médicales et d'études des plantes médicinales (Cremer/IMP). He passed away in September 2021, two months after this interview. We take this opportunity to salute his contribution to the development of scientific research in Cameroon.

11 Interview conducted on July 15, 2021 in Yaoundé.

Among the dysfunctions observed, the question of “Who communicates?” also created a great deal of confusion. After discordant decisions and statements by certain ministers, including the announcement of the resumption of classes by the Ministers of Education and Secondary Education, or the confusion caused by the Minister of Research and Scientific Innovation on the risks of transmission of the virus by bats, the head of government had to call the members of his team<sup>12</sup> to order. In a press release signed by the General Secretariat of the Government on April 9, 2020, he reiterated the imperative of respecting the necessary canons and authorizations to avoid dissonance in political communication. The Minister’s statements on bats had provoked mockery on social networks, reinforcing one of the most popular figures of blame. Like hero figures, blame figures can indeed help decision-makers craft more robust responses and more targeted health communication messages (Atlani-Duault, 2020).

The trend towards blame observed online is confirmed offline. It has completely supplanted that of heroisation and is proving to be directed against the authorities, with the population already feeling frustrated. So, beyond the “cacophony” (Ndoumbé, 2020 ; Mandé, 2020, Atangana, 2021) and contradictions observed in government communication, the quality of government communication also depends on its legitimacy. The health crisis is occurring against a backdrop of deep social discontent.

## The sources of mistrust and lack of political trust in times of health crisis

### *Theoretical aspects of political trust*

As numerous studies on the links between State and society have shown, trust is a central value in politics. Particularly in so-called democratic contexts, it is an indicator of the legitimacy of government institutions, their acceptance and respect. Numerous studies underline the fact that its erosion is symptomatic of a profound political crisis affecting both institutions and political personnel (Hardin, 2004; Lalot & Quiamzade, 2021). The mainsprings of political trust, or of its erosion, are mostly – but not exclusively<sup>13</sup> – based on political interactions between those who govern and those who are governed. The rational approach sees trust as a situation in which the actors (rulers and ruled) know that their interests are intertwined. Russel Hardin speaks of this in terms of “*encapsulated interest*” (Hardin, 2004). These interests are not only material: they may also be concerned with satisfying or reinforcing certain moral convictions. In the former case, the relationship of trust is based on the match between citizens’ preferences and the public action taken by political staff; in the latter, questions of values and conviction take precedence over government performance. It is when one’s interests are harmed that trust breaks down and is withdrawn, usually in the form of rejection, refusal or distrust. Gaining trust, on the other hand, translates into strong support and stronger ties.

Although it is difficult to measure political trust in Cameroon on the basis of this study, a number of analyses have already concluded that, since the early 1980s, the social contract has broken down, and political trust has been increasingly eroded. Two decades after the hopes raised by independence, the country’s economic situation began to unravel with the gradual and continuing deterioration of economic conditions (falling commodity prices, declining foreign investment, falling wages for civil servants, the end of systematic recruitment to the civil service, etc.). This situation will aggravate corrupt practices<sup>14</sup> and accentuate the domination of a political power forced to play for its survival through various maneuvers of control, coercion, show of force and use of violence (Sindjoun, 1996; Pommerolle, 2008; Keutcheu, 2013; Eboko & Awondo, 2018; Kojoué, 2020). This disintegration is compounded by structural difficulties in the functioning of the State apparatus, which has been unable or unwilling to initiate economic growth. Added to this is the non-renewal of the ruling

12 <https://www.cameroon-tribune.cm/article.html/31745/en.html/travail-gouvernemental-le-rappel-l-ordre>

13 Social determinants such as level of education and family or social environment also need to be taken into account when analyzing political trust.

14 Early studies of the postcolonial State spoke of the “politics of the belly” (Bayart, 1989) or the “patrimonialized State” (Médard, 1990).

class, the presidential party's monopoly on public institutions, and the impunity that surrounds this ruling class. A background of permanent distrust therefore persists, hence the readiness to turn members of the government into figures of blame. In this context, the management of the epidemic was experienced as an extension of ordinary political violence.

### *Crisis management and centralized public action*

The majority of players involved in the response to Covid-19 in Cameroon are unanimous about the highly centralized nature of decision-making processes, despite the consultation and coordination mechanisms already in place or created for this purpose. Although the need for coherence and follow-up were the government's primary concerns in the context of the health crisis, the secondary, or even marginal, place given to other players such as the scientific council or the *Centre de Coordination des Opérations d'Urgence de Santé Publique* (CCOUSP) considerably limited the scope and effectiveness of health policies. Furthermore, the scandal surrounding the misappropriation of funds earmarked for the fight against Covid-19 has only served to exacerbate resistance and communication barriers between the government and citizens.

In the first case, the Ministry of Health, and in particular the *Direction de lutte contre la maladie* (DLM), monopolized management of the crisis, despite the fact that there is an entire administration in charge of managing health emergencies. Indeed, long before the first case was reported, CCOUSP agents were already hard at work trying to identify potential cases, isolate them and treat them: "We already had a little experience with cholera. Even if it was not on this scale (Dr. S., CCOUSP)<sup>15</sup>. With the arrival of Covid-19, we very quickly had to set up a coordinated incident management plan, create a call center, open telephone lines and train additional teams. Despite its deployment, resources and intervention capabilities, CCOUSP agents regret that this expertise was little or under-utilized during the first wave. One regret persists: "Managers were slow to understand the system adopted to manage the situation. [...] Sometimes we read about the government's decisions in the newspaper like everyone else, even though we had been at a consultation meeting just a few hours before." (Dr. S., CCOUSP). At the operational level, the regions took over late and with great difficulty, due to this centralization. Several members of the Scientific Advisory Board confirm this centralization:

The government only listened to us once about the vaccine [...]. That is really the only time. We advised against reopening bars [...] we advised against starting school [...] we asked the government not to exceed 20% spectators during the CHAN<sup>16</sup> but they did not listen. (Prof. E. T., scientific council)

This verticality in decision-making, despite the coordinating and consultative bodies that are supposed to guide, support and sustain political decisions, bears witness to a participatory formalism, outside any real collective, or even democratic, mobilization. Even if we know that the offer of participation (or even pluralism) does not overturn established powers or prevent decisions from being carried out (Kojoué, 2013; Mazeaud et al., 2012; Rui, 2016), the poor compliance with health regulations such as the wearing of masks within State administrations, or the low vaccination rate, especially among health personnel and civil servants, can be analyzed as consequences of this participatory defect. If the administrators themselves do not feel that their voice is heard, how can they relay it to their constituents? How can we alleviate the strong suspicions *from below* generated by communication shortcomings and the long history of non-redeemability of political leaders? What is at work in the management of the Covid-19 crisis is nothing other than a strategy for legitimizing the mechanisms of domination.

### *Crisis management and the instrumentalization of public action*

As part of the fight against Covid-19, the Head of State is said to have made a "special donation" of 2 billion FCFA (around 3 million euros). On the basis of this donation, the State administration will mobilize around a major social support scheme for the most vulnerable households across the country. The deployment of this scheme has been publicized by the President of the Republic, whose

<sup>15</sup> Interview conducted on June 15, 2021 in Yaoundé.

<sup>16</sup> The African Nations Championship (CHAN) is a football tournament reserved for local players..

immense generosity (and immense portraiture, in the absence of his physical presence) has been widely publicized at each distribution. The attempt by a village chief to contest this “gift” during a redistribution, but above all the threat to dismiss the senior administrator who was carrying out the distribution, illustrate the paternalistic domination that characterizes relations between rulers and ruled in Cameroon (Bigombé Logo & Menthong, 1996). While at the start of the Covid-19 crisis, in March 2020, several African heads of State put themselves forward by inviting the population to calm down and respect barrier gestures<sup>17</sup>, President Biya’s absence for almost two months had given rise to many rumors about his health, to the point that the opposition had asked the National Assembly to declare that power was vacant<sup>18</sup>. The distribution of this “special gift” will serve as political marketing for the Head of State, who has paradoxically been invisible for almost two months.

In Cameroon, the rhetoric of gifts and generosity on the part of the Head of State has strongly influenced the frame of reference for government action<sup>19</sup>. These gifts merge with and even supplant government action. Yet the significance of the gift is not insignificant; it is part of a strategy to legitimize power and strengthen ties of recognition with the authority offering it. Béatrice Hibou notes that one of the logics of the political economy of gifts in authoritarian situations is not only to “hold” or “buy”, but also to “force” permanent recognition (Hibou, 2011). In Cameroon, even when they do not belong to the government, the political authorities involved in public action never fail to recall the generosity of the Head of State (and his wife). This is also the case when infrastructure is built (roads, schools, hospitals, etc.) or when social plans are developed, as here, as part of the fight against Covid-19. According to Patrick D. Belinga Ondoua (2018, p. 67):

This logic of giving is a political strategy, a ruse designed to “whitewash” the State’s inability to assume its financial responsibilities, especially in times of crisis. Above all, it is an opportunity to assert the central position occupied by the Head of State, *supreme provider* for vulnerable populations.

Other public figures also took part in this display of material prosperity, with a great deal of political communication in favor of President Biya. However, the survival initiative, led by opponent Maurice Kamto (unsuccessful candidate in the last presidential election in 2018), did not receive the same treatment. On his Facebook<sup>20</sup> and Twitter<sup>21</sup> accounts (@cameroonsurvival), this initiative presents itself as a popular and non-partisan initiative, aimed at accompanying the Cameroonian people in their fight against the pandemic. Calls for donations are said to have raised over 700 million FCFA (over one million euros) in six months. But just a few days after its launch in April 2020, the Minister of Territorial Administration, Paul Atanga Nji, ordered mobile operators MTN and Orange Cameroun to immediately close mobile money accounts<sup>22</sup> and freeze the initiative’s funds. In the context of a health and social emergency, such a stance was interpreted as a political calculation (to prevent political recuperation by the opposition) rather than a desire to help the population.

## Covid-19 management and embezzlement

In June 2021, at the request of the International Monetary Fund (which had released a 214 billion FCFA envelope to reinforce the national Covid-19 response plan), the Supreme Court’s Audit Chamber revealed, in an official report, mismanagement of funds allocated to combat the pandemic. Some of the report’s conclusions had already been leaked in May, prompting the government to set up a special *Covid-19 Task Force* headed by the Secretary General of the Presidency of Cameroon. Until then,

17 Some, including Macky Sall and Paul Kagamé, even took part in the SafeHandsChallenge launched by the WHO on social networks.

18 The issue of the President of the Republic of Cameroon’s absences, notably for repeated and lengthy stays in Switzerland, is not a new phenomenon and has earned him a reputation as an “absent president”.

19 Pierre Muller uses the term “collective action frame of reference” to mean that public policy is not just a confrontation between players, but also the place where a certain relationship with the world is constructed. In fact, the representations that a society gives itself in order to understand and act on reality as it is perceived. The definition of a public policy is based on a representation of reality that constitutes the frame of reference for that policy (Muller, 2010, p. 555).

20 <https://www.facebook.com/cameroonsurvival/>

21 <https://twitter.com/SurvieCameroun>

22 Mobile money enables people to receive, store, send or spend money using their cell phone.

management of the health crisis had been under the authority of the Prime Minister. This decision, which according to some political and scientific figures was simply an internal political maneuver (against a backdrop of conflict between the Secretary General of the Presidency and the Prime Minister), is no less the consequence of catastrophic management which led to the misappropriation of 180 billion FCFA (275 million euros), as the report indicates. The report highlights malfunctions and embezzlement, budget overruns, overbilling, fictitious services, dubious services and much more. Several members of the government are implicated, including the Minister of Public Health and the Minister of Research and Scientific Innovation, who are still in the same positions. Despite the damning conclusions of this report, no member of the government has been questioned, and no sanctions have (yet) been taken. At the same time, the government launched its first vaccination campaign against Covid-19. At the end of 2021, after four vaccination campaigns, less than 5% of people will have been vaccinated, far from the 40% target announced by the Ministry of Health. Admittedly, there can be no doubt that reluctance to vaccinate against Covid-19 is due to: 1) the epidemic's lack of severity – “Given the impact of the disease here, it is easy to see why, whatever the government says, it is not a priority, people are not interested” (Prof. M., international partner)<sup>23</sup>; and 2) certain preconceived ideas and conspiracy theories amplified by social networks<sup>24</sup>. But there is no doubt that this reticence is also the consequence of a breakdown in political trust in leaders. The long history of embezzlement, of which “Covidgate” is emblematic, the lack of transparency and above all the absence of social and economic safety nets explain this lack of trust.

This situation is similar to that documented by Syna Ouattara (2020) in Guinea in 2015. Using a mixed ethnographic methodology combining rapid and targeted ethnography<sup>25</sup>, he was able to highlight three factors that contributed to reluctance and acts of resistance to measures to combat the Ebola epidemic, namely: a lack of appropriate information about treatment centers, a lack of transparency and a lack of trust in local authorities and intervention teams. It is by taking into account the concerns of the population that we have been able to improve our interventions. Indeed, the credence so quickly given to conspiracy theories and the reticence observed in the fight against Covid-19 are the sign of a generalized lack of trust in those who govern, both through doubt concerning their abilities and the difficulty of ascribing honest intentions to them. *Historical violence and regimes of doubt* persist, as Mathieu Fribault shows in the case of Guinea (Fribault, 2015).

In the absence of administrative routines and open, appropriate and transparent communication strategies, support for the measures taken is totally uncertain. Professor N. T.<sup>26</sup>, a member of the Scientific Advisory Board, makes this clear:

Paradoxically, the areas with the least education are the areas where there is the least reluctance, where people listen to their elites. The Far North is the most inoculated region for the same reasons. However, in areas where school enrolment is high, such as Yaoundé, Douala and Bafoussam, refusal rates are impressive. [...] The mistrust is there. [...] The challenge is for the government to keep the trust of its people, and that is no easy task with Covidgate.

## Conclusion

The analysis of public action enables a sociological analysis of the State. This analysis has highlighted several structural elements characteristic of a *stationary State* (Eboko & Awondo, 2018, p. 7). What allows us to speak of a political fracture in the present case is the weight of the decision-making logics of public action, which resist any form of autonomy likely to give more room to dialogue, consultation and compromise, and this undermines the pragmatism demanded by the health emergency; it is the weight of a dominant elite whose actions have reinforced perceptions of an elite that is corrupt and deaf to the needs of the populations; finally, in a digital context that calls for a

23 Interview conducted on July 12, 2021 in Yaoundé.

24 In particular, the idea of vaccines used as a lethal biomedical weapon over the long term.

25 These two ethnographic survey methods stand out from the classic method for their practical scope, facilitating rapid intervention in crisis situations within a short timeframe.

26 Interview conducted on July 14, 2021 in Yaoundé.

rethink of local communication, political apathy is marked by a lack of responsiveness and creativity in the transmission of information and communication on Covid-19. So, it would be wrong to think that social networks alone have fueled reluctance, or even distrust, of prevention instructions and other measures to combat Covid-19. On the contrary, dissatisfaction and lack of confidence in the ruling class, as well as internal contradictions within the State apparatus, have given equal weight to conspiracy theories and *fake news*, explaining Cameroonians' distrustful attitude in a period that calls for synergy. This poses a central challenge for the management of political power, and calls for a rethinking of State-society relations, both in Cameroon and in other countries with similar profiles, with a view to effective, encouraged and privileged decentralization.

## Bibliography

- Atangana-Abé, J. (2021). La gestion de la pandémie de Covid-19 au Cameroun : bilan et perspectives. *Organisations & Territoires*, 30(3), 121-139.
- Atlani-Duault, L., Rousseau, C., Moatti, J.-P., Delfraissy, J.-F., & Murgue, B. (2013). Behavioural research in epidemics. *The Lancet. Infectious Diseases*, 13(7), 567-568. [https://doi.org/10.1016/S1473-3099\(13\)70097-5](https://doi.org/10.1016/S1473-3099(13)70097-5)
- Atlani-Duault, L., Ward, J. K., Roy, M., Morin, C., & Wilson, A. (2020). Tracking online heroisation and blame in epidemics. *The Lancet. Public Health*, 5(3), e137-38. [https://doi.org/10.1016/S2468-2667\(20\)30033-5](https://doi.org/10.1016/S2468-2667(20)30033-5)
- Bang, H. (2020). An Overview of the Covid-19 Crisis Management in Cameroon: Decentralised Governance Response Needed. *Annals of Disaster Risk Sciences*, 3(2).
- Bayart, J.-F. (1989). *L'État en Afrique. La politique du ventre*. Fayard.
- Belinga Ondoua, P. D. (2018). Politique de la suspicion et développement urbain au Cameroun. Le programme participatif d'amélioration des bidonvilles (PPAB) dans la ville de Yaoundé. *Politique africaine*, 150(2), 53-74.
- Bigombé Logo, P., & Menthong, H.-L. (1996). Crise de légitimité et évidence de la continuité politique. *Politique africaine*, 62, 15-23.
- Carrión Martín, A. I., Derrough, T., Honomou, P., Kolie, N., Diallo, B., Koné, M., Rodier, G., Kpoghomou, C., & Jansà, J. M. (2016). Social and cultural factors behind community resistance during an Ebola outbreak in a village of the Guinean Forest region, February 2015: a field experience. *International Health*, 8(3), 227-229.
- Dinga, J. N., Ateke Njoh, A., Dobgima Gamua, S., Eni Muki, S., & Titanji, V. P.K. (2022). Factors driving COVID-19 Vaccine Hesitancy in Cameroon and Their Implications for Africa: A Comparison of Two Cross-Sectional Studies Conducted 19 Months Apart in 2020 and 2022. *Vaccines*, 10(9), 1401. <https://doi.org/10.3390/vaccines10091401>.
- Eboko, F., & Awondo, P. (2018). L'État stationnaire, entre chaos et renaissance. *Politique africaine*, 150(2), 5-27.
- Fouda Bitá, A. A., Metagne Kengne, V. F., Adiogo, D., & Owona Manga, J. L. (2024). Refus et hésitation vis-à-vis de la vaccination anti-COVID-19 à Douala, Cameroun. *The Pan African Medical Journal*, 48(61), <https://doi.org/10.11604/pamj.2024.48.61.39880>.
- Fribault, M. (2015). Ebola en Guinée : violences historiques et régimes de doute. *Anthropologie & Santé. Revue internationale francophone d'anthropologie de la santé*, 11. <https://doi.org/10.4000/anthropologiesante.1761>
- Gwaibi, N. (2022). Cameroon: parliamentary (un)scrutiny amid multiple crises. *The Theory and Practice of Legislation*, 10(2), 147-164. <https://doi.org/10.1080/20508840.2022.2093495>.
- Hardin, R. (dir.) (2004). *Distrust*. Russell Sage Foundation (Russell Sage Foundation Series on Trust).
- Hibou, B. (2011). *Anatomie politique de la domination*. La Découverte.
- Israr, S. M., Razum, O., Ndiforchu, V., & Martiny, P. (2000). Coping strategies of health personnel during economic crisis: a case study from Cameroon. *Tropical Medicine & International Health*, 5(4), 288-92, <https://doi.org/10.1046/j.1365-3156.2000.00547.x>.
- Kemayou, L. R. (2012). La communication publique entre mythe et réalité au Cameroun : une gouvernance de défiance vis-à-vis des citoyens usagers ? *Pyramides. Revue du Centre d'études et de recherches en administration publique*, 24, 151-170.
- Keutcheu, J. (2013). Dialectique du vide et du plein dans la construction de l'ordre étatique au Cameroun. *Réseaux*, 180(4), 67-94, <http://www.cairn.info/revue-reseaux-2013-4-page-67.htm>
- Kojoué, L. (2020). La continuité autoritariste. L'action publique contre le sida comme révélateur des (non)transformations de l'État au Cameroun. *Revue internationale de politique de développement*, 12(1), <https://doi.org/10.4000/poldev.3276>.
- Kojoué, L. (2013). *Enfants et VIH/sida au Cameroun. Construction et implications de l'agenda politique*. [PhD thesis, University of Bordeaux]. Theses.fr. <https://theses.fr/2013BOR40044>
- Lalot, F., & Quiazade, A. (2021). La confiance politique en temps de crise. *The Inquisitive Mind*, 2. <https://fr.in-mind.org/fr/article/la-confiance-politique-en-temps-de-crise>
- Lefort-Rieu, C., Minfegue C., Kojoué, L., Vidal, L., Mengue, M.-T., & Atlani-Duault, L. (2023). La santé globale à l'épreuve du local en contexte pandémique. *Suds. Géographies critiques, perspectives des Suds*, 288(2), 15-46. <https://doi.org/10.4000/suds.950>.

- Mandé, I. (2020). Les contraintes d'une action collective de lutte contre le Coronavirus au Cameroun. AfriCovid-19. <https://africovid-19.uqam.ca/2020/10/02/les-contraintes-dune-action-collective-de-lutte-contre-le-coronavirus-au-cameroun/>
- Marcis, F. L., Enria, L., Abramowitz, S., Saez, A.-M., & Faye, S. L. B. (2019). Three Acts of Resistance during the 2014-16 West Africa Ebola Epidemic: A Focus on Community Engagement. *Journal of Humanitarian Affairs*, 1(2), 23-31.
- Mazeaud, A., Sa Vilas Boas, M.-H., & Berthomé, G.-E.-K. (2012). Penser les effets de la participation sur l'action publique à partir de ses impensés. *Participations*, 2(1), 5-29.
- Médard, J.-F. (1990). L'État patrimonialisé. *Politique africaine*, 39, 25-36.
- Muller, P. (2010). Référentiel. In *Dictionnaire des politiques publiques* (555-562). Presses de Science Po. <https://www.cairn.info/dictionnaire-des-politiques-publiques--9782724611755-p-555.htm>
- Ndoubé, D. B. (2020). Covid-19 : Les cacophonies de la communication gouvernementale. The Muntu Institute. <https://covid-19-cameroon.org/covid-19-les-cacophonies-de-la-communication-gouvernementale>.
- Ouattara, S. (2020). Rapid and Focused Ethnographies to Decrease Tensions in Guinea's Ebola Crisis. *kritisk etnografi: Swedish Journal of Anthropology*, 3(2), 69-86.
- Ouattara, S., & Århem, N. (2021). Fighting Ebola in the Shadow of Conspiracy Theories and Sorcery Suspicions. *Cahiers d'études africaines*, 241, 9-39.
- Pommerolle, M.-E. (2008). La démobilisation collective au Cameroun: entre régime post autoritaire et militantisme extraverti. *Critique internationale*, 40(3), 73-94.
- Riutort, P. (2020). III / La communication politique en pratique. In *Sociologie de la communication politique* (pp. 55-82). La Découverte. <https://shs.cairn.info/sociologie-de-la-communication-politique--9782348057458-page-55?lang=fr>
- Rui, S. (2016). La société civile organisée et l'impératif participatif. Ambivalences et concurrence. *Histoire, économie & société*, 35<sup>e</sup> année (1), pp. 58-74. <https://doi.org/10.3917/hes.161.0058>.
- Seytre, B., Barros, C., Bona, P., Blahima, K., Rodrigues, A., Varela, O., Yoro, B.M., & Fall, B. (2021). A socio-anthropological survey to support communication on Covid-19 in West Africa. *Médecine tropicale et santé internationale*, 1(3).
- Sindjoun, L. (1996). Le champ social camerounais : désordre inventif, mythes simplificateurs et stabilité hégémonique de l'État. *Politique Africaine*, 62, 57-67. <https://polaf.hypotheses.org/files/2020/05/062057.pdf>



*Femme manono* [Photograph]. © Pamela Tulizo, 2025. Reproduced with permission.

# Du commerce social à Rufisque (Sénégal)

## Stratégies de construction et de sécurisation de la confiance-client

### Anta Betty Kantèye

Candidate au doctorat de sociologie, « Études sur l'Homme et la Société » (ETHOS), Université Cheikh Anta Diop de Dakar, Sénégal

[kantantabetty9@gmail.com](mailto:kantantabetty9@gmail.com)

### Albert Gautier Ndione

Socio-anthropologue, maître-assistant, département de sociologie, FLSH, Université Cheikh Anta Diop de Dakar, Sénégal

[ndionealbert86@gmail.com](mailto:ndionealbert86@gmail.com)

### El Hadji Malick Sy Camara

Socio-anthropologue, maître de conférences, département de sociologie, FLSH, Université Cheikh Anta Diop de Dakar, Sénégal

[elhadjimalicksy.camara@ucad.edu.sn](mailto:elhadjimalicksy.camara@ucad.edu.sn)

### Sylvain Landry Birane Faye

Socio-anthropologue, professeur titulaire des universités, directeur du laboratoire de sociologie d'anthropologie et de psychologie (LASAP), Université Cheikh Anta Diop de Dakar, Sénégal

[fayesylvain@yahoo.fr](mailto:fayesylvain@yahoo.fr)

**How to cite this paper:**  
Kantèye, A. B., Ndione, A. G., Camara, E. H. M. S., & Faye, S. L. B. (2025). Du commerce social à Rufisque (Sénégal) : stratégies de construction et de sécurisation de la confiance-client. *Global Africa*, (9), pp. 154-165.  
<https://doi.org/10.57832/ephv-d805>

Received: August 29, 2024  
Accepted: October 07, 2024  
Published: March 20, 2025

© 2025 by author(s). This work is openly licensed via [CC BY-NC 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/)



### Résumé

L'e-commerce, également appelé commerce social, met en relation e-commerçants et e-acheteurs via les plateformes de médias sociaux. Cette forme de commerce nécessite, comme toute transaction, des mécanismes assurant la sécurité et la confiance entre les acteurs. Dans un contexte marqué par un faible taux de bancarisation au Sénégal, les acteurs locaux ont développé des stratégies alternatives innovantes de paiement en ligne, offrant un gage de confiance pour les échanges commerciaux virtuels.

Cet article, issu d'une enquête qualitative, analyse ces stratégies innovantes et résilientes mises en œuvre par les commerçants de Rufisque dans le cadre du commerce social. Ainsi, les modes de paiement adoptés par ces acteurs sont étudiés selon une approche sociologique afin de mettre en exergue leur capacité d'adaptation aux normes locales du commerce électronique.

### Mots-clés

Commerce électronique, e-commerçants, e-acheteurs, bancarisation, Rufisque

## Introduction<sup>1</sup>

Le commerce électronique, aussi appelé commerce en ligne ou e-commerce, est décrit comme une forme de vente à distance qui tire profit des ressources du numérique (Barba et al., 2011). De ce fait, il apparaît, à la fois comme une évolution et une révolution du commerce. C'est une évolution des échanges commerciaux qui s'inscrit dans une logique de continuité de la vente par correspondance, par la distribution de catalogues exhaustifs de produits aux clients. Parallèlement, il constitue une révolution grâce au support sur lequel il est réalisé : contrairement à la vente à distance, il marque une transition du papier vers le numérique. Par conséquent, les frontières matérielles et géographiques qui entravaient ce type de commerce diminuent progressivement avec le e-commerce (Barba et al., 2011).

Le commerce électronique est appelé commerce social lorsqu'il est pratiqué par le biais des médias sociaux<sup>2</sup>. En effet, il s'agit d'une sous-composante du commerce électronique, une combinaison d'activités commerciales et sociales. Il est matérialisé par l'utilisation des médias sociaux pour faciliter les transactions et les activités de commerce électronique. Aussi, permet-il de gérer les interactions sociales et les contributions des utilisateurs au contenu (Liang & Turban, 2011).

Il est un moyen pour les pays de participer aux marchés mondiaux, d'ouvrir de nouvelles perspectives de diversification des économies nationales et de créer de nouvelles opportunités d'emplois pour les jeunes (CNUCED, 2023). En Afrique, il reste un secteur en plein essor grâce au développement des technologies de l'information et de la communication (TIC) accompagné de l'apparition de réseaux sociaux de plus en plus accessibles. L'Afrique occupe cependant la dernière position dans le commerce électronique mondial (Ducass & Kwadjane, 2015), avec un taux de 2,2 % (UNCTAD, 2018). Cette situation s'explique par le coût élevé des services à large bande, la dépendance excessive à l'argent « liquide », le manque de confiance des consommateurs, les faibles compétences numériques de la population et l'implication limitée des gouvernements dans la promotion du commerce électronique (CNUCED, 2021).

Au Sénégal, le gouvernement a intégré le développement du commerce électronique dans la stratégie Sénégal numérique 2025 du Plan Sénégal émergent (PSE), et récemment dans le New Deal technologique. Quoique certaines entreprises de renommée internationale aient réussi à s'imposer, l'e-commerce reste plus développé dans l'économie informelle, grâce aux petites annonces de particuliers, aux agrégateurs de contenus et aux réseaux sociaux (CNUCED, 2018).

Quant aux taux de bancarisation et d'inclusion financière, ils restent faibles malgré l'existence d'un secteur bancaire solide et d'un réseau d'institutions de microfinance (IMF) bien développé. Le taux de bancarisation strict, c'est-à-dire le pourcentage de la population adulte disposant d'un compte dans une banque, les services postaux, les caisses nationales d'épargne et le Trésor au Sénégal, est passé de 19 % en 2018 à 22,5 % en 2022 (BCEAO, 2023). Face à cette timide évolution, les tontines (systèmes d'investissement et de solidarité communautaire), les caisses de solidarité et les banquiers ambulants restent les pratiques les plus utilisées. Dans le but de promouvoir le paiement électronique dans les secteurs public et privé, le gouvernement du Sénégal a collaboré avec des partenaires techniques et financiers tels que le *Mobile Money for the Poor* du Fonds d'équipement des Nations unies et le *Better Than Cash Alliance*. On a ainsi assisté à un développement rapide des moyens de paiement électronique, grâce à la téléphonie mobile et aux prestataires de services financiers (CNUCED, 2018).

L'adoption des portefeuilles électroniques au Sénégal a été favorisée par la hausse du taux de pénétration de la téléphonie mobile, le pays comptant 19,1 millions d'abonnements – soit plus de 114 % de sa population. Comme le soulignent Fall et Birba (2019), les expériences réussies du Kenya

1 Les données de cet article sont essentiellement issues d'un travail de mémoire de master en sociologie portant sur « La sociologie des échanges marchands sur Internet. Le rôle des médias sociaux dans le développement de l'e-commerce à Rufisque ».

2 LinkedIn, Facebook, Twitter.

avec son *M-PESA*<sup>3</sup> ont incité le Sénégal à adopter le paiement mobile sous l'appellation « Orange Money » dès 2010. De son côté, la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a pris l'initiative de renforcer l'accès aux services financiers pour les populations vulnérables via un système de seconde génération, communément appelé mobile money. Aujourd'hui, les populations préfèrent utiliser leur téléphone mobile pour effectuer des paiements ou des transferts d'argent. Au sein de l'UEMOA, 73 % des micro-entrepreneurs, 57 % des petits producteurs agricoles, 52 % des jeunes et 44 % des femmes privilégient ce canal en 2022 (BCEAO, 2023). Dans l'Union, la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Sénégal se classent en tête, suivis de près par le Bénin, le Burkina Faso et le Mali. Entre 2020 et 2022, ces pays ont contribué au développement du mobile money dans la région. Son utilisation a augmenté pendant la pandémie de Covid-19. De nouveaux utilisateurs se servent désormais de ces services pour leurs besoins quotidiens. Depuis 2020, le Sénégal a enregistré un indice très élevé de diffusion du mobile money, le *Mobile Money Prevalence Index (MMPI)*, avec une prévalence supérieure à 0,80 (Awanis et al., 2022).

L'e-commerce est de plus en plus pratiqué sur les médias sociaux, qui proposent un modèle de vente adapté aux besoins et aux comportements d'achat des Sénégalais. Ces plateformes semblent donner une dimension plus interactive, voire plus humaine et sociale, au commerce en ligne, permettant aux clients de discuter les prix et d'échanger avec les vendeurs. Or, sur les sites d'e-commerce classiques, les prix sont généralement fixes. L'e-commerce traditionnel a été retardé par la méfiance des acheteurs à l'égard des vendeurs, puisque ces sites fonctionnent dans l'anonymat, ne fournissant pas suffisamment d'informations sur les vendeurs (Diallo et al., 2020). La probabilité d'honorer la confiance d'autrui augmente lorsque la satisfaction des deux agents est nettement supérieure à celle qu'ils éprouvaient auparavant (Orléan, 2000).

Pour ne pas entacher sa réputation, le fournisseur se doit d'honorer ses engagements envers les consommateurs (Billand, 1998). Selon D. Kreps, l'écart informationnel entre les acheteurs fragilise la réputation. La confiance de l'acheteur envers le vendeur signifie que l'acheteur sait, de manière certaine ou probable, que le vendeur, en maximisant son propre intérêt, respectera ses engagements. Orléan (2000) qualifie ce phénomène de « jeu de la confiance ». En effet, la théorie économique analyse cette situation en supposant que l'acheteur et le vendeur sont parfaitement rationnels, cela signifie qu'ils agissent toujours de manière à maximiser leur utilité. Lorsqu'un des protagonistes ou les deux ont un doute sur la crédibilité de l'autre, leur coopération ne pourra pas se faire. Ainsi, le vendeur doit rassurer l'acheteur de sa bonne foi, en lui proposant un gage. Cet arrangement favorise « la production de la confiance et l'émergence de la coopération » (Billand, 1998, p. 9). Ce gage peut être un contrat qu'il signe et remet à l'acheteur, avec le risque d'être traduit en justice en cas de trahison. Par conséquent, pour préserver sa réputation et ne pas perdre sa crédibilité, le vendeur sera obligé d'honorer la confiance de l'acheteur (Billand, 1998).

L'absence de proximité entre le vendeur et les consommateurs est à l'origine de la méfiance. En effet, les e-commerçants n'entretiennent pas de relations très ouvertes avec les consommateurs, puisque la plupart de leurs échanges se font uniquement sur des outils de communication digitale, principalement sur Internet ou par téléphone. Le consommateur fait face à une période d'attente entre la commande d'un produit, le paiement et la livraison. Cette attente pouvant être angoissante, les e-commerçants doivent rassurer leurs consommateurs pour qu'ils concrétisent et renouvellent leurs achats. Pour les e-acheteurs, leur méfiance est par rapport à la sécurisation des paiements, la fiabilité du vendeur et la manière dont la vente, la livraison et le service après-vente sont gérés (Roubelat, 2009).

La confiance se construit en plusieurs étapes : l'instauration, le renforcement et le maintien. Concernant la phase d'instauration, il s'agit d'une confiance « initiale » ou « exploratoire ». Le consommateur se base sur l'avis d'autrui (réputation, recommandations et qualité du site) pour accorder sa confiance au vendeur. Ensuite, la phase de renforcement dépend de l'aboutissement de la confiance initiale. Si elle était honorée dès le premier contact, elle sera renforcée. On parle ici de confiance « prouvée ». Enfin, le maintien de la confiance entre le vendeur et le consommateur

3 *M-PESA* est un moyen de paiement destiné aussi bien aux personnes bancarisées qu'aux non-bancarisés en Afrique, <https://www.vodafone.com/about-vodafone/what-we-do/m-pesa>

est déterminé par les échanges précédents. Il s'agit ici d'une confiance « confirmée ». Le vendeur a pour objectif de s'inscrire dans une relation durable, basée sur le maintien de la confiance du consommateur grâce au respect de ses engagements. À chaque étape, la confiance est marquée par des caractéristiques liées au consommateur, à la nature de la confiance et à ses principaux mécanismes de production (Chouk, 2005).

En outre, la transaction repose sur les engagements réciproques du consommateur et du vendeur. Le premier est concrétisé par l'acte de paiement, tandis que le second est matérialisé par la disponibilité du bien ou du service. La transaction est également marquée par l'interaction entre le vendeur et le consommateur et la « mise au marché ». Malgré son efficacité sur la rapidité d'accès à l'offre et à la commande, le commerce électronique présente des risques pouvant impacter le respect des engagements, aussi bien du côté du consommateur que du vendeur. Ces risques peuvent être le délai de livraison du produit, l'aptitude à manipuler des écrans hypertextes, les problèmes de sécurité liés au paiement et le risque de divulgation de données personnelles ; ce qui augmente les incertitudes entre le paiement et la livraison (Licoppe et al., 2002).

Sur le réseau social Facebook, nous avons constaté que les sites d'e-commerce classiques sont présents sur la plateforme à des fins publicitaires et pour communiquer avec leur communauté en ligne. De plus, certains sites ont ajouté la fonctionnalité « publicité clic vers WhatsApp », une option sur WhatsApp Business qui consiste à faire apparaître un bouton WhatsApp sur ses publications commerciales, Instagram et Facebook. Lorsqu'il est activé, ce bouton ouvre directement une discussion avec l'e-commerçant.

Au Sénégal, en raison du fort taux de pénétration de la téléphonie mobile et du faible taux de bancarisation, l'e-commerce représente l'espoir d'un important outil d'inclusion financière des ménages à faible revenu. L'enquête GSM Association en 2022, portant sur les dynamiques des services de mobile money dans le monde, a montré que, malgré l'augmentation de la demande de services financiers mobiles, des obstacles subsistent comme le manque de fiabilité du réseau mobile, les difficultés à lire ou à écrire, la préférence pour l'argent « liquide », le manque de confiance dans le système, l'absence de justificatifs d'identité nécessaires et le manque de fiabilité du réseau électrique (Awanis et al., 2022).

Dans son rapport d'évaluation rapide de l'état de préparation au commerce électronique au Sénégal, la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED, 2018) relevait que les services d'argent mobile et les plateformes d'intégration de paiements se sont rapidement développés par l'intermédiaire des opérateurs de télécommunications, des *fintech* et, dans une moindre mesure, des institutions financières bancaires et non bancaires. Néanmoins, les opérations de dépôt/retrait au guichet et les transferts P2P dominent encore largement le paiement électronique, en raison du faible niveau de revenu des ménages et du coût des services, mais également d'un manque de confiance dans les transactions électroniques. En effet, la rencontre entre le commerce informel et les réseaux sociaux soulève une question fondamentale de régulation (Diallo et al., 2020), avec des problèmes de sécurité des paiements en ligne et la méfiance des consommateurs face aux transactions électroniques qui représentent des risques majeurs, auxquels les e-commerçants tentent de répondre à leur manière.

Cet article analyse les stratégies innovantes et de résilience mises en œuvre par les e-commerçants de Rufisque pour faire face aux défis de la confiance et du paiement dans le commerce électronique au Sénégal, dans un contexte de commerce social marqué par une faible bancarisation. Plus spécifiquement, nous analysons les stratégies de communication, de fidélisation des clients et d'assurance qualité, ainsi que les systèmes de paiement utilisés par les acteurs du commerce électronique sur les médias sociaux à Rufisque afin de renforcer la confiance, favoriser l'inclusion financière dans les transactions commerciales en ligne et d'assurer leur rentabilité.

## Méthodologie

Les données ont été collectées dans le cadre d'une enquête qualitative menée entre février et mai 2023 auprès des acteurs de l'e-commerce à Rufisque Est, une commune située à l'entrée de la presqu'île du Cap-Vert, au sud de Dakar<sup>4</sup>. Elle fait partie de l'arrondissement de Rufisque et compte une population de 84 754 habitants (ANSD, 2023).

En 2012, la startup Web evens Rufisque a pris l'initiative d'initier les Rufisquois aux TIC (APS, 2012). Les opérateurs de téléphonie mobile Orange, Free et Expresso sont les plus utilisés. Toutefois, seul Orange dispose d'une agence à Rufisque. Cette agence accueille le centre émetteur de la Société nationale des télécommunications (SONATEL). En 2017, la SONATEL a inauguré son premier data center<sup>5</sup> pour la conservation des données de nombreuses entreprises et administrations.

Dans l'optique de comprendre les interactions entre les acteurs du e-commerce sur ces réseaux sociaux, nous avons adopté la netnographie, une méthode d'enquête qualitative qui utilise Internet comme source de données en s'appuyant sur des communautés virtuelles de consommateurs (Bernard, 2004). C'est dans ce sillage que nous avons réalisé une immersion sur les réseaux sociaux Facebook, WhatsApp et TikTok, sous une double posture : celle d'e-acheteur et celle d'e-commerçant.

En tant qu'observateur et e-acheteur, nous avons intégré des groupes de vente et sommes entrés en contact avec leurs administrateurs pour leur faire part de notre étude et leur demander leur consentement pour recueillir et utiliser des données du groupe. De plus, nous avons acheté certains produits en ligne pour vivre l'expérience d'achat des utilisateurs. Cette posture nous a permis d'observer les interactions entre les membres des communautés virtuelles de consommateurs, mais aussi les interactions entre e-commerçants et e-acheteurs. En tant qu'e-commerçant, nous nous sommes limités à explorer ces plateformes, en essayant de suivre les différentes procédures de vente sur le Marketplace de Facebook et sur WhatsApp Business. En tant que novices, nous ne sommes pas allés au bout de notre immersion, nous avons observé comment les e-commerçants s'y prenaient pour vendre sur ces plateformes de communication.

De fait, nous avons recueilli des informations sur les échanges entre les membres des communautés et sur les comportements des e-commerçants de Rufisque. Également, l'entretien semi-directif, l'observation directe et le groupe de discussion<sup>6</sup> ont permis la collecte de données qualitatives pour la réalisation de l'enquête de terrain. Les interviews étaient organisées selon la disponibilité des enquêtés, la majorité étant faite par appel téléphonique, tandis que certaines se sont tenues en présentiel chez l'enquêté. Seul le groupe de discussion s'est tenu sur WhatsApp.

Après saturation des données, nous avons obtenu un échantillon de vingt (20) personnes, dont quinze (15) e-commerçants et cinq (5) e-acheteurs. Ces derniers étaient majoritairement jeunes (âgés de 24 à 28 ans) et de sexe féminin (douze [12] femmes contre huit [8] hommes). Les interviews enregistrées au cours des enquêtes individuelles semi-directives ont été retranscrites et ont fait l'objet d'une codification thématique. Nous sommes conscients de la taille restreinte de cet échantillon et de la nécessité de poursuivre cette étude dans une perspective de déterritorialisation du terrain et pour tendre vers une approche comparative de la pratique du commerce social au Sénégal, dans le but de renforcer les résultats de cette recherche initiale.

## L'évolution vers le commerce numérique

Le commerce électronique est apparu au Sénégal en 1996 avec la création, par l'État, de la fondation Trade Point Sénégal (TPS). Cette initiative a permis le développement de la première version du logiciel de dédouanement électronique, *Orbus*, et a mis en place une plateforme destinée à faire

4 [www.Wikipédia.com](http://www.Wikipédia.com), consulté le 06 novembre 2022 (Diedhiou, 2017).

5 Il s'agit du plus grand *data center* d'Afrique de l'Ouest ouvert aux pays africains qui souhaitent héberger leurs données informatiques (Diedhiou, 2017).

6 Dans un souci de respect des normes éthiques de la recherche en sciences sociales, nous avons informé les enquêtés de leur liberté à participer à l'étude volontairement et en toute autonomie, mais aussi de notre besoin de recueillir leur consentement au préalable. Toutes les données utilisées dans cette étude résultent du consentement éclairé des enquêtés.

connaître les opportunités d'affaires et à faciliter l'établissement de partenariats commerciaux (Corenthin, 2014). Dans le cadre du PSE, les institutions gouvernementales ont manifesté un intérêt pour le commerce électronique. Il y a des progrès constants dans la promotion et l'exploitation des TIC, notamment du commerce électronique. La stratégie « Sénégal numérique 2025 » a facilité le développement d'un cadre pour l'économie numérique, particulièrement l'e-commerce. L'absence de stratégie ou de politique du commerce électronique n'a pas empêché l'émergence d'opérateurs qui apportent un certain dynamisme au secteur. Cependant, l'obsolescence et le manque de données sur le secteur des TIC ne permettent pas de mesurer les dynamiques d'évolution du commerce électronique et de l'économie numérique (CNUCED, 2018).

Le commerce électronique sénégalais concerne essentiellement l'achat de produits importés auprès des principaux sites de e-commerce d'entreprises étrangères (jumia.sn, CDiscount.sn, Kaymu.sn...) et l'e-commerce de produits et services nationaux (niokobok.com, Tongtong, Senegalcity.com...) (Ducass & Kwadjane, 2015). Quoique des acteurs internationaux tels que Jumia se sont fortement installés dans ce secteur en s'appuyant sur le marché local et sur la diaspora sénégalaise, le secteur informel ne passe pas inaperçu dans ce marché en plein essor, à travers les petites annonces de particuliers, sur les sites agrégateurs et sur les réseaux sociaux. En effet, un nouveau modèle économique du secteur informel a émergé grâce aux réseaux sociaux, renforçant le secteur et lui donnant une plus grande portée (Diallo et al., 2020). D'innombrables petits commerçants, qui n'ont souvent pas les moyens ou le niveau d'instruction pour utiliser des technologies plus élaborées, tentent malgré tout de tirer profit de ce secteur, en s'adaptant avec des outils alliant simplicité, accessibilité et fiabilité.

À Rufisque, l'e-commerce sur les médias sociaux couvre divers types de biens et services : vente d'habillement, de produits alimentaires et électroniques, d'ameublement, de livres, des services thérapeutiques et de coaching en tout genre, de la vente de sexe (e-prostitution), de services de voyance, de prestations d'enseignements et de formations, etc. Malgré cette diversité, les produits vendus sur les peuvent être regroupés en deux grandes catégories : l'e-commerce de produits matériels et l'e-commerce de produits immatériels, numérisables ou informatisés.

## Stratégies innovantes pour placer/accéder aux produits en ligne

Sur Facebook, des pages et des groupes destinés à la vente ou à l'achat de produits ou services en ligne sont créés, notamment le groupe « Rufisque commerce et services (achat & vente) » conçu pour toute transaction en ligne. De même, des activités e-commerciales y sont développées à travers des groupes ou des pages qui ne sont pas destinés au commerce comme : « *Sama jëkër, sama xarit*<sup>7</sup> », « *Ëttu jigeen yi* (hygiène intime et grossesse)<sup>8</sup> ». Les utilisateurs des médias sociaux Facebook, WhatsApp et TikTok profitent des différentes fonctionnalités qu'offrent ces plateformes pour développer leur commerce électronique. Une enquêtée, Seynabou, déclare en effet :

Pour publier mes produits, je vais sur le Marketplace et je clique sur la rubrique « vente ». Elle me sort la catégorie pour que je choisisse si c'est habillement, accessoire ou autres. Puis je fais la description avant d'ajouter les photos. Ensuite, je clique sur « publier » et cela va aller en même temps, dans les différents groupes auxquels j'ai adhéré sur Marketplace. Ce sont des groupes en lien direct avec le Marketplace.

L'utilisation de la fonctionnalité WhatsApp permet aux clients de communiquer avec l'e-commerçant, ce qui favorise l'établissement de la confiance. Le commerce social à Rufisque apparaît ainsi comme une manifestation locale d'un phénomène global qui met en relation e-commerçants et e-acheteurs via les plateformes de médias sociaux, avec des mécanismes permettant de diversifier le placement des produits, tout en permettant aux clients de communiquer et de gagner plus d'assurance sur le produit proposé, les modalités de livraison et de paiement. Pour donner de l'assurance à l'e-acheteur,

7 « *Sama jëkër, sama xarit* », « Mon mari, ma moitié » est une page Facebook créée en 2014 dans le but de renforcer les liens amicaux, d'éviter les divergences au sein du couple et de préserver le bien vivre dans le foyer.

8 « *Ëttu jigeen yi* », « Le coin des femmes » est un groupe privé Facebook créé en 2019 dans le but d'aider les femmes à échanger sur des thématiques en rapport avec l'hygiène intime et la grossesse.

des captures d'écran de clients satisfaits sont postées sur WhatsApp, afin de démontrer le sérieux mais aussi la forte demande de la clientèle. Pour se prémunir des arnaques, des annulations ou des changements d'avis, les e-commerçants demandent aux clients de passer commande sur WhatsApp, de confirmer et valider avec une capture d'écran comme preuve. En effet, une commande sans validation ne peut être considérée ni livrée.

Les e-acheteurs perçoivent le commerce social comme plus commode ; Facebook, WhatsApp et TikTok sont plus faciles à utiliser et plus accessibles que les sites classiques, mais aussi ils permettent de communiquer avec le e-commerçant et de gagner du temps. Khoudja déclare :

Pour moi, ce commerce sur les réseaux sociaux est plus intéressant parce que sur les sites e-commerce comme Jumia, tu ne peux pas parler avec le vendeur. D'habitude, sur ces sites, tu vois quelque chose et tu passes directement ta commande. Ils ont déjà affiché les prix et tout pour les acheteurs. Alors que s'il s'agit du commerce en ligne sur les réseaux sociaux, d'habitude, tu parles avec le vendeur. Le prix est affiché, mais tu peux discuter avec le vendeur sur ce que tu veux. [...] Tu peux échanger directement avec le vendeur et il pourra t'expliquer ce à quoi sert le produit et t'expliquer également comment l'utiliser et tout. Je pense aussi que c'est le développement qui est arrivé à ce stade.

## Des modes de paiement sécurisant l'activité commerciale dans les médias sociaux

Le commerce électronique est marqué par des périodes d'incertitude, allant de la commande du produit, du bien ou du service, jusqu'à la finalisation de la transaction commerciale, illustrée par la satisfaction des deux protagonistes : l'e-commerçant et l'e-acheteur. Cette incertitude est subie par ces deux acteurs qui doivent chacun s'efforcer de respecter la confiance de l'autre, tout en se protégeant contre d'éventuelles pratiques frauduleuses. Ainsi, des mécanismes garantissant la sécurité et la confiance entre les parties sont mis en place.

Confrontés à un taux insuffisant de bancarisation, les acteurs du commerce social à Rufisque combinent les moyens de paiement électroniques, tels que mobile money (Wave et Orange Money) et le paiement en espèces lors de leurs transactions électroniques. Certains e-commerçants ont rajouté des modes de paiement traditionnels comme stratégies alternatives innovantes servant de gage de confiance. Ces modes de paiement inspirés du commerce traditionnel sénégalais, réadaptés à l'environnement numérique, sont proposés aux clients : le paiement par avance ou par acompte, la tontine ou « *natt* », le « *lebb-le*<sup>9</sup> » et le système « *teg-teggi*<sup>10</sup> ».

### *Le paiement par avance comme gage dans la transaction commerciale en ligne*

Concernant le paiement par avance ou par acompte, les e-commerçants de Rufisque proposent deux possibilités aux clients. D'une part, l'e-acheteur peut payer à l'avance la totalité de la somme pour valider sa commande, avant de recevoir le produit. D'autre part, il peut opter pour le versement d'un acompte de 50 % du montant afin de valider sa commande, puis versera le solde restant après la livraison. Cet acompte est versé par Wave ou par Orange Money sur le compte du commerçant. Après cela, l'e-acheteur doit envoyer une capture d'écran du résumé de la transaction sur le numéro WhatsApp du vendeur comme preuve de la transaction, pour permettre la validation de la commande. Cette deuxième possibilité est privilégiée lorsque l'un ou les deux protagonistes (e-commerçant et e-acheteur) ont un doute sur l'engagement de l'autre ou sur l'authenticité du produit commandé.

9 Traduction : prêter.

10 Traduction : déposer-prendre.

Cependant, il convient de noter que ce mode de paiement est souvent exigé pour les e-acheteurs « occasionnels » qui ne font pas partie des clients fidèles, dans le but d'éviter d'éventuelles fraudes. De ce fait, cet acompte va constituer un gage pour l'e-commerçant, puisque l'acheteur est contraint de compléter les 50 % restants avant de recevoir sa commande. De plus, il ne peut annuler la transaction commerciale sans perdre l'acompte déjà versé. Khadija déclare en ce sens :

J'ai opté pour le paiement par acompte de 50 % parce que c'est un moyen de s'assurer que le client a validé sa commande. Il ne va pas se désister puisqu'il a déjà versé la moitié du prix qu'il va compléter lors de la livraison. Vous savez, il y a des personnes qui vous contactent et vous disent qu'ils commandent tel produit, puis vous allez faire beaucoup d'efforts pour trouver cela afin de le leur vendre. Malheureusement, ils vont ignorer vos appels lors de la livraison, vous n'allez plus avoir des nouvelles. De ce fait, si vous aviez opté pour le paiement par acompte de 50 %, ils prendront le produit parce qu'ils y ont déjà mis leur argent, ils ne voudront pas perdre cela.

**Le « natt »**, le « **lebb-le** » et le « **teg-teggi** », un bouclier pour l'e-commerçant

Faire du commerce sur les médias sociaux nécessite, pour les e-commerçants de Rufisque, d'avoir des clients avec lesquels ils partagent une certaine affinité. Ainsi, ils ont trouvé une alternative innovante en recourant aux modes de paiement par « **natt** », « **lebb-le** » ou « **teg-teggi** », dans le but de faciliter le paiement en l'adaptant aux disponibilités financières des clients, tout en protégeant leur commerce.

Le paiement par tontine, également appelé « **natt** », consiste à payer l'article ou le produit à l'avance et sur une durée déterminée. Pour cela, le vendeur fait une publication sur les différents produits disponibles pour la tontine, en y mentionnant le prix de chaque produit, le montant à verser à chaque étape et la période sur laquelle le paiement total sera échelonné.



Photo 1 : Extrait de vente en ligne par paiement tontine ou « **natt** » sur un groupe de vente WhatsApp.

Source : Ñu sañse, WhatsApp, 2023.

La photo 1 est une capture d'écran d'un groupe WhatsApp de vente appelé « Ñu Sañse<sup>11</sup> » où l'e-commerçante, administratrice du groupe, a publié une annonce pour une tontine avec les modalités de versement du paiement, la durée et les différents articles. Le versement peut être quotidien, hebdomadaire ou mensuel, en fonction du choix de l'e-commerçant ou des clients. Tout e-acheteur qui accepte les conditions d'adhésion à la tontine sera obligé de compléter le paiement de l'article avant de recevoir sa commande. Ainsi, l'e-marchande établit un communiqué dans lequel figure les dates de début et de fin de la tontine, ainsi que les différents articles à vendre. Dans le paiement par « *natt* », l'e-acheteur ne peut recevoir sa commande qu'après avoir effectué tous les versements périodiques de la somme totale du produit acheté. Ce système existe dans les ghettos aux États-Unis et est plus connu sous le nom de « *Layaway* » (mettre de côté). Comme le montrent Dimitrov et Ceryan (2018), le programme de « mise de côté » est un service proposé par les détaillants qui permet aux consommateurs disposant d'un budget limité, et dont l'évaluation est suffisamment élevée, de payer en plusieurs fois et d'obtenir le produit qui leur a été réservé à la fin de la période de paiement. Si un consommateur ne respecte pas ses paiements, l'article réservé est remis en stock dans le magasin.

Au Sénégal, la tontine est traditionnellement une dynamique associative qui permettait de créer et nouer des liens autour du partage des besoins, des intérêts et des modalités d'entraide, contribuant ainsi à renforcer la solidarité et à construire un tissu social (Piga, 2003). Dans un contexte de e-commerce, le « *natt* » devient une assurance pour la sécurisation de la transaction pour l'e-commerçant, lui garantissant le paiement total avant la livraison, mais aussi d'écouler tout son stock de biens ou de produits puisqu'il connaît d'emblée le nombre d'articles que doit recevoir chaque e-acheteur.

En ce qui concerne le paiement par « *lebb-le*<sup>12</sup> », il consiste à acheter à crédit un article ou un produit. L'e-commerçant et l'e-acheteur trouvent un consensus sur la durée de remboursement du prêt et sur les modalités. De ce fait, la somme due peut être versée en une seule fois à la date convenue ou échelonnée jusqu'à cette date, selon les modalités fixées par les deux contractants. Ce mode de paiement n'est accordé qu'aux e-acheteurs avec lesquels le vendeur entretient des affinités, souvent des e-acheteurs avec qui il a eu des expériences d'achats favorables jusqu'à leur accorder sa confiance. Généralement, les vendeurs sont certains que ces clients paieront. Le « *lebb-le* » est perçu comme étant le paiement traditionnel le plus risqué dans la mesure où l'e-acheteur reçoit le produit avant de le payer, c'est pour cette raison qu'il n'est accordé qu'aux e-acheteurs de confiance :

Il va compléter le reste du paiement à la fin du mois. Ce sont juste des calculs. Par exemple, je peux prendre une somme de mon argent pour tout prêter. Avec cette somme, j'achète des articles, cela peut être aux environs du 10 ou 15 du mois, je sais que le mois a avancé, alors je prends tous les articles pour *lebb-le ko* (les donner à crédit), ce sera une façon de garder l'argent là-bas. Ensuite, je prends une autre somme d'argent avec laquelle je vais acheter des articles que je vais vendre par paiement par tranche. Je te donne le produit et tu me donnes ton avance du paiement, de ce fait, je pourrais aller à Dakar entre ces quinze jours, pour gérer certains trucs. Et c'est sûr que l'argent va rentrer facilement puisque c'est avec des personnes honnêtes que tu fais cela. On ne peut pas faire cela avec n'importe qui, s'il s'agit d'une Betty (il se moque d'une amie), je ne peux pas lui accorder cela (rires).  
Hassane

Quoiqu'étant perçu comme un moyen de thésaurisation, le paiement par « *lebb-le* » apparaît aussi comme une stratégie permettant de créer une barrière contre les e-acheteurs qui tentent de retarder la vente. En effet, ceux-ci ne peuvent pas acheter de nouveau produit tant qu'ils n'ont pas réglé leur dû. De plus, les e-commerçants exercent une certaine pression symbolique sur eux, en publiant sur leur statut ou en *stories* des rappels pour les paiements à crédit. Cela passe par des chansons drôles ou par des posts écrits comme « *Fay len borry yi weer bi dee na*<sup>13</sup> ». C'est dans ce sillage que Daba,

11 Traduction : « Sapons-nous ».

12 Ce terme est un mot wolof qui renvoie au fait d'acheter un produit et d'avoir la possibilité d'attendre un certain temps avant de le payer. Cette durée est le plus souvent déterminée par le vendeur. Toutefois, il arrive que les acheteurs tardent à payer, en ne respectant pas la période d'attente prescrite par le vendeur, le créancier.

13 Traduction : Payer les dus, c'est la fin du mois.

une e-commerçante de Rufisque, témoigne qu'il lui arrive de poster une chanson de Bass Thioung<sup>14</sup> en guise de rappel à ses clients débiteurs. En effet, cette chanson est un moyen de rappeler à ces derniers que c'est la fin du mois et qu'il est temps de payer ses dettes. Voici un extrait de la chanson qu'elle publie :

*Ku ma yoreel naja ma fay man damay ligeey, fowwu ma.  
Ba ña soxlaa, da ña ñëw ma jëll li ma yorr jox la ko. (Refrain)  
Weer wi dé na fay leen borr yi, bàyyi leen lepp te dooleen fay.  
Kila lebbal Baña soxla, fexeel ba am ñoru fay ko<sup>15</sup>.*

Dans le système « *teg-teggi* », en revanche, il n'y a pas de versement périodique : l'e-acheteur doit obligatoirement payer avant ou à la livraison, directement par voie électronique sur le numéro de téléphone de l'e-commerçant ou en espèces au livreur ou à l'e-commerçant. Comme son nom l'indique « *teg* » qui signifie en français « déposer » et « *teggi* » qui veut dire « prendre », le système de paiement « *teg-teggi* » est, selon les e-commerçants de Rufisque, le mode de paiement le plus sécurisé puisqu'il nécessite de donner l'argent et, simultanément, de prendre la commande.

Oumar se prononce dans ce sens :

Le « *teg-teggi* » est plus sûr. Je te raconte une anecdote : il y a une de mes clientes à qui j'ai donné des marchandises. Elle m'avait dit qu'elle allait me donner l'argent après mais jusqu'au moment où je vous parle elle ne m'a rien donné. Chaque jour avec de nouvelles excuses, tantôt, elle me dit que son enfant est malade, parfois, elle dit qu'elle a un décès, d'autre fois, c'est elle qui est à l'hôpital... Tu vas jusqu'à être découragé et te dire que tu vas arrêter pour le « *lebb-le* ». Désormais, je suis juste pour le « *teg-teggi* ». [...] Vous allez périr si vous avez fait du « *lebb-le* ». Ce que je conseille à ceux qui sont sur le commerce en ligne sur les réseaux sociaux, c'est... je ne leur dirai pas de ne pas faire du « *lebb-le* », mais juste leur dire que ce n'est pas à n'importe qui que l'on doit accorder le « *lebb-le* ». Le « *Teg-teggi* » est plus sûr parce que les choses sont difficiles, tu vas galérer avant d'avoir du bénéfice.

Cependant, les e-acheteurs ont plus confiance au paiement après livraison puisqu'ils pourront vérifier la conformité de l'article livré avant de payer. Marième déclare : « J'ai plus confiance au fait d'attendre d'abord que le produit me soit livré avant de le payer, que je puisse d'abord voir que c'est satisfaisant et que cela me va avant de donner le paiement. »

Ces pratiques adaptatives témoignent de la capacité des acteurs à négocier entre les exigences du commerce électronique global et les réalités socio-économiques locales. Également, elles illustrent des logiques d'appropriation créative des technologies numériques dans un contexte de développement, offrant ainsi une perspective précieuse sur les modalités d'adaptation et d'innovation dans le commerce électronique au sein des économies émergentes.

## Discussion et conclusion

La pratique de l'e-commerce sur les médias sociaux Facebook, WhatsApp et TikTok dénote une réelle capacité d'innovation des e-commerçants de Rufisque, qui ont su intégrer des modes de paiement traditionnels du commerce sénégalais dans un contexte numérique. Puisqu'il importe aux acteurs de trouver un garant ou une assurance dans leurs transactions commerciales, les e-marchands ont, à cet effet, adapté des modes de paiement endogènes comme le paiement par avance ou par acompte, par tontine « *natt* », par « *lebb-le* » et le système « *teg-teggi* ». Ces modes de paiement, ancrés dans les pratiques communautaires, possèdent une dimension sociale et culturelle de gestion de la confiance dans les transactions commerciales.

14 Bass Thioung est un auteur-compositeur et interprète proposant du mbalax chanté en wolof (<https://www.afrisson.com/bass-thioung/>).

15 Traduction : Que celui qui me doit de l'argent me le rembourse parce que je travaille, je ne joue pas. Quand tu en avais besoin, tu es venu et je t'ai donné ce que j'avais. C'est la fin du mois, alors payez les dettes. Arrêtez de prendre à crédit et de refuser ensuite de le payer. Celui qui t'a prêté quand tu en avais besoin, aie la dignité de le rembourser.

Ces mécanismes vont au-delà de la simple transaction commerciale, en réaffirmant les valeurs de responsabilité mutuelle, d'engagement et de parole donnée. Cela rejoint le postulat de Roubelat (2009) pour qui l'absence de proximité entre le vendeur et les consommateurs est à l'origine de la problématique de la confiance.

Cette combinaison de pratiques communautaires et de technologies avancées illustre la résilience et la pertinence des outils locaux face aux défis de la mondialisation numérique, elle offre un exemple intéressant de l'évolution des modèles commerciaux dans les marchés en développement. De la sorte, il importe de valoriser ces connaissances endogènes dans le développement de solutions de l'e-commerce culturellement appropriées. Cette étude nous apprend que la conception et le déploiement de produits par le biais de services mobiles ou électroniques nécessitent, de la part des e-commerçants, une bonne compréhension des conditions de vie, des capacités financières et de paiement des populations. Ce qui leur permettra d'initier des stratégies pour mieux les inclure, avec des techniques de marketing, de communication, et de motivation spécifiques, tout en travaillant leur image et celle des services et produits qu'ils offrent.

Le déploiement de l'e-commerce requiert des solutions simples suscitant la confiance, renforcée par la familiarité des clients avec les réseaux sociaux, le téléphone et le service bancaire mobile (Omwansa et al., 2013). Les stratégies et les innovations adoptées par les e-commerçants de Rufisque ont favorisé une acceptabilité du système, parce que globalement conçu à partir d'un mécanisme d'épargne traditionnel, avec des paiements différés, petits et réguliers, aussi bien par mobile money ou en espèces. Par ailleurs, les e-commerçants ont développé une culture de services, pour faire en sorte que les produits et les services qu'ils proposent se rapprochent des clients, dans des délais plus courts. Toutefois, les aspects réglementaires du commerce électronique posent encore problème, surtout la confiance sur les produits, interpellant un plus grand besoin de réglementation du secteur par l'État sénégalais (Diagne, 2022).

## Bibliographie

- Agence de Presse Sénégalaise (APS). (2012). *Sénégal : Rufisque - Une startup initie les populations aux TIC*. <https://fr.allafrica.com/stories/201211201653.html>
- ANSD. 2023. *Répertoires des localités*. [https://www.ansd.sn/donnees-recensements?%20%EF%BB%BFfield\\_liste\\_annee\\_value=2023&field\\_regions\\_value=DAKAR&field\\_departements\\_value=DAKAR](https://www.ansd.sn/donnees-recensements?%20%EF%BB%BFfield_liste_annee_value=2023&field_regions_value=DAKAR&field_departements_value=DAKAR)
- Awanis, A., Lowe, C., Andersson-Manjang, S. K., & Lindsey, D. (2022). *Le point sur le secteur : les services de mobile money dans le monde*. GSM Association. [https://www.gsma.com/sotir/wp-content/uploads/2021/07/SO-TIR2021\\_ExecutiveSummary\\_FR\\_WEB.pdf](https://www.gsma.com/sotir/wp-content/uploads/2021/07/SO-TIR2021_ExecutiveSummary_FR_WEB.pdf)
- Barba, C., Alarcon, P., Gratadour, J. R., Isaac, H., Oualid, P., & Volle, P. (2011). *Le commerce électronique : évolution ou révolution ?* In *Entreprises et histoire*, 3(64), pp. 167-182. [https://www.researchgate.net/publication/281501310\\_Le\\_commerce\\_electronique\\_Evolution\\_ou\\_revolution](https://www.researchgate.net/publication/281501310_Le_commerce_electronique_Evolution_ou_revolution)
- BCEAO. (2023). *Rapport sur la situation de l'inclusion financière dans l'UEMOA au cours de l'année 2022*. [https://www.bceao.int/sites/default/files/2024-05/Rapport%20Annuel%20Inclusion%20Financiere\\_2022.pdf](https://www.bceao.int/sites/default/files/2024-05/Rapport%20Annuel%20Inclusion%20Financiere_2022.pdf)
- Bernard, Y. (2004). *La netnographie: une nouvelle méthode d'enquête qualitative basée sur les communautés virtuelles de consommation*. In *Décisions marketing*, (36), pp. 49-62. <https://shs.cairn.info/revue-decisions-marketing-2004-4-page-49?lang=fr>
- Billand, P. (1998). Rationalité et coopération : le rôle de la confiance en économie. *Revue d'économie industrielle*, 84(1), 67-84.
- Chouk, I. (2005). *Confiance et commerce électronique : un premier bilan*. ATER, Centre de recherche DMSP, Université Paris-Dauphine.
- CNUCED. (2018). *Évaluation rapide de l'état de préparation du Sénégal au commerce électronique*. ONU.
- CNUCED. (2021). *Suite à la COVID-19, le numérique et le commerce électronique arrivent à un tournant de leur développement*. Nations unies. <https://unctad.org/fr/news/suite-la-covid-19-le-numerique-et-le-commerce-electronique-arrivent-un-tournant-de-leur>
- CNUCED. (2023). *Les chaînes d'approvisionnement mondiales à forte intensité technologique : le potentiel de l'Afrique*. Rapport sur le développement économique en Afrique. [https://unctad.org/system/files/official-document/aldcafrica2023\\_fr.pdf](https://unctad.org/system/files/official-document/aldcafrica2023_fr.pdf)
- Corenthin, A. (2014). *Développement du commerce électronique au Sénégal : quelle place pour les nationaux ?* Observatoire sur les Systèmes d'Information, les Réseaux et les Inforoutes au Sénégal (OSIRIS). <https://www.osiris.sn/Developpement-du-commerce.12002.html>
- Crozier, M., & Friedberg, E. (1977). *L'acteur et le système*. Éditions du Seuil.

- Diagne, I. N. E. (2022). *Le CEO de GAINDE 2000 passe au crible les enjeux et perspectives du commerce électronique au Sénégal*. GAINDE 2000. <https://www.gainde2000.com/le-ceo-de-gainde-2000-passe-au-crible-les-enjeux-et-perspectives-du-commerce-electronique-au-senegal/>
- Diallo, M. M., Diouck, A., Sylla, I., & Wadji, A. (2020). Commerce informel et réseaux sociaux à Dakar. Itinéraire d'une adaptation inattendue. *Revista Bitácora Urbano Territorial*, 30(3), 89-103. [https://www.researchgate.net/publication/344683735\\_Commerce\\_informel\\_et\\_reseaux\\_sociaux\\_a\\_Dakar\\_Itineraire\\_d'une\\_adaptation\\_inattendue](https://www.researchgate.net/publication/344683735_Commerce_informel_et_reseaux_sociaux_a_Dakar_Itineraire_d'une_adaptation_inattendue)
- Diedhiou, L. (2017). *La SONATEL inaugure son premier Datacenter à Rufisque, pour héberger des données informatiques*. Leral.net. [https://www.leral.net/La-Sonatel-inaugure-son-premier-Datacenter-a-Rufisquepour-heberger-des-donnees-informatique\\_a204268.html](https://www.leral.net/La-Sonatel-inaugure-son-premier-Datacenter-a-Rufisquepour-heberger-des-donnees-informatique_a204268.html)
- Dimitrov, S., & Ceryan, O. (2018). Optimal inventory decisions when offering layaway. *International Journal of Production Research*, 57(4), 1161-1175. <https://doi.org/10.1080/00207543.2018.1502484>
- Ducass, A., & Kwadjane, J.-M. (2015). *Le commerce électronique en Afrique : Maroc, Tunisie, Sénégal et Côte d'Ivoire*. Recommandations pour l'intégration régionale en Méditerranée. IPEMED.
- Fall, F., & Birba, O. (2019). L'inclusion financière par le mobile-banking au Sénégal : l'analyse des facteurs socio-économiques d'adoption. *Mondes en développement*, 185(1), 61-82.
- Friedberg, E. (1993). *Le pouvoir et la règle. Dynamiques de l'action organisée*. Seuil.
- Liang, T.-P., & Turban, E. (2011). "Introduction to the Special Issue Social Commerce: a Research Framework for Social Commerce". *International Journal of Electronic Commerce*, 16(2), 5-13.
- Licoppe, C., Pharabod A.-S., & Assadi H. (2002). *Contribution à une sociologie des échanges marchands sur internet*. In Réseau, (6), pp. 97-140.
- Omwansa, T. K., Waema, T. M., Chen, C., & Sullivan, N. P. (2013). The mobile phone as the tool to redefine savings for the poor: evidence from Kenya. *African Journal of Science, Technology, Innovation and Development*, 5(5), 355-361.
- Orléan, A. (2000). La théorie économique de la confiance et ses limites. *La confiance en question*, 36, 59-72.
- Piga, A. (2003). *Islam et villes en Afrique au sud du Sahara*. Karthala.
- République du Sénégal. (2008). *Loi n° 2008-08 du 25 janvier 2008 sur les transactions électroniques*. République du Sénégal. <https://www.dri.gouv.sn/sites/default/files/LOI/2008/comp4%20loi%20decentralisation%20et%20travail/LOI%20N200808%20DU%2025%20JANVIER%202008/LOI%20N%C2%B0200808%20DU%2025%20JANVIER%202008.pdf>
- Roubelat, F. (2009). Confiance et E-commerce. *Métropolis*, 4(78), 84-88.
- UNCTAD. (2018). *Maurice est le pays africain le mieux préparé au commerce électronique*. ONU Commerce et Développement. <https://unctad.org/fr/press-material/maurice-est-le-pays-africain-le-mieux-prepare-au-commerce-electronique>

# Social Commerce in Rufisque (Senegal)

## Strategies for Building and Securing Customer Trust

### Anta Betty Kantèye

Phd Candidate in Sociology, Etude sur l'homme et la Société (ETHOS),  
Cheikh Anta Diop University of Dakar, Senegal

[kantantabetty9@gmail.com](mailto:kantantabetty9@gmail.com)

### Albert Gautier Ndione

Socio-anthropologist, Assistant Lecturer, Department of Sociology, FLSH,  
Cheikh Anta Diop University of Dakar, Senegal

[ndionealbert86@gmail.com](mailto:ndionealbert86@gmail.com)

### El Hadji Malick Sy Camara

Socio-anthropologist, Senior Lecturer, Department of Sociology, FLSH,  
Cheikh Anta Diop University of Dakar, Senegal

[elhadjimalicksy.camara@ucad.edu.sn](mailto:elhadjimalicksy.camara@ucad.edu.sn)




### Sylvain Landry Birane Faye

Socio-anthropologist, full Professor, Director of the Laboratory of Sociology,  
Anthropology, and Psychology (LASAP), Cheikh Anta Diop University of Dakar, Senegal

[fayesylvain@yahoo.fr](mailto:fayesylvain@yahoo.fr)

**How to cite this paper:**  
Kantèye, A. B., Ndione, A. G., Camara, E. H. M. S., & Faye, S. L. B. (2025). Social Commerce in Rufisque (Senegal): Strategies for Building and Securing Customer Trust. *Global Africa*, 9(1), pp. 166-177.  
<https://doi.org/10.57832/0404-4x71>

Received: August 29, 2024  
Accepted: October 07, 2024  
Published: March 20, 2025

© 2025 by author(s). This work is openly licensed via [CC BY-NC 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/)   

### Abstract

E-commerce, also known as social commerce, connects e-merchants and e-buyers through social media platforms. Like any transaction, this form of electronic commerce requires mechanisms that ensure security and trust between the parties involved. In a context marked by a low banking penetration in Senegal, local actors have developed innovative alternative payment strategies for online transactions, which serve as a guarantee of trust in their virtual business interactions.

This article, based on a qualitative study, analyzes the innovative and resilience-based strategies implemented by merchants in Rufisque in a context of social commerce. The payment methods adopted by these actors are examined from a sociological perspective to highlight their ability to adapt creatively to local e-commerce norms.

### Keywords

E-commerce, e-merchants, e-buyers, banking, Rufisque

## Introduction<sup>1</sup>

**E**lectronic commerce, also known as online commerce or e-commerce, is described as a form of remote selling that takes advantage of digital resources (Barba et al., 2011). As such, it represents both an evolution and a revolution in commerce. It is an evolution of commercial interactions as it is in line with the continuity of what was already happening with distance selling, where exhaustive product catalogs were distributed to customers. At the same time, it constitutes a revolution in commerce thanks to the medium on which it is produced: unlike traditional distance selling, it marks a transition from paper to digital. As a result, the material and geographical barriers that previously hindered distance selling are gradually diminishing in e-commerce (Barba et al., 2011).

E-commerce is referred to as social commerce when it is practiced through social media of Web 2.0<sup>2</sup>. Indeed, it is a sub-component of e-commerce, a combination of both commercial and social activities. It is characterized by the use of social media platforms to facilitate transactions and e-commerce activities. Additionally, it supports social interactions and user contributions to content (Liang & Turban, 2011).

E-commerce provides countries with an opportunity to participate in global markets, open new avenues for diversifying national economies, and create employment opportunities for young people (UNCTAD, 2023). In Africa, it remains a booming sector thanks to the development of information and communication technologies (ICTs) and the increasing accessibility of social media platforms. However, Africa ranks last in the global e-commerce market (Ducass & Kwadjane, 2015), accounting for only 2.2% of the sector (UNCTAD, 2018). This situation is attributed to the high cost of broadband services, the over reliance on cash, lack of consumer trust, limited digital skills among the population, and the minimal involvement of governments in promoting e-commerce (UNCTAD, 2021).

In Senegal, the government has integrated the development of e-commerce into the Digital Senegal Strategy 2025 of the Emerging Senegal Plan (PSE) and, more recently, into the New Technological Deal. While some internationally renowned companies have successfully established themselves, e-commerce remains more developed in the informal economy, thanks to classified ads from individuals, aggregator websites, and social media platforms (UNCTAD, 2018).

Banking penetration and financial inclusion rates in Senegal remain low, despite the existence of a solid banking sector and a well-developed network of microfinance institutions (MFIs). The strict banking rate, which refers to the percentage of the adult population with an account in a bank, postal services, national savings bank, or the Treasury in Senegal, increased from 19.0% in 2018 to 22.5% in 2022 (BCEAO, 2023). Given this slow progress, tontines (community investment and solidarity systems), solidarity funds, and mobile bankers remain the most commonly used practices. To promote electronic payments in both the public and private sectors, the Senegalese government has collaborated with technical and financial partners such as the United Nations Capital Development Fund's Mobile Money for the Poor and the Better Than Cash Alliance. This has led to a rapid expansion of electronic payment systems, facilitated by mobile telephony and financial service providers (UNCTAD, 2018).

The adoption of mobile wallets in Senegal has been driven by the rising mobile phone penetration rate, with 19.1 million mobile phone subscriptions—representing over 114% of the country's population. As Fall and Birba (2019) point out, Kenya's successful experience with its M-PESA<sup>3</sup> have prompted Senegal to start using mobile money under the name *Orange Money* since 2010. Meanwhile, the Central Bank of West African States (BCEAO) has taken the initiative to strengthen access to financial services for vulnerable populations through a second-generation medium, commonly referred to as "mobile money". Today, people prefer to use cell phones for payment and money transfers. In the

1 The data in this article primarily comes from a master's thesis in sociology titled "The Sociology of Commercial Exchanges on the Internet: The Role of Social Media in the Development of E-Commerce in Rufisque".

2 LinkedIn, Facebook, Twitter.

3 M-PESA is a payment solution for both banked and unbanked people in Africa, <https://www.vodafone.com/about-vodafone/what-we-do/m-pesa>

WAEMU, 73% of micro-entrepreneurs, 57% of small-scale farmers, 52% of young people, and 44% of women use mobile money services in 2022 (BCEAO, 2023). Within the Union, Côte d'Ivoire, Ghana, and Senegal rank first, closely followed by Benin, Burkina Faso, and Mali. Between 2020 and 2022, these countries were the main drivers of mobile money growth in the region. The use of mobile money services increased during the COVID-19 pandemic. New users are now using these services for their daily needs. Since 2020, Senegal has recorded a very high mobile money diffusion index (MMPI), with a prevalence exceeding 0.80 (Awanis et al., 2022).

E-commerce is increasingly practiced through social media platforms, which offer a sales model that aligns with the needs and purchasing realities of the Senegalese. These platforms seem to give a more interactive, even more human, and social dimension to online commerce by offering customers the opportunity to negotiate prices and engage in direct discussions with sellers. On traditional e-commerce sites, however, prices are generally not up for discussion. Traditional e-commerce has been hindered by buyers' lack of trust in sellers, as these platforms often operate with seller anonymity, providing limited information about vendors (Diallo et al., 2020). The likelihood of honoring someone else's trust increases when both parties are significantly more satisfied than before (Orléan, 2000).

To maintain their reputation with buyers, suppliers must fulfill their commitments to consumers (Billand, 1998). According to D. Kreps, the informational gap between buyers weakens reputation. The buyer's trust in a seller means that the buyer is certain or reasonably confident that the seller's pursuit of self-interest will lead them to honor their commitments. Orléan (2000) refers to this phenomenon as the "game of trust". Indeed, economic theory analyzes this situation by assuming that both buyers and sellers are perfectly rational, meaning they always act in ways that maximize their utility. If one or both parties have rational doubts about the credibility of the other, the cooperation will not occur. Therefore, the seller must reassure the buyer of their good faith by offering a form of guarantee. This arrangement fosters "the production of trust and the emergence of cooperation" (Billand, 1998, p. 9). This guarantee could be a contract signed and handed over to the buyer. As a result, he will be taken to court in the event of betrayal on his part. Consequently, to avoid losing his/her guarantee and/or reputation, the seller will be compelled to honor the buyer's trust (Billand, 1998).

The lack of proximity between sellers and consumers is the root cause of the trust issues. In reality, e-commerce merchants do not have very open relationships with consumers, as most of their interactions are structured exclusively through electronic communication tools, primarily on the internet and/or by telephone. Consumers experience a waiting period between ordering a product, making payment, and receiving delivery. Given that this waiting period can seem agonizing, e-commerce merchants need to reassure their consumers to complete and renew their purchases. For e-buyers, the issue of trust revolves around the security of payments, trust in the seller, and the way in which the sales, delivery, and after-sales service processes are managed (Roubelat, 2009).

Online trust develops in several phases: establishment, reinforcement, and maintenance. Firstly, in the establishment phase, trust is "initial" or "exploratory". The consumer relies on the opinions of others (reputation, recommendations, and site quality) to trust the seller, as they have no prior experience with them. Then, in the reinforcement phase, everything depends on the outcome of the initial trust. If it was honored during the first contact, this trust will be reinforced in this second phase. This is known as "proven" trust. Finally, in the maintenance phase, prior interactions determine the building of trust between the seller and the consumer. This is referred to as "confirmed" trust. The seller's aim is to establish a lasting relationship by maintaining consumer trust through consistent commitment fulfillment. In each phase, trust is marked by characteristics linked to the consumer, the nature of trust, and key mechanisms of trust production (Chouk, 2005).

Moreover, the transaction is based on the reciprocal commitments of both the consumer and the seller. The first is embodied in the act of payment, while the second is embodied in the availability of the good or service. The transaction is also marked by the interactions between sellers and consumers and by "marketing". E-commerce, despite its efficiency in terms of procedures for accessing offers and placing orders, presents enormous risks that can impact on the fulfillment of commitments from both consumers and sellers. These risks include the waiting period between

ordering and product delivery, the ability to navigate hypertext screens, security concerns related to payments, and the risk of disclosure of personal data between connected universes (the user, unknown and unidentifiable individuals); which increases the uncertainties between payment and delivery (Licoppe et al., 2002).

On the social network Facebook, we observed that traditional e-commerce sites use the platform primarily for advertising and community engagement. Additionally, some sites have integrated the “click-to-WhatsApp advertising” feature, which is an option available on WhatsApp Business that consists in displaying a WhatsApp button to its commercial posts on Instagram and Facebook. When activated, this button directly opens a chat with the e-commerce seller, enabling direct interaction.

In Senegal, due to the high penetration rate of mobile telephony and the low rate of banking, e-commerce represents a promising tool for financial inclusion among low-income households. The GSM Association’s 2022 survey on the dynamics of mobile money services worldwide revealed that, despite the increasing demand for mobile financial services, several obstacles remain such as unreliable mobile networks, difficulties in reading and writing, preference for cash, lack of trust in the system, the absence of necessary credentials, and unreliable power grids (Awanis et al., 2022).

In its rapid assessment report on e-commerce readiness in Senegal, the United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD, 2018) highlighted that mobile money services and payment integration platforms have developed rapidly through telecommunications operators, fintech companies, and, to a lesser extent, banking and non-banking financial institutions. Nevertheless, over-the-counter deposit/withdrawal operations and P2P transfers still largely dominate electronic payments due to low household income levels and the cost of services, but also to a lack of trust in electronic transactions. Indeed, the intersection of informal trade and social networks raises a fundamental questions of regulation (Diallo et al., 2020), with online payment security issues and consumer skepticism toward electronic transactions, which pose major risks that e-merchants are attempting to address in their own ways.

This article examines the innovative and resilient strategies implemented by e-merchants in Rufisque to adapt to the challenges of trust and payment in Senegal’s e-commerce sector, within a social commerce landscape marked by low banking penetration. More specifically, we analyze the communication, customer loyalty, and quality assurance processes, as well as the payment systems used by e-commerce actors on social media in Rufisque to build trust, achieve financial inclusion in online commercial transactions, and ensure business profitability.

## Methodology

The data was collected as part of a qualitative study conducted between February and May 2023 among e-commerce actors in Rufisque Est, a district of Rufisque located at the entrance of the Cap-Vert Peninsula, south of Dakar<sup>4</sup>. It is part of the Rufisque arrondissement and has a population of 84,754 inhabitants (ANSD, 2023).

In 2012, the startup Web Evens Rufisque took the initiative to introduce the population of Rufisque to ICTs (APS, 2012). Mobile operators Orange, Free, and Espresso are the most commonly used. However, only Orange has a physical branch in Rufisque. This agency houses the transmitter center of the National Telecommunications Company (SONATEL). In 2017, SONATEL inaugurated its first datacenter<sup>5</sup> to store the data of numerous companies and administrations.

To understand online interactions between e-commerce actors on social media, we adopted netnography. This qualitative research method uses the Internet as a data source, drawing on virtual consumer communities (Bernard, 2004). With this in mind, we immersed ourselves in social networks such as Facebook, WhatsApp, and TikTok, adopting a dual posture: that of an e-buyer and an e-merchant.

<sup>4</sup> [www.Wikipedia.com](http://www.Wikipedia.com), accessed November 06, 2022. (Diedhiou, 2017).

<sup>5</sup> It is the largest data center in West Africa and is open to African countries wishing to host their IT data there (Diedhiou, 2017).

As an observer and e-buyer, we joined online sales groups and contacted their administrators to inform them about our study and request their consent to collect and use group data as part of this study. Additionally, we purchased some products online to experience the shopping experience of users of these communication platforms. This posture enabled us to observe interactions between members of virtual consumer communities as well as between e-merchants and e-buyers on these platforms. As an e-merchant, we limited ourselves to exploring these platforms by trying to follow various sales procedures on Facebook Marketplace and WhatsApp Business. We did not go all the way, as we are aware that we are not really in the business, although we did observe how e-merchants go about selling on these communication platforms.

In fact, we collected exchanges between community members on goods and services sold online on WhatsApp, Facebook, and TikTok, and about the behaviors of e-merchants, located in the city of Rufisque. Additionally, we used semi-structured interviews, direct observation, and focus groups<sup>6</sup> as qualitative data collection techniques for our field research. The interviews were conducted based on respondents' availability—most were conducted via phone calls, while some took place in person at the respondent's location. The focus group was conducted online via WhatsApp.

After data saturation, we ended up with a sample of twenty (20) people, consisting of fifteen (15) e-merchants and five (5) e-buyers. The majority of participants were young (aged 24–28) and female (twelve (12) women versus eight (8) men). The recorded interviews from the semi-structured individual interviews were transcribed and thematically coded. We are aware of the limited size of this sample and of the need to continue this study in a perspective of deterritorialization of the field and to move toward a comparative approach to the practice of social commerce in Senegal, with the aim of reinforcing the results of this initial research.

## The Evolution Toward Digital Commerce

E-commerce first appeared in 1996, when the government set up the Trade Point Senegal (TPS) Foundation. This initiative developed the first version of the electronic customs clearance software, “Orbus”, and established a platform designed to showcase business opportunities and facilitate the establishment of commercial partnerships (Corenthin, 2014). As part of the PSE, government institutions have shown interest in the e-commerce revolution. Steady progress is being made in promoting and exploring ICT, particularly in e-commerce. The Senegal Digital Strategy 2025 (SSN 2025) has facilitated the development of a framework for the digital economy, particularly in e-commerce. The absence of a dedicated e-commerce strategy or policy has not prevented the emergence of operators bringing a certain dynamism to the sector. However, outdated and lack of data on the ICT sector make it difficult to measure the evolutionary dynamics of e-commerce and the digital economy (UNCTAD, 2018).

Senegalese e-commerce essentially revolves around the electronic purchase of imported products on the biggest e-commerce sites of foreign companies (Jumia.sn, CDiscount.sn, and Kaymu.sn....) and e-commerce of domestic products and services (Niokobok.com, Tongtong, and Senegalcity.com....) (Ducass & Kwadjane, 2015). Although international actors like Jumia have firmly established themselves in this sector by leveraging the local market and the Senegalese diaspora, the informal sector is not going unnoticed in this booming market through classified ads from individuals, on aggregator sites, and social media platforms. Indeed, a new economic model for the informal sector has emerged through social networks. They strengthen the sector and expand its reach (Diallo et al., 2020). Countless small traders, who often lack the means or educational background to use more advanced technologies, still attempt to take advantage of this sector by adopting tools that combine simplicity, accessibility, and reliability.

6 To ensure compliance with the ethical standards of social science research, we informed the respondents about the study, about their freedom to participate voluntarily and autonomously, and about our need to obtain their prior consent. All data used in this study are the result of informed consent on the part of the respondents.

In Rufisque, e-commerce through social media (Facebook, WhatsApp, and TikTok) covers a wide range of goods and services: the sales of clothing, food and electronic products, furniture, books, therapeutic and coaching services of all kind, the sale of sex (e-prostitution), clairvoyance services, teaching and training services, etc. Despite this diversity of offerings, products sold through social media can be categorized into two broad categories: e-commerce of physical goods and e-commerce of immaterial, digital, or computerized products.

## Innovative Strategies for Placing/Accessing Products Online

On Facebook, pages and groups dedicated to buying and selling products or services online in Rufisque have been created, notably the “Rufisque Commerce et Services (Achat & Vente)” group, designed for all online transactions. Similarly, e-commerce activities are developed through groups or pages that are not originally intended for commercial purposes, such as “Sama jèkèr, sama xarit”<sup>7</sup> and “Èttu jigeen yi (Intimate hygiene and pregnancy)”<sup>8</sup>. Social media users on Facebook, WhatsApp, and TikTok take advantage of the different features these platforms offer to develop their e-commerce activities. For instance, Seynabou, one of the participants, explains:

To publish my products, I go to Marketplace and click on the “Sale” tab. It then asks me to choose a category—whether it is clothing, accessories, or something else. Then, I write the description before uploading the photos. Finally, I click “publish”, and my listing is instantly shared in the different Marketplace groups I have joined. These groups are directly linked to Marketplace.

The use of WhatsApp feature enables customers to communicate with the e-merchant, helping to establish trust. The “social commerce” in Rufisque appears to be a local manifestation of a global phenomenon that brings e-merchants and e-buyers through social media platforms, with mechanism to diversify product placement while enabling customers to communicate and gain greater confidence about the products on offer, delivery, and payment terms. To reassure the e-buyers, screenshots of satisfied customers are posted on WhatsApp, to demonstrate both reliability and high customer demand. To prevent scams, last-minute cancellations, or changes of mind, sellers require customers to place their orders via WhatsApp, confirm their purchase, and validate it with a screenshot as proof. Without this confirmation, an order cannot be processed or delivered.

Social media e-buyers in Rufisque perceive social commerce as more convenient in that Facebook, WhatsApp and Tiktok are easier to use and more accessible than traditional e-commerce platforms, but also, they allow communication with sellers and save time when shopping. Khoudja declares:

For me, shopping through social media is more interesting because, on e-commerce websites like Jumia, you cannot communicate with the seller. Usually, on these sites, you see something and place your order directly. They have already posted the prices and everything for buyers. But when it comes to social media e-commerce, you usually talk to the seller. The price is posted but you can discuss with the seller what you want [...] You can talk directly to the seller and he/she will be able to explain what the product is for and how to use it and everything. I also think it is development that has got us to this stage.

7 “Sama jèkèr, sama xarit”, “My husband, my other half” is a Facebook page that has been created since 2014 with the aim of strengthening friendly ties, avoiding differences in the couple and preserving good living in the home.

8 “Èttu jigeen yi”, “the women’s corner” is a private Facebook group that has been created since 2019 with the aim of helping women interact with each other on topics related to intimate hygiene and pregnancy.

## Payment Methods Ensuring Business Activity on Social Media

E-commerce is marked by periods of uncertainty, from the moment a product, good, or service is ordered to the completion of the commercial transaction, illustrated by the satisfaction of both parties—the e-merchant and the e-buyer. This uncertainty is felt by both parties, who each strive to honor the trust placed in them while protecting themselves from potential fraudulent practices. Therefore, mechanisms ensuring security and trust between the parties are implemented.

Faced with a lack of overall banking penetration, social commerce players in Rufisque combine electronic payment methods, such as mobile money (Wave and Orange Money), with cash payments during their electronic transactions. Some e-merchants have added traditional payment methods as innovative alternative strategies to ensure trust in virtual business interactions. These payment methods, inspired by traditional Senegalese commerce and adapted to the digital environment, are offered to customers: advance payment or deposit, *tontine* or “natt”, “lebb-le<sup>9</sup>”, and the “teg-teggi<sup>10</sup>” system.

### *Advance Payment as a Guarantee in Online Transactions*

Regarding advance payments or deposits, e-merchants in Rufisque offer two payment options to customers. On the one hand, the e-buyer can pay the full amount in advance to confirm the order before receiving the product. On the other hand, they can opt to pay a 50% deposit of the total amount to validate the order. In this case, the remaining 50% is paid after the product is delivered. This deposit is made via Wave or Orange Money to the merchant’s phone number. After the payment, the e-buyer is asked to take a screenshot of the transaction summary and send it via WhatsApp to the seller as proof of the transaction and as a “green light” to confirm the order. This second option is preferred when one or both parties (e-merchant and e-buyer) have doubts about the other’s commitment or the authenticity of the product ordered.

However, it is important to note that this payment method is often required for “occasional” e-buyers who are not part of the loyal customer list, in order to avoid potential fraud. As a result, this deposit serves as a guarantee for the e-merchant, since the buyer is forced to complete the remaining 50% before receiving the product. Moreover, they cannot cancel the transaction without losing the deposit they have already given to the seller. Khadija explains:

I opted for the 50% deposit because it is a way of ensuring that the customer has validated his/her order. He/she is not going to back out since he/she has already paid half the price, which he/she’ll complete upon delivery. You know, some people will contact you and tell you they are ordering a specific product, and then you put in a lot of effort to find it and sell it to them. Unfortunately, when it is time for delivery, they ignore your calls, and you never hear from them again. As a result, if you had opted for the 50% deposit, they will take the product because they have already put money into it, and they will not want to lose that.

### *The “Natt,” “Lebb-Le,” and “Teg-Teggi” as a Shield for the E-Merchant*

For e-merchants in Rufisque, doing business on social media means having a circle of familiar customers with whom they have a certain affinity. As a result, they have found the innovative alternative of using payment methods such as “natt”, “lebb-le”, and “teg-teggi”, to facilitate payments by adapting it to the financial availability of the population, while also protecting their businesses against any threats that may arise from this customer circle.

<sup>9</sup> English translation: to lend.

<sup>10</sup> English translation: deposit-take.

The tontine payment method, also known as “natt”, involves paying in advance and over a set period for an item or product. To do this, the seller publishes a list of the various products available for the tontine. In the publication, the seller lists the prices of each product, the amount to be paid at each stage, and the period over which the full payment will be spread.



Photo 1: Excerpt of online sales through tontine payment or “natt” in a WhatsApp sales group.

Source: Ñu sañse, WhatsApp, 2023.

This is a screenshot taken in a sales group on WhatsApp called “Ñu Sañse<sup>11</sup>”, where the e-merchant, the group’s administrator, posted an announcement for a tontine with payment terms, duration, and the various items available for sale under this tontine payment scheme or “natt”. Payments can be made daily, weekly, or monthly, depending on the choice of the e-merchant or the customers. Any e-buyer who agrees to the tontine membership terms and conditions will be required to complete the payment for the item before receiving his or her order. In this way, the e-merchant issues a statement that includes the start and end dates of the tontine, as well as the various items for sale. In the “natt” payment system, the e-buyer can only receive his/her order after completing all the periodic payments for the total product cost. This system exists in ghettos in the United States and is more commonly known as “Layaway”. As Dimitrov and Ceryan (2018) show, the layaway program is a service offered by retailers that allows consumers with limited budgets and a sufficiently credit ratings to pay for a product in installments and receive the product reserved for them at the end of the payment period. If a consumer defaults on his or her payments, the reserved item is put back in stock in the store (Dimitrov & Ceryan, 2018).

In Senegal, the tontine, known as “natt” in Wolof, is traditionally an associative dynamic with the capacity to create and foster bonds around shared needs, interests, and mutual aid arrangements, thereby consolidating forms of solidarity and building social ties (Piga, 2003). In an e-commerce context, the “natt” becomes an insurance policy for the e-merchant, ensuring the security of the

11 Translation: “Let’s dress up”.

online transaction. This allows him or her to guarantee full payment before delivery and also to sell out all his or her stock of good and products, since he or she knows from the outset how many items each e-buyer will receive.

As for the “lebb-le<sup>12</sup>” payment system, it involves taking an item or product on credit. The e-merchant and e-buyer agree on the loan repayment period and terms. As a result, the amount due can be paid in a single instalment on the agreed-upon date or in several installments up to that date, according to the terms agreed by the two contracting parties. This payment method is only granted to e-buyers with whom the seller has a relationship that goes beyond mere commerce. These are e-buyers with whom the seller has had favorable purchasing experiences, earning their trust. Generally, sellers are confident that these customers will pay. “Lebb-le” is seen as the riskiest traditional payment method, since the e-buyer uses the product before paying, which is why it is only granted to trusted e-buyers.

He will complete the rest of the payment at the end of the month. These are just calculations. For example, I can take a sum of my money and lend it all. With this amount, I buy items, and this can be around the 10<sup>th</sup> or 15<sup>th</sup> of the month. I know the month has progressed, so I take all the items to “lebb le ko” (give them on credit), it will be a way of keeping the money there. Then, I take another amount of money with which I will buy items that I will sell through installment payments. I give you the product, and you give me your down payment, so I can go to Dakar in those 15 days to manage certain things. And I’m sure the money will come in easily because it is with honest people that you do this. You cannot do this with just anyone, if it is Betty (he jokes about a friend), I can’t give that to her (laughs).  
Hassane

Although perceived as a means of hoarding, the payment by “lebb-le” also appears to be a strategy to create a barrier against e-buyers who try to delay the sale. Indeed, they cannot take another product or good on credit until they have paid their due. Additionally, e-merchants exert a certain symbolic pressure on them by posting reminders for credit payments on their status or stories. This is done through funny songs or written posts like “fay len borr yi weer bi dee na<sup>13</sup>”. In this regard, Daba, an e-merchant from Rufisque, shares that she sometimes posts a Bass Thioung<sup>14</sup> song on her status as a reminder to her debtor clients. This song serves as a way to remind them that it is the end of the month and time to pay their debts. Here is an excerpt from the song she posts:

Ku ma yoreel naŋa ma fay man damay ligeey, fowwu ma.  
Ba ŋa soxlaa, da ŋa ñew ma jëll li ma yorr jox la ko. (Refrain)  
Weer wi dé na fay leen borr yi, bàyyi leen lepp te dooleen fay.  
Kila lebbal Baŋa soxla, fexeel ba am ŋoru fay ko<sup>15</sup>.

With the “teg-teggi” system, on the other hand, there are no periodic payments: the e-buyer must pay the full amount before or at the time of delivery, either electronically to the e-merchant’s phone number or in cash to the delivery person or the e-merchant. As its name suggests, “teg” means “deposit” and “teggi” means “take”, the “teg-teggi” payment system is, according to e-merchants in Rufisque, the most secure payment method because it requires the money to be given and, simultaneously, the order to be taken.

Oumar expresses himself in this regard:

“Teg-teggi” is safer. Let me tell you a story: there’s a client to whom I gave some goods. She told me she would pay me later, but up until now, she hasn’t given me anything. Every day, she comes up with new excuses—sometimes she says her child is sick, other times she says there’s a death in the family, and sometimes she says she’s in the hospital... You

12 This term is a Wolof word that refers to buying a product and having the option of staying up to a certain length of time before paying for it. The waiting period is usually determined by the seller himself. However, buyers sometimes delay payment by not respecting the waiting period prescribed by the seller, the creditor.

13 Which in English means: pay your dues, it is the end of the month.

14 Bass Thioung is a singer-songwriter and performer who offers mbalax music sung in Wolof (<https://www.afriqson.com/bass-thioung/>).

15 Translation: whoever owes me money should pay me back, because I work, I don’t play. When you needed it, you came and I gave you what I had. It is the end of the month, so pay the debts. Stop taking on credit and then refusing to pay it back. Whoever gave you a loan when you needed it, have the dignity to pay it back.

get so discouraged that you say you are going to stop the “lebb-le”. From now on, I’m just sticking to “Teg-teggi”. [...] You will perish if you do “lebb-le”. What I advise those involved in online commerce on social media is... I won’t tell them not to do “lebb-le”, but I’ll just tell them that it is not something you should offer to just anyone. “Teg-teggi” is safer because things are tough; you will struggle before seeing any profit.

However, e-buyers have more confidence in paying after delivery since they can check the conformity of the product or item delivered with what they had ordered before paying for it or not. Marième declares: “I have more confidence in waiting for the product to be delivered first before paying for it, so that I can first see for myself that it is satisfactory and that it works for me before making the payment”.

These adaptive practices demonstrate the ability of actors to negotiate between the demands of global e-commerce and local socio-economic realities. They also illustrate the creative appropriation of digital technologies in a development context, offering a valuable insight into adaptation and innovation strategies in e-commerce within emerging economies.

## Discussion and Conclusion

The practice of e-commerce on social media platforms such as Facebook, WhatsApp, and TikTok demonstrates a real capacity for innovation among e-merchants in Rufisque, who have managed to integrate traditional Senegalese payment methods into a digital context. Since it is important for actors to find a guarantor or assurance for their commercial transactions, e-merchants have adapted indigenous payment methods such as advance or deposit payments, tontine “natt”, “lebb-le”, and the “teg-teggi” system. These payment methods, which are rooted in community practices, possess a social and cultural dimension in terms of managing trust in commercial transactions.

These mechanisms go beyond the simple commercial transactions to reaffirm the values of mutual responsibility, commitment, and keeping one’s word. This aligns with Roubelat’s (2009) assertion that the lack of proximity between the seller and consumers is at the root cause of the problem of trust.

This combination of community practices and advanced technologies illustrates the resilience and relevance of local instruments in the face of the challenges of digital globalization, and offers an interesting example of the evolution of business models in developing markets. As such, it is important to leverage these indigenous knowledge systems in the development of culturally appropriate e-commerce solutions.

This study teaches us that the design and deployment of products through mobile or electronic services require e-merchants to have a thorough understanding of the living conditions, financial capacities, and payment behaviors of the population. This understanding will enable them to initiate strategies to better include them, with specific marketing, communication, and motivation techniques, while working on their image and that of the services and products they offer.

The deployment of e-commerce requires simple solutions that inspire trust, which is further reinforced by customers’ familiarity with social networks, mobile phones, and mobile banking (Omwansa et al., 2013). The strategies and innovations adopted by the e-merchants in Rufisque have facilitated the acceptance of the system, because it is broadly based on a traditional savings mechanism with deferred, small, and regular payments, either via mobile money or cash. Furthermore, e-merchants have developed a service culture to bring the products and services they want to sell closer to customers, in shorter timescales. However, the regulatory aspects of e-commerce are still problematic, particularly regarding trust in products, highlighting the need for greater regulation of the sector by the Senegalese government (Diaw, 2022).

## Bibliography

- Agence de Presse Sénégalaise (APS). (2012). *Sénégal : Rufisque - Une startup initie les populations aux TIC*. <https://fr.allafrica.com/stories/201211201653.html>
- ANSD. (2023). *Locality Directories*. [https://www.ansd.sn/donnees-recensements?%20%EF%BB%BFfield\\_liste\\_annee\\_value=2023&field\\_regions\\_value=DAKAR&field\\_departements\\_value=DAKAR](https://www.ansd.sn/donnees-recensements?%20%EF%BB%BFfield_liste_annee_value=2023&field_regions_value=DAKAR&field_departements_value=DAKAR)
- Awanis, A., Lowe, C., Andersson-Manjang, S. K., & Lindsey, D. (2022). *The State of the Industry: Mobile Money Services Worldwide*. GSM Association. [https://www.gsma.com/sotir/wp-content/uploads/2022/03/GSMA\\_State\\_of\\_the\\_Industry\\_2022\\_English.pdf](https://www.gsma.com/sotir/wp-content/uploads/2022/03/GSMA_State_of_the_Industry_2022_English.pdf)
- Barba, C., Alarcon, P., Gratadour, J. R., Isaac, H., Oualid, P., & Volle, P. (2011). *Le commerce électronique : évolution ou révolution ?* In *Entreprises et histoire*, 3(64), pp. 167-182. [https://www.researchgate.net/publication/281501310\\_Le\\_commerce\\_electronique\\_Evolution\\_ou\\_revolution](https://www.researchgate.net/publication/281501310_Le_commerce_electronique_Evolution_ou_revolution)
- BCEAO. (2023). *Rapport sur la situation de l'inclusion financière dans l'UEMOA au cours de l'année 2022*. [https://www.bceao.int/sites/default/files/2024-05/Rapport%20Annuel%20Inclusion%20Financiere\\_2022.pdf](https://www.bceao.int/sites/default/files/2024-05/Rapport%20Annuel%20Inclusion%20Financiere_2022.pdf)
- Bernard, Y. (2004). *La netnographie: une nouvelle méthode d'enquête qualitative basée sur les communautés virtuelles de consommation*. In *Décisions marketing*, 3(6), pp. 49-62. <https://shs.cairn.info/revue-decisions-marketing-2004-4-page-49?lang=fr>
- Billand, P. (1998). Rationalité et coopération : le rôle de la confiance en économie. *Revue d'économie industrielle*, 84(1), . 67-84.
- Chouk, I. (2005). *Confiance et commerce électronique : un premier bilan*. ATER, Centre de recherche DMSP, Université Paris-Dauphine.
- Corenthin, A. (2014). *Développement du commerce électronique au Sénégal : quelle place pour les nationaux ?* Observatoire sur les Systèmes d'Information, les Réseaux et les Inforoutes au Sénégal (OSIRIS). <https://www.osiris.sn/Developpement-du-commerce,12002.html>
- Crozier, M., & Friedberg, E. (1977). *L'acteur et le système*. Éditions du Seuil.
- Diagne, I. N. E. (2022). *Le CEO de GAINDE 2000 passe au crible les enjeux et perspectives du commerce électronique au Sénégal*. GAINDE 2000. <https://www.gainde2000.com/le-ceo-de-gainde-2000-passe-au-crible-les-enjeux-et-perspectives-du-commerce-electronique-au-senegal/>
- Diallo, M. M., Diouck, A., Sylla, I., & Wadji, A. (2020). Commerce informel et réseaux sociaux à Dakar. Itinéraire d'une adaptation inattendue. *Revista Bitácora Urbano Territorial*, 30(3), 89-103. [https://www.researchgate.net/publication/344683735\\_Commerce\\_informel\\_et\\_reseaux\\_sociaux\\_a\\_Dakar\\_Itineraire\\_d'une\\_adaptation\\_inattendue](https://www.researchgate.net/publication/344683735_Commerce_informel_et_reseaux_sociaux_a_Dakar_Itineraire_d'une_adaptation_inattendue)
- Diedhiou, L. (2017). *La SONATEL inaugure son premier Datacenter à Rufisque, pour héberger des données informatiques*. Leral.net. [https://www.leral.net/La-Sonatel-inaugure-son-premier-Datacenter-a-Rufisquepour-heberger-des-donnees-informatique\\_a204268.html](https://www.leral.net/La-Sonatel-inaugure-son-premier-Datacenter-a-Rufisquepour-heberger-des-donnees-informatique_a204268.html)
- Dimitrov, S., & Ceryan, O. (2018). Optimal inventory decisions when offering layaway. *International Journal of Production Research*, 57(4), 1161-1175. <https://doi.org/10.1080/00207543.2018.1502484>
- Ducass, A., & Kwadjane, J.-M. (2015). *Le commerce électronique en Afrique : Maroc, Tunisie, Sénégal et Côte d'Ivoire*. Recommandations pour l'intégration régionale en Méditerranée. IPEMED.
- Fall, F., & Birba, O. (2019). L'inclusion financière par le mobile-banking au Sénégal : l'analyse des facteurs socio-économiques d'adoption. *Mondes en développement*, 185(1), 61-82.
- Friedberg, E. (1993). *Le pouvoir et la règle. Dynamiques de l'action organisée*. Seuil.
- Liang, T.-P., & Turban, E. (2011). Introduction to the Special Issue: Social Commerce: A Research Framework for Social Commerce. *International Journal of Electronic Commerce*, 16(2), 5-13.
- Licoppe, C., Pharabod A.-S., & Assadi H. (2002). *Contribution à une sociologie des échanges marchands sur internet*. In *Réseau*, (6), pp. 97-140.
- Omwansa, T. K., Waema, T. M., Chen, C., & Sullivan, N. P. (2013). The mobile phone as the tool to redefine savings for the poor: evidence from Kenya. *African Journal of Science, Technology, Innovation and Development*, 5(5), 355-361.
- Orléan, A. (2000). La théorie économique de la confiance et ses limites. *La confiance en question*, 36, 59-72.
- Piga, A. (2003). Islam et villes en Afrique au sud du Sahara. Karthala.
- République du Sénégal. (2008). *Loi n° 2008-08 du 25 janvier 2008 sur les transactions électroniques*. République du Sénégal. <https://www.dri.gouv.sn/sites/default/files/LOI/2008/comP4%20loi%20decentralisation%20et%20travail/LOI%20N200808%20DU%2025%20JANVIER%202008/LOI%20N%C2%B0200808%20DU%2025%20JANVIER%202008.pdf>
- Roubelat, F. (2009). Confiance et E-commerce. *Métropolis*, 4(78), 84-88.
- UNCTAD. (2018). *Évaluation rapide de l'état de préparation du Sénégal au commerce électronique*. ONU.
- UNCTAD. (2018). *Maurice est le pays africain le mieux préparé au commerce électronique*. ONU Commerce et Développement. <https://unctad.org/fr/press-material/maurice-est-le-pays-africain-le-mieux-prepare-au-commerce-electronique>
- UNCTAD (2021). *Post-COVID-19: Digital and E-Commerce Reach a Turning Point in Their Development*. United Nations. <https://unctad.org/news/how-covid-19-triggered-digital-and-e-commerce-turning-point>

UNCTAD. (2023). *Les chaînes d'approvisionnement mondiales à forte intensité technologique : le potentiel de l'Afrique*. Rapport sur le développement économique en Afrique.

UNCTAD (2023). *The Potential of Africa to Capture Technology-Intensive Global Supply Chains*. Economic Development in Africa Report. [https://unctad.org/system/files/official-document/aldcafrica2023\\_en.pdf](https://unctad.org/system/files/official-document/aldcafrica2023_en.pdf)





# Retour sur une aporie

## L'efficacité du dispositif juridique de lutte contre les violences à l'égard des femmes au Burkina Faso

**Paligüewinde Martin Sawadogo**

Docteur en droit public, chercheur postdoctoral, Université Laval, Québec, Canada

[paligüewinde-martin.sawadogo.1@ulaval.ca](mailto:paligüewinde-martin.sawadogo.1@ulaval.ca)

### Résumé

Cet article analyse l'incidence du dispositif juridique de lutte contre les violences à l'égard des femmes (VEF) au Burkina Faso. Il vise à évaluer l'efficacité dudit dispositif face à la persistance des VEF, attisées par le contexte actuel de crise sécuritaire. Les résultats révèlent un tableau contrasté. D'une part, grâce à l'adoption de textes juridiques et à la mise en place de certaines institutions, de nombreuses actions ont pu être pérennisées en matière de lutte contre les VEF. D'autre part, l'existence d'écueils dans les textes et les dysfonctionnements institutionnels empêchent le dispositif juridique en cause de réduire substantiellement la pratique des VEF. Pour atteindre cette finalité, il convient de mobiliser, outre le droit, d'autres acteurs du changement social au potentiel incrémental souvent sous-estimé que constituent les autorités coutumières et religieuses.

### Mots-clés

VEF, genre, inégalités, droit, changement social

## Introduction

Les violences à l'égard des femmes (VEF) constituent un phénomène préoccupant à l'échelle mondiale. Selon l'Afrobaromètre 2021-2023, 24 % de femmes déclarent que les VEF sont une pratique « assez/très courante » au Burkina Faso (M'Cormack-Hale et al., 2023, p. 3).

Les violences à l'égard des femmes sont définies comme :

des actes de violence dirigés contre les personnes de sexe féminin, et causant ou pouvant causer aux femmes et aux filles un préjudice ou des souffrances physiques, sexuelles, psychologiques, morales, économiques et culturelles y compris la menace de tels actes, que ce soit dans la vie publique ou dans la vie privée. (Loi n° 025-2018/AN, 2018, p. 190)

Mener une analyse sur les VEF revêt un enjeu heuristique, celui de contribuer à l'étude critique de l'arsenal juridique mise en place pour la lutte contre les VEF au Burkina Faso.

**How to cite this paper:**  
Sawadogo, P. M. (2025). Retour sur une aporie : l'efficacité du dispositif juridique de lutte contre les violences à l'égard des femmes au Burkina Faso. *Global Africa*, (9), pp. 180-186.  
<https://doi.org/10.57832/zg67-mm19>

Received: October 21, 2024

Accepted: December 28, 2024

Published: March 20, 2025

© 2025 by author(s). This work is openly licensed via [CC BY-NC 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/)



La réflexion sur un tel cadre juridique pose inévitablement la question de son effectivité. En d'autres termes, le dispositif juridique burkinabè actuel de lutte contre les VEF est-il de nature à favoriser l'éradication ou la réduction substantielle de cette pratique ?

En se fondant sur une approche positiviste et empirique du droit, cela pourrait permettre d'esquisser des éléments de réponse à cette question centrale. Ces éléments pourront s'articuler, dans un premier temps, autour des résultats contrastés que révèle une évaluation dudit dispositif. Dans un second temps, il semble nécessaire, face aux limites du droit, de suggérer l'idée d'une meilleure implication des autorités traditionnelles et religieuses afin d'atteindre la finalité de la réduction substantielle des VEF.

## Un dispositif aux résultats contrastés

L'analyse du dispositif juridique burkinabè actuel de lutte contre les VEF exige d'éviter deux extrêmes. Le premier consiste à soutenir que ce dispositif est efficace. Le deuxième à le décrire comme complètement inefficace. Le constat, soutenu par des données empiriques, est que le dispositif juridique de lutte contre les VEF au Burkina Faso a certes permis des progrès, mais il comporte certains écueils.

### *Des actions pérennisées*

Le dispositif juridique de lutte contre les VEF au Burkina Faso a permis des progrès tant sur le plan normatif que structurel. Sur le plan normatif, l'adoption ou la ratification de certains textes a permis de constituer une garantie normative solide pour lutter contre les VEF.

Pour venir à bout des VEF, les autorités burkinabè ont adopté des textes qui les condamnent, les obligent elles-mêmes à prendre certaines mesures, précisent les sanctions prévues contre tout auteur de VEF ainsi que les possibilités pour toute victime d'obtenir réparation devant la justice. Ces textes sont de différentes natures. Tout d'abord, il existe des textes internationaux comme le Pacte international sur les droits économiques, sociaux et culturels de 1966<sup>1</sup>, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes de 1979, et la Déclaration 48/104 de l'Assemblée générale des Nations unies sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes de 1993. L'article 4 de cette dernière dispose que :

Les États devraient condamner la violence à l'égard des femmes et ne pas invoquer des considérations de coutume, de tradition ou de religion pour se soustraire à l'obligation de l'éliminer. Les États devraient mettre en œuvre sans retard, par tous les moyens appropriés, une politique visant à éliminer la violence à l'égard des femmes [...]. (Nations unies, 1993)

Ensuite, on peut citer des textes régionaux dont la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples de 1981<sup>2</sup> (OUA, 1981), qui demeure le texte le plus emblématique. Viennent, enfin, les textes nationaux comme la Constitution de 1991, la loi n° 061-2015/CNT portant prévention, répression et réparation des violences à l'égard des femmes et des filles et prise en charge des victimes, et la loi n° 025-2018/AN portant Code pénal. Par exemple, les articles 513-2 à 514-3 du Code pénal punissent les différentes formes de violences exercées à l'égard des femmes par des peines d'emprisonnement et le paiement d'amendes. À ces textes juridiques, s'ajoutent des politiques comme la Stratégie nationale genre 2020-2024, qui fait de la lutte contre les VEF l'un de ses domaines prioritaires. Du reste, la création de certaines structures constitue une avancée qu'il convient de souligner. Dans cette perspective, la mise en place et le déploiement de certains organismes ont souvent contribué à assurer l'application des textes adoptés.

1 « Article 3 : Les États parties au présent Pacte s'engagent à assurer le droit égal qu'ont l'homme et la femme au bénéfice de tous les droits économiques, sociaux et culturels qui sont énumérés dans le présent Pacte. »

2 « Article 4 : La personne humaine est inviolable. Tout être humain a droit au respect de sa vie et à l'intégrité physique et morale de sa personne : nul ne peut être privé arbitrairement de ce droit. »

De nombreuses structures ont été créées et leurs diverses actions ont contribué à réduire la pratique des VEF. En premier lieu, le ministère de la Promotion de la femme, de la Solidarité nationale et de la Famille, institué en 1997, a mis en œuvre des projets visant à lutter spécifiquement contre les VEF. Par exemple, en mars 2021, le ministère, en collaboration avec ses partenaires, a mis en place un numéro vert dédié aux alertes et aux dénonciations des VEF. L'anonymat et la gratuité du mécanisme ont permis de traiter de nombreuses affaires et de prendre en charge les victimes. Dans ce sens, les statistiques dudit ministère indiquent qu'en 2020, 5 224 personnes ont été victimes de violences basées sur le genre (VBG), y compris les VEF, et ont été prises en charge (Zongo, 2021). En second lieu, le Secrétariat permanent du Conseil national pour la promotion du genre (SP/CONAP-Genre), rattaché au ministère de la Promotion de la femme, a mis en place des actions de formation et sensibilisation, aussi bien dans des villages que dans des villes (Zongo, 2022). À Ouagadougou et dans des provinces comme Kaya (UNFPA, 2022) et Tenkodogo (Dembélé, 2023), des centres de prise en charge des victimes de VEF ont été créés, offrant des services médicaux et sociaux.

Bien que les statistiques sur les dossiers relatifs aux VEF ne soient pas disponibles en ligne, on sait que les services de gendarmerie et de police travaillent à faire respecter les droits des citoyens, notamment des femmes. À cet égard, des réseaux de chercheurs comme Afrobaromètre ont salué leur dévouement (AIB, 2024a). Lorsque des auteurs de VEF sont identifiés par ces services, ils peuvent être déférés devant les juridictions étatiques compétentes au sein desquelles il existe des chambres « spéciales » chargées de la répression des VEF. Si les infractions sont effectivement avérées, les juges n'hésitent pas à sanctionner leurs auteurs par des peines d'emprisonnement et de paiement d'amendes.

Ce fut le cas, par exemple, dans l'affaire *Ministère public c. Kinda Jean Noël* en 2017 (TGI Kongoussi, 2017). Accusé par Marie, mineure de moins de 18 ans, d'agression sexuelle et de viol, Jean Noël, majeur, a reconnu l'ensemble des accusations portées contre lui. Il a été condamné par le tribunal de grande instance (TGI) de Kongoussi à une peine de cinq ans de prison. De même, dans l'affaire *Ministère public c. O. S. M.* de 2021 (TGI Ouahigouya, 2021), Mohamed a été accusé de tentative de meurtre et d'insultes obscènes. Il avoua les faits et le TGI de Ouahigouya le déclara coupable et le condamna à douze ans de prison. Ainsi, le dispositif juridique de lutte contre les VEF au Burkina Faso a permis de pérenniser des actions. Cependant, ce dispositif comporte des limites qu'il convient de souligner.

### *Des lacunes persistantes*

Les insuffisances du dispositif juridique de lutte contre les VEF au Burkina Faso peuvent être identifiées à deux niveaux : il subsiste non seulement des limites textuelles, mais également institutionnelles qui empêchent ledit dispositif d'atteindre pleinement les finalités pour lesquelles il a été créé.

Les textes adoptés en vue de lutter contre les VEF au Burkina Faso présentent des imperfections. Ces dernières se traduisent, d'une part, par l'omission de certaines notions dans lesdits textes. La première est celle de « violence domestique ». Selon l'article 3.b de la Convention d'Istanbul de 2011, elle désigne :

Tous les actes de violence physique, sexuelle, psychologique ou économique qui surviennent au sein de la famille ou du foyer ou entre des anciens ou actuels conjoints ou partenaires, indépendamment du fait que l'auteur de l'infraction partage ou a partagé le même domicile que la victime. (Conseil de l'Europe, 2011, p. 3)

Le principe de la légalité des peines, qui est l'un des principes généraux du droit pénal, veut que nulle infraction ne puisse être punie et nulle peine ne puisse être prononcée par le juge si elles ne sont pas prévues par la loi. Or, la notion de « violence domestique » n'apparaît ni dans la loi n° 025-2018/AN portant Code pénal, ni dans la loi n° 061-2015/CNT portant prévention, répression et réparation des violences à l'égard des femmes et des filles et prise en charge des victimes. Dès lors, il serait difficile pour le juge de sanctionner les auteurs de violences domestiques. Pourtant, selon

l'Afrobaromètre 2021-2023, les Burkinabè reconnaissent l'existence de ce type de violence. De plus, 26 % d'entre eux considèrent la violence domestique comme une affaire pénale dont la résolution complète nécessite l'implication des forces de l'ordre (M'Cormack-Hale et al., 2023, p. 4).

Ensuite, la deuxième notion est celle de « violences basées sur l'honneur » (VBH). Elles peuvent être définies comme des actes de violence exercés à l'égard d'une femme par un groupe (tribu, clan, ethnie) qui considère que les paroles ou les actes, compromettant sa chasteté, ont porté atteinte à l'honneur du groupe. Cette absence pourrait s'expliquer par le fait que de telles violences sont rares dans la société burkinabè. Cependant, rien ne garantit que, à l'avenir, de telles violences ne prendront pas des proportions inquiétantes. Par exemple, le vide juridique relatif aux VBH n'inquiétait pas outre mesure le législateur canadien jusqu'au jour où des drames ébranlèrent la société canadienne (Conseil du statut de la femme, 2013).

D'autre part, les lacunes des textes se traduisent par le caractère non dissuasif de certaines sanctions. Tel est le cas de celles prévues pour les auteurs de violences morales et psychologiques. Le législateur n'a pas assorti ce type d'infractions de peines d'emprisonnement ; ainsi l'auteur reconnu de ce type de violence sera uniquement condamné à payer des amendes comprises entre 250 000 FCFA et 600 000 FCFA, selon l'article 513-5 de la loi n°025-2018/AN portant Code pénal. Les violences morales et psychologiques ont-elles des effets moins néfastes que les autres formes de violences pouvant donner lieu à des peines privatives de liberté ? Le paiement d'amendes de 600 000 FCFA par un homme reconnu coupable d'« abandon moral et matériel du foyer » depuis des années peut-il réparer de manière juste les préjudices subis par la femme et les enfants ? On peut en douter. D'ailleurs, les psychologues montrent que les violences morales et psychologiques ont des effets dévastateurs sur la victime au sein du couple, mais aussi sur les enfants.

Sur le plan institutionnel, des écueils existent également. Les institutions responsables de la lutte contre les VEF ne fonctionnent pas souvent comme il le faudrait. D'abord, les victimes de VEF ne bénéficient pas toujours des traitements, conseils et services médico-sociaux en raison de l'inexistence de centres de prise en charge dans certaines localités du Burkina Faso. En effet, le Rapport d'analyse de la situation des VBG au Burkina Faso de la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2022 révèle que seules cinq sur treize régions du pays disposent de services spécialisés en VBG (médical, psychosocial, sécurité/sûreté, juridique, réinsertion socio-économique). Il précise que 85 % des survivantes de viol n'ont pas reçu une prise en charge clinique appropriée dans le délai de soixante-douze heures suivant le crime (AoR VBG Burkina Faso, 2022, p. 3).

Ensuite, le montant des crédits alloués aux différents organismes publics chargés de la lutte contre les VEF demeure insuffisant. Par exemple, selon le rapport d'analyse sus-cité, sur un budget requis de 25 millions, 1,8 million a été décaissé pour les activités du sous-cluster (AoR) VBG du Burkina Faso. Dans le contexte actuel où la lutte contre le terrorisme demeure la priorité, l'accroissement des dépenses militaires (Somda, 2024) a pu entraîner une réduction des crédits affectés à la lutte contre les VEF. Or, selon le rapport semestriel 2022 du sous-groupe sur les VBG, 91 % des cas rapportés au cours de cette période concernent des personnes déplacées à l'intérieur du pays en raison du terrorisme (Cluster Protection Burkina Faso, 2022, p. 1).

Par ailleurs, les victimes des VEF rencontrent souvent des difficultés financières pour accéder à la justice. Pour y remédier, un fonds d'assistance judiciaire aux victimes de violences a été créé. Mais, son opérationnalisation reste laborieuse et le dispositif souffre d'une grande invisibilité auprès de ses bénéficiaires (AIB, 2024b). De plus, lorsque les victimes des VEF parviennent, enfin, à surmonter ces difficultés, elles n'obtiennent pas toujours des réparations justes pour les préjudices subis.

C'est le cas par exemple dans l'affaire *Ministère public c. G. S. alias Kakaga* de 2019 (TGI Ouahigouya, 2019). G. S. alias Kakaga, âgé de plus de 18 ans, a été accusé d'avoir tenté de violer une fille mineure. Après l'avoir traînée dans la brousse et déshabillée, il fut interrompu par la mère de la jeune fille qui confronta l'accusé avec un bâton. G. S. a reconnu les faits et affirma qu'il avait eu une envie incontrôlable d'avoir des relations sexuelles avec la victime au moment où celle-ci livra dans sa boutique le repas, qu'il avait commandé au restaurant de sa mère. Après avoir examiné tous les arguments, le TGI de Ouahigouya le déclara coupable de tentative de viol et le condamna à douze

mois de prison avec sursis, plus une amende de 100 000 FCFA. Quant à la victime, le tribunal lui accorda une indemnité d'une valeur de 10 000 FCFA. Avec une telle sentence, il est légitime de s'interroger sur l'équité de la justice envers les victimes de VEF.

Au demeurant, parce que les VEF peuvent avoir un lien avec les coutumes et les croyances religieuses, il semble opportun de trouver des voies et moyens pour impliquer davantage les autorités coutumières et religieuses dans cette lutte.

## Une meilleure inclusion des autorités coutumières et religieuses

En Afrique en général et au Burkina Faso en particulier, les autorités coutumières et religieuses occupent une place importante dans la société. Par l'exercice des pouvoirs religieux et coutumiers dont elles sont dépositaires, elles participent aux dynamiques sociétales. Dans le cadre de la lutte contre les VEF, il existe de nombreux arguments qui militent en faveur d'une meilleure inclusion des autorités coutumières et religieuses. L'amélioration de ce processus d'inclusion pourrait s'opérer selon diverses modalités.

### *Les raisons de l'inclusion*

La nécessité d'une meilleure inclusion des autorités coutumières et religieuses dans la lutte contre les VEF repose essentiellement sur trois raisons.

La première tient au fait que la persistance des VEF semble en partie liée à des schémas et modèles de comportements sociaux et culturels communément véhiculés par des coutumes et des religions. En effet, ces dernières diffusent souvent des stéréotypes, des idées et des valeurs qui ont contribué à instaurer des rapports de forces inégaux entre les hommes et les femmes, encourageant ainsi la domination des premiers sur les secondes et par ricochet, l'exercice des VEF. L'ONU reconnaît implicitement le rôle de certaines coutumes et religions dans la pérennisation des VEF lorsqu'elle engage les États parties à condamner la violence à l'égard des femmes et à ne pas invoquer des considérations de coutume, de tradition ou de religion pour se soustraire à l'obligation de l'éliminer<sup>3</sup>. Du reste, les autorités coutumières et religieuses – et c'est la seconde raison – disposent d'un pouvoir incrémental réel (Perrot & Fauvelle-Aymar, 2003 ; Bayart, 2018). En effet, ce pouvoir revêt diverses formes. Il s'agit, d'une part, d'un pouvoir normatif et herméneutique, par lequel ces autorités peuvent participer à la fabrique et à l'interprétation des normes coutumières et religieuses. D'autre part, elles disposent d'une légitimité et d'un pouvoir politique leur permettant de jouer encore aujourd'hui un rôle crucial progressiste dans le domaine social, politique et culturel. À titre illustratif, elles exercent une fonction essentielle de prévention et de règlement des conflits familiaux, communautaires et politiques. En témoigne la médiation des autorités coutumières et religieuses lors de la situation conflictuelle en 2022 entre le capitaine Ibrahim Traoré et le lieutenant-colonel Henri Damiba. L'implication de ces autorités a eu, indéniablement, un effet transformationnel : la situation, qui aurait pu finir en chaos et en bain de sang, a abouti à un dénouement « apaisé » avec la démission du lieutenant-colonel Henri Damiba (Le faso.net, 2022). La troisième raison, qui justifie l'idée d'une meilleure inclusion des autorités coutumières et religieuses dans la lutte contre les VEF, est inhérente à la prééminence *de facto* des droits coutumiers et religieux sur le droit étatique (Sow Sidibé, 1991). Par exemple, la loi portant Code des personnes et de la famille (CPF) du Burkina Faso interdit la dot<sup>4</sup>. Toutefois, la plupart des futurs mariés observent les normes coutumières qui prescrivent la dot. De même, les mariages coutumiers et religieux ne sont pas explicitement reconnus dans le CPF. En dépit de cette non-reconnaissance, des citoyens ne manquent pas de célébrer leurs mariages de manière religieuse ou coutumière au détriment du mariage civil devant l'officier de l'état civil. Cette référence prééminente aux mariages coutumiers et religieux constitue l'une des raisons pour

3 Article 4 de la Déclaration 48/104 de l'AG/NU sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes de 1993.

4 Article 244 du Zatu an VII 13 du 16 novembre 1989 portant institution et application d'un code des personnes et de la famille au Burkina Faso.

lesquelles le gouvernement a adopté le 10 juillet 2024 un avant-projet de loi portant CPF dans lequel il consacre la reconnaissance des mariages coutumiers et religieux à travers leurs transcriptions sur le registre d'état civil sous certaines conditions (Queen Mafa, 2024).

### *Les modalités de l'inclusion*

Une piste qui peut être explorée est celle de l'institutionnalisation d'un espace de dialogue tripartite, regroupant les représentants des autorités étatiques (membres du gouvernement et du parlement), les représentants des organisations de défense des droits des femmes et ceux des autorités coutumières et religieuses. Cependant, l'inclusion de ces derniers constitue un exercice délicat qui pourrait se solder par un échec si un biais psychologique n'est pas pris en compte : il s'agit, pour les divers acteurs, d'éviter toute attitude ou comportement méprisant à l'égard des autorités coutumières et religieuses tendant à les assimiler à des forces rétrogrades. Une fois ce biais surmonté, cet espace de dialogue pourrait se présenter comme un lieu de plaidoyer où les représentants des autorités étatiques et des organisations de défense des droits des femmes pourraient orienter leurs stratégies, fondées sur le « nudge » pour atteindre deux objectifs.

Le premier objectif serait d'encourager les autorités coutumières et religieuses à faire évoluer certaines normes coutumières et à donner une interprétation des textes religieux dans un sens favorable à la réduction des VEF. En effet, si le pouvoir normatif et herméneutique de ces autorités est mis au service de la protection des femmes, il pourrait contribuer à réduire considérablement les VEF. Prenons, par exemple, l'hypothèse où toutes les autorités coutumières viendraient à adopter des « décrets » coutumiers interdisant explicitement l'excision ou les violences physiques à l'égard des femmes dans le ressort de leurs juridictions. Ce pouvoir normatif n'aurait-il pas des effets bénéfiques sur la lutte contre les VEF ? Il convient de répondre par l'affirmative.

Le deuxième objectif serait d'inciter les autorités coutumières et religieuses à user de leur légitimité, en tant que leaders d'opinion, pour donner de la voix dans les divers médias et sensibiliser sur la nécessité d'abandonner les actes de VEF. Leur légitimité leur confère l'avantage de voir leurs messages être écoutés et mis en pratique par les populations. Cette approche mérite d'être explorée, d'autant plus qu'elle semble avoir fait les preuves de son efficacité à propos d'autres phénomènes, comme les discours de haine tenus par des prédicateurs. Face à leur propagation dans les médias, les autorités religieuses ont pris le phénomène à bras-le-corps à travers des interventions médiatiques (spots publicitaires, interviews, communiqués, etc.). Il peut sembler prématuré de dresser le bilan d'une telle initiative, mais des résultats tangibles sont déjà visibles, avec de moins en moins de discours haineux émanant de prédicateurs dans l'espace médiatique.

## Conclusion

L'analyse du dispositif juridique de lutte contre les VEF au Burkina Faso présente l'image d'un iceberg. Sur sa partie émergée, on observe de nombreux progrès réalisés. Cependant, il existe une grande partie immergée, constituée de divers écueils qui réduisent la performance de ce dispositif. Du reste, cette réflexion a permis de rappeler que le droit n'est qu'un vecteur du changement social. Il est illusoire de faire du droit la panacée, car :

il reste au droit et aux juristes à reconnaître, plutôt que de se livrer à une course poursuite avec les faits, vouée à l'échec, qu'ils rencontrent des bornes, que tout ne saurait se régler en pure logique du droit et sur son seul terrain, et qu'il est des épisodes, souvent les plus dramatiques, de la vie politique [et sociale] qui leur échappent. (Du Bois de Gaudusson, 2003, p. 149)

À côté du droit, il existe d'autres acteurs du changement social tels que les autorités coutumières et religieuses. En raison de leur potentiel incrémental, elles peuvent davantage être mobilisées afin de réduire substantiellement les violences à l'égard des femmes au Burkina Faso, actuellement en proie à une crise multidimensionnelle.

## Bibliographie

- AIB (2024a, 7 février). *Burkina : La police nationale occupe la première place pour son respect des droits des citoyens, sur 39 pays africains*. Agence d'information du Burkina. Consulté le 11/10/2024 sur <https://www.aib.media/burkina-la-police-nationale-occupe-la-premiere-place-pour-son-respect-des-droits-des-citoyens-sur-39-pays-africains/>
- AIB (2024b, 18 juin). *Fonds d'assistance judiciaire : des échanges pour renforcer l'efficacité du mécanisme*. Agence d'information du Burkina. Consulté le 18/10/2024 sur <https://www.aib.media/fonds-d-assistance-judiciaire-des-echanges-pour-renforcer-lefficiency-du-mecanisme/>
- AoR VBG Burkina Faso (2022). *Rapport d'analyse de la situation de la violence basée sur le genre au Burkina Faso (semestre 1)*. [https://gbvaor.net/sites/default/files/2022-09/Analyse\\_AoR\\_VBG\\_Burkina%20S1\\_2022.Final-AK\\_BA\\_OC.pdf](https://gbvaor.net/sites/default/files/2022-09/Analyse_AoR_VBG_Burkina%20S1_2022.Final-AK_BA_OC.pdf)
- Bayart, J.-F. (2018). *État et religion en Afrique*. Karthala.
- Constitution du Burkina Faso (1991)
- Conseil de l'Europe (2011). *Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique* ou Convention d'Istanbul. STCE n° 210.
- Conseil du statut de la femme (2013). *Les crimes d'honneur : de l'indignation à l'action*. Québec. Consulté le 21/01/2025 sur <https://csf.gouv.qc.ca/article/2013/10/30/les-crimes-dhonneur-de-lindignation-a-laction/>
- Cluster Protection Burkina Faso. (2022). [https://gbvaor.net/sites/default/files/2022-12/2022%20GBV%20Secondary%20Data%20Review%20Burkina%20Faso%20\\_final\\_WCAR-UNFPA-REGA\\_0.pdf](https://gbvaor.net/sites/default/files/2022-12/2022%20GBV%20Secondary%20Data%20Review%20Burkina%20Faso%20_final_WCAR-UNFPA-REGA_0.pdf)
- Dembélé, B. (2023, 8 août). *Centre Mère-enfants de Tenkodogo : l'assurance d'une prise en charge des cas de violences basées sur le genre*. Studio Yafa. Consulté le 09/10/2024 sur <https://www.studionyafa.org/14010-centre-mere-enfants-de-tenkodogo-lassurance-dune-prise-en-charge-complete-des-cas-de-violences-basees-sur-le-genre>
- Du Bois de Gaudusson, J. (2003). L'accord de Marcoussis, entre droit et politique. *Afrique contemporaine*, 206(2), 149.
- Keïta, H. (2024, 27 octobre). *FAIB : la communauté invitée à promouvoir des discours, exempts de violence, de haine et de sectarisme*. *Matin libre*. Consulté le 22/01/2025 sur <https://matinlibre.bf/faib-la-communaute-invitee-a-promouvoir-des-discours-exempts-de-violence-de-haine-et-de-sectarisme/>
- Le faso.net (2022, 2 octobre). *Burkina : Damiba a posé sept conditions avant de rendre sa démission, selon les autorités religieuses et coutumières*. Le faso.net. Consulté le 22/01/2025 sur <https://lefaso.net/spip.php?article116401>
- Loi burkinabè n°025-2018/AN portant Code pénal. (2018).
- Loi burkinabè n°061-2015/CNT portant prévention, répression et réparation des violences à l'égard des femmes et des filles et prise en charge des victimes. (2015).
- M'Cormack-Hale, F., Patel, J., & Ndiaye Diouf, N. (2023). La lutte contre la violence basée sur le genre figure en tête de l'agenda des droits des femmes en Afrique. *Afro Barometer*, 736.
- Nations unies (1966). *Pacte international sur les droits économiques, sociaux et culturels*.
- Nations unies (1979). *Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes*.
- Nations unies (1993). *Déclaration 48/104 de l'Assemblée générale des Nations unies sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes*.
- OUA (1981). *Charte africaine des droits de l'homme et des peuples*.
- Perrot, C.-H., & Fauvelle-Aymar, F.-X. (2003). *Le retour des rois : les autorités traditionnelles et l'État en Afrique contemporaine*. Karthala.
- Queen Mafa (2024). *Code des personnes et de la famille : voici les innovations majeures proposées par le gouvernement*. Queen Mafa. Consulté le 22/01/2025 sur <https://www.queenmafa.net/2024/07/10/code-des-personnes-et-de-la-famille-voici-les-innovations-majeures-proposees-par-le-gouvernement/>
- Somda, A. C. (2024, 2 janvier). *Reconquête du territoire national : près de 30 % du budget à la défense-sécurité*. *L'économiste du Faso*. Consulté le 16/10/2024 sur <https://www.leconomistedufaso.com/2024/01/02/reconquete-du-territoire-national-pres-de-30-du-budget-a-la-defense-securite/>
- Sow Sidibé, A. (1991). *Le pluralisme juridique en Afrique, l'exemple du droit successoral sénégalais*. LGDJ.
- TGI Kongoussi (2017, 26 avril). *Ministère public c. Kinda Jean Noël*. <https://sgbv-ihirda.uwazi.io/fr/entity/yf5u7lw2i2l/metadata?page=1>
- TGI Ouahigouya (2021, 17 juin). *Ministère public c. O.S.M.* <https://sgbv-ihirda.uwazi.io/fr/entity/cgbj3bkdwk?-searchTerm=TGI%2C%20Ouahigouya%2C%2017%20juin%202021%2C%20Ministère%20Public%20c.%20O.S.M&page=2>
- TGI Ouahigouya (2019, 30 octobre). *Ministère public c. G.S alias Kakaga*. <https://sgbv-ihirda.uwazi.io/fr/entity/1wgtb5nrg1?page=1>
- UNFPA (2022, 8 décembre). *Prise en charge des violences basées sur le genre : Des services complets, sûrs et confidentiels désormais disponibles à Kaya, dans le Centre-Nord du Burkina Faso*. UNFPA. Consulté le 07/10/2024 sur <https://burkinafaso.unfpa.org/fr/news/prise-en-charge-des-violences-bas%C3%A9es-sur-le-genre-des-services-complets-s%C3%BBrs-et-confidentiels>
- Zongo, Y. (2021, 2 mars). *Violences basées sur le genre au Burkina : Le 80 00 12 87 pour dénoncer les cas*. Le faso.net. Consulté le 15/10/2024 sur <https://lefaso.net/spip.php?article103049>
- Zongo, Y. (2022, 23 mai). *Burkina Faso : Les membres de la cellule genre et les acteurs de la planification et du suivi-évaluation des programmes formés sur la budgétisation sensible au genre et aux droits de l'enfant*. Le faso.net. Consulté le 05/10/2024 sur <https://lefaso.net/spip.php?article113490>

# Looking Back at an Aporia

## The Effectiveness of the Legal System in Combating Violence Against Women in Burkina Faso

**Paligüewinde Martin Sawadogo**

Doctor of Public Law, postdoctoral researcher, Université Laval, Québec, Canada

[paligüewinde-martin.sawadogo.1@ulaval.ca](mailto:paligüewinde-martin.sawadogo.1@ulaval.ca)

### Abstract

This article analyzes the impact of legal measures to combat violence against women (VAW) in Burkina Faso. Its aim is to assess the effectiveness of this system in the face of the persistence of VAW, fanned by the current security crisis. The results reveal a mixed picture. On the one hand, thanks to the adoption of legal texts and the establishment of some institutions, several actions have been sustained in the fight against VAW. On the other hand, the existence of pitfalls in the texts and institutional dysfunctions prevent the legal system in question from substantially reducing the practice of VAW. In order to achieve this goal, it is necessary to mobilize, in addition to the law, other agents of social change with an often underestimated incremental potential, such as customary and religious authorities.

### Keywords

VEF, gender, inequalities, law, social change

## Introduction

Violence against women (VAW) is a worrying phenomenon worldwide. According to the Afrobarometer 2021-2023, 24 % of women declare that VAW is a “fairly/very common” practice in Burkina Faso (M’Cormack-Hale et al., 2023, p. 3).

Violence against women is defined as:

acts of violence directed against persons of the female sex, and causing or likely to cause women and girls physical, sexual, psychological, moral, economic and cultural harm or suffering, including the threat of such acts, whether in public or private life. (Law n° 025-2018/AN, 2018, p. 190)

Conducting an analysis of VAW has a heuristic challenge, namely to contribute to a critical study of the legal arsenal put in place to combat VAW in Burkina Faso.

**How to cite this paper:**  
Sawadogo, P. M. (2025). Looking Back at an Aporia: The Effectiveness of the Legal System in Combating Violence Against Women in Burkina Faso. *Global Africa*, (9), pp. 187-193.  
<https://doi.org/10.57832/8fbv-0267>

Received: October 21, 2024  
Accepted: December 28, 2024  
Published: March 20, 2025

© 2025 by author(s). This work is openly licensed via [CC BY-NC 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/)



Reflection on such a legal framework inevitably raises the question of its effectiveness. In other words, is Burkina Faso's current legal framework for combating VAW likely to lead to the eradication or substantial reduction of this practice?

Based on a positivist and empirical approach to the law, this could help to sketch out some answers to this central question. These elements could be articulated, in the first instance, around the contrasting results revealed by an evaluation of the aforementioned system. Secondly, given the limits of the law, it would seem necessary to suggest the idea of greater involvement of traditional and religious authorities in order to achieve the goal of substantially reducing VAWs.

## A System with Contrasting Results

Two extremes must be avoided when analyzing Burkina Faso's current legal framework for combating VAW. The first is to maintain that the system is effective. The second is to describe it as completely ineffective. The empirically-backed observation is that Burkina Faso's legal framework for combating VAW has certainly enabled progress to be made, but it does have its pitfalls.

### *Sustained Actions*

The legal framework for combating VAW in Burkina Faso has led to progress on both the normative and structural fronts. In terms of standards, the adoption or ratification of certain texts has provided a solid normative guarantee for the fight against VAW.

To put an end to VAWs, the Burkinabe authorities have adopted legislation condemning them, obliging them to take certain measures, specifying the sanctions available to any perpetrator of VAWs and the possibilities for any victim to obtain legal redress. These texts are of various kinds. Firstly, there are international texts such as the 1966<sup>1</sup> International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights, the 1979 Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women, and the 1993 United Nations General Assembly Declaration 48/104 on the Elimination of Violence against Women. Article 4 of the latter states that:

States should condemn violence against women and not invoke considerations of custom, tradition or religion to avoid the obligation to eliminate it. States should implement without delay, by all appropriate means, a policy aimed at eliminating violence against women [...]. (United Nations, 1993)

Then there are regional texts, of which the 1981<sup>2</sup> African Charter on Human and Peoples' Rights (OAU, 1981) remains the most emblematic. Then there are national texts such as the 1991 Constitution, Law n° 061-2015/CNT on the prevention, repression and reparation of violence against women and girls and the care of victims, and Law n° 025-2018/AN on the Penal Code. For example, articles 513-2 to 514-3 of the Penal Code punish various forms of violence against women with prison sentences and fines. These legal texts are complemented by policies such as the National Gender Strategy 2020-2024, which makes the fight against VAW one of its priority areas. In addition, the creation of certain structures is an important step forward. In this respect, the establishment and deployment of certain bodies have often helped to ensure the application of the texts adopted.

Numerous structures have been created, and their various actions have helped to reduce the practice of VAW. First and foremost, the Ministry for the Promotion of Women, National Solidarity and the Family, set up in 1997, has implemented projects aimed specifically at combating VAW. For example, in March 2021, the Ministry, in collaboration with its partners, set up a toll-free number dedicated to VAW alerts and denunciations. The anonymity and free nature of the mechanism have enabled many cases to be handled and victims to be taken care of. In this respect, the Ministry's statistics show that in 2020, 5,224 people were victims of gender-based violence (GBV), including VAW, and received

1 "Article 3: The States Parties to the present Covenant undertake to ensure the equal right of men and women to the enjoyment of all economic, social and cultural rights set forth in the present Covenant."

2 "Article 4: The human person is inviolable. Every human being has the right to respect for his life and the physical and moral integrity of his person: no one may be arbitrarily deprived of this right."

care (Zongo, 2021). Secondly, the Permanent Secretariat of the National Council for the Promotion of Gender (SP/CONAP-Genre), attached to the Ministry for the Promotion of Women, has set up training and awareness-raising initiatives in both villages and towns (Zongo, 2022). In Ouagadougou and in provinces such as Kaya (UNFPA, 2022) and Tenkodogo (Dembélé, 2023), centers have been set up to provide medical and social services for victims of VAW.

Although statistics on VAW cases are not available online, it is known that the gendarmerie and police services work to uphold the rights of citizens, particularly women. In this respect, networks of researchers such as Afrobarometer have praised their dedication (AIB, 2024a). When perpetrators of VAW are identified by these services, they can be referred to the relevant state courts, where there are “special” chambers responsible for punishing VAW. If the offences are indeed proven, the judges do not hesitate to punish the perpetrators with prison sentences and fines.

This was the case, for example, in *Public Prosecutor v. Kinda Jean Noël* in 2017 (TGI Kongoussi, 2017). Accused by Marie, a minor under 18, of sexual assault and rape, Jean Noël, an adult, admitted all the charges against him. He was sentenced by the Kongoussi High Court to five years in prison. Similarly, in the case *Public Prosecutor v. O. S. M.* of 2021 (TGI Ouahigouya, 2021), Mohamed was charged with attempted murder and obscene insults. He confessed to the facts and the Ouahigouya TGI found him guilty and sentenced him to twelve years’ imprisonment. Thus, the legal framework for combating VAW in Burkina Faso has made it possible to perpetuate actions. However, the system has its limitations, which should be emphasized.

### *Persistent Shortcomings*

The shortcomings of the legal framework for combating VAW in Burkina Faso can be identified at two levels: there are not only textual limitations, but also institutional ones that prevent the framework from fully achieving the aims for which it was created.

The texts adopted to combat VAW in Burkina Faso are imperfect. These are reflected in the omission of certain concepts from the texts. The first is “domestic violence”. According to article 3.b of the 2011 Istanbul Convention, it means:

All acts of physical, sexual, psychological or economic violence that occur within the family or household or between former or current spouses or partners, regardless of whether the perpetrator shares or has shared the same home as the victim. (Council of Europe, 2011, p. 3)

The principle of the legality of penalties, which is one of the general principles of criminal law, means that no offence can be punished and no penalty can be pronounced by the judge if they are not provided for by law. However, the notion of “domestic violence” does not appear in Law n° 025-2018/AN on the Penal Code, nor in Law n° 061-2015/CNT on the prevention, repression and reparation of violence against women and girls and the care of victims. As a result, it would be difficult for judges to punish the perpetrators of domestic violence. Yet, according to the Afrobaromètre 2021-2023, Burkinabè acknowledge the existence of this type of violence. Furthermore, 26% of them consider domestic violence to be a criminal matter whose full resolution requires the involvement of law enforcement agencies (M’Cormack-Hale et al., 2023, p. 4).

The second concept is “honor-based violence” (HBV). These can be defined as acts of violence perpetrated against a woman by a group (tribe, clan, ethnic group) which considers that the words or actions compromising her chastity have harmed the group’s honor. This absence may be explained by the fact that such violence is rare in Burkinabe society. However, there is no guarantee that such violence will not take on worrying proportions in the future. For example, the legal vacuum relating to HBV did not worry Canadian legislators unduly until the day when tragedies shook Canadian society (Conseil du statut de la femme, 2013).

On the other hand, the shortcomings of the texts are reflected in the non-dissuasive nature of certain penalties. This is the case with penalties for moral and psychological violence. The legislator has not attached any prison sentences to this type of offence; thus, the recognized perpetrator of this type of violence will only be sentenced to pay fines of between 250,000 FCFA and 600,000 FCFA, according

to article 513-5 of law n° 025-2018/AN on the Penal Code. Is moral and psychological violence less harmful than other forms of violence that can result in custodial sentences? Can the payment of fines of 600,000 FCFA by a man convicted of “moral and material abandonment of the home” for years fairly compensate for the harm suffered by his wife and children? It is doubtful. In fact, psychologists have shown that moral and psychological violence has devastating effects not only on the victim within the couple, but also on the children.

There are also institutional pitfalls. The institutions responsible for combating VAW often do not function as they should. Firstly, victims of VAW do not always benefit from treatment, counseling and medico-social services due to the non-existence of care centers in certain localities of Burkina Faso. Indeed, the GBV Situation Analysis Report for Burkina Faso for the period January 1 to June 30, 2022 reveals that only five of the country’s thirteen regions have specialized GBV services (medical, psychosocial, security/safety, legal, socio-economic reintegration). It states that 85% of rape survivors have not received appropriate clinical care within seventy-two hours of the crime (AoR VBG Burkina Faso, 2022, p. 3).

Secondly, the amount of funding allocated to the various public bodies responsible for combating VAW remains inadequate. For example, according to the above-mentioned analysis report, out of a required budget of 25 million, 1.8 million has been disbursed for the activities of the Burkina Faso GBV sub-cluster (AoR). In the current context, where the fight against terrorism remains the priority, the increase in military expenditure (Somda, 2024) may have led to a reduction in funds allocated to the fight against VAW. Yet, according to the GBV sub-cluster’s semi-annual report 2022, 91% of cases reported during this period concerned people displaced within the country due to terrorism (Cluster Protection Burkina Faso, 2022, p. 1).

In addition, victims of VAW often face financial difficulties in accessing justice. To remedy this, a legal aid fund for victims of violence has been set up. However, this fund has not yet been put into operation, and its beneficiaries remain largely unaware of its existence (AIB, 2024b). Furthermore, when victims of VAW finally manage to overcome these difficulties, they do not always obtain fair compensation for the harm they have suffered.

This is the case, for example, in the 2019 case *Public Prosecutor v. G. S. alias Kakaga* (TGI Ouahigouya, 2019). G. S. alias Kakaga, aged over 18, was accused of attempting to rape a minor girl. After dragging her into the bush and undressing her, he was interrupted by the girl’s mother, who confronted the accused with a stick. G. S. admitted the facts and stated that he had had an uncontrollable urge to have sex with the victim when she delivered the meal he had ordered from her mother’s restaurant to his store. After examining all the arguments, the Ouahigouya High Court found him guilty of attempted rape and sentenced him to a twelve-month suspended prison sentence, plus a fine of 100,000 FCFA. As for the victim, the court awarded her compensation worth 10,000 FCFA. With such a sentence, it is legitimate to question the fairness of justice towards VAW’s victims.

Moreover, because VAW can be linked to customs and religious beliefs, it seems appropriate to find ways and means of involving customary and religious authorities more closely in this fight.

## Greater Inclusion of Customary and Religious Authorities

In Africa in general, and in Burkina Faso in particular, customary and religious authorities play an important role in society. Through the exercise of their religious and customary powers, they contribute to the dynamics of society. In the fight against VAW, there are many arguments in favor of greater inclusion of customary and religious authorities. This process of inclusion could be improved in a number of ways.

## Reasons for Inclusion

There are three main reasons why customary and religious authorities need to be more involved in the fight against VAW.

The first is that the persistence of VAW seems to be partly linked to social and cultural patterns of behavior commonly conveyed by customs and religions. Indeed, the latter often disseminate stereotypes, ideas and values that have helped to establish unequal power relations between men and women, thus encouraging the domination of the former over the latter and, in turn, the exercise of VAW. The UN implicitly recognizes the role of certain customs and religions in perpetuating VAW when it urges States parties to condemn violence against women and not to invoke considerations of custom, tradition or religion to avoid the obligation to eliminate it<sup>3</sup>. Moreover, customary and religious authorities – and this is the second reason – have real incremental power (Perrot & Fauvelle-Aymar, 2003; Bayart, 2018). This power takes various forms. On the one hand, it is a normative and hermeneutic power, through which these authorities can participate in the making and interpretation of customary and religious norms. On the other hand, they have the legitimacy and political power to continue to play a crucial progressive role in the social, political and cultural spheres. For example, they play an essential role in preventing and resolving family, community and political conflicts. The mediation of customary and religious authorities in the 2022 conflict between Captain Ibrahim Traoré and Lieutenant-Colonel Henri Damiba is a case in point. The involvement of these authorities undeniably had a transformational effect: the situation, which could have ended in chaos and bloodshed, came to a “peaceful” conclusion with the resignation of lieutenant-Colonel Henri Damiba (Le faso.net, 2022). The third reason, which justifies the idea of greater inclusion of customary and religious authorities in the fight against VAWs, is inherent in the pre-eminence of the local authorities in the fight against VAWs. The third reason, which justifies the idea of better inclusion of customary and religious authorities in the fight against VAW, is inherent in the de facto pre-eminence of customary and religious rights over state law (Sow Sidibé, 1991). For example, Burkina Faso’s Personal and Family Code (PFC) prohibits dowries<sup>4</sup>. However, most future brides and grooms observe customary norms that prescribe dowry. Similarly, customary and religious marriages are not explicitly recognized in the PFC. Despite this non-recognition, some citizens still celebrate their marriages in a religious or customary way, to the detriment of civil marriage before the civil registrar. This preeminent reference to customary and religious marriages is one of the reasons why, on July 10, 2024, the government adopted a draft bill on the PFC, in which it recognized customary and religious marriages through their transcriptions in the civil register under certain conditions (Queen Mafa, 2024).

## Inclusion Procedures

One avenue that could be explored is the institutionalization of a tripartite forum for dialogue, bringing together representatives of state authorities (members of government and parliament), women’s rights organizations and customary and religious authorities. However, the inclusion of the latter is a delicate exercise that could end in failure if a psychological bias is not taken into account: for the various players, the aim is to avoid any attitude or behavior that is contemptuous of customary and religious authorities and tends to equate them with retrograde forces. Once this bias has been overcome, this dialogue space could serve as an advocacy forum where representatives of state authorities and women’s rights organizations could direct their nudge-based strategies to achieve two objectives.

The first objective would be to encourage customary and religious authorities to change certain customary norms and interpret religious texts in a way that helps reduce VAW. Indeed, if the normative and hermeneutic power of these authorities is used to protect women, it could contribute to a considerable reduction in VAW. Take, for example, the hypothesis that all customary authorities

<sup>3</sup> Article 4 of UNGA Declaration 48/104 on the elimination of violence against women, 1993.

<sup>4</sup> Article 244 of Zatu an VII 13 of November 16, 1989 establishing and implementing a personal and family code in Burkina Faso.

were to adopt customary “decrees” explicitly prohibiting excision or physical violence against women within their jurisdictions. Would not this normative power have beneficial effects on the fight against VAW? The answer is yes.

The second objective would be to encourage customary and religious authorities to use their legitimacy as opinion leaders to speak out in the various media and raise awareness of the need to abandon acts of VAW. Their legitimacy gives them the advantage of seeing their messages listened to and put into practice by the population. This approach deserves to be explored, especially as it seems to have proved its effectiveness in relation to other phenomena, such as hate speech by preachers. Faced with their spread in the media, religious authorities have taken the phenomenon head-on through media interventions (commercials, interviews, press releases, etc.). It may seem premature to assess the results of such an initiative, but tangible results are already visible, with fewer and fewer hate speeches by preachers in the media.

## Conclusion

Analysis of the legal framework for combating VAW in Burkina Faso presents the image of an iceberg. On the tip of the iceberg, we can see that a great deal of progress has been made. However, there is a large submerged part, made up of various pitfalls that reduce the performance of this system. Moreover, this reflection has served to remind us that the law is only a vector for social change. It is illusory to make law a panacea, because:

it remains for law and jurists to recognize, rather than engaging in a chase with facts that is doomed to failure, that they are coming up against limits, that not everything can be settled in the pure logic of law and on its terrain alone, and that there are episodes, often the most dramatic, of political [and social] life that escape them. (Du Bois de Gaudusson, 2003, p. 149)

Alongside the law, there are other agents for social change, such as customary and religious authorities. Because of their incremental potential, they can be mobilized to substantially reduce violence against women in Burkina Faso, which is currently in the throes of a multidimensional crisis.

## Bibliography

- AIB (2024a, 7 february). *Burkina : La police nationale occupe la première place pour son respect des droits des citoyens, sur 39 pays africains*. Agence d'information du Burkina. Accessed 11/10/2024 from <https://www.aib.media/burkina-la-police-nationale-occupe-la-premiere-place-pour-son-respect-des-droits-des-citoyens-sur-39-pays-africains/>
- AIB (2024b, 18 june). *Fonds d'assistance judiciaire : des échanges pour renforcer l'efficience du mécanisme*. Agence d'information du Burkina. Accessed 18/10/2024 from <https://www.aib.media/fonds-dassistance-judiciaire-des-echanges-pour-renforcer-lefficience-du-mecanisme/>
- AoR VBG Burkina Faso (2022). *Rapport d'analyse de la situation de la violence basée sur le genre au Burkina Faso (semestre 1)*. [https://gbvaor.net/sites/default/files/2022-09/Analyse\\_AoR\\_VBG\\_Burkina%20S1\\_2022.Final-AK\\_BA\\_OC\\_.pdf](https://gbvaor.net/sites/default/files/2022-09/Analyse_AoR_VBG_Burkina%20S1_2022.Final-AK_BA_OC_.pdf)
- Bayart, J.-F. (2018). *État et religion en Afrique*. Karthala.
- Constitution du Burkina Faso (1991)
- Conseil de l'Europe (2011). *Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique* ou Convention d'Istanbul. STCE n° 210.
- Conseil du statut de la femme (2013). *Les crimes d'honneur : de l'indignation à l'action*. Québec. Consulté le 21/01/2025 sur <https://csf.gouv.qc.ca/article/2013/10/30/les-crimes-dhonneur-de-lindignation-a-laction/>
- Cluster Protection Burkina Faso. (2022). [https://gbvaor.net/sites/default/files/2022-12/2022%20GBV%20Secondary%20Data%20Review%20Burkina%20Faso%20\\_final\\_WCAR-UNFPA-REGA\\_0.pdf](https://gbvaor.net/sites/default/files/2022-12/2022%20GBV%20Secondary%20Data%20Review%20Burkina%20Faso%20_final_WCAR-UNFPA-REGA_0.pdf)
- Dembélé, B. (2023, 8 août). *Centre Mère-enfants de Tenkodogo : l'assurance d'une prise en charge des cas de violences basées sur le genre*. Studio Yafa. Consulté le 09/10/2024 sur <https://www.studiyafa.org/14010-centre-mere-enfants-de-tenkodogo-lassurance-dune-prise-en-charge-complete-des-cas-de-violences-basees-sur-le-genre>

- Du Bois de Gaudusson, J. (2003). L'accord de Marcoussis, entre droit et politique. *Afrique contemporaine*, 206(2), 149.
- Keïta, H. (2024, 27 octobre). *FAIB : la communauté invitée à promouvoir des discours, exempts de violence, de haine et de sectarisme*. *Matin libre*. Consulté le 22/01/2025 sur <https://matinlibre.bf/faib-la-communaute-invitee-a-promouvoir-des-discours-exempts-de-violence-de-haine-et-de-sectarisme/>
- Le faso.net (2022, 2 octobre). *Burkina : Damiba a posé sept conditions avant de rendre sa démission, selon les autorités religieuses et coutumières*. Le faso.net. Consulté le 22/01/2025 sur <https://lefaso.net/spip.php?article116401>
- Loi burkinabè n°025-2018/AN portant Code pénal. (2018).
- Loi burkinabè n°061-2015/CNT portant prévention, répression et réparation des violences à l'égard des femmes et des filles et prise en charge des victimes. (2015).
- M'Cormack-Hale, F., Patel, J., & Ndiaye Diouf, N. (2023). Combating gender-based violence tops Africa's agenda for women's rights. *Afro Barometer*, 736.
- OUA (1981). African Charter on Human and Peoples' Rights.
- Perrot, C.-H., & Fauvelle-Aymar, F.-X. (2003). *Le retour des rois : les autorités traditionnelles et l'État en Afrique contemporaine*. Karthala.
- Queen Mafa (2024). *Code des personnes et de la famille : voici les innovations majeures proposées par le gouvernement*. Queen Mafa. Consulté le 22/01/2025 sur <https://www.queenmafa.net/2024/07/10/code-des-personnes-et-de-la-famille-voici-les-innovations-majeures-proposees-par-le-gouvernement/>
- Somda, A. C. (2024, 2 janvier). *Reconquête du territoire national : près de 30 % du budget à la défense-sécurité*. *L'économiste du Faso*. Consulté le 16/10/2024 sur <https://www.leconomistedufaso.com/2024/01/02/reconquete-du-territoire-national-pres-de-30-du-budget-a-la-defense-securite/>
- Sow Sidibé, A. (1991). *Le pluralisme juridique en Afrique, l'exemple du droit successoral sénégalais*. LGDJ.
- TGI Kongoussi (2017, 26 avril). *Ministère public c. Kinda Jean Noël*. <https://sgbv-ihirda.uwazi.io/fr/entity/yf5u7lw2i2l/metadata?page=1>
- TGI Ouahigouya (2021, 17 juin). *Ministère public c. O.S.M*. <https://sgbv-ihirda.uwazi.io/fr/entity/cgbj3bkdwk?-searchTerm=TGI%2C%20Ouahigouya%2C%2017%20juin%202021%2C%20Ministère%20Public%20c.%20O.S.M&page=2>
- TGI Ouahigouya (2019, 30 octobre). *Ministère public c. G.S alias Kakaga*. <https://sgbv-ihirda.uwazi.io/fr/entity/1wgtb5nzrg1?page=1>
- UNFPA (2022, 8 décembre). *Prise en charge des violences basées sur le genre : Des services complets, sûrs et confidentiels désormais disponibles à Kaya, dans le Centre-Nord du Burkina Faso*. UNFPA. Consulté le 07/10/2024 sur <https://burkinafaso.unfpa.org/fr/news/prise-en-charge-des-violences-bas%C3%A9es-sur-le-genre-des-services-complets-s%C3%BBr-et-confidentiels>
- United Nations (1966). *International Covenant on Economic, Social, and Cultural Rights*.
- United Nations (1979). *Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination Against Women*.
- United Nations (1993). *Declaration 48/104 of the United Nations General Assembly on the Elimination of Violence Against Women*.
- Zongo, Y. (2021, 2 mars). *Violences basées sur le genre au Burkina : Le 80 00 12 87 pour dénoncer les cas*. Le faso.net. Consulté le 15/10/2024 sur <https://lefaso.net/spip.php?article103049>
- Zongo, Y. (2022, 23 mai). *Burkina Faso : Les membres de la cellule genre et les acteurs de la planification et du suivi-évaluation des programmes formés sur la budgétisation sensible au genre et aux droits de l'enfant*. Le faso.net. Consulté le 05/10/2024 sur <https://lefaso.net/spip.php?article113490>



*Double identité* [Photograph]. © Pamela Tu



**Melesi**

**Obrigado**

**Ndatenda**

**Dhanyavaad**

**Enkosi**

(धन्यवाद)

**Ameseginalehu**

**Thank you**

**Gracias**

**Kea leboha**

**Arigatou (ありがとう)**

**Merci**

**Matondo**

**A jaaraama**

**Shukran (شكراً)**

**Urakoze**

**Xièxiè**

**Na gode**

(谢谢)

**Spasibo (Спасибо)**

**Galatoomi**

**Asante**

**I ni ce**

**Danke**

**Yekenyeley**

**Merci**

**Gamsahamnida (감사합니다)**

**O şe**

**Grazie**

**Mèrèsi**

**Barka**

**Jërëjëf**

**Akpe**

**Ngiyabonga**

**Cảm ơn**

**Mahadsanid**

**Kan mi do**

**Ke a leboga**

**Teşekkür ederim**



Double identité [Photograph]. © Pamela Tulizo, 2025. Reproduced with permission.

# GLOBAL AFRICA

[www.globalafricasciences.org](http://www.globalafricasciences.org)

Indexée sur /Indexed on



